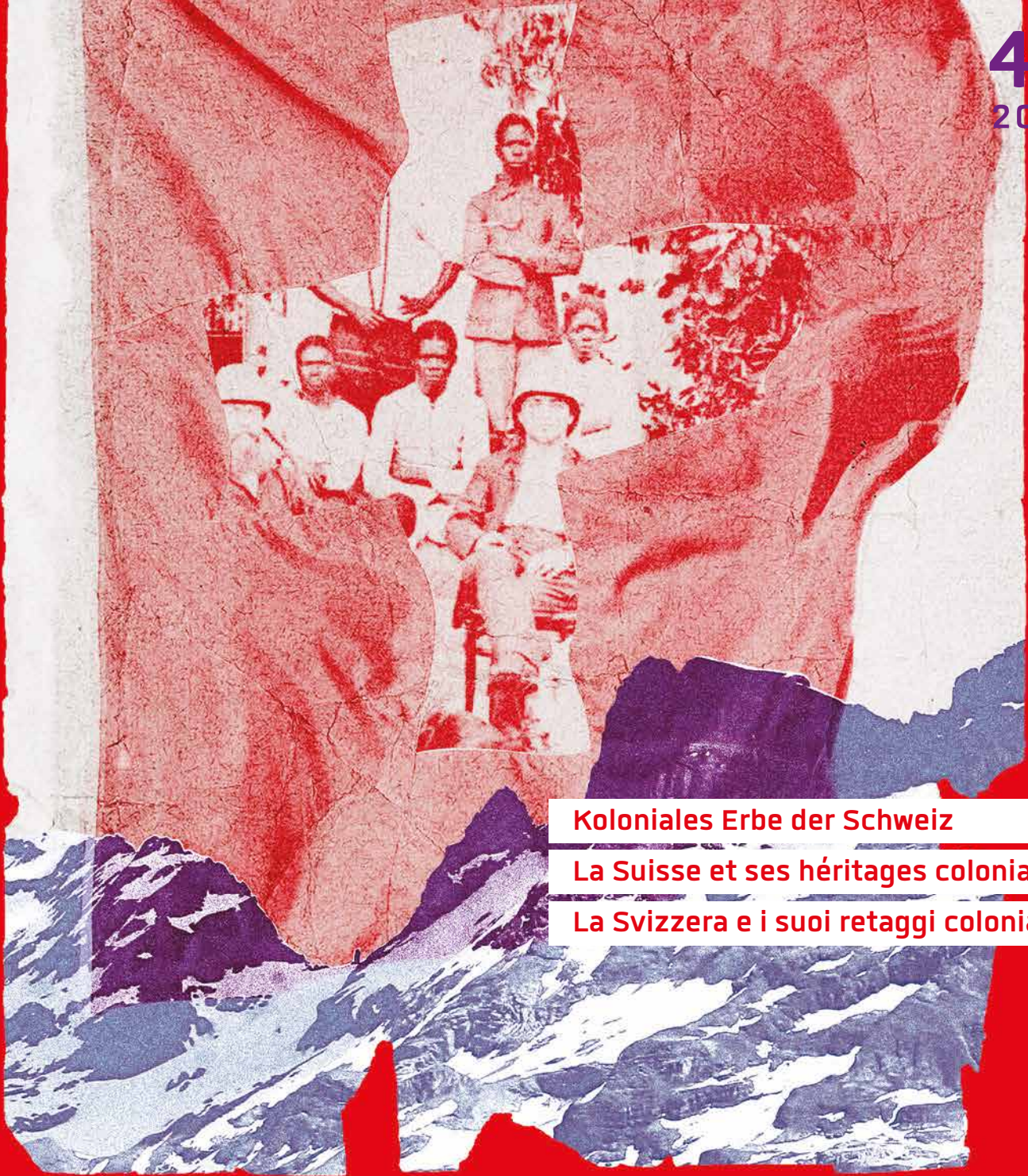


TANGRAM

Zeitschrift der EKR · Revue de la CFR · Rivista della CFR

47
2023



Koloniales Erbe der Schweiz

La Suisse et ses héritages coloniaux

La Svizzera e i suoi retaggi coloniali



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössische Kommission gegen Rassismus EKR
Commission fédérale contre le racisme CFR
Commissione federale contro il razzismo CFR
Cumissiu federala cunter il racissem CFR

Inhaltsverzeichnis

Table des matières

Indice

5

EDITORIAL / ÉDITORIAL / EDITORIALE

8

DOSSIER

Koloniales Erbe der Schweiz

La Suisse et ses héritages coloniaux

La Svizzera e i suoi retaggi coloniali

9_14_18

Le racisme et l'héritage du colonialisme dans la fabrique de l'histoire en Suisse

Rassismus und koloniales Erbe in der Werkstatt der Schweizer Geschichte
Il razzismo e il retaggio del colonialismo nella fabbrica della storia svizzera

Matthieu Gillabert

25_28_31

Comment l'État a participé à la colonisation

Welche Rolle spielte der Staat?
Come lo Stato ha partecipato alla colonizzazione

Fabio Rossinelli

35_37_39

Comment les images ont façonné l'imaginaire colonial de la Suisse et des Suisses

Wie Bilder unseren Blick auf die koloniale Welt und die koloniale Schweiz geprägt haben
Le immagini che hanno dato forma all'immaginario coloniale della Svizzera e degli svizzeri

Patrick Minder

42_45_47

« Les Universités doivent renforcer la recherche sur l'héritage du colonialisme et la pensée hiérarchique »

Entretien
«Die Hochschulen müssen die Forschung über das Erbe des Kolonialismus und das hierarchische Denken vorantreiben» Interview
«Le università devono rafforzare la ricerca sull'eredità del colonialismo e sul pensiero gerarchico» Intervista

Samia Hurst-Majno

49_52_54

Die kritische Aufarbeitung von Mission und Kolonialismus

La relecture critique des missions et du colonialisme
Rivisitazione critica delle missioni e del colonialismo

Claudia Buess

57_58_59

Bande dessinée : des missionnaires romands au Mozambique

Comic: Die Westschweizer Mission in Mosambik
Fumetti: Missionari romandi in Mozambico

Samuel Jordan

61_65_70

«Die Dekolonisierung von Museen und Universitäten ist eine kolossale Aufgabe»

Interview
« La décolonisation des musées et des universités, une tâche colossale » Entretien
«La decolonizzazione dei musei e delle università è un'impresa titanica» Intervista

Noémie Etienne

64_68_73

Benin Initiative Schweiz

Initiative Bénin Suisse
Iniziativa Benin Svizzera

74_76_78

Die Spuren der kolonialen Vergangenheit

Sur les traces du passé colonial de la Suisse
Le tracce del passato coloniale

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi

81_83_85

Vers la fin de « l'exceptionnalisme » suisse

Hat das Bild vom Sonderfall Schweiz ausgedient?
Verso la fine dell'«eccezionalismo» svizzero

Henri-Michel Yéré

87_91_94

Racisme, sexisme et colonialisme : pour une approche intersectionnelle de la résistance

Rassismus, Sexismus und Kolonialismus: für einen intersektionalen Ansatz des Widerstands
Razzismo, sessismo e colonialismo: per una resistenza intersezionale

Faten Khazaei

97_101_104

La Ville de Neuchâtel fait la lumière sur son passé colonial

Eine Stadt stellt sich ihrer kolonialen Vergangenheit
La Città di Neuchâtel fa luce sul suo passato coloniale

Chantal Lafontant Vallotton

* Originalversionen in Fettdruck / Versions originales en caractère gras / Versioni originali in grassetto

107_111_114

Héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois

Rassistisches und koloniales Erbe im öffentlichen Raum in der Stadt Genf

Eredità razzista e coloniale nello spazio pubblico ginevrino

Mohamed Mahmoud Mohamedou & Davide Rodogno

117_121_124

Wie verhält sich Zürich zu seiner kolonialen Geschichte?

Zurich et son histoire coloniale

Che rapporto ha Zurigo con la sua storia coloniale?

Manda Beck & Andreas Zangger

127_129_131

Auf kolonialen Spuren in Schweizer Städten

Sur les traces coloniales dans les villes suisses

Sulle tracce del passato coloniale nelle città svizzere

Theodora Peter

128_130_132

Lokale Kolonialgeschichte(n) online

Un site Internet pour découvrir la grande histoire du colonialisme à travers les petites histoires locales

Storia e storie (online) del colonialismo a livello locale

Theodora Peter

134

News

134_deutsch

Jahresbericht 2022 über Rassismusevorfälle in der Beratungspraxis
Veröffentlichung der Studie Rassismus und Repräsentation gesellschaftlicher Diversität in Lehrmitteln

Themen Dossier und Factsheet Antimuslimischer Rassismus

135_français

Rapport 2022 sur les incidents racistes traités dans le cadre de consultations

Étude Racisme et représentation de la diversité sociale dans les manuels scolaires

Dossier thématique Racisme à l'égard des musulmans

136_italiano

Rapporto 2022 sugli episodi di razzismo trattati nell'attività di consulenza

Studio Razzismo e rappresentazione della diversità della società nel materiale didattico

Dossier tematico Il razzismo antimusulmano

137

Rechtsprechung

Jurisprudence

Giurisprudenza

143

Fälle aus der Beratung

Cas tirés de la pratique

Casistica del servizio di consulenza

146

Bildnachweis

Crédit photo

Diritti d'autore della foto

147

TANGRAM bestellen

Commander TANGRAM

Ordinare TANGRAM

149

Impressum

Éditorial

Martine Brunschwig Graf

Présidente de la CFR

français

Ce numéro 47 de Tangram aborde une question sensible, mais importante si l'on veut comprendre certains aspects liés au racisme et à la discrimination raciale en Suisse, celle de l'héritage du colonialisme dans notre pays. Le sujet est difficile et complexe, car si la Suisse n'a jamais été un État colonial, certains de ses ressortissants, parfois éminents, ont fondé leur fortune et tiré des ressources importantes d'activités économiques fondées sur le colonialisme et l'esclavage. La responsabilité de la Suisse en tant qu'État est également engagée : la Confédération a tiré profit du colonialisme, comme le relèvent plusieurs articles.

Le présent numéro de Tangram, par la diversité des approches des auteurs, permet d'aborder cette problématique et ses conséquences sous différents angles. Cette démarche est indispensable, car elle permet de faire mieux connaître certaines réflexions et recherches, et de mettre le doigt aussi sur les lacunes qu'il reste à combler dans le domaine scientifique, dans les démarches pédagogiques et plus généralement dans la compréhension que l'opinion publique peut avoir de notre histoire.

Je laisse à chacune et chacun le soin de découvrir les propos des auteurs de ce Tangram qui reflètent l'état des dernières recherches. Je souhaite souligner, dans ce contexte, quelques éléments qui nous paraissent importants.

Lorsque l'on aborde la question de la Suisse et de ses ressortissants, et les liens avec le colonialisme et l'esclavage, revient souvent dans la discussion la question du contexte et de l'opinion dominante qui régnait à l'époque des faits relatés. Cette « opinion dominante » semble avoir été un motif politique prédominant dans les débats au gouvernement et au parlement fédéral dans les années 1860, pour ne pas entrer en matière sur des interventions parlementaires demandant des dispositions pénales contre la possession et le commerce d'esclaves par des Suisses. La définition de l'esclavage comme « crime contre l'humanité », telle que prônée par Wilhelm Joos, conseiller national schaffousois, n'était pas partagée par la majorité des politiciens de l'époque.

Il est important de savoir cela pour comprendre ce qu'il se passait alors et le contexte dans lequel la Suisse a profité des opérations économiques impliquant l'esclavage, alors qu'aujourd'hui notre pays est impliqué internationalement dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, cette forme contemporaine de l'esclavage.

La Convention relative à l'esclavage a été établie par la Société des Nations, et signée à Genève, en Suisse, le 25 septembre 1926. Le Parlement suisse approuvera sa ratification le 6 octobre 1930. En 1963, le Conseil fédéral demande au Parlement – qui va l'accepter – de ratifier la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage de l'ONU. Le Conseil fédéral écrit à cette occasion : *« Les raisons qui ont permis à la Suisse d'envisager une adhésion en 1930 ont conservé toute leur valeur. Elles ne peuvent qu'inciter notre pays à persévérer dans la voie qu'il s'est tracée il y a plus de trente ans. Ainsi, par le dépôt formel d'un instrument d'adhésion à la convention supplémentaire de 1956, nous témoignerions une nouvelle fois de notre désir de nous associer par esprit de solidarité aux efforts des États qui, luttant*

pour une juste cause, s'emploient à faire disparaître de notre monde les dernières traces d'un anachronisme social. »

Qualifier, 100 ans après la Guerre de Sécession et 33 ans après la ratification de la Convention y relative, l'esclavage d'« anachronisme social » témoigne d'un état d'esprit peu enclin à aborder de façon claire et transparente la problématique liée au trafic et à l'exploitation des esclaves et au rôle que les habitants de notre pays auraient pu jouer dans ce contexte.

Depuis, les choses sont restées en l'état durant longtemps. C'est pourquoi ce numéro de Tangram est à la fois important et insuffisant. Les analyses et les recherches ne sont de loin pas terminées, les démarches pédagogiques très insuffisamment entamées. Certes, à l'heure où le « wokisme » est devenu l'argument pour refuser toute introspection, il faut d'autant plus de courage pour éclairer le passé. Il ne s'agit pas de battre sa coulpe, de montrer du doigt, de dénoncer, de déboulonner des statues ou de nier le fait que des personnalités puissent avoir été à la fois bienfaitrices, visionnaires dans certains domaines, savantes dans d'autres et en même temps complices et acteurs dans des modèles économiques basés sur l'exploitation de la personne humaine.

Nous vivons au XXI^e siècle et nous ne sommes pas les justiciers des erreurs commises durant les siècles précédents. En revanche, nous sommes redevables d'éclairer ce qui doit l'être et de permettre au débat de se dérouler sereinement. Pour que cela se passe ainsi, il faut commencer par connaître et comprendre. Puisse ce numéro de Tangram y contribuer. Bonne lecture !

Editorial

Martine Brunswig Graf

Präsidentin der EKR

deutsch

Diese 47. Ausgabe von Tangram befasst sich mit dem kolonialen Erbe der Schweiz, einem sensiblen, aber wichtigen Thema, will man bestimmte Aspekte im Zusammenhang mit Rassismus und rassistischer Diskriminierung in unserem Land verstehen. Das Thema ist schwierig und vielschichtig: Obwohl die Schweiz nie eigene Kolonien besass, haben einige ihrer – mitunter prominenten – Staatsangehörigen aus wirtschaftlichen Aktivitäten, die auf Kolonialismus und Sklaverei basierten, beträchtliche Ressourcen gezogen und Vermögen begründet. Auch die Schweiz als Staat trägt Verantwortung: Die Eidgenossenschaft hat vom Kolonialismus profitiert, wie mehrere Artikel in dieser Nummer zeigen.

Die vorliegende Tangram-Ausgabe geht die Problematik und ihre Folgen mit unterschiedlichen Ansätzen aus verschiedenen Blickwinkeln an: Ziel ist es, bestimmte Überlegungen und Forschungsarbeiten bekannter zu machen und auf Lücken hinzuweisen, die in der Wissenschaft, im Unterricht und in unserem allgemeinen Geschichtsverständnis noch zu schliessen sind.

Die Ausführungen der Autorinnen und Autoren dieser Nummer widerspiegeln den neuesten Stand der Forschung. Ich möchte an dieser Stelle einige Elemente hervorheben, die mir wichtig erscheinen.

In der Diskussion um die Schweiz, ihre Bürgerinnen und Bürger und deren Verstrickungen mit Kolonialismus und Sklaverei geht es oft um die Frage nach dem

Kontext und nach der vorherrschenden Meinung zur Zeit der Ereignisse. Diese «vorherrschende Meinung» scheint in den 1860er-Jahren in den Debatten von Bundesrat und Parlament ein gängiges politisches Motiv gewesen zu sein. Dies, um nicht auf parlamentarische Vorstösse einzutreten, die Strafbestimmungen gegen Sklavenbesitz und Sklavenhandel von Schweizern forderten. Die Einschätzung der Sklaverei als «Verbrechen gegen die Menschheit», wie sie der Schaffhauser Nationalrat Wilhelm Joos einbrachte, wurde von der Mehrheit der damaligen Politiker nicht geteilt.

Dies zu wissen ist wichtig, um zu verstehen, in welchem Mass die Schweiz von Handelsgeschäften profitierte, bei denen Sklaverei im Spiel war. Heute hingegen engagiert sich unser Land international im Kampf gegen den Menschenhandel, diese moderne Form der Sklaverei.

Das Sklavereiabkommen wurde vom Völkerbund ausgearbeitet und am 25. September 1926 in der Schweiz, in Genf, unterzeichnet. Das Schweizer Parlament stimmte der Ratifizierung am 6. Oktober 1930 zu. 1963 folgte es der Empfehlung des Bundesrats, auch das Zusatzübereinkommen der Vereinten Nationen über die Abschaffung der Sklaverei zu ratifizieren. Der Bundesrat schrieb in seiner Botschaft dazu: *Die Gründe, die der Schweiz im Jahre 1930 einen Beitritt nahelegten, haben ihren vollen Wert behalten. Sie können unser Land nur anspornen, auf dem Weg fortzuschreiten, den es sich vor mehr als 30 Jahren vorgezeichnet hat. Durch die formelle Hinterlegung einer Beitrittsurkunde zum Zusatzübereinkommen von 1956 würden wir erneut unseren Wunsch kundtun, uns im Geiste der Solidarität den Bestrebungen der anderen Staaten anzuschliessen, die für eine gerechte Sache kämpfen, indem sie aus der heutigen Welt die letzten Spuren eines sozialen Anachronismus auszulöschen trachten.*

100 Jahre nach dem Sezessionskrieg und 33 Jahre nach der Ratifizierung des Abkommens die Sklaverei als «sozialen Anachronismus» zu bezeichnen, zeugt von einer Verweigerung, den Handel mit und die Ausbeutung von Menschen klar zu benennen sowie die Rolle, die Menschen in unserem Land hier hätten spielen können, transparent aufzuklären.

Und so ist es auch lange Zeit geblieben. Deshalb ist diese Ausgabe von Tangram zwar wichtig, es braucht aber viel mehr. Die Analysen und Forschungen sind längst nicht abgeschlossen, die pädagogischen Ansätze noch sehr zaghaft. In einer Zeit, in der «Wokismus» als Vorwand gegen jegliche Selbstreflexion ins Feld geführt wird, braucht es umso mehr Mut, die Vergangenheit zu beleuchten. Es geht nicht darum, Busse zu tun, mit dem Finger auf andere zu zeigen, Statuen vom Sockel zu stossen oder zu leugnen, dass namhafte Gelehrte, Wohltäter, Visionäre und gleichzeitig Komplizen und aktiv Handelnde im Rahmen von Wirtschaftsmodellen sein konnten, die auf der Ausbeutung von Menschen beruhten.

Wir leben im 21. Jahrhundert. Es ist nicht an uns, über Fehler, die in der Vergangenheit begangen wurden, zu richten. Doch wir sind es uns schuldig, aufzuklären, was aufzuklären ist, und dafür zu sorgen, dass die Debatte aufrichtig und gelassen geführt wird. Damit dies geschieht, muss man wissen und verstehen. Möge diese Ausgabe von Tangram dazu beitragen. Ich wünsche Ihnen gute Lektüre!

Editoriale

Martine Brunschwig Graf

Presidente della CFR

italiano

Questo numero di Tangram affronta un argomento tanto delicato quanto importante per capire alcuni aspetti del razzismo e della discriminazione razziale in Svizzera: l'eredità coloniale nel nostro Paese. Si tratta di un argomento difficile e complesso, poiché sebbene la Svizzera non abbia mai posseduto colonie, alcuni suoi cittadini, anche eminenti, hanno fatto fortuna accumulando ingenti ricchezze con attività economiche basate sul colonialismo e la schiavitù. Ma neppure la Svizzera, come Stato, è senza responsabilità: come mostrano numerosi articoli, la Confederazione ha anch'essa tratto vantaggio dal colonialismo.

La varietà degli approcci presentati in questo numero della rivista della CFR ci permette di analizzare il problema e le sue conseguenze sotto diversi punti di vista. Questo modo di procedere è essenziale, perché ci consente di far conoscere meglio alcune riflessioni e ricerche e anche di evidenziare le lacune che devono ancora essere colmate in campo scientifico, negli orientamenti pedagogici e, più in generale, nella comprensione che il pubblico può avere della nostra storia.

Invito pertanto ciascuna e ciascuno di voi a scoprire i contenuti proposti dagli autori di Tangram, che riflettono le ultime ricerche. Qui di seguito mi preme tuttavia evidenziare alcuni punti che riteniamo importanti.

Quando si parla della Svizzera e dei suoi cittadini e dei legami con il colonialismo e la schiavitù, un aspetto sovente menzionato è quello del contesto e dell'opinione dominante che regnava all'epoca dei fatti. Questa «opinione dominante» sembra essere stata un motivo politico predominante, nei dibattiti in seno al Governo e al Parlamento federale negli anni 1860, per non entrare nel merito degli interventi parlamentari che chiedevano l'introduzione di disposizioni penali contro il possesso e il commercio di schiavi da parte di cittadini svizzeri. La definizione di schiavitù come «crimine contro l'umanità», promossa dal consigliere nazionale sciaffusano Wilhelm Joos, non era condivisa dalla maggioranza dei politici dell'epoca.

È importante conoscere queste considerazioni per capire i fatti dell'epoca e il contesto in cui la Svizzera traeva profitto da operazioni economiche connesse alla schiavitù. Tanto più che oggi il nostro Paese è impegnato a livello internazionale nella lotta contro il traffico di esseri umani, una forma contemporanea di schiavitù.

La Convenzione concernente la schiavitù fu elaborata dalla Società delle Nazioni e firmata a Ginevra, in Svizzera, il 25 settembre 1926. Il Parlamento svizzero ne approverà la ratifica il 6 ottobre 1930. Nel 1963, il Consiglio federale chiese al Parlamento – che accettò – di ratificare l'Accordo addizionale delle Nazioni Unite concernente l'abolizione della schiavitù, della tratta degli schiavi e delle istituzioni e pratiche analoghe alla schiavitù. Nel messaggio sulla ratifica il Consiglio federale scriveva quanto segue: *«Le ragioni per le quali la Svizzera intendeva aderire nel 1930 non hanno perduto di valore. Esse non possono che persuaderla a proseguire sul cammino prefissosi più di 30 anni fa. Depositando uno strumento di adesione all'accordo addizionale del 1956 proveremo ancora una volta il desiderio d'accomunare in spirito di solidarietà il nostro sforzo a quello degli altri Stati che,*

lottando per una causa giusta, s'adooperano per far sparire dal mondo odierno le ultime tracce d'un anacronismo sociale.»

Ridurre la schiavitù a un «anacronismo sociale» 100 anni dopo la guerra di secessione americana e 33 anni dopo la ratifica della Convenzione concernente la schiavitù testimonia di una mentalità poco incline ad affrontare in modo chiaro e trasparente il problema della tratta e dello sfruttamento degli schiavi e il ruolo che i cittadini del nostro Paese avrebbero potuto svolgere in questo contesto.

Da allora, le cose sono rimaste immutate per lungo tempo. Ecco perché questo numero di Tangram è al tempo stesso importante e insufficiente. Le analisi e le ricerche sono infatti lungi dall'essere terminate e gli orientamenti pedagogici sono anch'essi appena abbozzati. Certo, in un'epoca in cui il wokismo è diventato il pretesto per opporsi a qualsiasi tentativo d'introspezione ci vuole ancora più coraggio per fare luce sul passato. Non si tratta di fare mea culpa, di puntare il dito contro qualcuno, di denunciare, di rimuovere statue o di negare il fatto che personaggi possano essere stati benefattori e visionari in alcuni ambiti, eruditi in altri e allo stesso tempo complici e protagonisti di modelli economici basati sullo sfruttamento di esseri umani.

Viviamo nel XXI secolo e non siamo i giustizieri degli errori commessi nei secoli precedenti. È nostro dovere, però, chiarire ciò che va chiarito e consentire un dibattito che si svolga serenamente. Il primo passo, affinché ciò possa avvenire, è imparare a conoscere e capire la storia. Il nostro auspicio è che questo numero di Tangram possa contribuirvi. Buona lettura!

DOSSIER

Koloniales Erbe der Schweiz

La Suisse et ses héritages coloniaux

La Svizzera e i suoi retaggi coloniali

Le racisme et l'héritage du colonialisme dans la fabrique de l'histoire en Suisse

Le racisme et le passé colonial sont deux champs thématiques qui concentrent aujourd'hui l'intérêt d'un grand nombre d'historiens et d'historiennes en Suisse et font aussi leur entrée dans le débat public.

Matthieu Gillabert

Cela n'a – et de loin – pas toujours été le cas. Alors que la Suisse est un pays précocement globalisé, en particulier par son industrie d'exportation et les activités financières qu'elle héberge, le sentiment d'être en dehors de toute entreprise coloniale a largement prévalu. Au cours du XX^e siècle, l'absence de conflit majeur sur son sol a renforcé cette impression d'être une île au milieu des tumultes, notamment ceux de l'impérialisme et des mouvements de décolonisation. Cette forme d'innocence face à l'histoire s'est également traduite par une invisibilisation de la question du racisme.

À cette caractéristique suisse s'ajoute le fait que, au niveau international, l'histoire de la colonisation est restée en arrière-plan des principales recherches ou alors, comme dans le cas de la Société d'histoire des colonies françaises créée en 1912 à Paris, au service de l'entreprise coloniale elle-même¹. En tant que discipline qui s'institutionnalise au XIX^e siècle, l'histoire porte en elle des traits du colonialisme en considérant le passage du temps comme un synonyme de progrès, en se focalisant sur la nation, ou en accordant une importance prépondérante aux sources écrites². Elle a généralement

dissocié l'histoire générale des peuples « sans histoire »³. En faisant l'histoire de la colonisation, les spécialistes doivent donc aussi réfléchir sur leur propre discipline, son passé, les représentations de l'altérité qu'elle a forgées et sa capacité d'interagir aujourd'hui avec le public.

Dès la fin du XIX^e siècle, l'approche marxiste tente d'extraire l'histoire coloniale du carcan national et de l'aborder à travers les interactions sociales au niveau global. Par la suite, des figures intellectuelles du Sud global s'approprient l'histoire coloniale : Cheikh Anta Diop s'intéresse par exemple, dans les années 1950 déjà, au passé précolonial, alors que Frantz Fanon, figure marquante des études postcoloniales, montre comment la colonisation a aussi colonisé les imaginaires occidentaux, nourris d'une idéologie de domination du monde. L'écrivain états-unien James Baldwin ramène de ses voyages en Suisse des descriptions d'attitudes racistes dont il est victime⁴.

En Suisse, cette approche postcoloniale n'apparaît que tardivement, à l'orée du XXI^e siècle, et contribue à dynamiser la recherche historique tout en éclairant les répercussions de cette histoire

Y a-t-il un impérialisme suisse ? Et si oui, quelle est sa nature, quel est le rôle de l'État, étant donné que la Suisse n'a pas possédé de colonies ?

globale sur la vie politique et culturelle du pays. Elle est le fruit d'une circulation des idées, mais surtout de l'action de mouvements tiers-mondistes au tournant des années 1960, puis de mouvements sociaux antiracistes, dans le sillage de *Black Lives Matter*, qui alertent sur la question raciale dans les interactions sociales – action policière, embauche – et dans l'espace public.

En dépit de ce contexte peu favorable, des travaux ont été publiés sur les interactions entre la Suisse et les espaces coloniaux ainsi que sur leurs conséquences politiques, économiques et culturelles. Comme le souligne Georg Kreis dans sa récente synthèse sur le sujet, l'écho de ces travaux plus anciens, en l'absence d'un débat plus large dans la société, est resté faible⁵. Épars jusqu'au tournant des années 2000, les travaux se multiplient et se diversi-

fient désormais, s'appuyant sur plusieurs disciplines. Après avoir cartographié les principaux domaines de l'histoire coloniale en Suisse, cet article propose d'explorer les thématiques qui ont émergé au cours de ces dernières années, avant de livrer quelques réflexions sur le rôle actuel de l'histoire dans le débat public à propos de ces questions.

Les domaines traditionnels de l'histoire coloniale en Suisse

Il serait erroné de penser que l'histoire des enchevêtrements de la Suisse avec le monde colonial aurait démarré avec les mouvements antiracistes du XXI^e siècle. En 1932 déjà, le sociologue allemand Richard Behrendt publie un ouvrage sur la Suisse et l'impérialisme, dans lequel il souligne l'opportunisme de certaines personnes en Suisse qui auraient profité de la faiblesse de l'État suisse et de la neutralité: elles ont pu ainsi plus facilement s'insérer dans l'entreprise coloniale des grandes puissances⁵. Cet ouvrage pose une question qui traverse une grande partie des travaux présentés dans cette section: y a-t-il un impérialisme suisse? Et si oui, quelle est sa nature, quel est le rôle de l'État, étant donné que la Suisse n'a pas possédé de colonies?

Depuis, les recherches en histoire ont analysé un grand nombre de cas où des Suisses étaient actifs dans le commerce avec le monde colonisé, sans que la nationalité joue toujours un rôle décisif⁷. Elles ont aussi montré que la Confédération ne reste pas inactive face au problème de la colonisation, à travers notamment l'ouverture de consulats qui ont pour principale tâche de soutenir les affaires helvétiques⁸.

En sens inverse, les marchés d'outre-mer ont eu un effet décisif et unique en comparaison européenne dans l'essor industriel de la Suisse. La question des archives reste toujours un défi. À partir de 1880, les statistiques de la Confédération sur le commerce extérieur permettent d'avoir un aper-

çu assez complet des échanges avec le monde colonial. Paul Bairoch montre que la Suisse se situe parmi les États qui exportent proportionnellement le plus de produits manufacturés au début du XX^e siècle, dont une grande proportion est destinée à des pays extra-européens⁹. Claude Lützeltschwab a montré comment des commerçants genevois, à travers la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif, ont obtenu d'importantes concessions foncières en Algérie, en intégrant des Français en 1860¹⁰. Ayant d'abord travaillé sur l'aire latino-américaine, Béatrice Veyras-sat a récemment publié un ouvrage qui synthétise cette approche socio-économique des échanges entre la Suisse et le monde colonial pour la période du long XIX^e siècle¹¹.

Des historiens se sont intéressés à des entreprises familiales ou locales, en montrant dans certains cas un haut degré d'intégration au monde colonial.

Pour la période antérieure, des historiens se sont intéressés à des entreprises familiales ou locales, en montrant dans certains cas un haut degré d'intégration au monde colonial. La recherche pionnière menée par Pierre Caspard sur la Fabrique-Neuve de Cortaillod, proche de Neuchâtel et spécialisée dans la production d'indiennes – toiles de coton imprimées –, souligne l'importance de la commercialisation de ces textiles dans la connexion de la Suisse avec le monde colonial du XVIII^e siècle¹². La production est à la fois dépendante de matières premières comme le coton, la gomme d'Afrique et l'indigo d'Amérique et dirigée vers les marchés extérieurs, européens et dans certains cas africains. Intégrées au commerce triangulaire, certaines indiennes étaient alors échangées auprès d'élites africaines locales contre des esclaves. Des motifs pictu-

raux supposément appréciés en Afrique étaient justement produits en Suisse¹³. Récemment, Christof Dejung a fait la preuve de l'importance des archives privées pour comprendre à la fois le réseau commercial intercontinental développé par des entreprises textiles telles que celle des frères Volkart et la globalisation économique qu'elles ont contribué à établir au XIX^e siècle¹⁴.

À côté de la dimension économique, le domaine des relations internationales a également fait l'objet de nombreux travaux. Pour beaucoup, ils se concentrent sur les relations entre la Suisse et les pays colonisés au moment où ceux-ci accèdent à l'indépendance. Marc Perrenoud, ancien historien au Département fédéral des affaires étrangères, a publié un article important sur les relations entre la Suisse et l'Afrique avant et après les indépendances, en montrant comment la «coopération technique» (aujourd'hui, la Direction du développement et de la coopération – DDC) s'institutionnalise en Suisse en 1960¹⁵. Le cas de l'Algérie a suscité plusieurs travaux, à cause du rôle qu'ont joué le gouvernement helvétique et des personnalités suisses du monde médiatique dans les accords d'Évian: Damien Carron retrace les enjeux diplomatiques et économiques au moment de la guerre d'Algérie alors que Marisa Fois focalise sa recherche sur les conséquences du conflit et de la décolonisation pour les Suisses qui habitent ce territoire¹⁶.

Cela nous amène à un troisième domaine important dans l'histoire des liens entre la Suisse et le colonialisme: l'émigration des Suisses vers les pays d'outre-mer. Gérald Arlettaz figure comme pionnier de cette histoire¹⁷. Par la suite, plusieurs études ont porté sur les «colonies» suisses dans les Amériques, la plupart adoptant la perspective des hommes et des femmes qui émigraient souvent pour échapper à la misère. L'ouvrage de Martin Nicoulin est emblématique¹⁸: sans s'attarder beaucoup sur les autochtones, cette recherche sur les milliers de

Suisse (dont une bonne part du canton de Fribourg) partis au Brésil au XIX^e siècle a été suivie par d'autres travaux qui se poursuivent aujourd'hui. D'autres études régionales se sont intéressées à des groupes ou des trajectoires de Suisses émigrés, comme les Jurassiens en Amérique du Nord¹⁹. Plus récemment, les colonies suisses d'Amérique latine – Leopoldina au Brésil – ont aussi été étudiées pour avoir participé à l'entreprise coloniale. Le racisme a permis à des Suisses de profiter d'une situation de domination en faveur des blancs²⁰.

À côté des commerçants, des diplomates et des émigrés, auxquels s'ajoutent les mercenaires, d'autres acteurs de ces relations entre la Suisse et le monde colonial ont été étudiés. Les missionnaires protestants et catholiques ont joué un rôle important dans la construction d'un imaginaire social sur le monde colonial. Patrick Harries a montré, à travers l'étude de publications missionnaires, non seulement combien les missions ont joué un rôle crucial dans la diffusion et l'imposition de pratiques médicales et de normes sociales, mais aussi comment elles sont intervenues dans la construction des savoirs et les représentations développées au contact des populations autochtones²¹.

L'impact de la colonisation sur la Suisse

Les publications jusque-là citées montrent que ces connexions avec le monde colonial ne sont pas restées en dehors des recherches. Avec les études postcoloniales et les critiques sur le rôle de la Suisse dans ces relations – critiques qui remontent en tout cas jusqu'aux années 1960 au sein des mouvements tiers-mondistes et antiapartheid –, un pan de la recherche historique a placé davantage la focale sur l'impact de la colonisation en Suisse.

L'histoire des relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud a joué un rôle central dans l'essor de ces travaux. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les rela-

tions commerciales entretenues entre les deux pays – 10 % des investissements étrangers en Afrique du Sud sont suisses et les grandes banques suisses font de la Suisse le principal lieu de négoce de matières premières (or, diamants)²² – sont très importantes en dépit du boycott international envers ce régime officiellement raciste. Ces relations ont cristallisé les critiques sur la duplicité d'une politique de neutralité qui serait le paravent des échanges commerciaux. En 2000, le Conseil fédéral charge le Fonds national suisse de la recherche de faire la lumière sur leur histoire, laissant espérer l'ouverture des archives, à l'instar de ce qui s'est passé pour la Commission indépendante d'experts sur la Seconde Guerre mondiale (Commission Bergier). Trois ans plus tard, il fait marche arrière et limite l'accès des archives aux chercheuses et chercheurs, craignant des conséquences pour les entreprises suisses. Malgré cette « page peu glorieuse »²³ et une réception modeste des résultats par les autorités, des travaux aboutissent et mettent en lumière les relations très privilégiées et réciproques qu'entretiennent les deux nations sur le plan économique et politique autour de l'anticommunisme²⁴.

Cette période est marquée par plusieurs ouvrages qui interpellent le public sur l'implication des Suisses non seulement dans le commerce d'outre-mer, mais directement dans la traite d'esclaves. Dans le sillage d'une histoire plus critique du passé, *La Suisse et l'esclavage des Noirs* et *Une Suisse esclavagiste* apportent non seulement un nouvel éclairage sur cette histoire douloureuse, mais sensibilisent aussi au processus de son invisibilisation ainsi qu'à ses ambiguïtés, puisque des Suisses ont aussi participé à des mouvements abolitionnistes, en particulier au sein de réseaux protestants européens²⁵.

L'histoire des missions que nous avons évoquée plus haut peut également être lue dans cette perspective. L'activité des missionnaires dans le domaine médi-

cal a, d'un côté, exporté des pratiques occidentales qui ont très souvent éradiqué les savoirs autochtones, mais les connaissances accumulées sur place ont aussi contribué à créer de nouveaux domaines scientifiques, voire à commercialiser en Occident des produits découverts dans les colonies. C'est le cas par exemple de la création de l'Institut tropical suisse, qui s'est intégré aux entreprises pharmaceutiques²⁶. Sur le plan culturel, cette activité missionnaire a fortement influencé des imaginaires collectifs souvent racistes sur le monde colonial par des publications, conférences, récoltes de fonds et autres fêtes populaires perpétuant cette idée d'un devoir d'assistance à des populations dans le besoin, le « fardeau de l'homme blanc »²⁷.

Les missionnaires protestants et catholiques ont joué un rôle important dans la construction d'un imaginaire social sur le monde colonial.

Enfin, l'histoire coloniale exerce une influence prépondérante sur la construction des savoirs européens à travers le cas du développement des sciences sociales directement en lien avec la colonisation, comme l'ethnologie et la géographie. Les sociétés de géographie et les musées qui s'institutionnalisent au tournant du XIX^e siècle contribuent aussi à classer le monde – les êtres humains, mais aussi la nature et la géologie – selon des standards légitimés par la science²⁸. Bernhard Schär insiste sur l'aspect transnational de cette construction des savoirs à travers l'exemple des frères Sarasin, membres du patriciat bâlois, qui profitent de la colonisation hollandaise pour effectuer des recherches ethnographiques, anthropologiques et naturalistes, et enrichir les collections des musées de Bâle²⁹.

La Suisse d'aujourd'hui, façonnée par l'histoire coloniale

L'histoire coloniale de la Suisse est discutée au-delà des milieux académiques, que ce soit par des groupes militants antiracistes ou des institutions publiques. Les discriminations raciales sont directement liées à un héritage colonial invisibilisé et interrogent sur le rôle de l'historienne ou de l'historien dans ces discussions et les manières d'aborder ces thématiques dans l'espace public. Lui-même questionné quant à son inclusivité (statues, noms des rues). S'efforçant d'articuler les travaux d'histoire avec les questions du présent et à les transposer dans l'espace public, les recherches actuelles frappent par leur interdisciplinarité et par l'émergence de l'histoire publique. Parvenir tout à la fois à mettre en place un travail historiographique qui fournisse des réponses aux questions du présent et à appliquer les résultats à la structure de notre espace public est un défi éminemment complexe. Mais la recherche d'aujourd'hui, qui recourt admirablement à l'interdisciplinarité, contribue bel et bien au renouvellement de l'histoire publique.

Les ouvrages publiés ou coédités par Patricia Purtschert offrent un bel exemple de recherche visant à montrer comment cette histoire coloniale agit sur la construction identitaire du pays, que ce soit dans le rapport à l'altérité, dans les rapports de genre ou dans le racisme³⁰. Cette approche permet de montrer que l'histoire coloniale n'est pas déconnectée de l'histoire suisse, mais au contraire qu'elles évoluent en interdépendance, ce qui permet de déconstruire l'idée d'une société suisse qui serait sans racisme – *raceless* –, hors de cette histoire.

Inspirés des théories critiques sur la race, plusieurs travaux s'intéressent aujourd'hui à la présence du racisme dans une société qui s'est longtemps pensée en marge de cette histoire. Ce phénomène semble gagner en importance dans le débat public, au moins de manière ponctuelle. Une excellente

synthèse publiée récemment montre la diversité des approches sur cette thématique – qui ne porte pas toujours directement sur l'héritage colonial, même si celui-ci reste essentiel pour comprendre la construction de la race dans notre société³¹.

Inspirés des théories critiques sur la race, plusieurs travaux s'intéressent aujourd'hui à la présence du racisme dans une société qui s'est longtemps pensée en marge de cette histoire.

Les sciences politiques, la sociologie et l'anthropologie sont ainsi des disciplines essentielles pour analyser l'histoire du racisme en Suisse. Les recherches montrent que le racisme ne se réduit pas au domaine de la biologie, à la couleur de la peau, mais qu'en tant que processus de catégorisation sociale, il utilise plusieurs caractéristiques somatiques et entretient l'idée qu'il y a des différences physiques significatives qui hiérarchisent les êtres humains entre eux³². D'autres recherches plus récentes sur l'intersectionnalité croisent d'ailleurs l'histoire du racisme avec d'autres discriminations, de classe et de genre notamment³³.

Alors que l'histoire coloniale a des implications sur les formes structurelles de racisme, il n'est guère étonnant que des groupes qui la nourrissent et favorisent sa visibilité dans l'espace public se l'approprient. C'est le cas par exemple d'un collectif de femmes noires qui ont élaboré une plateforme de documentation sur l'histoire et la présence des femmes noires en Suisse³⁴. Dans certaines villes suisses, des projets sont lancés pour visibiliser cette histoire en mandant des spécialistes et pour développer des parcours urbains dans l'espace public³⁵. Cette histoire représente donc

aujourd'hui un chantier à la fois pour la recherche et pour une nouvelle élaboration d'un récit inclusif et partagé sur le passé.

Matthieu Gillibert est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, matthieu.gillibert@unifr.ch

Notes et références aux pages 21 à 23



Rassismus und koloniales Erbe in der Werkstatt der Schweizer Geschichte

Viele Historikerinnen und Historikern befassen sich heute in der Schweiz mit Rassismus und kolonialer Vergangenheit. Diese Themen haben inzwischen auch Eingang in die öffentliche Debatte gefunden.

Matthieu Gillabert

Das war bei weitem nicht immer so. Obwohl die Schweiz schon sehr früh ein globalisiertes Land war, insbesondere durch die hier angesiedelte Export- und Finanzindustrie, herrschte weitherum das Gefühl vor, man habe mit dem Kolonialismus nie etwas zu tun gehabt. Im 20. Jahrhundert verstärkte die Tatsache, dass auf Schweizer Boden keine grösseren Konflikte ausgetragen wurden, den Eindruck, eine Insel inmitten von imperialistischen und entkolonialistischen Wirren zu sein. Dieses Gefühl der historischen Unschuld schlug sich auch in der Ausblendung der Rassismusfrage nieder.

Zu dieser schweizerischen Besonderheit kommt hinzu, dass die internationale Kolonialgeschichte entweder nie einen Forschungsschwerpunkt bildete oder aber, wie im Fall der 1912 in Paris gegründeten Société d'histoire des colonies françaises, selber im Dienst des Kolonialismus stand³⁶. Die im 19. Jahrhundert institutionalisierte Geschichtswissenschaft trug selbst insofern Züge des Kolonialismus in sich, als sie den Lauf der Zeit als Synonym für Fortschritt betrachtete, sich auf die Nation konzentrierte und den schriftlichen Quellen eine zentrale Bedeutung beimass³⁷. Die Allgemeine Geschichte wurde weitgehend von den Völkern «ohne Geschichte»

getrennt betrachtet³⁸. Wer sich heute als Historikerin oder Historiker mit der Kolonialgeschichte auseinandersetzt, muss also auch über die eigene Disziplin nachdenken, ihre Vergangenheit, die Repräsentationen von Andersartigkeit, die sie geprägt hat, und ihre Fähigkeit, sich heute in die öffentliche Debatte einzubringen.

Seit dem späten 19. Jahrhundert bemühte sich der marxistische Ansatz, die Kolonialgeschichte aus dem nationalen Korsett zu befreien und sie unter dem Gesichtspunkt der sozialen Interaktionen auf globaler Ebene zu betrachten. Später eigneten sich Intellektuelle des globalen Südens die Kolonialgeschichte an: So befasste sich Cheikh Anta Diop beispielsweise bereits in den 1950er-Jahren mit der vorkolonialen Vergangenheit, und Frantz Fanon, eine prägende Figur der postkolonialen Studien, zeigte auf, wie die Kolonisierung auch das von einer Ideologie der Weltherrschaft beeinflusste westliche Weltbild kolonisierte. Der US-amerikanische Schriftsteller James Baldwin berichtete von rassistischen Haltungen, denen er auf seinen Reisen in die Schweiz begegnet war³⁹.

In der Schweiz tritt dieser postkoloniale Ansatz erst spät, zu Beginn des 21. Jahr-

Gibt es einen Schweizer Imperialismus? Und wenn ja, wie ist er beschaffen, welche Rolle spielt der Staat angesichts der Tatsache, dass die Schweiz keine eigenen Kolonien hatte?

hunderts, in Erscheinung. Er gibt der Geschichtsforschung neuen Schub und beleuchtet die Auswirkungen der globalen Geschichte auf das politische und kulturelle Leben des Landes. Ausgegangen ist er von einem Ideenaustausch, vor allem aber von den Dritte-Welt-Bewegungen zu Beginn der 1960er-Jahre, und später von den antirassistischen sozialen Bewegungen im Zuge von Black Lives Matter, die die Rassenfrage in sozialen Interaktionen – Polizeiaktionen, Stellenbesetzungen – und im öffentlichen Raum aufwarfen.

Trotz dieses nicht sehr günstigen Umfelds wurden Arbeiten über den Austausch zwischen der Schweiz und den Kolonialgebieten und über die politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Auswirkungen veröffentlicht. Bis zur Jahrtausendwende gab es nur vereinzelte Publikationen, inzwischen sind sie

zahlreicher, vielfältiger und interdisziplinärer geworden. Nach einer Bestimmung der wichtigsten Bereiche der Kolonialgeschichte in der Schweiz untersucht der vorliegende Beitrag die Themen, die sich in den letzten Jahren herauskristallisiert haben, und stellt dann einige Überlegungen zur aktuellen Rolle der Geschichte in der öffentlichen Debatte über diese Themen an.

Die traditionellen Bereiche der Kolonialgeschichte in der Schweiz

Es wäre falsch anzunehmen, dass die Aufarbeitung der Verwicklungen der Schweiz mit der kolonialen Welt erst mit den antirassistischen Bewegungen des 21. Jahrhunderts begonnen hätte. Bereits 1932 veröffentlichte der deutsche Soziologe Richard Behrendt ein Buch über die Schweiz und den Imperialismus, in dem er aufzeigte, wie opportunistisch manche in der Schweiz die Schwäche des Schweizer Staates und die Neutralität ausnutzten, um an den kolonialen Unternehmen der Grossmächte leichter teilhaben zu können⁴⁰. Das Werk stellt eine Frage, mit der sich ein Grossteil der in diesem Zusammenhang publizierten Arbeiten befasst: Gibt es einen Schweizer Imperialismus? Und wenn ja, wie ist er beschaffen, welche Rolle spielt der Staat angesichts der Tatsache, dass die Schweiz keine eigenen Kolonien hatte?

Inzwischen hat die Geschichtsforschung eine Vielzahl von Fällen analysiert, in denen Schweizer im Handel mit kolonisierten Ländern aktiv waren, wobei die Nationalität nicht immer eine entscheidende Rolle spielte⁴¹. Sie zeigte auch, dass der Bund der Kolonisierung nicht untätig gegenüberstand, insbesondere eröffnete er Konsulate, deren Hauptaufgabe darin bestand, schweizerische Angelegenheiten zu unterstützen⁴².

Umgekehrt hatten die Märkte in Übersee einen entscheidenden und im europäischen Vergleich einzigartigen Einfluss auf den industriellen Aufschwung der Schweiz. Eine Herausforderung

bleibt hierbei nach wie vor die Frage der Archive. Ab 1880 gibt die Aussenhandelsstatistik des Bundes einen recht umfassenden Einblick in den Handel mit der kolonialen Welt. Paul Bairoch hat aufgezeigt, dass die Schweiz zu den Staaten gehört, die zu Beginn des 20. Jahrhunderts am meisten verarbeitete Produkte exportierten, darunter einen grossen Teil in aussereuropäische Länder⁴³. Claude Lützel Schwab hat dargestellt, wie Genfer Kaufleute über die Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif wichtige Landkonzessionen in Algerien erhielten, indem sie sich 1860 mit Franzosen zusammaten⁴⁴. Béatrice Veyrassat befasste sich zunächst mit dem lateinamerikanischen Raum und hat dann 2018 eine Arbeit publiziert, die in einem sozioökonomischen Ansatz einen Überblick über den Austausch zwischen der Schweiz und den kolonisierten Ländern im ganzen 19. Jahrhundert schafft⁴⁵.

Für die Zeit vor 1800 haben sich Historikerinnen und Historiker mit Familienunternehmen und lokalen Unternehmen befasst und dabei in einigen Fällen einen hohen Grad der Integration in die koloniale Welt festgestellt. Die bahnbrechende Forschungsarbeit von Pierre Caspard über die Fabrique-Neuve de Cortaillod in der Nähe von Neuenburg, die auf die Herstellung von farbigen Baumwollstoffen, Indiennes, spezialisiert war, zeigt auch, wie wichtig die Verbindung der Schweiz mit den kolonisierten Ländern des 19. Jahrhunderts für die Vermarktung dieser Textilien war⁴⁶. Die Produktion war einerseits von Rohstoffen wie Baumwolle, Gummi aus Afrika und Indigo aus Amerika abhängig und andererseits auf externe, europäische und in einigen Fällen afrikanische Märkte ausgerichtet. Als Teil des Dreieckshandels wurden Indiennes aus der Schweiz auch von lokalen afrikanischen Eliten gegen Sklaven eingetauscht. Die Schweiz produzierte auch eigens auf den afrikanischen Markt ausgerichtete Stoffmuster⁴⁷. Christof Dejungs Arbeit von 2013 belegt die Bedeutung von Privatarchiven für das Verständnis des globalen Handels-

netzes von Textilunternehmen wie dem der Gebrüder Volkart und der wirtschaftlichen Globalisierung, zu deren Etablierung diese Firmen im 19. Jahrhundert beitrugen⁴⁸.

Umgekehrt hatten die Märkte in Übersee einen entscheidenden und im europäischen Vergleich einzigartigen Einfluss auf den industriellen Aufschwung der Schweiz.

Neben den wirtschaftlichen Fragestellungen wurden in zahlreichen Arbeiten auch die internationalen Beziehungen untersucht. Viele konzentrieren sich dabei auf die Beziehungen zwischen der Schweiz und den kolonisierten Ländern zum Zeitpunkt, als diese ihre Unabhängigkeit erlangten. Marc Perrenoud, ehemaliger Historiker im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten, hat einen wichtigen Artikel über die Beziehungen zwischen der Schweiz und Afrika vor und nach der Unabhängigkeit verfasst und darin aufgezeigt, wie die «technische Zusammenarbeit» (heute die Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit – DEZA) 1960 in der Schweiz institutionalisiert wurde⁴⁹. Der Fall Algerien wurde aufgrund der Rolle der Schweizer Regierung und namhafter Schweizer Medienschafter bei den Verträgen von Evian in mehreren Arbeiten thematisiert: Damien Carron zeichnet die diplomatischen und wirtschaftlichen Herausforderungen zur Zeit des Algerienkriegs nach, Marisa Fois befasst sich in ihrer Forschung mit den Folgen des Konflikts und der Entkolonisierung für die im Land lebenden Schweizerinnen und Schweizer⁵⁰.

Dies führt uns zu einem dritten wichtigen Bereich in der Geschichte der Verbindungen zwischen der Schweiz und dem Kolonialismus: der Auswanderung von Schweizern und Schweizerinnen

in Länder in Übersee. Als Pionier dieser Geschichtsforschung gilt Gérald Arlet-taz⁵¹. In der Folge befassten sich mehrere Studien mit Schweizer «Kolonien» in Nord- und Südamerika; die meisten nehmen die Perspektive von Männern und Frauen ein, die auswanderten, um der Armut zu entfliehen. Das Werk von Martin Nicoulin ist in diesem Sinne exemplarisch⁵²: Die Arbeit befasst sich kaum mit der indigenen Bevölkerung, sondern mit den Tausenden von Schweizern und Schweizerinnen (darunter ein grosser Teil aus dem Kanton Freiburg), die im 19. Jahrhundert nach Brasilien auswanderten. Es folgen bis heute zahlreiche ähnliche Forschungsarbeiten. Andere regionale Studien befassen sich mit einzelnen Gruppen oder Wegen von ausgewanderten Schweizern, wie den Jurassiers in Nordamerika⁵³. In jüngerer Zeit wurden auch die Schweizer Kolonien in Lateinamerika – Santa Leopoldina in Brasilien – daraufhin untersucht, ob sie am kolonialen Unternehmen beteiligt waren. Der Rassismus erlaubte es Schweizerinnen und Schweizern, von der Dominanz der Weissen zu profitieren⁵⁴.

Neben Händlern, Diplomaten, Auswanderern und Söldnern waren auch andere Akteure der Beziehungen zwischen der Schweiz und der kolonialen Welt Gegenstand von Untersuchungen. Protestantische und katholische Missionarinnen und Missionare spielten eine wichtige Rolle bei den Vorstellungen, die sich die Schweizer Gesellschaft über die Kolonien machte. Patrick Harries hat – insbesondere durch die Untersuchung von Publikationen der Missionsgesellschaften – gezeigt, wie entscheidend die Missionen für die Verbreitung und Durchsetzung medizinischer Praktiken und sozialer Normen waren⁵⁵. Diese spielen auch eine Rolle bei der Konstruktion von Wissen und Vorstellungen, die sich im Kontakt mit indigenen Völkern entwickelten.

Einfluss der Kolonisation auf die Schweiz

Die bisher erwähnten Publikationen zeigen, dass die Verbindungen zur kolo-

nialen Welt nicht unerforscht geblieben sind. Mit den postkolonialen Studien und der Kritik an der Rolle der Schweiz in diesen Beziehungen – einer Kritik, die in den Drittwelt- und Anti-Apart-heit-Bewegungen mindestens bis in die 1960er-Jahre zurückreicht – hat ein Teil der Geschichtsforschung den Fokus stärker auf die Auswirkungen des Kolonialismus in der Schweiz gelegt.

Der Rassismus erlaubte es Schweizerinnen und Schweizern, von der Dominanz der Weissen zu profitieren.

Die Geschichte der Beziehungen zwischen der Schweiz und Südafrika spielte eine zentrale Rolle für die wachsende Zahl solcher Forschungsarbeiten. Einerseits sind die zwischen den beiden Ländern unterhaltenen Handelsbeziehungen – 10 Prozent der ausländischen Investitionen in Südafrika stammen aus der Schweiz und die Schweizer Grossbanken machen die Schweiz zum wichtigsten Handelsplatz für Rohstoffe (Gold, Diamanten)⁵⁶ – trotz des internationalen Boykotts gegen das offiziell rassistische Regime Südafrikas sehr wichtig. Diese Beziehungen haben die Kritik an der Doppelbödigkeit einer Neutralitätspolitik, die als Deckmantel für den Handel dient, geschärft. Im Jahr 2000 beauftragte der Bundesrat den Schweizerischen Nationalfonds mit der Aufarbeitung dieser Zeit und stellte die Öffnung der Archive in Aussicht, ähnlich wie bei der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg (Bergier-Kommission). Drei Jahre später machte er einen Rückzieher und beschränkte den Zugang zu den Archiven auf Forscherinnen und Forscher, weil er Konsequenzen für Schweizer Unternehmen befürchtete. Trotz dieses «unrühmlichen Kapitels»⁵⁷ und einer bescheidenen Würdigung der Ergebnisse durch die Behörden wurden Forschungsarbeiten abgeschlossen, die die sehr privilegierten gegenseitigen Beziehungen beider Länder auf wirt-

schaftlicher und politischer Ebene rund um den Antikommunismus beleuchten⁵⁸.

In dieser Zeit erschienen auch mehrere Publikationen, die die Öffentlichkeit auf die Verwicklung von Schweizern und Schweizerinnen nicht nur in den Überseehandel, sondern direkt in den Sklavenhandel thematisieren. Im Zuge einer kritischeren Vergangenheitsbewältigung werfen «La Suisse et l'esclavage des Noirs» und «Reise in Schwarz-Weiss: Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei» nicht nur ein neues Licht auf diese schmerzhafteste Geschichte, sondern sensibilisieren auch für den Prozess ihrer Ausblendung sowie für die Ambivalenzen dieser Geschichte, da auch Schweizer an der Bewegung zur Abschaffung der Sklaverei beteiligt waren, insbesondere im Rahmen europäischer protestantischer Netzwerke.⁵⁹

Die oben erwähnte Geschichte der Missionen kann ebenfalls aus dieser Perspektive betrachtet werden. Die Tätigkeit der Missionarinnen und Missionare im medizinischen Bereich exportierte einerseits westliche Praktiken, die sehr oft das Wissen der indigenen Bevölkerung auslöschten, andererseits trugen die vor Ort gesammelten Kenntnisse auch dazu bei, neue Wissenschaftsbereiche zu schaffen und sogar Produkte, die in den Kolonien entdeckt worden waren, im Westen zu vermarkten. Dies gilt zum Beispiel für die Gründung des Schweizerischen Tropeninstituts, das sich in die Pharmaindustrie integrierte⁶⁰. Die Missionstätigkeit beeinflusste auch kulturell die oft rassistischen kollektiven Vorstellungen über die koloniale Welt: Publikationen, Konferenzen, Spendensammlungen und Volksfeste zementierten die Vorstellung der «Bürde des weissen Mannes» als Pflicht zur Unterstützung bedürftiger Bevölkerungsgruppen⁶¹.

Schliesslich hat die Kolonialgeschichte auch einen prägenden Einfluss auf den Aufbau des europäischen Wissens, das die Entwicklung von Sozialwissenschaften wie Ethnologie und Geografie beför-

derte, die in direktem Zusammenhang mit dem Kolonialismus stehen. Die im 19. Jahrhundert institutionalisierten geografischen Gesellschaften und Museen trugen ebenfalls dazu bei, die Welt – die Menschen, aber auch die Natur und die Geologie – nach wissenschaftlich legitimierte Standards zu klassifizieren⁶². Bernhard Schär betont den transnationalen Aspekt dieser Wissenskonstruktion am Beispiel der Gebrüder Sarasin, Mitglieder des Basler Patriziats, die die niederländische Kolonisierung nutzten, um ethnografische, anthropologische und Naturforschungen zu betreiben und die Sammlungen der Basler Museen zu bereichern.⁶³

Die heutige Schweiz ist geprägt von der Kolonialgeschichte

Die Kolonialgeschichte der Schweiz wird inzwischen über die akademischen Kreise hinaus debattiert, sei es von militanten antirassistischen Gruppen oder von öffentlichen Institutionen. Rassistische Diskriminierung steht in direktem Zusammenhang mit dem Ausblenden des kolonialen Erbes und hinterfragt sowohl die Rolle der Historikerinnen und Historiker in dieser Debatte als auch den Umgang mit der Frage im öffentlichen Raum, der nun auch hinsichtlich seines Miteinbezugs (Statuen, Strassennamen) kritisch betrachtet wird. Historische Arbeiten und ihre Antworten auf aktuelle Fragestellungen auf die Struktur unseres öffentlichen Raums anzuwenden, erweist sich als komplex, doch die neueren Forschungsarbeiten zeichnen sich durch ihre Interdisziplinarität aus und tragen zu neuen Ansätzen in Public History bei.

Die von Patricia Purtschert verfassten und mitherausgegebenen Publikationen sind ein gutes Beispiel für Forschungsarbeiten, die aufzeigen, wie die Kolonialgeschichte auf die Identitätsbildung des Landes einwirkt, sei es im Verhältnis zur Andersartigkeit, bei den Geschlechterverhältnissen oder in Bezug zu Rassismus⁶⁴. Der Ansatz macht deutlich, dass die Kolonialgeschichte nicht von der Schweizer Geschichte abgekoppelt

werden kann, sondern dass sie sich in gegenseitiger Abhängigkeit entwickeln, was die Vorstellung einer Schweizer Gesellschaft ohne Rassismus – raceless society –, ausserhalb dieser Geschichte, dekonstruiert.

Inspiziert von kritischen Rassentheorien beschäftigen sich heute verschiedene Arbeiten mit dem Thema Rassismus in einer Gesellschaft, die lange Zeit dachte, ausserhalb dieser Geschichte zu stehen.

Inspiziert von kritischen Rassentheorien beschäftigen sich heute verschiedene Arbeiten mit dem Thema Rassismus in einer Gesellschaft, die lange Zeit dachte, ausserhalb dieser Geschichte zu stehen. Dieses Phänomen scheint in der öffentlichen Debatte zumindest punktuell an Bedeutung zu gewinnen. Eine kürzlich veröffentlichte hervorragende Zusammenstellung illustriert die Vielfalt der Ansätze zu diesem Thema – wobei es nicht immer direkt um das koloniale Erbe geht, auch wenn dieses für das Verständnis der Konstruktion von «race» in unserer Gesellschaft von zentraler Bedeutung bleibt⁶⁵.

Politikwissenschaft, Soziologie und Anthropologie sind somit wesentliche Disziplinen, um die Geschichte des Rassismus in der Schweiz zu analysieren. Die Forschung weist nach, dass sich Rassismus nicht auf die Biologie oder die Hautfarbe beschränkt, sondern dass er als Prozess der sozialen Kategorisierung körperliche Merkmale instrumentalisiert und die Vorstellung aufrechterhält, dass es signifikante körperliche Unterschiede gibt, die Menschen untereinander hierarchisieren⁶⁶. Andere neuere Forschungen zur Intersektionalität bringen die Geschichte des Rassismus mit anderen Diskriminierungen in Verbindung, insbe-

sondere der Klassen- und Geschlechterdiskriminierung⁶⁷.

Die Kolonialgeschichte hat Auswirkungen auf die strukturellen Formen von Rassismus. Es ist daher kaum verwunderlich, dass sie auch von Gruppen vereinnahmt wird, die sie nähren und ihre Sichtbarkeit im öffentlichen Raum fördern. Dies ist zum Beispiel bei einem Kollektiv schwarzer Frauen der Fall, die eine Dokumentationsplattform zur Geschichte und Präsenz schwarzer Frauen in der Schweiz erarbeitet haben. In einigen Schweizer Städten werden Projekte lanciert, um diese Geschichte sichtbar zu machen, indem Fachleute mit der Entwicklung thematischer Stadtpaziergänge im öffentlichen Raum beauftragt werden⁶⁸. Die Kolonialgeschichte ist heute ein Werkstatt für die Forschung und für ein neues inklusives, gemeinsames Narrativ über die Vergangenheit.

*Matthieu Gillibert ist Professor für Zeitgeschichte an der Universität Freiburg.
matthieu.gillibert@unifr.ch*

QUELLENANGABEN S. 21 BIS 23

Il razzismo e il retaggio del colonialismo nella fabbrica della storia svizzera

In Svizzera, oggi il razzismo e il passato coloniale sono due temi al centro dell'interesse di molti storici e ormai oggetto anche del dibattito pubblico.

Matthieu Gillabert

Non è sempre stato il caso – per niente. In un Paese come la Svizzera, che l'industria d'esportazione e le attività finanziarie hanno precocemente globalizzato, la sensazione di essere completamente estranei a ogni impresa coloniale ha largamente prevalso. Nel corso del XX secolo, l'assenza di conflitti di rilievo sul proprio territorio ha rafforzato l'impressione di essere un'oasi di pace tra un infuriare di tumulti, in particolare quelli dell'imperialismo e della decolonizzazione. E questo senso di verginità storica si è tradotto nell'invisibilizzazione del razzismo.

A questa peculiarità tutta svizzera, si aggiunge che, a livello internazionale, la storia della colonizzazione è rimasta sotto traccia nelle principali ricerche o è stata essa stessa uno strumento dell'impresa coloniale⁷⁰, come nel caso della Società di storia delle colonie francesi fondata nel 1912 a Parigi. Disciplina consolidatasi nel XIX secolo, la storia porta inevitabilmente in sé tratti del colonialismo: non per niente considera sinonimo di progresso il passare del tempo, si concentra sulla nazione o attribuisce un'importanza preponderante alle fonti scritte⁷¹. Generalmente, ha dissociato la storia generale da quella dei popoli «senza storia»⁷². Scrivendo la storia della colonizzazione,

gli specialisti devono dunque riflettere anche sulla propria disciplina, sul suo passato, sulle rappresentazioni dell'alterità che ha veicolato e sulla sua capacità d'interagire con il pubblico odierno.

Dalla fine del XIX secolo, l'approccio marxista tenta di liberare la storia coloniale dalla gogna nazionale e di affrontarla nella prospettiva delle interazioni sociali globali. Più tardi, intellettuali del Sud del mondo l'hanno fatta propria: Cheikh Anta Diop, per esempio, s'interessa già negli anni 1950 al passato precoloniale, mentre Frantz Fanon, figura di spicco degli studi postcoloniali, dimostra come la colonizzazione abbia colonizzato anche gli immaginari occidentali, permeandoli di un'ideologia di dominio del mondo. Lo scrittore statunitense James Baldwin rientra dai suoi viaggi in Svizzera con la descrizione degli atteggiamenti razzisti di cui è stato vittima⁷³.

In Svizzera, questo approccio postcoloniale fa la sua comparsa appena agli albori del XXI secolo e contribuisce a dinamizzare la ricerca storica evidenziando le ripercussioni degli eventi globali sulla vita politica e culturale del Paese. È il frutto della circolazione delle idee, ma soprattutto dell'azione di movimenti terzomondisti dell'inizio degli anni

Esiste un imperialismo svizzero? E se sì, quale ne è la natura e qual è il ruolo dello Stato, visto che la Svizzera non ha mai avuto colonie?

1960 e, più tardi, di movimenti sociali anti-razzisti ispirati a Black Lives Matter, che puntano il dito sulla questione razziale nelle interazioni sociali – comportamento della polizia, assunzioni – e nello spazio pubblico.

A dispetto del contesto poco favorevole, sono stati pubblicati anche studi sulle interazioni tra la Svizzera e gli spazi coloniali e sulle loro conseguenze politiche, economiche e culturali. Come sottolinea Georg Kreis nella sua recente sintesi sull'argomento, tuttavia, in assenza di un dibattito più diffuso nella società, l'eco dei lavori più datati è sempre restata flebile⁷⁴. Prodotti isolati fino all'inizio degli anni 2000, ai giorni nostri gli studi in materia si moltiplicano e diversificano avvalendosi di più discipline. Dopo aver catalogato i principali ambiti della storia coloniale in Svizzera, il presente articolo si propone di esplorare i temi emersi negli ultimi anni per poi formulare qualche riflessione sul ruolo attuale della storia

nel dibattito pubblico su questi argomenti.

Gli ambiti tradizionali della storia coloniale in Svizzera

Sarebbe tuttavia un errore pensare che la storia degli intrecci della Svizzera con il mondo coloniale abbia cominciato ad essere scritta sulla spinta dei movimenti antirazzisti del XXI secolo. Già nel 1932, infatti, il sociologo tedesco Richard Behrendt pubblicava un'opera sulla Svizzera e l'imperialismo nella quale sottolineava l'opportunità di taluni nostri concittadini, che avrebbero sfruttato la debolezza dello Stato e la neutralità, riuscendo così ad inserirsi più facilmente nell'attività coloniale delle grandi potenze⁷⁵. Quest'opera pone una domanda che attraversa gran parte degli studi presentati in questa sezione: esiste un imperialismo svizzero? E se sì, quale ne è la natura e qual è il ruolo dello Stato, visto che la Svizzera non ha mai avuto colonie?

Da allora, le ricerche storiche hanno analizzato un gran numero di casi di cittadini svizzeri che hanno esercitato il commercio con il mondo coloniale, senza che la loro nazionalità fosse sempre decisiva⁷⁶. E hanno anche dimostrato che la Confederazione non è restata inattiva di fronte al problema della colonizzazione, ma ha in particolare aperto consolati il cui compito principale era di sostenere gli affari elvetici⁷⁷.

Invertendo la prospettiva, i mercati d'oltre mare hanno avuto un effetto decisivo e unico in Europa sullo sviluppo industriale della Svizzera. La questione degli archivi è tuttora una sfida. A partire dal 1880, le statistiche della Confederazione sul commercio con l'estero permettono di avere un quadro abbastanza completo degli scambi con il mondo coloniale. Paul Bairoch mostra che all'inizio del XX secolo la Svizzera è tra gli Stati che esportano proporzionalmente più prodotti manufatturieri e che gran parte di questi prodotti è destinata a Paesi extra europei⁷⁸. Claude

Lützelschwab ha esposto come commercianti ginevrini, attraverso la Compagnia ginevrina delle colonie svizzere di Sétif, abbiano ottenuto concessioni fondiari in Algeria, integrandovi cittadini francesi nel 1860⁷⁹. Dopo aver lavorato dapprima sull'area latino-americana, Béatrice Veyrassat ha recentemente pubblicato un lavoro che sintetizza questo approccio socioeconomico agli scambi tra la Svizzera e il mondo coloniale per il periodo del lungo XIX secolo⁸⁰.

Per il periodo anteriore, diversi storici hanno analizzato imprese familiari o locali dimostrandone in certi casi l'alto grado d'integrazione nel mondo coloniale. La ricerca pionieristica condotta da Pierre Caspard sulla Fabrique-Neuve di Cortaillod (vicino a Neuchâtel), specializzata nella produzione di indiane (tele di cotone stampate), sottolinea l'importanza della commercializzazione di questi tessuti nei legami della Svizzera con il mondo coloniale del XVIII secolo⁸¹. La produzione dipende da materie prime come il cotone, la gomma africana e l'indaco americano ed è destinata ai mercati esteri – europei e, in certi casi, africani. Integrate nel commercio triangolare, all'epoca determinate indiane erano barattate con schiavi presso élite africane locali. Motivi pittorici che si supponevano apprezzati in Africa erano prodotti proprio in Svizzera⁸². Recentemente, Christof Dejung ha mostrato l'importanza degli archivi privati per la comprensione della rete commerciale intercontinentale sviluppata da imprese tessili come quella dei fratelli Volkart e della globalizzazione economica che queste imprese hanno contribuito a instaurare nel XIX secolo⁸³.

Oltre alla dimensione economica, anche le relazioni internazionali sono state oggetto di numerosi studi, molti dei quali focalizzati sulle relazioni tra la Svizzera e i Paesi colonizzati al momento in cui ottengono l'indipendenza. Marc Perrenoud, già storico al Dipartimento federale degli affari esteri, ha pubblicato un importante articolo sulle relazioni tra la Svizzera e l'Africa prima e dopo l'indipen-

denza delle colonie, in cui mostra come il «Servizio di assistenza tecnica» (oggi Direzione dello sviluppo e della cooperazione – DSC) sia stato istituito nel 1960⁸⁴. Il caso dell'Algeria è all'origine di molti lavori per via del ruolo giocato dal Governo elvetico e da personalità svizzere del mondo dei media negli accordi di Évian: Damien Carron ripercorre gli interessi diplomatici ed economici in gioco durante la guerra d'Algeria, mentre Marisa Fois concentra la sua ricerca sulle conseguenze del conflitto e della decolonizzazione per gli svizzeri residenti in quel territorio⁸⁵.

Questo introduce un terzo importante aspetto della storia dei legami tra la Svizzera e il colonialismo: l'emigrazione degli svizzeri nei Paesi d'oltre mare. Gérald Arletta è considerato un pioniere in questo campo⁸⁶. Successivamente, numerosi studi hanno analizzato alcune «colonie» svizzere nelle Americhe: nella maggior parte dei casi è adottata la prospettiva degli uomini e delle donne emigrati, spesso in fuga dalla miseria. L'opera di Martin Nicoulin è emblematica⁸⁷: pur non dedicando molto spazio agli autoctoni, questa ricerca sulle migliaia di svizzeri (in buona parte friburghesi) emigrati in Brasile nel XIX secolo ha fatto da apripista a molte altre, che continuano tuttora. Altri studi regionali hanno fatto luce su gruppi o traiettorie di svizzeri emigrati, per esempio sull'emigrazione giurassiana nell'America del Nord⁸⁸. Più recentemente, è stata studiata anche la partecipazione delle colonie svizzere dell'America latina (Leopoldina in Brasile) all'impresa coloniale. Il razzismo ha permesso a cittadini svizzeri di trarre vantaggio dalla posizione di dominio dei bianchi⁸⁹.

Oltre ai commercianti, ai diplomatici e agli emigrati, ai quali vanno aggiunti i mercenari, sono stati studiati anche altri attori delle relazioni tra la Svizzera e il mondo coloniale. I missionari protestanti e cattolici hanno giocato un ruolo importante nella costruzione di un immaginario sociale del mondo coloniale. Studiando le

pubblicazioni missionarie, Patrick Harries ha messo in luce l'importanza del ruolo delle missioni nella diffusione e nell'imposizione di pratiche mediche e norme sociali⁹⁰, ma anche la loro partecipazione alla costruzione del saper e nelle rappresentazioni sviluppate al contatto con le popolazioni autoctone.

Le discriminazioni razziali sono strettamente legate a un retaggio coloniale invisibilizzato.

L'impatto della colonizzazione sulla Svizzera

Le pubblicazioni citate finora dimostrano che i nostri legami con il mondo coloniale non sono stati ignorati dalla ricerca. Con gli studi postcoloniali e le critiche al ruolo della Svizzera, critiche che risalgono in ogni caso a movimenti terzomondisti o antiapartheid degli anni 1960, una parte della ricerca storica ha approfondito maggiormente l'impatto della colonizzazione in Svizzera.

La storia delle relazioni tra la Svizzera e il Sudafrica è stata fondamentale per lo sviluppo di questi lavori. Le relazioni commerciali intrattenute dai due Paesi – il 10 per cento degli investimenti stranieri in Sudafrica sono svizzeri e le nostre grandi banche fanno della Svizzera la principale piazza del commercio di materie prime (oro, diamanti)⁹¹ – sono sempre state molto importanti a dispetto del boicottaggio internazionale del passato regime, ufficialmente razzista, di Pretoria. Queste relazioni hanno cristallizzato le critiche sull'ambivalenza di una politica di neutralità ritenuta un paravento degli scambi commerciali. Nel 2000, il Consiglio federale incarica il Fondo nazionale svizzero di far luce sulla loro storia, prospettando l'apertura degli archivi, com'era stato il caso per la Commissione indipendente di esperti «Svizzera – Seconda guerra mondiale» (Commissione Bergier). Tre anni dopo fa tuttavia marcia indietro

e limita ai ricercatori l'accesso agli archivi, temendo conseguenze per le imprese svizzere. Malgrado questa «pagina poco gloriosa»⁹² e un modesto recepimento dei risultati da parte delle autorità, alcuni lavori vengono portati a termine e mettono in evidenza le relazioni reciproche, economicamente e politicamente molto privilegiate e fondate sull'anticomunismo, intrattenute dalle due nazioni⁹³.

Questo periodo è caratterizzato da molti studi che stimolano il pubblico a riflettere sul coinvolgimento degli svizzeri non soltanto nel commercio d'oltre mare, ma anche direttamente nella tratta degli schiavi. Sulla scia di una storiografia più critica del passato, «La Suisse et l'esclavage des Noirs» e «Une Suisse esclavagiste», oltre a portare nuova luce su questo periodo buio, sensibilizzano il lettore al processo della sua invisibilizzazione e alle sue ambiguità, visto che vi sono stati anche svizzeri che hanno partecipato a movimenti abolizionisti, in particolare in seno a reti protestanti europee⁹⁴.

Anche la storia delle missioni che abbiamo ricordato sopra può essere letta in quest'ottica. L'attività dei missionari in campo medico ha esportato pratiche occidentali che molto spesso hanno sradicato il sapere autoctono. D'altro canto, tuttavia, le conoscenze accumulate sul posto hanno contribuito alla nascita di nuovi settori scientifici. E alla commercializzazione in Occidente di prodotti scoperti nelle colonie. È il caso, per esempio, della fondazione dell'Istituto tropicale svizzero, che si è integrato nelle attività delle aziende farmaceutiche⁹⁵. Sul piano culturale, l'attività missionaria ha plasmato immaginari coloniali sovente razzisti con pubblicazioni, conferenze, raccolte di fondi e altre feste popolari che hanno perpetuato l'idea del dovere di assistere le popolazioni bisognose – il «fardello dell'uomo bianco»⁹⁶.

Infine, la storia coloniale esercita un'influenza preponderante sulla costruzione dei saperi europei attraverso lo sviluppo delle scienze sociali direttamente lega-

te alla colonizzazione, come l'etnologia e la geografia. Le società di geografia e i musei che vanno affermandosi all'inizio del XIX secolo contribuiscono inoltre a classificare il mondo – gli esseri umani, ma anche la natura e la geologia – secondo standard legittimati dalla scienza⁹⁷. Bernhard Schär insiste sull'aspetto transnazionale di questa costruzione dei saperi attraverso l'esempio dei fratelli Sarasin, membri del patriziato basilese, che si avvalgono della colonizzazione olandese per svolgere ricerche etnografiche, antropologiche e naturalistiche e arricchire le collezioni dei musei di Basilea⁹⁸.

La Svizzera odierna è figlia della storia coloniale

La storia coloniale della Svizzera è dibattuta anche al di fuori degli ambienti accademici, per esempio da gruppi antirazzisti militanti o istituzioni pubbliche. Le discriminazioni razziali sono strettamente legate a un retaggio coloniale invisibilizzato e chiamano in causa il ruolo degli storici nella pertinente discussione e il modo di affrontare questi temi in relazione allo spazio pubblico, la cui inclusività è anch'essa messa in questione (statue, nomi delle strade). Riuscire a impostare lavori storici che diano risposte agli interrogativi del presente e ad applicarne i risultati al nostro spazio pubblico, è molto complesso. Ma la ricerca odierna fa un uso mirabile dell'interdisciplinarietà e porta al rinnovamento della storia pubblica.

Le opere pubblicate o co-pubblicate da Patricia Purtschert esemplificano bene che cosa sia una ricerca finalizzata a illustrare come la storia coloniale agisca sulla costruzione identitaria del Paese, sia in rapporto all'alterità che per quanto riguarda i rapporti tra i generi o il razzismo⁹⁹. Questo approccio permette di mostrare che la storia coloniale non è avulsa dalla storia svizzera, ma che, al contrario, l'evoluzione delle due storie è una storia di interazioni, il che permette di decostruire l'idea di una società svizzera senza razzismo – *raceless* –, non contaminata dal colonialismo.

Ispirati alle teorie critiche della razza, molti studi tematizzano oggi la presenza del razzismo in una società che si è a lungo ritenuta ai margini della storia coloniale. Questo fenomeno sembra acquisire importanza, almeno sporadicamente, nel dibattito pubblico. Un'eccellente sintesi pubblicata recentemente mostra l'eterogeneità degli approcci al tema – che non sono sempre direttamente riferiti al retaggio coloniale, anche se quest'ultimo resta comunque essenziale per capire la costruzione della razza nella nostra società¹⁰⁰.

Le scienze politiche, la sociologia e l'antropologia sono dunque discipline essenziali per l'analisi della storia del razzismo in Svizzera. Le ricerche dimostrano che il razzismo non è limitato al campo biologico (il colore della pelle), ma che, in quanto processo di classificazione sociale, utilizza diverse caratteristiche somatiche e nutre l'idea che vi siano significative differenze fisiche che stabiliscono una gerarchia tra gli esseri umani¹⁰¹. Ricerche più recenti sull'intersezionalità incrociano per altro la storia del razzismo con quella di altre discriminazioni, in particolare di classe o di genere¹⁰².

E poiché la storia coloniale ha un impatto sulle forme strutturali del razzismo, non è per niente sorprendente che anche gruppi che l'alimentano e la svelano con la loro mera presenza nello spazio pubblico se ne siano appropriati. È il caso, per esempio, di un collettivo di donne nere che hanno elaborato una piattaforma di documentazione sulla storia e la presenza delle donne nere in Svizzera¹⁰³. In alcune città svizzere sono avviati progetti commissionati a specialisti per dare visibilità alla storia coloniale e sviluppare percorsi urbani nello spazio pubblico¹⁰⁴. La storia coloniale è dunque oggi un cantiere sia per la ricerca che per l'elaborazione di una nuova narrazione del passato, inclusiva e condivisa.

Matthieu Gillibert è professore di storia contemporanea all'Università di Friburgo. matthieu.gillibert@unifr.ch

- ¹ Phan Bernard, *Colonisation et décolonisation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, p. 251
- ² Conrad Sebastian, *What is global history?*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2016
- ³ Dejung Christof, « Jenseits der Exzentrik : aussereuropäische Geschichte in der Schweiz », *Revue suisse d'histoire* 64 (2), 2014, pp. 195-209
- ⁴ Voir notamment le film de Pierre Korálnik, *Un étranger dans le village*, 1962 (URL : <https://www.rts.ch/archives/tv/divers/documentaires/13529049-un-etranger-dans-le-village.html>)
- ⁵ Kreis Georg, *Blicke auf die koloniale Schweiz. Ein Forschungsbericht*, Zurich, Chronos, 2023, p. 10
- ⁶ Behrendt Richard Fritz, *Die Schweiz und der Imperialismus: die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Zurich, Rascher, 1932
- ⁷ David Thomas et Etemad Bouda, « L'expansion économique de la Suisse en outremer (XIX^e-XX^e siècles) : un état de la question », *Revue suisse d'histoire* 46 (2), 1996, pp. 226-231
- ⁸ Voir par exemple pour l'Asie : Lottaz Pascal, « Going East : Switzerland's east consular diplomacy toward East and Southeast Asia », *traverse. Revue d'histoire* 27 (1), 2020, pp. 23-34
- ⁹ Voir par exemple : Bairoch Paul, « Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975 », *Revue suisse d'histoire* 28 (1), 1978
- ¹⁰ Lützel Schwab Claude, *La Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif (1853-1956) : un cas de colonisation privée en Algérie*, Berne, Peter Lang, 2006
- ¹¹ Veyrassat Béatrice, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle - Première Guerre mondiale) : espaces, circulations, échanges*, Neuchâtel, Alphil, 2018
- ¹² Caspard Pierre, *La Fabrique-Neuve de Cortaillod : entreprise et profit pendant la révolution industrielle : 1752-1854*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979
- ¹³ Étienne Noémie, Brizon Claire, Lee Chonja et al., *Une Suisse exotique ? Regarder l'ailleurs en Suisse au siècle des Lumières*, Zurich, Diaphanes, 2020
- ¹⁴ Dejung Christof, *Die Fäden des globalen Marktes Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851-1999*, Köln, Böhlau, 2013
- ¹⁵ Perrenoud Marc, « Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement », *Revue internationale de politique de développement* (1), 2010, pp. 81-98
- ¹⁶ Voir notamment : Carron Damien, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Lausanne, Antipodes, 2013 ; Fois Marisa, *Héritages coloniaux : les Suisses d'Algérie*, Zurich, Seismo, 2021
- ¹⁷ Arlettaz Gérald, *L'émigration suisse outre-mer de 1815 à 1920*, Berne, Archives fédérales suisses, 1975 (Études et sources, no 1)
- ¹⁸ Nicoulin Martin, *La genèse de Nova Friburgo : émigration et colonisation suisse au Brésil : 1817-1827*, Fribourg, Éd. universitaires, 2002
- ¹⁹ Lovis Marie-Angèle, *Un village suisse émigre : le cas de Cornol dans le canton du Jura (1815-1956)*, Neuchâtel, Alphil, 2020
- ²⁰ Smaz Dom, *Helvécia : une histoire coloniale suisse au Brésil*, Zurich, Lars Müller Publishers, 2022
- ²¹ Harries Patrick, *Butterflies & barbarians: Swiss missionaries & systems of knowledge in South-East Africa*, Oxford, J.Currey, 2007
- ²² Perrenoud Marc, « Afrique du Sud », in : *Dictionnaire historique de la Suisse*, 27.7.2015. URL : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003467/2015-07-27/> (14.6.2023)
- ²³ Kreis Georg, « Suisse-Afrique du Sud : une recherche muséale », *Horizons* (58), 2003, p. 12
- ²⁴ Bott Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990 : marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zurich, Chronos, 2013
- ²⁵ David Thomas, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne, Ed. Antipodes ; *Société d'histoire de la Suisse romande*, 2005 (Histoire.ch) ; Fässler Hans, *Reise in Schwarz-Weiss: Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei*, Rotpunktverlag, 2005
- ²⁶ Meier Lukas, *Striving for excellence at the margins: science, decolonization, and the history of the Swiss Tropical and Public Health Institute (Swiss TPH) in (post-) colonial Africa, 1943-2000*, Thèse de Doctorat, Université de Bâle, 2012 ; Wetjen Karolin et Ratschiller Linda, *Verflochtene Mission: Perspektiven auf eine neue Missionsgeschichte*, Köln, Böhlau Verlag, 2018
- ²⁷ Voir par exemple, à propos des missions catholiques : Bleuer Simone et Miller Barbara, « Verkörpern, Verfestigen, Verflechten. Resonanz missionarischer Kulturkontakte in der Schweiz der 1950er und 1960er Jahre », *traverse. Revue d'histoire* (1), 2019, pp. 94-106
- ²⁸ Reubi Serge, *Gentlemen, prolétaires et primitifs : institutionnalisation, pratiques de collection et choix muséographiques dans l'ethnographie suisse, 1880-1950*, Berne, Peter Lang, 2011 ; Rossinelli Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2021
- ²⁹ Schär Bernhard C, *Tropenliebe: Schweizer Naturforscher und niederländischer*

- Imperialismus in Südostasien um 1900. Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2015.
- ³⁰ Purtschert Patricia, Lüthi Barbara et Falk Francesca (Éds.), *Postkoloniale Schweiz: Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld, Transcript, 2013 (Postcolonial studies); Purtschert Patricia et Fischer Harald, *Colonial Switzerland: rethinking colonialism from the margins*, 1st ed., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015 (Cambridge imperial & post-colonial studies)
- ³¹ Pétrémont Mélanie-Evely, Lavanchy Anne, Ohene-Nyako Pamela et al., *Un/doing Race: Racialisation en Suisse*, Seismo, 2022, p. 13. En ligne: <<https://doi.org/10.33058/seismo.20745>>
- ³² Voir notamment l'article d'Anne Lavanchy, « La blanchité et ses privilèges en Suisse », *Tangram* (44), 2020. URL: <https://www.ekr.admin.ch/publications/f575.html>
- ³³ Voir par exemple: <https://wp.unil.ch/intersectionnalite/accueil/>
www.histoire.ch
- ³⁴ Voir plusieurs articles dans ce numéro
- ³⁵ Phan Bernard, *Colonisation et décolonisation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, S. 251.
- ³⁷ Conrad Sebastian, *What is global history?*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2016.
- ³⁸ Dejung Christof, «Jenseits der Exzentrik: aussereuropäische Geschichte in der Schweiz», *Revue suisse d'histoire* 64 (2), 2014, S. 195-209.
- ³⁹ Siehe dazu insbesondere den Film von Pierre Koralnik, *Un étranger dans le village*, 1962 (URL: <https://www.rts.ch/archives/tv/divers/documentaires/13529049-un-etranger-dans-le-village.html>).
- ⁴⁰ Behrendt Richard Fritz, *Die Schweiz und der Imperialismus: die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Zürich, Rascher, 1932.
- ⁴¹ David Thomas und Etemad Bouda, «L'expansion économique de la Suisse en outremer (XIX^e-XX^e siècles): un état de la question», *Revue suisse d'histoire* 46 (2), 1996, S. 226-231.
- ⁴² Siehe z. B. für Asien: Lottaz Pascal, «Going East: Switzerland's east consular diplomacy toward East and Southeast Asia», *traverse. Revue d'histoire* 27 (1), 2020, S. 23-34.
- ⁴³ Siehe z. B.: Bairoch Paul, «Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975», *Revue suisse d'histoire* 28 (1), 1978.
- ⁴⁴ Lützel Schwab Claude, *La Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif (1853-1956): un cas de colonisation privée en Algérie*, Bern, Peter Lang, 2006.
- ⁴⁵ Veyrassat Béatrice, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle - Première Guerre mondiale): espaces, circulations, échanges*, Neuenburg, Alphil, 2018.
- ⁴⁶ Caspard Pierre, *La Fabrique-Neuve de Cortaillod: entreprise et profit pendant la révolution industrielle: 1752-1854*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979.
- ⁴⁷ Étienne Noémie, Brizon Claire, Lee Chonja et al., *Une Suisse exotique? Regarder l'ailleurs en Suisse au siècle des Lumières*, Zürich, Diaphanes, 2020.
- ⁴⁸ Dejung Christof, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851-1999*, Köln, Böhlau, 2013.
- ⁴⁹ Perrenoud Marc, «Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement», *Revue internationale de politique de développement* (1), 2010, S. 81-98.
- ⁵⁰ Siehe insbesondere: Carron Damien, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Lausanne, Antipodes, 2013; Fois Marisa, *Héritages coloniaux: les Suisses d'Algérie*, Zürich, Seismo, 2021.
- ⁵¹ Arlettaz Gérald, *L'émigration suisse outre-mer de 1815 à 1920*, Berne, Archives fédérales suisses, 1975 (Études et sources, no 1).
- ⁵² Nicoulin Martin, *La genèse de Nova Friburgo: émigration et colonisation suisse au Brésil: 1817-1827*, Fribourg, Ed. universitaires, 2002.
- ⁵³ Lovis Marie-Angèle, *Un village suisse émigre: le cas de Cornol dans le canton du Jura (1815-1956)*, Neuenburg, Alphil, 2020.
- ⁵⁴ Smaz Dom, *Helvécia: Eine Schweizer Kolonialgeschichte in Brasilien!*, Zürich, Lars Müller Publishers, 2022.
- ⁵⁵ Harries Patrick, *Butterflies & barbarians: Swiss missionaries & systems of knowledge in South-East Africa*, Oxford, J.Currey, 2007.
- ⁵⁶ Perrenoud Marc, «Südafrika», in: *Historisches Lexikon der Schweiz*, 27.7.2015. URL: <https://hls-dhs-dss.ch/de/Artikel/003467/2015-07-27/> (14.6.2023).
- ⁵⁷ Kreis Georg, «Suisse-Afrique du Sud: une recherche muselée», *Horizons* (58), 2003, S. 12.
- ⁵⁸ Bott Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990: marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zurich, Chronos, 2013.
- ⁵⁹ David Thomas, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne, Ed. Antipodes: Société d'histoire de la Suisse romande, 2005 (Histoire.ch); Fässler Hans, *Reise in Schwarz-Weiss: Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei*, Rotpunktverlag, 2005.
- ⁶⁰ Meier Lukas, *Striving for excellence at the margins: science, decolonization, and the history of the Swiss Tropical and Public Health Institute (Swiss TPH) in (post-) colonial Africa, 1943-2000*, Thèse de Doctorat, Université de Bâle, 2012; Wetjen Karolin et Ratschiller Linda, *Verflochtene Mission: Perspektiven auf eine neue Missionsgeschichte*, Köln, Böhlau Verlag, 2018.
- ⁶¹ Siehe z. B. zu den katholischen Missionen: Bleuer Simone et Miller Barbara, «Verkörpern, Verfestigen, Verflechten. Resonanz missionarischer Kulturkontakte in der Schweiz der 1950er und 1960er Jahre», *traverse. Revue d'histoire* (1), 2019, S. 94-106.
- ⁶² Reubi Serge, *Gentlemen, prolétaires et primitifs: institutionnalisation, pratiques de collection et choix muséographiques dans l'ethnographie suisse, 1880-1950*, Bern, Peter Lang, 2011; Rossinelli Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuenburg, Alphil, 2021.
- ⁶³ Schär Bernhard C, *Tropenliebe: Schweizer Naturforscher und niederländischer Imperialismus in Südostasien um 1900*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2015.
- ⁶⁴ Purtschert Patricia, Lüthi Barbara et Falk Francesca (Ed.), *Postkoloniale Schweiz: Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld, Transcript, 2013 (Postcolonial studies); Purtschert Patricia und Fischer Harald, *Colonial Switzerland: rethinking colonialism from the margins*, 1. Ausg., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015 (Cambridge imperial & post-colonial studies).
- ⁶⁵ Pétrémont Mélanie-Evely, Lavanchy Anne, Ohene-Nyako Pamela et al., *Un/doing Race: Racialisation en Suisse*, Seismo, 2022, S. 13. En ligne: <<https://doi.org/10.33058/seismo.20745>>.
- ⁶⁶ Siehe insbesondere den Artikel von Anne Lavanchy, «Whiteness und deren Privilegien in der Schweiz», *Tangram* (44), 2020. URL: <https://www.ekr.admin.ch/publikationen/d108/1351.html>.
- ⁶⁷ Siehe zum Beispiel: <https://wp.unil.ch/intersectionnalite/accueil/>
www.histoire.ch
- ⁶⁸ Siehe mehrere Beiträge in dieser Ausgabe.
- ⁷⁰ Phan Bernard, *Colonisation et décolonisation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, pag. 251.
- ⁷¹ Conrad Sebastian, *What is global history?*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2016.
- ⁷² Dejung Christof, «Jenseits der Exzentrik: aussereuropäische Geschichte in der Schweiz», *Revue suisse d'histoire* 64 (2), 2014, pagg. 195-209.
- ⁷³ Cfr. in particolare il film di Pierre Koralnik, *Un étranger dans le village*, 1962 (URL: <https://www.rts.ch/archives/tv/divers/documentaires/13529049-un-etranger-dans-le-village.html>).
- ⁷⁴ Kreis Georg, *Blicke auf die koloniale Schweiz. Ein Forschungsbericht*, Zurich, Chronos, 2023, pag. 10.
- ⁷⁵ Behrendt Richard Fritz, *Die Schweiz und*

- der Imperialismus: die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus. Zürich, Rascher, 1932.
- ⁷⁶ David Thomas e Etemad Bouda, « L'expansion économique de la Suisse en outremer (XIX^e-XX^e siècles) : un état de la question », *Revue suisse d'histoire* 46 (2), 1996, pagg. 226-231.
- ⁷⁷ Per l'Asia, cfr. per esempio: Lottaz Pascal, «Going East : Switzerland's east consular diplomacy toward East and Southeast Asia», *traverse. Revue d'histoire* 27 (1), 2020, pagg. 23-34.
- ⁷⁸ Cfr. per esempio: Bairoch Paul, « Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975 », *Revue suisse d'histoire* 28 (1), 1978.
- ⁷⁹ Lützel Schwab Claude, *La Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif (1853-1956) : un cas de colonisation privée en Algérie*. Berne, Peter Lang, 2006.
- ⁸⁰ Veyrassat Béatrice, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle - Première Guerre mondiale) : espaces, circulations, échanges*. Neuchâtel, Alphil, 2018.
- ⁸¹ Caspard Pierre, *La Fabrique-Neuve de Cortaillod : entreprise et profit pendant la révolution industrielle : 1752-1854*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979.
- ⁸² Étienne Noémie, Brizon Claire, Lee Chonja et al., *Une Suisse exotique ? Regarder l'ailleurs en Suisse au siècle des Lumières*, Zurich, Diaphanes, 2020.
- ⁸³ Dejung Christof, *Die Fäden des globalen Marktes Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851-1999*, Köln, Böhlau, 2013.
- ⁸⁴ Perrenoud Marc, « Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement », *Revue internationale de politique de développement* (1), 2010, pagg. 81-98.
- ⁸⁵ Cfr. in particolare: Carron Damien, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Lausanne, Antipodes, 2013 ; Fois Marisa, *Héritages coloniaux : les Suisses d'Algérie*, Zurich, Seismo, 2021.
- ⁸⁶ Arlettaz Gérald, *L'émigration suisse outre-mer de 1815 à 1920*, Berne, Archives fédérales suisses, 1975 (Etudes et sources, no 1).
- ⁸⁷ Nicoulin Martin, *La genèse de Nova Friburgo : émigration et colonisation suisse au Brésil : 1817-1827*, Fribourg, Ed. universitaires, 2002.
- ⁸⁸ Lovis Marie-Angèle, *Un village suisse émigre : le cas de Cornol dans le canton du Jura (1815-1956)*, Neuchâtel, Alphil, 2020.
- ⁸⁹ Smaz Dom, *Helvécia : une histoire coloniale suisse au Brésil*, Zurich, Lars Müller Publishers, 2022.
- ⁹⁰ Harries Patrick, *Butterflies & barbarians: Swiss missionaries & systems of knowledge in South-East Africa*. Oxford, J.Currey, 2007.
- ⁹¹ Perrenoud Marc, «Sudafrica», in: *Dizionario storico della Svizzera*, 27.7.2015. URL: <https://his-dhs-dss.ch/it/articles/003467/2015-07-27/> (14.6.2023).
- ⁹² Kreis Georg, « Suisse-Afrique du Sud : une recherche muselée », *Horizons* (58), 2003, pag. 12.
- ⁹³ Bott Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990 : marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zurich, Chronos, 2013.
- ⁹⁴ David Thomas, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne, Ed. Antipodes ; Société d'histoire de la Suisse romande, 2005 (Histoire.ch) ; Fässler Hans, *Reise in Schwarz-Weiss: Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei*, Rotpunktverlag, 2005.
- ⁹⁵ Meier Lukas, *Striving for excellence at the margins: science, decolonization, and the history of the Swiss Tropical and Public Health Institute (Swiss TPH) in (post-)colonial Africa, 1943-2000*. Tesi di dottorato, Università di Basilea, 2012 ; Wetjen Karolin et Ratschiller Linda, *Verflochtene Mission: Perspektiven auf eine neue Missionsgeschichte*, Köln, Böhlau Verlag, 2018.
- ⁹⁶ Per le missioni cattoliche, cfr. per esempio: Bleuer Simone et Miller Barbara, « Verkörpern, Verfestigen, Verflechten. Resonanz missionarischer Kulturkontakte in der Schweiz der 1950er und 1960er Jahre », *traverse. Revue d'histoire* (1), 2019, pagg. 94-106.
- ⁹⁷ Reubi Serge, *Gentlemen, prolétaires et primitifs : institutionnalisation, pratiques de collection et choix muséographiques dans l'ethnographie suisse, 1880-1950*, Berne, Peter Lang, 2011 ; Rossinelli Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2021.
- ⁹⁸ Schär Bernhard C, *Tropenliebe : Schweizer Naturforscher und niederländischer Imperialismus in Südostasien um 1900*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2015.
- ⁹⁹ Purtschert Patricia, Lüthi Barbara et Falk Francesca (éds.), *Postkoloniale Schweiz: Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld, Transcript, 2013 (Postcolonial studies); Purtschert Patricia et Fischer Harald, *Colonial Switzerland : rethinking colonialism from the margins*, 1st ed., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015 (Cambridge imperial & post-colonial studies).
- ¹⁰⁰ Pétrémont Mélanie-Evely, Lavanchy Anne, Ohene-Nyako Pamela et al., *Undoing Race: Racialisation en Suisse*, Seismo, 2022, pag. 13. Online: <<https://doi.org/10.33058/seismo.20745>>.
- ¹⁰¹ Cfr. in particolare l'articolo di Anne Lavanchy, «La bianchezza e i suoi privilegi in Svizzera», *Tangram* (44), 2020. URL: <https://www.ekr.admin.ch/publicazioni/i575.html>.
- ¹⁰² Cfr. per esempio: <https://wp.unil.ch/intersectionnalite/accueil/>.
- ¹⁰³ www.histoire.ch.
- ¹⁰⁴ Cfr. diversi articoli del presente numero.



Comment l'État a participé à la colonisation

Les recherches sur l'histoire coloniale suisse ont souvent négligé la participation de la Confédération et des cantons aux affaires coloniales du XIX^e siècle. Or l'activité étatique suisse dans ce domaine était intense.

Fabio Rossinelli

Tout d'abord, précisons qu'il n'existe pas de consensus dans la recherche quant à la définition du terme de colonisation et de ses dérivés. Il est admis, en revanche, que ce phénomène peut assumer de multiples formes – politiques, économiques ou encore culturelles. Nous savons en outre qu'il peut varier selon les époques et les régions du monde. Et qu'il agit aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des pays. Pour ne pas alourdir cet article de technicismes et nous en tenir à l'essentiel, nous définissons ici la colonisation comme l'acte expansionniste de l'Europe dans les régions d'outre-mer au XIX^e siècle.

Un expansionnisme non étatique ?

Force est de constater que l'historiographie suisse s'est longtemps concentrée sur la participation de l'économie privée à la colonisation. À côté d'une émigration entrepreneuriale plus ou moins spontanée au Brésil, en Égypte ou encore en Australie, des entreprises vouées au commerce colonial ont siégé sur sol helvétique. La société *Gebrüder Volkart* de Winterthour (fondée en 1851), par exemple, s'est occupée d'import-export de matières premières contre des produits finis, devenant, au cours de la première moitié du XX^e siècle, le

plus important acteur helvétique sur le marché indien. La *Basler Handelsgesellschaft* (1859), une sorte de filiale commerciale de la *Basler Mission* (1815), a exploité les ressources et la main-d'œuvre du Ghana pour la production de cacao. Dans un tout autre secteur, les investissements outre-mer étaient monnaie courante pour les banques et les bourses. La place bancaire genevoise avait pour cible les grandes infrastructures du commerce mondial, comme le canal de Suez.

Ces exemples – il y en a beaucoup d'autres – pourraient suggérer que l'État n'était pas impliqué dans l'expansionnisme helvétique dans le monde colonial. Il est vrai que la Suisse en tant qu'État n'a jamais possédé de colonies. Cependant, la participation d'un État à la colonisation ne se mesure pas uniquement au fait d'occuper des territoires. Et le cas helvétique n'a jamais été étudié sous cet angle. Pire, ce vide historiographique a servi de prétexte pour affirmer que l'État suisse n'était pas impliqué dans la colonisation. Plutôt que d'avouer une lacune dans la recherche, un certain nombre d'historiens préfèrent proclamer haut et fort que « formellement, la Suisse, en tant que telle, n'a pas eu de passé colonial » ou encore que « ce sont les Suisses qui

La participation d'un État à la colonisation ne se mesure pas uniquement au fait d'occuper des territoires.

ont agi à titre individuel »¹⁰⁵. Cette lacune n'est pas un problème purement académique, mais aussi un problème politique. Les autorités fédérales elles-mêmes s'en tiennent au récit de l'absence d'implication étatique – « Die Organe des Landes waren nicht involviert »¹⁰⁶ – entre autres pour légitimer la politique économique et migratoire actuelle de la Suisse.

Pourtant, il est possible de mettre en avant de multiples dynamiques d'action étatique pour le cas suisse. Dans le cadre du groupe de travail *Collaborative History of Global Switzerland* (1800-1900) de l'Université de Lausanne, un projet de recherche est en cours d'élaboration à ce sujet. Parmi les différents exemples, les trois qui sont présentés ci-après permettent d'effectuer une première plongée dans cette problématique.

Intrication privé-public

Au XIX^e siècle, les sociétés suisses de géographie représentent des cercles privés de sociabilité bourgeoise. S'y

retrouvent des personnalités intellectuelles, patronales ou encore politiques. Numa Droz et deux autres conseillers fédéraux sont par exemple membres de la *Geographische Gesellschaft* de Berne, à côté de deux conseillers d'État bernois et d'un certain nombre de parlementaires fédéraux. Le but de ces sociétés est d'étudier les territoires d'outre-mer afin de repérer des points d'intérêt pour la science, le commerce ou encore la mission.

Le but de ces sociétés est d'étudier les territoires d'outre-mer afin de repérer des points d'intérêt pour la science, le commerce ou la mission.

Quelles formes de partenariat ces sociétés mettent-elles en place avec l'État ? Les sociétés de géographie sont consultées et impliquées dans la création du Bureau fédéral de l'émigration en 1888. Ce dernier leur transmet des informations confidentielles utiles à l'expansion économique. Ainsi, en 1893, la *Société neuchâteloise de géographie* reçoit par ce bureau des notes à ne pas divulguer publiquement concernant le Transvaal (situé dans le nord-est de l'Afrique du Sud actuelle). C'est l'époque de la découverte de l'or et du diamant, qui sont, avec la platine, les matières premières des horlogers. L'enjeu est important pour Neuchâtel, bastion de l'horlogerie helvétique. Droz, originaire de ce canton, avait déjà recommandé la création d'un consortium au Transvaal en 1886. Ce dernier sera dirigé par un Neuchâtelois sous l'égide de l'*Ostschweizerische geographisch-commercielle Gesellschaft* de Saint-Gall. En même temps, la Suisse ouvre un consulat dans ce pays. Ces initiatives, issues d'un partenariat privé-public, incitent plusieurs membres des sociétés de géographie à émigrer dans ce pays. L'un d'entre eux, l'ingénieur minier zurichois Carl Fehr, finit par être nommé consul suisse au Transvaal

en 1894. Avec les frères neuchâtelois Philippe et Jean DuBois, descendants d'une grande famille horlogère, il crée un holding pour l'extraction de l'or. Les activités, prédatrices, portent leurs fruits : 13,5 millions de francs sont générés dans le seul mois de février 1894. Il s'agit d'une somme énorme, si l'on considère que les dépenses et les recettes de la Confédération de l'année courante tournent autour de 50 millions de francs. L'affaire se termine mal pour les Suisses, avec une faillite frauduleuse en 1899, un mandat d'arrestation et la fuite des responsables vers d'autres continents.

Cette histoire montre à quel point l'État helvétique, avec ses bureaux et représentants, soutient les projets économiques expansionnistes lancés via les sociétés de géographie. De plus, il subventionne ces dernières. Celles d'Aarau et de Saint-Gall, les deux étant spécifiquement consacrées au commerce d'outre-mer, perçoivent de l'argent public non seulement de la Confédération, mais également des cantons, dont Bâle-Ville, Thurgovie et Appenzell.

Subventions et pensions

Même si la Confédération – malgré des débats en ce sens au Palais fédéral – ne s'engage pas officiellement dans une politique coloniale, des colonies de Suisses se créent spontanément. Au cours du XIX^e siècle, des communautés helvétiques se développent outre-mer tout en étant représentées à Berne par des consuls privés ou par des sociétés de bienfaisance. La création de ces dernières est parfois encouragée par les représentants de l'État. C'est le cas de la société du Caire, fondée en 1869 grâce à une donation de la délégation fédérale s'étant rendue en Égypte à l'occasion de l'ouverture du canal de Suez. La société de Bahia, quant à elle, est constituée en 1857 au Brésil. Ses archives montrent qu'elle était formellement rattachée à la Confédération. Aucun changement de règlement ne pouvait avoir lieu sans l'approbation de Berne. Ses activités, au-delà de l'assistance et du secours,

concernaient aussi l'investissement ; de quoi rentabiliser le capital propre via des placements sur le marché brésilien. Plus généralement, dès le milieu du XIX^e siècle, tant le Conseil fédéral que les exécutifs cantonaux envoient des subventions annuelles aux sociétés suisses de bienfaisance à l'étranger. En

Au cours du XIX^e siècle, des communautés helvétiques se développent outre-mer tout en étant représentées à Berne par des consuls privés ou par des sociétés de bienfaisance.

1881, par exemple, plus de 36 000 francs de l'époque, somme correspondant au salaire annuel d'environ 70 agriculteurs genevois, sont répartis entre 85 entités de ce type. Il y avait également des subventions ponctuelles, sur la base de demandes particulières. L'État suisse versait donc de l'argent à de nombreuses personnes dans les colonies.

Dans l'autre sens, les États coloniaux versaient eux aussi de l'argent à de nombreuses personnes en Suisse. Il s'agissait, principalement, de personnes ayant servi dans les armées impériales européennes, par exemple en Algérie pour le compte de la France. Durant la période 1814-1914, la Hollande a recruté plus de 7500 Suisses à destination de l'Indonésie. Une fois rentrés, ces anciens soldats avaient droit à des pensions qu'ils devaient réclamer personnellement. Très souvent, ils s'adressaient pour cela aux autorités communales et/ou cantonales avant que leur demande n'arrive à Berne, qui s'activait via son réseau diplomatique afin d'obtenir les pensions réclamées. Il y avait donc une circulation bureaucratique entre les différents échelons de l'État suisse et les organes étatiques étrangers impliqués dans la colonisation. L'afflux monétaire lié aux pensions

était substantiel, sur le plan global mais aussi individuel, puisqu'il permettait, bien souvent, de sortir les économies domestiques de la pauvreté, voire de la misère.

Combiné, ce double phénomène des subventions et des pensions permet de repenser le rôle de l'État suisse dans le contexte colonial. Les trajectoires individuelles ou collectives des Suisses dans les colonies ont poussé la Confédération et les cantons à agir. Cela permet aussi de repenser l'histoire de l'État social (ou du proto-État social) en Europe, en l'insérant dans une optique globale et croisée. L'argent public à destination ou en provenance des territoires coloniaux a soutenu le développement de prestations sociales visant à garantir un niveau de vie minimal pour les Européens.

Arbitrage des conflits outre-mer

Cependant, s'il y a un domaine de l'histoire coloniale où l'État suisse a été manifestement impliqué, c'est celui de l'arbitrage. Les gouvernements des empires ont souvent mandaté le Conseil fédéral ou l'un de ses membres pour trancher des litiges à caractère géopolitique ou économique concernant les territoires d'outre-mer. C'est dire que le système-monde impérial nécessitait des pays comme la Suisse pour arbitrer ses conflits. Ce secteur d'activité se développe en Suisse à partir de 1872, lorsqu'un tribunal arbitral réuni à Genève et piloté par l'ancien conseiller fédéral Jakob Stämpfli condamne l'empire britannique à indemniser les États-Unis d'Amérique pour des ingérences dans la Guerre de Sécession. Le roi des Belges, Léopold II, fera appel à la Confédération pour arbitrer les conflits de son État indépendant du Congo avec des puissances rivales (1886, 1889). Au total, et pour l'instant, une quinzaine de cas d'arbitrage ont été répertoriés dans les Archives fédérales suisses.

Si certains d'entre eux ont déjà fait l'objet d'études partielles, comme celui opposant le Brésil à la France pour la délimitation de la frontière de la Guyane

française (1897-1900), d'autres restent totalement méconnus. Le conflit autour des chemins de fer reliant le Transvaal au Mozambique mène la Grande-Bretagne et les États-Unis à porter plainte contre le Portugal. Ce dernier avait en effet nationalisé la partie des rails qui se trouvait sur le territoire du Mozambique sous sa domination. L'arbitrage suisse va durer une décennie (1890-1900). Il se déroule en concomitance avec d'autres affaires coloniales qui impliquent des ressortissants helvétiques, en particulier les agents de la Mission romande, accusés par le Portugal d'être hostiles à l'empire. Grâce au poids de l'arbitrage, les missionnaires ne seront pas expulsés du Mozambique.

Si ces activités d'arbitrage ont indéniablement impliqué la Confédération dans la politique expansionniste des grandes puissances, il est aussi légitime de se demander dans quelle mesure elles ont permis à la Suisse d'obtenir des concessions dans les colonies. L'exemple des missionnaires illustre l'intérêt des recherches menées actuellement sur l'histoire de l'arbitrage, qui ne se limite pas à une question de juridiction.

Il est désormais prouvé que la circulation de personnes, d'idées, de marchandises et de capitaux rendait la Suisse partie prenante de la colonisation.

En guise de conclusion

Étudier le rôle de l'État suisse dans la colonisation du XIX^e siècle revient non seulement à explorer un pan méconnu, voire ignoré du passé (colonial) helvétique, mais permet aussi de contribuer à l'avancement de l'historiographie internationale. Il est désormais prouvé que la circulation de personnes, d'idées, de marchandises et de capitaux rendait la Suisse partie prenante de la colonisa-

tion, comme beaucoup d'autres pays aux marges de la grande politique coloniale. Or le rôle joué par l'État dans ce contexte a souvent été ignoré, et avec lui toutes ses spécificités, comme le fait d'être structuré sur trois niveaux (fédéral, cantonal et communal) ou encore d'être basé sur un système politique de milice (impliquant une intrication d'intérêts privés dans la sphère publique plus accrue qu'ailleurs). Étudier le cas suisse sous l'angle de l'implication étatique peut contribuer à mieux comprendre le rôle que les États sans colonies ont pu quand même jouer dans la colonisation, et donc l'histoire coloniale en général.

Fabio Rossinelli est docteur en histoire contemporaine. Il collabore actuellement avec l'Université de la Suisse italienne et l'Université de Lausanne. rossinef@msn.com

BIBLIOGRAPHIE

Fabio Rossinelli, « Swiss colonial business in the Transvaal. The involvement of the DuBois Family, watchmakers in Neuchâtel (late 19th century) » in Bernhard C. Schär, Mikko Toivanen (eds.), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe*, London, Bloomsbury, 2024 (à paraître)

Philipp Krauer, Bernhard C. Schär, « Welfare for war veterans. How the Dutch Empire provided for European mercenary families, c. 1850 to 1914 » in *Itinerario. Journal of Imperial and Global Interactions*, vol. 47, n° 2, 2023 (à paraître)

Fabio Rossinelli, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2022

Yves Collart, Marco Durrer, Verdiana Grossi, « Les relations extérieures de la Suisse à la fin du XIX^e siècle. Reflets d'une recherche documentaire » in *Études et sources*, vol. 9, pp. 35-120, 1983

¹⁰⁵ Émission Forum, RTS, 17 juin 2020. Citations de Christophe Vuilleumier et Olivier Meuwly

¹⁰⁶ « Les organes de l'État n'étaient pas impliqués. » Émission Samstagsrundschaу, SRF, 20 février 2021. Citation de Ignazio Cassis

Welche Rolle spielte der Staat?

Die Forschung zur Schweizer Kolonialgeschichte hat die Beteiligung des Bundes und der Kantone am kolonialen Geschehen im 19. und 20. Jahrhundert vernachlässigt. Dabei war der Staat in diesem Bereich sehr aktiv.

Fabio Rossinelli

Vorweg sei festgehalten, dass in der Forschung kein Konsens darüber besteht, wie der Begriff Kolonisation und entsprechende Ableitungen zu definieren sind. Unbestritten ist, dass das Phänomen viele verschiedene Formen – politische, wirtschaftliche und auch kulturelle – annehmen kann. Ausserdem wissen wir, dass sich Zeit und Ort auf die Ausprägung auswirken können und dass es sowohl ausserhalb eines Landes als auch im Inneren agiert. Um diesen Artikel nicht mit Fachjargon zu überfrachten und uns auf das Wesentliche zu konzentrieren, definieren wir hier Kolonisation als expansionistischen Akt Europas in Überseegebiete während des 19. Jahrhunderts.

Nicht-staatlicher Expansionismus?

Tatsache ist, dass sich die Schweizer Geschichtsschreibung lange Zeit auf die Beteiligung der Privatwirtschaft an der Kolonisation konzentriert hat. Neben einer mehr oder weniger spontanen unternehmerischen Abwanderung nach Brasilien, Ägypten und Australien gab es auch in der Schweiz Unternehmen, die sich dem Kolonialhandel verschrieben hatten. Die 1851 in Winterthur gegründete Handelsfirma *Gebrüder Volkart* zum Beispiel war im Import und Export von

Rohstoffen gegen Fertigprodukte tätig und avancierte in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts zum grössten Schweizer Akteur auf dem indischen Markt. Die 1859 gegründete *Basler Handelsgesellschaft*, eine Art Handelsfiliale der *Basler Mission* (1815), nutzte die Ressourcen und Arbeitskräfte Ghanas für die Kakao-Produktion. Oder ein Beispiel aus einem ganz anderen Bereich: Investitionen in Übersee waren für Banken und Börsengang und gäbe. Der Genfer Bankenplatz hatte die grossen Infrastrukturprojekte des Welthandels wie den Suezkanal im Fokus.

Die hier genannten Beispiele – es gibt viele weitere – könnten darauf hindeuten, dass der Staat nicht am Schweizer Expansionismus in der kolonialen Welt beteiligt war. Es stimmt, dass die Schweiz als Staat nie Kolonien besessen hat. Die koloniale Beteiligung eines Staates misst sich jedoch nicht nur an der Anzahl eingenommener Gebiete. Und die Situation der Schweiz wurde nie unter diesem Gesichtspunkt untersucht. Sträflicher noch, die Lücke in der Geschichtsschreibung diente als Vorwand für die Behauptung, der Schweizer Staat sei nicht in die Kolonisation verwickelt gewesen. Anstatt eine Forschungslücke einzugestehen, zieht es eine Reihe

Die koloniale Beteiligung eines Staates misst sich jedoch nicht nur an der Anzahl eingenommener Gebiete.

von Historikerinnen und Historiker vor, undifferenziert zu verkünden, dass die Schweiz als solche formell keine koloniale Vergangenheit habe und dass die Schweizer als Privatpersonen gehandelt hätten¹⁰⁷. Nun ist diese Forschungslücke aber nicht nur ein akademisches Problem, sondern auch ein politisches. Die Bundesbehörden selbst halten sich an das Narrativ einer staatlichen Nicht-Beteiligung – «die Organe des Landes waren nicht involviert»¹⁰⁸ –, auch um die aktuelle Wirtschafts- und Migrationspolitik der Schweiz zu legitimieren.

Dabei lassen sich zahlreiche Dynamiken staatlichen Handelns der Schweiz aufzeigen. Im Rahmen der Arbeitsgruppe *Collaborative History of Global Switzerland (1800–1900)* der Universität Lausanne wird derzeit ein Forschungsprojekt zu diesem Thema ausgearbeitet. Unter den vielen Beispielen haben wir die drei folgenden ausgewählt, um in die Problematik einzutauchen.

Vermischung von öffentlich und privat

Im 19. Jahrhundert stellten die geografischen Gesellschaften in der Schweiz private Zirkel bürgerlicher Geselligkeit dar. Intellektuelle, Unternehmer und Politiker kamen hier zusammen und tauschten sich aus. So waren etwa Numa Droz und zwei weitere Bundesräte Mitglieder der *Geographischen Gesellschaft Bern*, neben zwei Berner Regierungsräten und einer Reihe von Bundesparlamentariern. Ziel dieser Gesellschaften war es letztlich, Überseegebiete zu erforschen, um Interessantes für die Wissenschaft, den Handel und auch die Missionstätigkeit herauszufinden.

Welche Formen der Partnerschaft gingen diese Gesellschaften mit dem Staat ein? Die geografischen Gesellschaften wurden konsultiert und waren an der Gründung des eidgenössischen Auswanderungsamts im Jahr 1888 beteiligt. Das Amt spielte ihnen vertrauliche, für das Wirtschaftswachstum nützliche Informationen zu. So erhielt etwa die *Société neuchâteloise de géographie* 1893 von der Behörde nicht für die Öffentlichkeit bestimmte Notizen über Transvaal (eine Region im Nordosten des heutigen Südafrikas). Es war die Zeit, als Gold und Diamanten entdeckt wurden, zusammen mit Platin wichtige Rohstoffe der Uhrmacher. Für Neuenburg, Hochburg der Schweizer Uhrenindustrie, stand viel auf dem Spiel. Der Neuenburger Droz hatte bereits 1886 die Gründung eines Konsortiums in Transvaal empfohlen. Es wurde dann von einem anderen Neuenburger unter der Schirmherrschaft der Ostschweizerischen *geographisch-commerciellen* Gesellschaft in St. Gallen geleitet. Gleichzeitig eröffnete die Schweiz ein Konsulat im Land. Diese Initiativen, die aus einer öffentlich-privaten Partnerschaft hervorgingen, veranlassten mehrere Mitglieder geografischer Gesellschaften, nach Transvaal auszuwandern. Einer von ihnen war der Zürcher Bergbauingenieur Carl Fehr, der 1894 zum Schweizer Konsul in Transvaal ernannt wurde. Gemeinsam mit den Neuenburger Brüdern Philippe und

Jean DuBois, die aus einer Uhrendynastie stammten, gründete er eine Holding für den Goldabbau. Ihre – räuberischen – Aktivitäten trugen Früchte: Allein im Februar 1894 wurden 13,5 Millionen Franken erwirtschaftet, eine horrend Summe, wenn man bedenkt, dass die Ausgaben und Einnahmen des Bundes in dem Jahr bei rund 50 Millionen Franken lagen. Die Angelegenheit endete für die Schweizer schlecht: 1899 wurden sie des betrügerischen Konkurses für schuldig befunden, ein Haftbefehl erging, worauf die Verantwortlichen aus dem Land flohen.

Diese Episode zeigt, wie stark der Schweizer Staat mit seinen Behörden und Vertretern von den geografischen Gesellschaften initiierte expansive Wirtschaftsjahrprojekte unterstützte. Darüber hinaus subventionierte er sie. Die Gesellschaften in Aarau und St. Gallen, die sich beide vornehmlich dem Überseehandel widmeten, erhielten nicht nur vom Bund öffentliche Gelder, sondern auch von den Kantonen, unter anderem von Basel-Stadt, Thurgau und Appenzell.

Subventionen und Pensionen

Auch wenn sich der Bund – trotz einschlägiger Debatten im Bundeshaus – nicht offiziell in der Kolonialpolitik engagiert hat, haben Schweizer in eigener Regie Kolonien gegründet. Im Verlauf des 19. Jahrhunderts entwickelten sich in Übersee Schweizer Gemeinschaften, die gleichzeitig in Bern von privaten Konsuln oder Hilfsgesellschaften vertreten wurden. Die Gründung solcher Vereine wurde manchmal von Staatsvertretern gefördert. Ein Beispiel hierfür ist die Kairoer Gesellschaft, die 1869 dank einer Spende der eidgenössischen Delegation, die anlässlich der Eröffnung des Suezkanals nach Ägypten reiste, gegründet wurde. Die Bahia-Gesellschaft wurde 1857 in Brasilien gegründet. Archivunterlagen belegen, dass sie formell der Eidgenossenschaft angegliedert war. Änderungen am Reglement durften nur mit Zustimmung aus Bern erfolgen. Ihre Aktivitäten umfassten nicht nur Hilfe und Unterstützung, sondern auch Investitionen,

um das Eigenkapital durch Investitionen auf dem brasilianischen Markt zu mehren. Allgemeiner betrachtet sprachen sowohl der Bundesrat als auch die kantonalen Exekutivorgane seit Mitte des 19. Jahrhunderts jährliche Zuschüsse an Schweizer Hilfsgesellschaften im Ausland. So wurden beispielsweise 1881 mehr als 36 000 Franken – damals eine Summe, die dem Jahresgehalt von rund 70 Genfer Landwirten entsprach – auf 85 derartige Organisationen verteilt. Auch einmalige Zuschüsse auf besonderen Antrag hin wurden gewährt. Der Schweizer Staat überwies demzufolge Gelder an zahlreiche Empfänger in den Kolonien.

Im Gegenzug zahlten auch die Kolonialstaaten Geld an etliche Menschen in der Schweiz. Begünstigt wurden vor allem Schweizer, die in den kaiserlichen Armeen Europas gedient hatten, z. B. in Algerien im Dienste Frankreichs. Von 1814 bis 1914 rekrutierten die Niederlande über 7500 Schweizer für Indonesien. Nach ihrer Heimkehr hatten die ehemaligen Soldaten Anspruch auf Pensionen, die sie persönlich einfordern mussten. Sehr oft wandten sie sich dafür

Im Verlauf des 19. Jahrhunderts entwickelten sich in Übersee Schweizer Gemeinschaften, die gleichzeitig in Bern von privaten Konsuln oder Hilfsgesellschaften vertreten wurden.

an die kommunalen und/oder kantonalen Behörden, bevor ihr Antrag nach Bern ging und die eidgenössischen Behörden über das diplomatische Netzwerk aktiv wurden, um die Beträge einzufordern. Es gab also einen bürokratischen Kreislauf zwischen verschiedenen staatlichen Ebenen im Inland und an der Kolonisation beteiligten ausländischen Staatsorganen. Der mit den Pensionen verbundene Geldzufluss war substanziell, sowohl glo-

bal als auch individuell gesehen, befreite er doch in vielen Fällen die Haushalte aus der Armut oder sogar aus dem Elend.

Kombiniert ergeben Subventionen und Pensionen als wechselseitiges Phänomen einen Hebel, um die Rolle des Schweizer Staates im kolonialen Kontext zu überdenken. Die individuellen oder kollektiven Werdegänge von Schweizerinnen und Schweizern in den Kolonien veranlassten den Bund und die Kantone zum Handeln. Sie bieten auch Anstoss, die Geschichte des Sozialstaats (oder des Proto-Sozialstaats) in Europa neu zu denken und sie in eine globale, übergreifende Perspektive einzubetten. Öffentliche Gelder für oder aus Kolonialgebieten begünstigten die Entwicklung von Sozialleistungen, die den Menschen in Europa einen Mindestlebensstandard garantieren.

Schlichtung von Konflikten in Übersee

Es gibt einen Bereich der Kolonialgeschichte, in dem der Schweizer Staat ohne jeden Zweifel involviert war: die Schiedsgerichtsbarkeit. Häufig beauftragten die Regierungen der Kaiserreiche den Bundesrat oder eines seiner Mitglieder mit der Beilegung von geopolitischen oder wirtschaftlichen Streitigkeiten, die die überseeischen Gebiete betrafen. Das belegt, dass das imperiale Weltsystem Länder wie die Schweiz brauchte, um seine Konflikte zu schlichten. Dieser Geschäftszweig entwickelte sich in der Schweiz ab 1872, als ein in Genf tagendes Schiedsgericht unter der Leitung von alt Bundesrat Jakob Stämpfli das Britische Empire dazu verurteilte, die Vereinigten Staaten von Amerika für ihre Einmischung in den Sezessionskrieg zu entschädigen. Der belgische König Leopold II. wandte sich an den Bund, um die Konflikte seines unabhängigen Staates Kongo mit rivalisierenden Mächten zu schlichten (1886, 1889). Bis heute sind im Schweizerischen Bundesarchiv rund 15 Schiedsgerichtsfälle dokumentiert.

Während einige bereits teilweise untersucht wurden, wie etwa der Fall zwischen

Brasilien und Frankreich betreffend die Grenzziehung in Französisch-Guayana (1897–1900), weiss man über andere bisher gar nichts. Im Konflikt um die Bahnverbindungen zwischen Transvaal und Mosambik erhoben Grossbritannien und die USA Klage gegen Portugal. Portugal hatte den Teil der Strecke verstaatlicht, der auf dem Gebiet des unter seiner Herrschaft stehenden Mosambiks lag. Die Schweizer Schlichtungsbemühungen zogen sich ein Jahrzehnt lang hin (1890–1900). Gleichzeitig wurden andere Kolonialfälle behandelt, in die Schweizer Staatsangehörige verwickelt waren, insbesondere Mitglieder der Mission Romande, die von Portugal beschuldigt wurden, dem Kaiserreich feindlich gesinnt zu sein. Dank der Bedeutung der Schiedsgerichtsbarkeit wurden die Missionare nicht aus Mosambik ausgewiesen.

Dass diese Aktivitäten die Eidgenossenschaft unbestreitbar in die Expansionspolitik der Grossmächte einbanden, steht zweifelsohne fest. Es ist aber auch legitim, zu fragen, inwiefern sie der Schweiz geholfen haben, Zugeständnisse in den Kolonien zu erhalten. Das Beispiel der Missionare zeigt, wie interessant die aktuelle Forschung zur Geschichte der Schiedsgerichtsbarkeit ist, die über die Frage der Rechtsprechung hinausgeht.

Fazit

Die koloniale Rolle des Schweizer Staates im 19. Jahrhundert zu untersuchen, bedeutet nicht nur, sich mit einem unbekanntem, ja verkannten Teil der schweizerischen (kolonialen) Vergangenheit zu befassen, sondern ermöglicht es auch, einen Beitrag zur Weiterentwicklung der internationalen Geschichtsschreibung zu leisten. Es ist inzwischen erwiesen, dass der Verkehr von Menschen, Ideen, Waren und Kapital die Schweiz zu einem Teil der Kolonisation machte, wie viele andere Länder im Schatten der grossen Kolonialpolitik auch. Die Rolle des Staates in diesem Kontext blieb oft unbeachtet und damit auch seine Besonderheiten, wie etwa die Tatsache,

dass er auf drei Ebenen (Bund, Kantone und Gemeinden) strukturiert ist und auf einem politischen Milizsystem basiert, was eine stärkere Verflechtung privater Interessen mit der öffentlichen Sphäre bedeutet als anderswo. Die Schweiz unter dem Gesichtspunkt der staatlichen Beteiligung zu untersuchen, kann dazu beitragen, besser zu verstehen, welche Rolle Staaten ohne eigene Kolonien bei der Kolonisation und damit in der Kolonialgeschichte generell gespielt haben.

Fabio Rossinelli, Doktor der zeitgenössischen Geschichte, arbeitet derzeit an der Università della Svizzera italiana und an der Universität Lausanne.
rossinef@msn.com

BIBLIOGRAFIE

Fabio Rossinelli, «Swiss colonial business in the Transvaal. The involvement of the DuBois Family, watchmakers in Neuchâtel (late 19th century)» in Bernhard C. Schär, Mikko Toivanen (Hrsg.), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe*, London, Bloomsbury, 2024 (in Vorbereitung).

Philipp Krauer, Bernhard C. Schär, «Welfare for war veterans. How the Dutch Empire provided for European mercenary families, c. 1850 to 1914» in *Itinerario. Journal of Imperial and Global Interactions*, Bd. 47, Nr. 2, 2023 (in Vorbereitung).

Fabio Rossinelli, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuenburg, Alphil, 2022.

Yves Collart, Marco Durrer, Verdiana Grossi, «Les relations extérieures de la Suisse à la fin du XIX^e siècle. Reflets d'une recherche documentaire» in *Études et sources*, Bd. 9, S. 35–120, 1983.

¹⁰⁷ RTS-Sendung Forum vom 17. Juni 2020. Originalzitate («formellement, la Suisse, en tant que telle, n'a pas eu de passé colonial») und «ce sont les Suisses qui ont agi à titre individuel») von Christophe Vuilleumier bzw. Olivier Meuwly.

¹⁰⁸ SRF-Samstagsrundschaue vom 20. Februar 2021. Zitat von Ignazio Cassis.

Come lo Stato ha partecipato alla colonizzazione

Le ricerche sulla storia coloniale svizzera hanno spesso trascurato il coinvolgimento della Confederazione e dei Cantoni negli affari coloniali del XIX secolo – benché l'attività dello Stato svizzero in quest'ambito fosse importante.

Fabio Rossinelli

Occorre innanzitutto sottolineare che, nella ricerca, i pareri sulla definizione di «colonizzazione» e dei suoi termini derivati sono discordanti. Appare invece assodato che questo fenomeno può assumere varie forme – politiche, economiche e culturali – e variare a seconda delle epoche e delle regioni, nonché manifestarsi all'interno come all'esterno dei Paesi. Per non appesantire il presente contributo con tecnicismi e limitarci all'essenziale, con il termine «colonizzazione» intenderemo qui l'espansionismo europeo nelle regioni d'oltremare nel XIX secolo.

Un espansionismo senza partecipazione dello Stato?

La storiografia svizzera si è a lungo concentrata sulla partecipazione dell'economia privata alla colonizzazione. Oltre a un'emigrazione imprenditoriale più o meno spontanea in Brasile, Egitto e Australia, in territorio elvetico operavano imprese dedite al commercio coloniale. La società «Gebrüder Volkart» di Winterthur, fondata nel 1851, si occupava ad esempio di import-export di materie prime contro prodotti finiti, affermandosi, nel corso della prima metà del XX secolo, quale principale attore elvetico sul mercato indiano. La «Basler Handelsgesellschaft» (1859), una sorta di filiale commerciale della Missione di Basilea (1815), sfruttava le risorse e la manodopera del Ghana per la produzione di cacao. In tutt'altro settore, ossia le banche e le

Per determinare la partecipazione di uno Stato alla colonizzazione, l'occupazione di territori non può costituire l'unico parametro.

borse, gli investimenti d'oltremare erano all'ordine del giorno. La piazza bancaria ginevrina era coinvolta nel finanziamento di grandi infrastrutture del commercio mondiale come il Canale di Suez.

Questi esempi – ma ce ne sarebbero molti altri – potrebbero indurre a ritenere che le autorità statali non fossero coinvolte nell'espansionismo elvetico nelle regioni coloniali. Se è vero, da un lato, che la Svizzera in quanto Stato non ha mai posseduto colonie, dall'altro va sottolineato che, per determinare la partecipazione di uno Stato alla colonizzazione, l'occupazione di territori non può costituire l'unico parametro. Il caso svizzero non è mai stato studiato da questa prospettiva. Peggio ancora, questo vuoto storiografico è servito da pretesto per affermare che i poteri pubblici svizzeri non ebbero alcun ruolo nella colonizzazione. Piuttosto che ammettere una lacuna nella ricerca, alcuni storici preferiscono sottolineare che, «formalmente, la Svizzera in quanto tale non ha avuto un passato coloniale», o ancora che «gli svizzeri agivano a titolo individuale»¹⁰⁹. Questa lacuna costitu-

isce un problema non solo meramente accademico, ma anche politico. Anche le autorità federali si attengono infatti alla versione dell'assenza di un coinvolgimento statale – «die Organe des Landes waren nicht involviert»¹¹⁰ –, tra l'altro per legittimare la politica economica e migratoria odierna della Svizzera.

Analizzando il caso svizzero, si riscontra tuttavia un attivismo delle autorità pubbliche in quest'ambito a vari livelli. Nel quadro del gruppo di lavoro «Collaborative History of Global Switzerland (1800-1900)» dell'Università di Losanna, un progetto di ricerca su questo tema è in corso di svolgimento. Tra i vari possibili esempi al riguardo, i tre presentati qui di seguito offrono primi spunti sull'argomento in questione.

Intrecci pubblico-privato

Nel XIX secolo, le società svizzere di geografia rappresentano circoli privati di socialità borghese dove si incontrano intellettuali, imprenditori e politici. Numa Droz e altri due consiglieri federali sono ad esempio membri della Società geografica di Berna («Geographische Gesellschaft»), che conta tra i suoi affiliati anche due consiglieri di Stato bernesi e vari deputati federali. Scopo ultimo di queste società è studiare i territori d'oltremare e ricavarne motivi di interesse per la scienza, il commercio o le attività missionarie.

Quali sono le forme di collaborazione tra queste società e lo Stato? Le società di geografia sono consultate e coinvolte nell'istituzione dell'Ufficio federale dell'emigrazione nel 1888, da cui ricevono a loro volta informazioni riservate, utili ai fini dell'espansionismo economico d'oltremare. Nel 1893, il suddetto Ufficio trasmette ad esempio alla Società neocastellana di geografia («Société neuchâtoise de géographie») notizie confidenziali concernenti il Transvaal, regione situata nella parte nord-orientale dell'odierno Sudafrica. È l'epoca della scoperta in quella zona di oro e diamanti, che, insieme al platino, costituiscono importanti materie prime per l'industria orologiera svizzera, di cui il Cantone di Neuchâtel è uno dei principali centri. Droz, originario del Cantone, già nel 1886 aveva perorato la causa della costituzione di un consorzio nel Transvaal, poi diretto da un neocastellano sotto l'egida della Società geografico-commerciale di San Gallo («Ostschweizerische geographisch-commercielle Gesellschaft»). Nello stesso periodo, la Confederazione apre un consolato nella regione. Queste iniziative, frutto di un partenariato pubblico-privato, inducono molti membri delle società di geografia a emigrare in Sudafrica. Uno di essi, l'ingegnere minerario zurighese Carl Fehr, è nominato console svizzero nel Transvaal nel 1894. Insieme ai fratelli Philippe e Jean DuBois di Neuchâtel, discendenti di un'importante famiglia di orologiai, Fehr fonda una holding per l'estrazione di oro. Queste attività predatrici portano i loro frutti: nel solo mese di febbraio del 1894, gli incassi ammontano a 13,5 milioni di franchi, una somma enorme se si considera che, in quell'anno, le entrate e uscite della Confederazione ammontano all'incirca a 50 milioni di franchi. L'affare si conclude però male per gli svizzeri coinvolti, con una bancarotta fraudolenta nel 1899, un mandato d'arresto e la fuga dei responsabili verso altri continenti.

Questa storia evidenzia fino a che punto lo Stato svizzero, con i suoi uffici e rappresentanti, sostenesse i proget-

ti economici espansionisti promossi dalle società di geografia, che per giunta sovvenzionava. Le società di Aarau e di San Gallo, entrambe focalizzate sul commercio d'oltremare, ricevevano denaro non soltanto dalla Confederazione, ma anche dai Cantoni, tra cui Basilea Città, Turgovia e Appenzello.

Oltremare si sviluppano comunità elvetiche, rappresentate a Berna da consoli privati o associazioni di mutuo soccorso.

Sovvenzioni e pensioni

Benché la Confederazione – malgrado dibattimenti in tal senso a Palazzo federale – non promuovesse ufficialmente una politica coloniale, nel XIX secolo nascono spontaneamente colonie svizzere all'estero. Oltremare si sviluppano comunità elvetiche, rappresentate a Berna da consoli privati o associazioni di mutuo soccorso. L'istituzione di queste ultime è a volte incoraggiata dai rappresentanti dello Stato, come nel caso della società del Cairo, fondata nel 1869 grazie a una donazione della delegazione federale recatasi in Egitto in occasione dell'apertura del canale di Suez. La società di Bahia dal canto suo viene fondata nel 1857 in Brasile. Dai suoi archivi emerge che essa era formalmente legata alla Confederazione; i suoi statuti non potevano essere modificati senza l'avallo di Berna. Oltre all'assistenza e al mutuo soccorso, si occupava anche di investimenti sul mercato brasiliano per mettere a frutto il capitale proprio. Più in generale, dalla metà del XIX secolo sia il Consiglio federale che i Governi cantonali concedono sovvenzioni annuali alle società svizzere di mutuo soccorso all'estero. Nel 1881 ad esempio, più di 36 000 franchi dell'epoca, somma corrispondente all'incirca al salario annuo di 70 agricoltori ginevrini, sono ripartiti tra 85 organizzazioni di questo tipo. Venivano inoltre concesse sovvenzioni puntuali su richie-

sta. Lo Stato svizzero versava quindi denaro a molte persone nelle colonie.

In senso inverso, numerose persone in Svizzera percepivano soldi dagli Stati coloniali. Si tratta principalmente di soldati arruolati negli eserciti imperiali europei, ad esempio in Algeria per conto della Francia. Nel periodo 1814-1914, i Paesi Bassi assoldano oltre 7500 svizzeri distaccati in Indonesia. Una volta rientrati in patria, questi ex militari avevano diritto a pensioni che dovevano rivendicare personalmente. Molto spesso, a tale scopo si rivolgevano alle autorità comunali e/o cantonali prima che le loro istanze giungessero a Berna, che attivava la propria rete diplomatica per ottenere le pensioni dovute. Sussistevano dunque rapporti continui tra i diversi livelli dello Stato svizzero e gli organi statali stranieri coinvolti nella colonizzazione. L'afflusso di denaro garantito dalle pensioni aveva un impatto notevole, sul piano generale ma anche individuale, poiché spesso consentiva ai nuclei familiari di sfuggire alla povertà se non addirittura alla miseria.

Questo duplice fenomeno di sovvenzioni e pensioni consente di ripensare il ruolo delle autorità pubbliche svizzere nel contesto coloniale. Le traiettorie individuali e collettive degli svizzeri nelle colonie hanno spinto la Confederazione e i Cantoni ad agire. Tale considerazione offre anche un'altra prospettiva sulla storia dello Stato sociale (o proto-sociale) in Europa, inserendola in un'ottica globale e interconnessa. Il denaro pubblico da e verso i territori coloniali ha favorito lo sviluppo di prestazioni sociali volte a garantire un tenore di vita minimo agli europei.

Mediazione nei conflitti d'oltremare

Se vi è un ambito della storia coloniale in cui il coinvolgimento della Confederazione risulta evidente anche a prima vista, è quello degli arbitrati. I Governi dei Paesi imperiali hanno spesso incaricato il Consiglio federale o singoli suoi membri di dirimere vertenze a carat-

tere geopolitico o economico concernenti i territori d'oltremare. Il sistema «mondo imperiale» necessitava infatti di Paesi come la Svizzera che agissero da mediatori. Questo settore di attività si sviluppa in Svizzera dal 1872, quando un tribunale arbitrale riunito a Ginevra e diretto dall'ex consigliere federale Jakob Stämpfli condanna l'Impero britannico a indennizzare gli Stati Uniti d'America per le sue ingerenze nella Guerra di secessione. Leopoldo II, re del Belgio, si appella alla Confederazione per mediare nei conflitti tra lo Stato libero del Congo, posto sotto la sua sovranità personale, e le potenze rivali (1886, 1889). Allo Stato attuale, negli inventari dell'Archivio federale svizzero risultano censiti una quindicina di casi di arbitrato.

Appare ormai assodato che la circolazione di persone, idee, merci e capitali abbia reso la Svizzera parte integrante del processo di colonizzazione, come peraltro anche altri Paesi ai margini della grande politica coloniale.

Mentre alcuni di essi sono già stati parzialmente analizzati, come il contenzioso tra Brasile e Francia per la definizione dei confini nella Guyana francese (1897-1900), altri risultano ancora per nulla studiati. La vertenza legata al collegamento ferroviario tra il Transvaal e il Mozambico induce la Gran Bretagna e gli Stati Uniti a denunciare il Portogallo, che aveva nazionalizzato la parte della linea che si trovava nel territorio mozambicano posto sotto il suo dominio. L'arbitrato svizzero, che durerà un decennio (1890-1900), si svolge in concomitanza con altre controversie coloniali che coinvolgono cittadini svizzeri, tra cui in particolare i missionari della Missione romanda, accusati dal Portogallo di insidiare l'autorità coloniale. Grazie al ruolo della Svizzera

nell'arbitrato, i missionari non vengono espulsi dal Mozambico.

Queste attività di arbitrato hanno indubbiamente coinvolto la Confederazione nella politica espansionista delle grandi potenze: è pertanto legittimo chiedersi in che misura esse abbiano permesso alla Svizzera di ottenere concessioni nelle colonie. L'esempio dei missionari testimonia l'interesse delle ricerche condotte attualmente sulla storia degli arbitrati, le cui implicazioni non si limitano alla sfera meramente giuridica.

Conclusioni

Analizzare il ruolo delle autorità pubbliche svizzere nella colonizzazione del XIX secolo non significa unicamente esplorare un aspetto sottovalutato o addirittura ignorato della storia (coloniale) nazionale, ma contribuisce anche al progresso della storiografia internazionale in questo campo di studi. Appare ormai assodato che la circolazione di persone, idee, merci e capitali abbia reso la Svizzera parte integrante del processo di colonizzazione, come peraltro anche altri Paesi ai margini della grande politica coloniale. Il ruolo esercitato dallo Stato in questo contesto è stato spesso ignorato, e con esso tutte le sue specificità, come il fatto di essere strutturato su tre livelli (federale, cantonale e comunale) o di basarsi su un sistema politico di milizia, che implica un intreccio tra interessi pubblici e privati maggiore che altrove. Studiare il caso svizzero nell'ottica del coinvolgimento statale può contribuire a capire meglio il ruolo che gli Stati senza colonie hanno comunque potuto esercitare nella colonizzazione e, dunque, a comprendere la storia coloniale in generale.

*Fabio Rossinelli è dottore in storia contemporanea. Collabora attualmente con l'Università della Svizzera italiana e l'Università di Losanna.
rossinef@msn.com*

BIBLIOGRAFIA

Fabio Rossinelli, «Swiss colonial business in the Transvaal. The involvement of the DuBois Family, watchmakers in Neuchâtel (late 19th century)», in Bernhard C. Schär, Mikko Toivanen (a c. di), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe*, Londra 2024 (in preparazione).

Philipp Krauer, Bernhard C. Schär, «Welfare for war veterans. How the Dutch Empire provided for European mercenary families, c. 1850 to 1914» in *Itinerario. Journal of Imperial and Global Interactions*, vol. 47, n. 2, 2023 (in preparazione).

Fabio Rossinelli, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel 2022.

Yves Collart, Marco Durrer, Verdiana Grossi, «Les relations extérieures de la Suisse à la fin du XIX^e siècle. Reflets d'une recherche documentaire» in *Studi e fonti*, vol. 9, pagg. 35-120, 1983

¹⁰⁹ Trasmissione «Forum», RTS, 17 giugno 2020. Citazioni di Christophe Vuilleumier e Olivier Meuwly.

¹¹⁰ «Gli organi statali non erano coinvolti». Trasmissione «Samstagsrundschau», SRF, 20 febbraio 2021. Citazione di Ignazio Cassis.



Petits contes
nègres
pour les enfants
des blancs

BLANC CROQUIS

PARIS
DES BOUTONS D'OR ÉDITEURS

BEAUFREUILLE

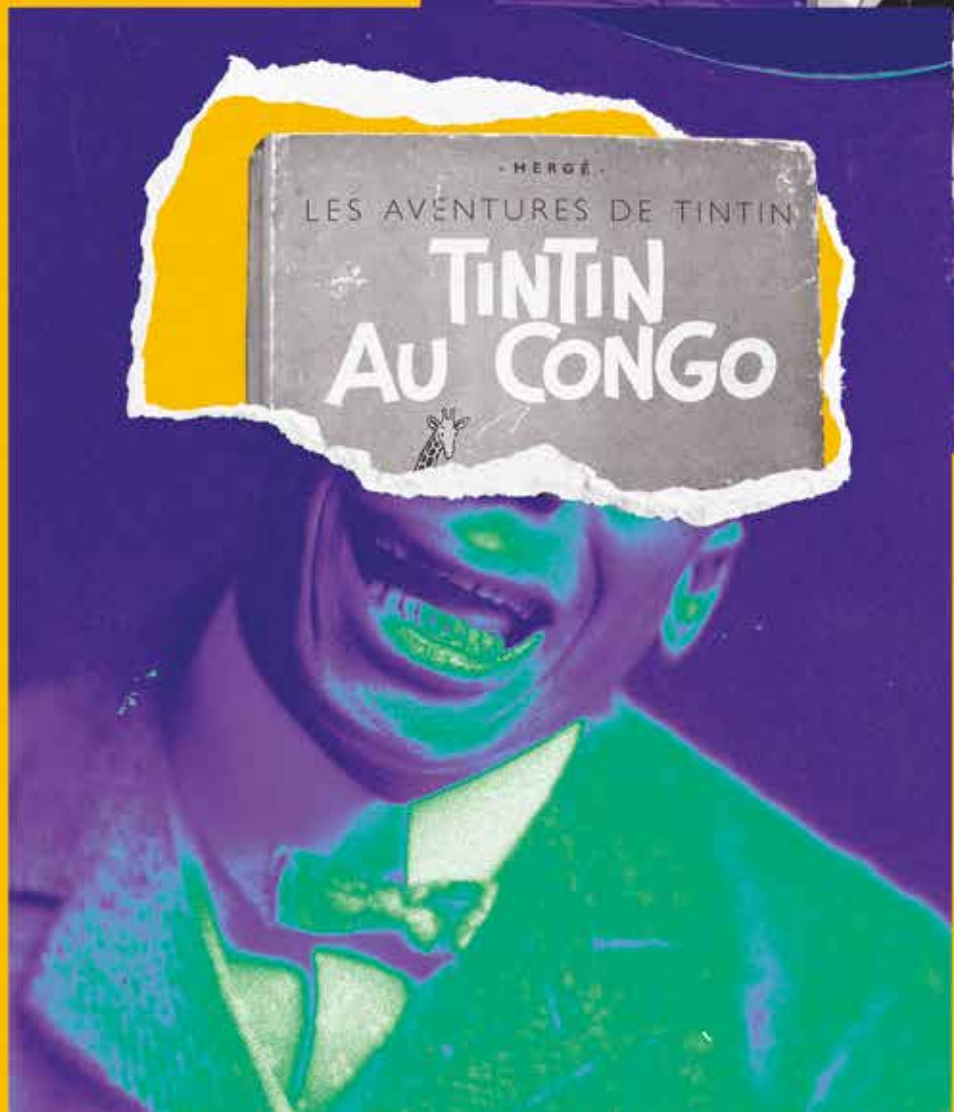
PETITS CONTES NÈGRES



ZEHN *kleine* NEGERLEIN

Zehn kleine Negerlein
Die wandern querfeldein.

Das eine little am Wegrand
Da wohnt's nur noch allein.



HERGÉ

LES AVENTURES DE TINTIN

TINTIN
AU CONGO

Comment les images ont façonné l'imaginaire colonial de la Suisse et des Suisses

La Suisse n'a pas possédé de colonies. Pourtant, des postures de domination et des discours racistes y ont prospéré, comme dans les puissances européennes. La diffusion de représentations iconographiques de nature coloniale en Suisse a largement contribué à la construction de l'imaginaire colonial helvétique. La représentation de l'autre, du sauvage, a également été utilisée comme antithèse à la modernité occidentale triomphante.

Patrick Minder

Ravivée par des événements récents (*Black lives matter*), la question du racisme en Suisse réinterroge la manière dont l'identité nationale s'est construite et la position que la Suisse a adoptée au sein des grandes puissances occidentales. D'autres éléments comme les stéréotypes et les discours discriminants élaborés par des religieux ou des scientifiques sont également nécessaires pour appréhender l'attitude de la Suisse face au colonialisme. Les images reproduites et diffusées permettent de mieux comprendre les origines historiques de la construction du discours raciológique en Suisse.

Commençons par la construction nationale. L'identité suisse moderne ne s'est véritablement développée qu'après la Constitution fédérale de 1848, de façon à rejoindre le concert des États-nations européens. En 1883 se déroule à Zurich la première Exposition nationale suisse, suivie de la deuxième en 1896 à Genève, alors que, après d'intenses discussions, le 1^{er} août 1891 fixe pour la première fois la date de la fête nationale. À la même période, la Suisse s'industrialise et s'urbanise à un rythme soutenu grâce aux

innovations techniques, à l'exploitation de nouvelles sources d'énergie et au réseau de transport routier et ferroviaire qui s'intensifie. Ces changements en profondeur polarisent les rivalités sociales et bouleversent irrémédiablement les rapports entre la ville, reflet du monde moderne, et la campagne, bientôt reléguée au rang d'un mythe figé dans la tradition.

Il faut rappeler ce contexte si l'on veut comprendre l'émergence et la diffusion de représentations iconographiques de nature coloniale en Suisse, alors que toute velléité politique de possession territoriale y est singulièrement absente. Les images contribuent à donner à la Suisse une place de choix au sein des nations les plus avancées et d'asseoir cette position sans contestation possible en étant véhiculées par des manifestations de grande ampleur, mobilisant toute la population derrière un projet commun d'éducation et de civilisation.

Comment les images coloniales sont-elles produites et diffusées en Suisse? La publicité connaît un essor sans précédent au XIX^e siècle; l'affiche se

Les images stéréotypées des Africains, publiées jusque dans les manuels scolaires, sont un miroir dans lequel les Suisses ont contemplé « la différence ».

modernise et se diffuse dans toutes les métropoles. Les illustrés, les magazines et les vignettes touchent désormais tous les publics (femmes, adolescents, enfants). Il en va de même pour les loisirs, les zoos, les cirques et les attractions en tous genres. La carte postale, simple encart vierge, devient illustrée et photographique: sa production atteint des sommets jusque-là inégalés. Le tournant du siècle est donc marqué par le visuel, diffusé au-delà des frontières.

La réception des images et la perception des stéréotypes sont en revanche très difficiles à mesurer. Pour autant, ce problème ne doit pas éclipser une réalité autrement plus importante: les images stéréotypées des Africains, publiées jusque dans les manuels scolaires, sont

un miroir dans lequel les Suisses, toutes catégories sociales confondues, ont contemplé « la différence ».

En Suisse, la figure de « l'Africain », plus généralement celle du sauvage, du barbare ou du non civilisé, sert de repoussoir et de contre-exemple au développement et à la modernité. Dans ce contexte, la production et la diffusion des représentations de « l'Africain » placent l'observateur suisse dans une posture d'autosatisfaction et de domination, et le convainquent de la puissance technologique et de l'infaillibilité idéologique occidentales.

Les Suisses qui participent à l'expansion et à l'exploitation coloniales émettent des stéréotypes au sujet des colonisés similaires à ceux que véhicule le monde européen. Biaisée par le discours racia- liste dominant, leur vision du monde est ancrée bien avant leur départ pour les destinations *exotiques*. C'est pourquoi missionnaires, explorateurs, aventuriers ou employés, sans disposer d'une quel- conque expertise dans le domaine scien- tifique, n'auront de cesse de présenter, de légitimer et de reproduire des images semblables à celles de leurs homologues occidentaux. Ce qui distingue le phéno- mène en Suisse est la quantité des images coloniales diffusées, très faible par rapport à la production atteinte dans les autres pays européens. Ce qui est assez logique, puisque les empires colo- niaux cherchent par cette iconographie à justifier leur présence active dans les territoires colonisés.

Le texte figurant au dos d'une carte postale représentant un groupe d'enfants africains illustre parfaitement l'adhésion des témoins suisses sur place au discours racia- liste occidental. La carte, légendée : « Une poignée d'ingénus », a été envoyée d'Elim (Afrique du Sud) par une mission- naire vaudoise à une petite fille de Pampi- gny (sans date) : « C'est très gentil à toi de penser à mes petits nègres. En voilà toute une bande qui te regardent de leurs grands yeux étonnés parce que Miline a la peau rose et blanche ».

La production iconographique coloniale en Suisse ne s'explique pas seulement par l'influence combinée des puissances européennes et des missionnaires en Afrique. Un autre aspect important a joué en faveur de la propagation des stéréo- types : le discours savant. Ce dernier renforce les convictions et les préju- gés au sujet des Africains. Par le biais d'éminents spécialistes, chercheurs, professeurs, directeurs d'instituts et de musées, la Suisse participe à l'organisa- tion du monde, verticale et cloisonnée, qui s'intéresse d'abord au vivant, puis aux autres secteurs des sciences. Dans le contexte de l'expansion coloniale, classer revient à diviser les races entre elles et, au sein de la race, s'impose la hiérarchie du genre et du rang social. Au final, l'homme blanc domine.

Comme elle l'a été pour l'entreprise colo- niale et missionnaire, l'image vient égale- ment au secours des scientifiques. Suppo- sée neutre parce que reflétant un instant réel sur un support fixe, la photographie propage les stéréotypes raciaux. Quand des spécimens humains sont exhibés en spectacle, les impresarios se dépêchent de publier les avis positifs émis par les experts sur le sérieux de leur démarche. À Genève en 1896, l'anthropologue Emile Young, successeur de Carl Vogt, donne une conférence sur les critères raciaux dans une salle comble et acquise à sa cause. Il illustre ses propos en présentant des indi- vidus qu'il a sélectionnés pour l'occasion dans le « village nègre » de la ville.

La lecture critique des travaux sur le sujet souligne l'absence d'une grille d'analyse inscrivant la Suisse dans un contexte historique plus large. À ce jour, aucun travail comparatif de grande ampleur n'a encore été effectué avec d'autres pays européens sans possessions coloniales (pays scandi- naves), ce qui aurait pourtant le mérite de mieux cerner les forces à l'œuvre lors de la construction des mentalités.

Trop rares ont été les voix critiquant non seulement toute forme d'exploitation coloniale, mais aussi le colonialisme dans

son essence même (à l'instar des anar- chistes). Noyées dans un flot de discours, d'images et de représentations commu- nément acceptés, ces voix se sont vite avérées inaudibles. Le mécanisme irré- pressible de convergence des pratiques discursives a suffi pour diffuser et déve- lopper un imaginaire colonial en Suisse, alors même que le pays ne possédait aucun empire. L'étude des images de cet univers colonial, de leur production et de leur réception s'impose si l'on cherche à mieux comprendre le regard que l'on a posé et que l'on pose encore aujourd'hui sur la « différence » et l'étranger.

Patrick Minder est professeur d'histoire au Collège Saint-Michel et maître d'enseignement et de recherche en didactique de la géogra- phie et de l'histoire à l'Université de Fribourg (CERF). Il s'intéresse à l'histoire culturelle et à l'iconographie.
patrick.minder@unifr.ch

BIBLIOGRAPHIE

Thomas DAVID, Bouda ETEMAD et Annick SCHAUFELBUEHL : *La Suisse et l'esclavage des Noirs*. Lausanne, Antipodes, 2005, 184 p.

Julie EIGENMANN : « Racisme, la Suisse en flagrant déni » dans *La Revue des Explorations* n° 17, avril 2023, Genève, Heidi.news, 140 p.
Jovita dos SANTOS PINTO et coll. : *Un/doing Race : Racialisation en Suisse*, Zurich / Genève, Seismo, 2022, 332 p.

Patrick MINDER : *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880-1939)*, Berne, Peter Lang, 2011, 633 p.

Bernhard C. SCHÄR : *Tropenliebe. Schweizer Naturforscher und niederländischer Imperialismus in Südostasien um 1900*, Frankfurt / New York, Campus, 2005, 2015, 374 p.

Béatrice VEYRASSAT : *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle – Première Guerre mondiale). Espaces – Circulations – Échanges*, Neuchâ- tel, Livreo-Alphil, 2018, 438 p.

François WALTER : *Histoire de la Suisse tome 4 : La création de la Suisse moderne (1830-1930)*, Neuchâtel, Alphil – Presses universitaires suisses, 2010, 158 p.

Wie Bilder unseren Blick auf die koloniale Welt und die koloniale Schweiz geprägt haben

Die Schweiz hatte keine Kolonien. Dominanzhaltungen und rassistische Diskurse verbreiteten sich hier aber nicht weniger als in den europäischen Kolonialstaaten. Bilder mit kolonialen Motiven trugen wesentlich zur Konstruktion kolonialer Vorstellungen in der Schweiz bei. Repräsentationen des Anderen, des Wilden wurden auch als Gegensatz zur aufstrebenden westlichen Moderne herangezogen.

Patrick Minder

Ereignisse der jüngeren Vergangenheit (*Black lives matter*) rücken die Frage des Rassismus in der Schweiz wieder stärker in den Vordergrund und erfordern eine neuerliche Auseinandersetzung mit der Art und Weise der nationalen Identitätsbildung und der Positionierung der Schweiz innerhalb der westlichen Grossmächte. Auch andere Aspekte wie die von religiösen und wissenschaftlichen Kreisen konstruierten Stereotype und diskriminierenden Diskurse müssen betrachtet werden, um die Haltung der Schweiz gegenüber dem Kolonialismus beurteilen zu können. Ein Blick auf die reproduzierten und verbreiteten Bilder trägt zu einem besseren Verständnis der historischen Hintergründe des rassistischen Diskurses in der Schweiz bei.

Beginnen wir mit dem Verständnis der Schweiz als Nation: Die moderne schweizerische Identität hat sich erst mit der Bundesverfassung von 1848 wirklich herausgebildet, als sich die Eidgenossenschaft in die Reihe der europäischen Nationalstaaten einordnete. 1883 fand in Zürich die erste Schweizerische Landesausstellung statt, die zweite folgte 1896 in Genf, und nach intensiven Debatten

wurde 1891 zum ersten Mal das Datum des 1. August als Nationalfeiertag festgelegt. In der gleichen Zeit industrialisierte und urbanisierte sich die Schweiz in rasantem Tempo dank technischer Innovationen, der Erschliessung neuer Energiequellen und des sich ausweitenden Strassen- und Schienennetzes. Diese tiefgreifenden Veränderungen verstärkten die sozialen Gegensätze und erschütterten das Verhältnis zwischen der Stadt als Spiegel der Moderne und dem Land, das als in der Tradition verhafteter Mythos wahrgenommen wurde.

Dieser Zusammenhang ist wichtig für das Verständnis der aufkommenden und sich verbreitenden kolonialen Ikonografie in der Schweiz, auch wenn es im Land selber keine politischen Bestrebungen nach territorialer Inbesitznahme gab. Die Bilder trugen dazu bei, der Schweiz einen Platz unter den fortschrittlichsten Nationen der Welt zu verschaffen und diese Position unhinterfragt durch Grossveranstaltungen wie die Landesausstellungen zu festigen und die gesamte Bevölkerung für ein gemeinsames Bildungs- und Zivildisziplinationsprojekt zu mobilisieren.

Im 19. Jahrhundert erlebte die Werbung einen beispiellosen Aufschwung; das Plakat als Werbeträger wurde modernisiert und verbreitete sich in sämtlichen Metropolen der Welt.

Wie wurden koloniale Bilder in der Schweiz produziert und verbreitet? Im 19. Jahrhundert erlebte die Werbung einen beispiellosen Aufschwung; das Plakat als Werbeträger wurde modernisiert und verbreitete sich in sämtlichen Metropolen der Welt. Illustrierte, Magazine und Sammelbilder erreichten nun sämtliche Zielgruppen (auch Frauen, Jugendliche, Kinder). Dasselbe gilt für Freizeitangebote, Zoos, Zirkusse und Attraktionen aller Art. Die Postkarte, früher eine schlichte weisse Korrespondenzkarte, wurde neu mit Illustrationen und Fotografien gestaltet, die Postkartenproduktion stieg auf unerreichte Höhen. Die Jahrhundertwende war visuell geprägt. Bilder wurden weltweit verbreitet.

Wie die Bilder rezipiert und die Stereotype wahrgenommen wurden, ist hingegen schwer zu beurteilen. Klar ist aber in jedem Fall, dass stereotype Darstellungen von afrikanischen Menschen, die auch in die Schulbücher Eingang fanden, ein Fenster darstellten, durch das Schweizerinnen und Schweizer aller sozialen Schichten auf «das Andere» blickten.

In der Schweiz diente die Figur des «Afrikaners», und die des Wilden, Barbarischen oder Unzivilisierten allgemein, als Gegenbeispiel zu Entwicklung und Modernität. Die Produktion und Verbreitung von Darstellungen des «Afrikaners» versetzte die Schweizer Betrachtenden in eine Haltung der Selbstzufriedenheit und Überlegenheit und überzeugte sie von der technologischen Macht und ideologischen Unfehlbarkeit des Westens.

Schweizerinnen und Schweizer, die an der kolonialen Expansion und Ausbeutung beteiligt waren, verbreiteten die gleichen Stereotype über die kolonisierten Völker wie die anderen Europäerinnen und Europäer. Der rassistische Diskurs verstellte ihren Blick auf die Welt, lange bevor sie zu *exotischen* Tourismusdestinationen aufbrachen. Deshalb präsentierten, legitimierten und reproduzierten Schweizer und andere westliche Missionare, Entdeckerinnen, Abenteurer und Kaufleute, die über keinerlei wissenschaftliche Kenntnisse verfügten, immer wieder die gleichen Bilder. Anders als in anderen europäischen Ländern war die Menge der verbreiteten kolonialen Bilder in der Schweiz allerdings sehr gering. Dies ist insofern nachvollziehbar, als die Kolonialreiche mit diesen Bildern ihre aktive Präsenz in den kolonisierten Gebieten zu rechtfertigen suchten.

Der Text auf der Rückseite einer Postkarte, die eine Gruppe afrikanischer Kinder zeigt, verdeutlicht, wie stark die Schweizer Repräsentantinnen und Repräsentanten vor Ort vom westlichen Rassendiskurs geprägt waren. Die Karte

mit dem Bildtext «*Eine Handvoll Eingeborener*» wurde von einer Waadtländer Missionarin aus Elim (Südafrika) an ein kleines Mädchen in Pampigny (Kanton Waadt) geschickt (ohne Datum): «*Sehr lieb von dir, an meine kleinen Neger-*

Auch der Gelehrten- diskurs spielte bei der Verbreitung von Stereotypen eine gewichtige Rolle.

lein zu denken. Hier ist eine ganze Kinderbande, die dich mit grossen Augen anschaut, weil Milines Haut weiss und rosa ist.»

Die koloniale Ikonografie in der Schweiz lässt sich nicht allein durch den Einfluss der europäischen Kolonialmächte und der Missionarinnen und Missionare in Afrika erklären. Auch der Gelehrten- diskurs spielte bei der Verbreitung von Stereotypen eine gewichtige Rolle. Er verstärkte die Überzeugungen und Vorurteile gegenüber Afrikanerinnen und Afrikanern. Mit führenden Fachleuten, Forschern, Professoren, Instituts- und Museumsleitern beteiligte sich die Schweiz an der hierarchisch geschlossenen Organisation der Welt, die sich zuerst das Lebendige und dann die anderen Wissenschaftsbereiche vornahm. Im Kontext der kolonialen Expansion bestand das Klassifizieren darin, Menschen in Rassen einzuteilen und sie innerhalb der Rasse nach Geschlecht und sozialer Stellung zu hierarchisieren: Zuoberst stand der weisse Mann.

Wie schon bei kolonialen und missionarischen Unternehmungen dienten die Bilder auch der Wissenschaft. Auch wenn die Fotografie, die reale Momente auf ein festes Medium bannt, als objektiv gelten mag, so verbreitete sie letztlich doch rassistische Stereotype. Wurden menschliche *Exemplare* in «Völkerschauen» vorgeführt, veröffentlichten die Veranstalter rasch positive Einschätzungen

von Experten über die seriösen Absichten solcher Unterfangen. In Genf hielt 1896 der Anthropologe Emile Young, der Nachfolger von Carl Vogt, in einem Saal voller Gleichgesinnter einen Vortrag über Rassenkriterien. Er veranschaulichte diese an Menschen, die er zu diesem Zweck aus dem städtischen «Negerdorf» holen liess.

Bei der kritischen Lektüre der Arbeiten zum Thema fällt auf, dass Analyseraster fehlen, die die Schweiz in einen grösseren historischen Zusammenhang stellen könnten. Und bis heute wurden noch keine umfangreichen Vergleichsarbeiten mit anderen europäischen Ländern ohne Kolonialbesitz (skandinavische Länder) durchgeführt, um die Kräfte besser zu verstehen, die bei der Konstruktion von Mentalitäten zum Tragen kommen.

Es gab – mit Ausnahme der Anarchisten – viel zu wenige Stimmen, die die koloniale Ausbeutung und den Kolonialismus insgesamt kritisierten. Und angesichts der allgemein akzeptierten Diskurse, Bilder und Darstellungen konnten sich diese Stimmen kein Gehör verschaffen. Der übermächtige Mechanismus der übereinstimmenden diskursiven Praxis führte dazu, dass sich in der Schweiz koloniale Vorstellungen verbreiten und entwickeln konnten, obwohl das Land keine eigenen Kolonien hatte. Wollen wir den Blick, mit dem man das «Andere» und das «Fremde» betrachtete und heute noch betrachtet, besser verstehen, drängt sich das Studium der Bilder dieser kolonialen Welt, ihrer Produktion und Rezeption auf.

*Patrick Minder ist Geschichtslehrer am Kollegium St. Michael und Lehr- und Forschungsbeauftragter für Geografie- und Geschichts- didaktik an der Universität Freiburg (ZELF). Er befasst sich mit Kulturgeschichte und Ikonografie.
patrick.minder@unifr.ch*

BIBLIOGRAFISCHE REFERENZEN AUF S. 36

Le immagini che hanno dato forma all'immaginario coloniale della Svizzera e degli svizzeri

La Svizzera non ha mai avuto possedimenti coloniali. Eppure nel nostro Paese, come nelle potenze europee, hanno trovato terreno fertile atteggiamenti di dominazione e discorsi razzisti. La diffusione in Svizzera di rappresentazioni iconografiche di natura coloniale ha contribuito in modo sostanziale alla costruzione dell'immaginario coloniale elvetico. La rappresentazione dell'altro, del selvaggio, è stata utilizzata anche in antitesi alla modernità occidentale trionfante.

Patrick Minder

Sulla scia degli eventi recenti (movimento *Black lives matter*), la questione del razzismo ha riaperto la discussione sulla costruzione dell'identità nazionale svizzera e sulla posizione adottata dalla Svizzera nella cerchia delle grandi potenze occidentali. Per inquadrare il suo atteggiamento nei confronti del colonialismo sono però necessari anche altri elementi, come gli stereotipi e i discorsi discriminatori elaborati da religiosi o scienziati. Le immagini riprodotte e diffuse permettono di capire meglio le origini storiche del discorso «razziologico» in Svizzera.

Iniziamo dalla costruzione dell'identità nazionale. L'identità svizzera moderna si è sviluppata davvero soltanto dopo l'adozione della Costituzione federale del 1848, il che ha permesso al nostro Paese di entrare a far parte degli Stati-nazione europei. Nel 1883 a Zurigo si svolge la prima Esposizione nazionale svizzera, seguita dalla seconda nel 1896 a Ginevra, mentre il 1° agosto 1891 si celebra per la prima volta, dopo intense discussioni, la Festa nazionale. Parallelamente, la Svizzera s'industrializza e si urbanizza a un ritmo sostenuto grazie

alle innovazioni tecnologiche, allo sfruttamento di nuove fonti di energia e alla crescita della rete dei trasporti stradali e ferroviari. Questi cambiamenti radicali polarizzano le rivalità sociali e sconvolgono irrimediabilmente i rapporti tra la città, riflesso del mondo moderno, e la campagna, presto relegata al rango di mito cristallizzato nella tradizione.

Per capire la comparsa e la diffusione di rappresentazioni iconografiche di natura coloniale in Svizzera occorre tenere presente questo contesto, mentre è stranamente assente qualsiasi velleità politica di possesso territoriale. Le immagini contribuiscono ad assegnare alla Svizzera un posto in prima fila tra le nazioni più avanzate e a consolidare questa posizione che diventa inoppugnabile grazie a manifestazioni in grande stile, come le esposizioni nazionali, che mobilitano l'intera popolazione dietro un progetto comune di educazione e civilizzazione.

Come sono prodotte e diffuse in Svizzera le immagini coloniali? Nel XIX secolo si assiste a uno sviluppo senza precedenti della pubblicità: il manifesto si moder-

Nel XIX secolo si assiste a uno sviluppo senza precedenti della pubblicità.

nizza e si diffonde in tutte le metropoli. I rotocalchi, le riviste e le vignette si rivolgono ormai a tutti i pubblici (donne, adolescenti, bambini). Lo stesso vale per gli svaghi, gli zoo, i circhi e le attrazioni di qualsiasi tipo. Da semplice candido foglietto, la cartolina diventa illustrata e fotografica e la sua produzione raggiunge picchi inediti. Il volgere del secolo è quindi all'insegna della dimensione visiva, che travalica le frontiere.

L'accoglienza riservata alle immagini e la percezione degli stereotipi sono per contro molto difficili da misurare. Questo problema non deve tuttavia eclissare una realtà ancora più importante: le immagini stereotipate degli africani, pubblicate persino nei libri di testo scolastici, sono uno specchio in cui gli svizzeri di ogni ceto sociale hanno contemplato la «differenza».

In Svizzera, la figura dell'«africano», più in generale quella del selvaggio, del barbaro o dell'incivile, è usata come contro-esempio per dare risalto allo sviluppo e alla modernità. In questo contesto, la produzione e la diffusione delle rappresentazioni dell'«africano» collocano l'osservatore svizzero in una posizione di autocompiacimento e dominio, convincendolo della potenza tecnologica e dell'infalibilità ideologica dell'Occidente.

Gli svizzeri che partecipano all'espansione e allo sfruttamento coloniale veicolano stereotipi sui soggetti colonizzati simili a quelli prodotti dal continente europeo. La loro visione del mondo, influenzata dal discorso razzialista dominante, ha radici che risalgono a ben prima della loro partenza per le destinazioni «esotiche». Missionari, esploratori, avventurieri o impiegati, senza la minima esperienza in ambito scientifico, continueranno pertanto a presentare, legittimare e riprodurre immagini simili a quelle dei loro omologhi occidentali. Ciò che distingue questo fenomeno in Svizzera è la quantità di immagini coloniali diffuse, molto bassa rispetto alla produzione raggiunta negli altri Paesi europei, il che è abbastanza logico, dal momento che, attraverso questa iconografia, gli imperi coloniali cercavano di giustificare la loro presenza attiva nei territori colonizzati.

Il testo che figura sul retro di una cartolina che raffigura un gruppo di bambini africani illustra perfettamente l'adesione dei testimoni svizzeri in loco al discorso razzialista occidentale. La cartolina, con la leggenda: «Una manciata di ingenui», è stata spedita da Elim (Sudafrica) da una missionaria vodese a una bambina di Pampigny (senza data): «È molto gentile da parte tua pensare ai miei piccoli negri. Eccone una combriccola che ti guarda spalancando gli occhi per lo stupore perché Miline ha la pelle rosa e bianca».

La produzione iconografica coloniale in Svizzera non si spiega soltanto con l'influenza combinata delle potenze europee e dei missionari in Africa. A favore

della diffusione degli stereotipi ha giocato anche un altro aspetto importante: il discorso erudito, che rafforza le convinzioni e i pregiudizi nei confronti degli africani. Attraverso autorevoli specialisti, ricercatori, professori e direttori di istituti e musei, la Svizzera partecipa all'organizzazione del mondo, verticale e a compartimenti stagni, interessata anzitutto agli esseri viventi e poi agli altri settori delle scienze. Nel contesto dell'espansione coloniale, la classificazione consiste nel suddividere le persone in razze e nell'applicare, all'interno di ciascuna razza, la gerarchia del genere e dello status sociale. Alla fine, a dominare, è l'uomo bianco.

Come già per l'attività coloniale e missionaria, l'immagine dà una mano anche agli scienziati. La fotografia, considerata neutrale dal momento che riflette un istante reale su un supporto rigido, veicola gli stereotipi razziali. Quando «esemplari» umani sono esibiti in spettacolo, gli impresari si affrettano a pubblicare le opinioni positive formulate dagli esperti quanto alla serietà del loro approccio. A Ginevra, nel 1896, in una sala colma favorevole alla sua causa, l'antropologo Emile Young, successore di Carl Vogt, tiene una conferenza sui criteri razziali, in cui illustra le sue idee presentando individui che ha selezionato per l'occasione nel «villaggio negro» della città.

La lettura critica dei lavori in materia sottolinea l'assenza di una griglia di analisi, che collochi la Svizzera in un contesto storico più ampio. Ad oggi non è ancora stato effettuato alcun lavoro comparativo su larga scala con altri Paesi europei senza possedimenti coloniali (Paesi scandinavi). Un lavoro di questo tipo permetterebbe tuttavia di identificare meglio le forze che intervengono nella costruzione delle mentalità.

Le voci critiche nei confronti non soltanto di ogni forma di sfruttamento coloniale, ma anche dell'essenza stessa del colonialismo (come quella degli anarchici) sono state troppo rare. Queste voci sono

affogate in una marea di discorsi, immagini e rappresentazioni comunemente accettate, spegnendosi in fretta. Per diffondere e sviluppare un immaginario coloniale in Svizzera, benché il Paese non possedesse alcun impero, è bastato l'incontenibile meccanismo di convergenza delle pratiche narrative. Per capire meglio il modo di considerare, ieri come oggi, la «differenza» e lo straniero, s'impone uno studio delle immagini di questo universo coloniale, della loro produzione e della loro ricezione.

Patrick Minder è professore di storia al Collège St-Michel, nonché docente e ricercatore in didattica della geografia e della storia all'Università di Friburgo (CERF). Tra i suoi temi di studio figurano la storia culturale e l'iconografia.
patrick.minder@unifr.ch

BIBLIOGRAFIA

Thomas DAVID, Bouda ETEMAD e Annick SCHAUFELBUEHL: *La Suisse et l'esclavage des Noirs*. Lausanne, Antipodes, 2005, 184 pag.

Julie EIGENMANN: *Racisme, la Suisse en flagrant déni dans La Revue des Explorations* no 17, avril 2023, Genève, Heidi.news, 140 pag.

Jovita dos SANTOS PINTO et al.: *Un/doing Race. Rassifizierung der Schweiz*. Zürich / Genève, Seismo, 2022, 332 pag.

Patrick MINDER: *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880-1939)*. Berne, Peter Lang, 2011, 633 pag.

Bernhard C. SCHÄR: *Tropenliebe. Schweizer Naturforscher und niederländischer Imperialismus in Südostasien um 1900*. Frankfurt / New York, Campus, 2005, 2015, 374 pag.

Béatrice VEYRASSAT: *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle – Première Guerre mondiale). Espaces – Circulations – Échanges*. Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2018, 438 pag.

François WALTER: *Histoire de la Suisse tome 4: La création de la Suisse moderne (1830-1930)*. Neuchâtel, Alphil – Presses universitaires suisses, 2010, 158 pag.



1896-EXPOSITION NATIONALE SUISSE-1896
LE CONTINENT NOIR
AU PARC DE PLAISANCE
DE GENEVE



20 Cigarettes
MARLBORO
NOUVELLE
CIGARETTE
50^{CS} 20
COLONIAL-MARYLAND
en paquets

« Les Universités doivent renforcer la recherche sur l'héritage du colonialisme et la pensée hiérarchique »

Samia Hurst-Majno est bioéthicienne, professeure et directrice de l'Institut Éthique Histoire Humanités de la Faculté de médecine de l'Université de Genève. Entre 2020 et 2021, elle a présidé un groupe de réflexion chargé de se pencher sur les figures historiques problématiques et leur place dans l'espace public.

Entretien réalisé par Samuel Jordan

Pouvez-vous nous dire comment est né ce groupe de réflexion ?

Samia Hurst-Majno : Il a été créé en juin 2020 par le rectorat de l'Université de Genève dans le sillage d'une pétition de la communauté étudiante demandant de débaptiser le bâtiment Carl Vogt, inauguré en 2015. Le mandat de ce groupe pluridisciplinaire dépassait toutefois le cas spécifique de Carl Vogt. Son travail visait également à dégager des lignes de conduite plus générales pour faire évoluer les idées et aider à la décision.

Qui est Carl Vogt ?

Carl Vogt (1817-1881) est un personnage de lumière et d'ombre. Naturaliste et médecin suisse d'origine allemande, il a été conseiller national et aux États et joua un rôle important dans la modernisation de l'Université de Genève, dont il fut le recteur. Mais en même temps, il a été le défenseur et le propagateur de théories prônant la hiérarchisation raciale et l'inégalité des genres. Carl Vogt est un paradoxe : à la fois scientifique de premier plan, créateur d'institutions intellectuelles, pédagogue populaire,

démocrate courageux, homme progressiste de gauche et ... raciste convaincu.

Quelle place occupe Carl Vogt dans les courants racistes pseudoscientifiques du XIX^e siècle ?

En Suisse, il apparaît avec Louis Agassiz comme l'un des principaux théoriciens du racisme. Il participe à l'effort de classification des races humaines en se basant sur la couleur de la peau et la forme du crâne. Sa position apparaît clairement dans ses *Leçons sur l'homme*, publiées en 1863 et traduites en huit langues. Cet ouvrage est avant tout une compilation de recherches existantes destinées au grand public. Sa lecture est si douloureuse aujourd'hui qu'on ose à peine le paraphraser. Carl Vogt s'y efforce, entre autres, de démontrer que la morphologie du cerveau « du Noir » évoquerait celle du singe ou encore que si « l'enfant noir » possédait dans les premières années les mêmes capacités intellectuelles que « l'enfant blanc », le développement du premier s'arrêterait dès l'adolescence. Dans *Leçons sur l'homme*, Vogt expose clairement ce que de nombreux confrères académiciens allemands,

suisse, français, britanniques, américains, scandinaves et belges affirmaient à son époque : les différences de phénotypes entre les individus permettraient d'induire des différences de race, jugées inégales en valeur et en potentiel.

Carl Vogt est un personnage de lumière et d'ombre.

On pourra arguer que Carl Vogt était conforme à son époque...

Affirmer que Carl Vogt était, dans sa position de savant raciste, un « homme de son temps » doit être remis en question. Bien que dominant dans le débat scientifique, le racisme « scientifique » n'a jamais été la norme absolue. Dès le XIX^e siècle, plusieurs savants le combattent, réfutant la race comme catégorie d'analyse. Ce qui est certain, c'est qu'on ne peut ignorer la contribution de Carl Vogt à la circulation, à la construction et à l'inscription durable du concept de catégorisation raciale.

Concernant Carl Vogt, doit-on rejeter en bloc ce personnage ?

Cette question a été centrale dans notre réflexion. Les représentations de l'université dans l'espace public véhiculent des messages qui doivent être conformes aux valeurs de l'institution. Au fil du temps, les valeurs qu'une institution met en avant évoluent et ce qu'une personne symbolise peut changer. Dans le cas de Carl Vogt, ses théories raciales sont profondément problématiques. Quand on reçoit un héritage, il y a des biens et des dettes : on ne peut accepter les biens et refuser les dettes, il faut considérer l'héritage dans son intégralité. La question n'est donc pas de savoir si tel ou tel personnage représente un héritage positif. C'est l'héritage négatif qu'il faut considérer. Si celui-ci n'est pas conforme aux valeurs de l'institution, il devient problématique de continuer à le célébrer. C'est pour cette raison que notre groupe de réflexion a recommandé de renommer le bâtiment Carl Vogt. Il ne faut pas pour autant tomber dans le piège de l'effacement : si honorer dans l'espace public un propagateur du racisme comme figure de proue de notre identité contemporaine n'est plus pensable, reléguer l'existence de Carl Vogt dans les oubliettes de l'humanité serait une erreur. Car l'histoire dans sa globalité doit continuer à être racontée.

À titre personnel, comment considérez-vous l'héritage de Carl Vogt aujourd'hui ?

Durant le XIX^e siècle, les théories raciales ont participé aux fondements idéologiques du colonialisme. Elles ont légitimé un système de domination en le fondant, entre autres, sur l'idée de l'inégalité des races. Elles ont façonné le racisme et la reproduction des inégalités, qui perdurent aujourd'hui dans nos sociétés. Carl Vogt y a contribué comme d'autres savants.

Nous avons trop longtemps fait l'impasse, dans l'enseignement suisse, sur la contribution de la Suisse au passé colonial de l'Occident et aux théories du racisme pseudoscientifiques.

Que retirez-vous de cette expérience ?

Elle m'a confortée dans l'idée qu'il est profitable de se confronter avec des parts de notre passé que l'on préférerait oublier. Elle m'a aussi appris que des institutions telles que les universités, temples du savoir et du débat, doivent réexaminer et revisiter périodiquement l'image qu'elles transmettent et souhaitent transmettre à la société. Le cas problématique du bâtiment Carl Vogt n'est certainement ni le premier ni le dernier. Je suis persuadée que l'Université de Genève sera amenée dans le futur, selon la vision de l'époque, à statuer sur des situations similaires.

Que préconisez-vous dans le sillage de l'affaire Carl Vogt ?

Nous avons trop longtemps fait l'impasse, dans l'enseignement suisse, sur la contribution de la Suisse au passé colonial de l'Occident et aux théories du racisme pseudoscientifiques. Nous nous sommes lavé les mains en considérant que c'était l'affaire des autres, ce qui est erroné. Je plaide pour enseigner le passé de manière complète en cessant d'en nier les aspects dérangeants. En cela, il est nécessaire d'étoffer davantage l'enseignement et la recherche en Suisse dans ce domaine. L'enjeu de l'héritage du colonialisme et de la pensée hiérarchique doit constituer un axe de réflexion et de développement prioritaire. Nous le devons aussi à tous les étudiants issus de pays colonisés. Les universités doivent être en ce sens exemplaires : du fait de leur mission, elles ont une grande responsabilité pour faire avancer ces

discussions et contribuer à faire évoluer les mentalités. Notre groupe de réflexion a en outre proposé la création d'un forum universitaire consultatif, participatif et inclusif. Son rôle ? Débattre des héritages problématiques, se pencher sur des cas historiques spécifiques et fournir des recommandations aux instances décisionnelles.



LEÇONS
SUR L'HOMME

SA PLACE DANS
ET DANS L'HISTOIRE
PAR
CARL VOGT

IMPRIMERIE A L'ACADEMIE DE GENÈVE
DE L'INSTITUT GENEVOIS
TRADUCTION FRANÇAISE
DE
J.-J. MOULINIÉ
MÈRE DE L'INSTITUT

«Die Hochschulen müssen die Forschung über das Erbe des Kolonialismus und das hierarchische Denken vorantreiben»

Samia Hurst-Majno ist Bioethikerin, Professorin und Leiterin des Institut Éthique Histoire Humanités an der medizinischen Fakultät der Universität Genf. 2020 bis 2021 leitete sie eine Arbeitsgruppe (Groupe de réflexion), die sich mit problematischen historischen Figuren und ihrem Platz im öffentlichen Raum befasste.

Das Interview führte Samuel Jordan

Samia Hurst-Majno, wie ist diese Groupe de réflexion entstanden?

Die Arbeitsgruppe wurde im Juni 2020 vom Rektorat der Universität Genf eingesetzt, nachdem die Studentenschaft eine Petition eingereicht hatte, worin sie die Umbenennung des 2015 eingeweihten Carl-Vogt-Gebäudes forderte. Der Auftrag der interdisziplinären Gruppe ging jedoch über den spezifischen Fall Carl Vogt hinaus. Sie erarbeitete auch allgemeinere Richtlinien und Ideen, die bei Entscheidungen in ähnlichen Fällen helfen sollen.

Wer war Carl Vogt?

Carl Vogt (1817–1881) war eine Lichtgestalt mit Schatten. Er war ein aus Deutschland stammender Schweizer Naturwissenschaftler und Arzt, er war National- und Ständerat und spielte eine wichtige Rolle bei der Modernisierung der Universität Genf, deren Rektor er war. Gleichzeitig war er aber auch ein Verfechter und Verbreiter von Theorien, die die Hierarchisierung der Rassen und

die Ungleichheit der Geschlechter propagierten. Carl Vogt war eine paradoxe Figur: gleichzeitig ein führender Wissenschaftler, Gründer intellektueller Institutionen, populärer Pädagoge, mutiger Demokrat, links-progressiver Mensch – und überzeugter Rassist.

Welchen Platz nimmt Carl Vogt in den pseudowissenschaftlichen rassistischen Strömungen des 19. Jahrhunderts ein?

In der Schweiz gilt er zusammen mit Louis Agassiz als einer der wichtigsten Rassentheoretiker. Er beteiligte sich an der Klassifizierung der menschlichen Rassen anhand der Hautfarbe und der Schädelform. Seine Position wird in seinen *Vorlesungen über den Menschen, seine Stellung in der Schöpfung und in der Geschichte der Erde* deutlich, die 1863 veröffentlicht und in acht Sprachen übersetzt wurden. Bei dem Werk handelt es sich in erster Linie um eine Zusammenstellung bestehender Forschungsergebnisse für die breite Öffentlichkeit. Es tut so weh, es heute zu lesen, dass

In der Schweiz gilt Carl Vogt zusammen mit Louis Agassiz als einer der wichtigsten Rassentheoretiker.

man sich fast nicht getraut, den Inhalt zu paraphrasieren: Carl Vogt versucht unter anderem darzustellen, dass das Hirn «des Schwarzen» morphologisch einem Affenhirn gleiche oder dass «das schwarze Kind» in den ersten Jahren zwar dieselben geistigen Fähigkeiten wie «das weisse Kind» habe, seine Entwicklung aber in der Pubertät zum Stillstand komme. In den Vorlesungen über den Menschen legt Vogt dar, was viele seiner Wissenschaftskollegen aus Deutschland, der Schweiz, Frankreich, Grossbritannien, den USA, Skandinavien und Belgien behaupteten: Unterschiedliche Phänotypen liessen darauf schliessen, dass es zwischen den Rassen hinsichtlich Wert und Potenzial Unterschiede gebe.

Sicher ist, dass Carl Vogt wesentlich zur Verbreitung, Herausbildung und dauerhaften Verankerung des Konzepts der Rassenkategorisierung beigetragen hat.

Man könnte argumentieren, dass Carl Vogt dem damaligen Zeitgeist entsprach ...

Die Behauptung, Carl Vogt sei in seiner Position als rassistischer Wissenschaftler ein «Mann seiner Zeit» gewesen, muss hinterfragt werden. Auch wenn der «wissenschaftliche» Rassismus in der akademischen Debatte vorherrschte, war er nie die absolute Norm. Bereits im 19. Jahrhundert bekämpften verschiedene Forschende diesen Ansatz und lehnten die Rasse als Analysekatgorie ab. Sicher ist, dass Carl Vogt wesentlich zur Verbreitung, Herausbildung und dauerhaften Verankerung des Konzepts der Rassenkategorisierung beigetragen hat.

Schüttet man in Bezug auf Carl Vogt nicht das Kind mit dem Bade aus?

Diese Frage war für unsere Überlegungen zentral. Repräsentationen der Universität im öffentlichen Raum sind Botschaften, die mit den Werten der Institution übereinstimmen müssen. Im Laufe der Zeit entwickeln sich diese Werte, und was eine Person repräsentiert, kann sich ändern. Carl Vogts Rassentheorien sind heute hochproblematisch. Wer ein Erbe antritt, übernimmt Vermögen und Schulden: Man kann nicht das Vermögen annehmen und die Schulden ausschlagen, sondern muss beides einbeziehen. Die Frage ist also nicht, ob diese oder jene Figur ein positives Erbe darstellt, sondern es gilt, das negative Erbe anzuschauen. Entspricht das Erbe nicht den Werten der Institution, wird es problematisch, die Figur, die für das Erbe steht weiterhin zu feiern. Aus diesem Grund

hat unsere Arbeitsgruppe empfohlen, das Carl-Vogt-Gebäude umzubenennen. Man soll dabei jedoch nicht dem Irrtum verfallen, es müsse alles ausgelöscht werden: Einen Verfechter des Rassismus kann man heute zwar im öffentlichen Raum nicht mehr als Leitfigur unserer Identität würdigen, es wäre aber falsch, Carl Vogt aus dem kollektiven Gedächtnis zu streichen. Die Geschichte muss weiterhin in all ihren Facetten erzählt werden, auch wenn ihre Schattenseiten allzu oft absichtlich verdrängt wurden.

Wie sehen Sie persönlich das Erbe von Carl Vogt heute?

Im Laufe des 19. Jahrhunderts trugen die Rassentheorien zu den ideologischen Grundlagen des Kolonialismus bei. Sie legitimierten ein System der Herrschaft, das unter anderem auf der Idee der Ungleichheit der Rassen gründete. Sie bildeten den Nährboden für den Rassismus und die Reproduktion von Ungleichheiten, die heute in unseren Gesellschaften fortbestehen. Carl Vogt hat wie andere Wissenschaftler dazu beigetragen.

Wir haben im Schulunterricht zu lange ausgeblendet, welchen Beitrag die Schweiz zur kolonialen Vergangenheit des Westens und zu pseudowissenschaftlichen Rassentheorien geleistet hat.

Welche Schlüsse ziehen Sie persönlich aus dieser Erfahrung?

Sie hat mich darin bestärkt, dass es sich lohnt, sich mit Aspekten unserer Vergangenheit auseinanderzusetzen, die wir lieber vergessen würden. Und sie hat mir gezeigt, dass Institutionen wie Universitäten als Orte des Wissens und der Debatte das Bild, das sie der Gesellschaft vermitteln und vermitteln wollen,

regelmässig überdenken und überarbeiten müssen. Der problematische Fall des Carl-Vogt-Gebäudes ist sicherlich nicht der erste und wird nicht der letzte sein. Ich bin überzeugt, dass die Universität Genf in Zukunft, je nach herrschendem Zeitgeist, über ähnliche Situationen wird entscheiden müssen.

Welche Empfehlungen würden Sie im Zuge des Falls Carl Vogt gerne weitergeben?

Wir haben im Schulunterricht zu lange ausgeblendet, welchen Beitrag die Schweiz zur kolonialen Vergangenheit des Westens und zu pseudowissenschaftlichen Rassentheorien geleistet hat. Wir haben unsere Hände in Unschuld gewaschen und gemeint, Kolonialismus gehe nur die anderen etwas an. Was nicht stimmt. Ich plädiere dafür, die Vergangenheit umfassend zu vermitteln und aufzuhören, unbequeme Aspekte auszublenden. Dafür müssen Lehre und Forschung in der Schweiz weiter ausgebaut werden. Das Erbe des Kolonialismus und des hierarchischen Denkens muss bei den Überlegungen und der Entwicklungen im Zentrum stehen. Das sind wir im Übrigen auch unseren Studierenden schuldig, die aus kolonisierten Ländern stammen. Die Universitäten müssen mit gutem Beispiel vorangehen: Es liegt aufgrund ihres Auftrags in ihrer Verantwortung, die Debatte voranzutreiben und ein Umdenken anzustossen. Unsere Arbeitsgruppe schlägt zudem die Einrichtung eines beratenden, partizipativen, integrativen Universitätsforums vor, das die Rolle hätte, problematisches Erbe zur Diskussion zu stellen, sich mit spezifischen historischen Fällen zu befassen und Empfehlungen für Entscheidungsgremien bereitzustellen.

«Le università devono rafforzare la ricerca sull'eredità del colonialismo e sul pensiero gerarchico»

Samia Hurst-Majno è bioetica, professoressa e direttrice dell'istituto «Éthique Histoire Humanités» della facoltà di medicina dell'Università di Ginevra. Tra il 2020 e il 2021, ha presieduto un gruppo incaricato di riflettere sulle figure storiche problematiche e la loro posizione nello spazio pubblico.

Intervista a cura di Samuel Jordan

Samia Hurst-Majno, come è nato il gruppo di riflessione?

È stato istituito nel giugno del 2020 dal rettorato dell'Università di Ginevra sulla scia di una petizione della comunità studentesca che chiedeva di rinominare l'edificio Carl Vogt, inaugurato nel 2015. Il mandato di questo gruppo multidisciplinare andava tuttavia al di là del caso specifico di Carl Vogt: si trattava di elaborare linee guida generali che favorissero l'evoluzione delle idee e contribuissero alle decisioni.

Chi era Carl Vogt?

Carl Vogt (1817–1881) è un personaggio in chiaroscuro. Naturalista e medico svizzero di origine tedesca, è stato consigliere nazionale e agli Stati, nonché rettore e modernizzatore dell'Università di Ginevra. Al contempo ha però difeso e propagato teorie che promuovevano la gerarchizzazione razziale e la disparità di genere. Carl Vogt era un paradosso: era al tempo stesso scienziato di spicco, creatore di istituzioni intellettuali, pedagogista popolare, democratico coraggioso,

uomo progressista di sinistra e... convinto razzista.

Che posizione occupa Carl Vogt nelle correnti razziste pseudoscientifiche del XIX secolo?

In Svizzera compare al fianco di Louis Agassiz come uno dei principali teorici del razzismo. Ha partecipato allo sforzo di classificazione delle razze umane in base al colore della pelle e alla forma del cranio. La sua posizione emerge chiaramente nelle «Lezioni sull'uomo e sul suo posto nella creazione e nella storia della terra», pubblicate nel 1863 e tradotte in otto lingue. La lettura di quest'opera, anzitutto una compilazione di ricerche destinate al grande pubblico, è oggi a tal punto dolorosa che si osa a malapena parafrasarne il contenuto. In questo trattato Carl Vogt tenta, tra l'altro, di dimostrare che la morfologia del cervello dei neri sarebbe simile a quella delle scimmie o ancora che, seppure nei primi anni di vita il bambino nero abbia le medesime capacità intellettuali del bambino bianco, a partire dall'adolescenza lo sviluppo del primo parrebbe invece arrestarsi. In

Carl Vogt è un personaggio in chiaroscuro.

queste «Lezioni sull'uomo», Vogt espone chiaramente ciò che sostenevano molti colleghi accademici tedeschi, svizzeri, francesi, britannici, americani, scandinavi e belgi – ossia che le differenze di fenotipo tra gli individui porterebbero a differenze tra le razze in termini di valore e potenziale.

In fondo Carl Vogt rispecchiava la mentalità dell'epoca...

Sostenere che, nella sua posizione di erudito razzista, Carl Vogt fosse un «uomo della sua epoca» è discutibile. Pur essendo dominante nel dibattito scientifico, il razzismo «scientifico» non ha mai costituito una norma assoluta. A partire dal XIX secolo, diversi eruditi vi si opposero, rifiutando la razza come categoria di analisi. Una cosa comunque è certa: non possiamo ignorare il contributo di Carl Vogt alla circolazione, alla costruzione e al consolidamento del concetto di categorizzazione razziale.

Non si tratta dunque di stabilire se un determinato personaggio rappresenti un'eredità positiva. Ciò che bisogna considerare è l'eredità negativa.

Nel caso Carl Vogt, dobbiamo nonostante tutto gettare il bambino con l'acqua sporca?

Questo è stato uno degli elementi centrali della nostra riflessione. Le rappresentazioni dell'università nello spazio pubblico veicolano messaggi che devono essere conformi ai valori dell'istituzione. Con il passare del tempo, i valori difesi da un'istituzione evolvono e ciò che incarna una persona può cambiare. Le teorie razziali di Carl Vogt sono altamente problematiche. D'altra parte, quando si riceve un'eredità, se ci sono beni ma anche debiti non si possono accettare soltanto i beni e rifiutare i debiti; bisogna considerare l'eredità nella sua integralità. Non si tratta dunque di stabilire se un determinato personaggio rappresenti un'eredità positiva. Ciò che bisogna considerare è l'eredità negativa. Se quest'ultima non è conforme ai valori dell'istituzione, diventa problematico continuare a onorare un personaggio che la rappresenta. Per questo motivo, il nostro gruppo di riflessione ha raccomandato di rinominare l'edificio Carl Vogt. Non bisogna tuttavia cadere nella trappola della cancellazione: anche se onorare un sostenitore del razzismo nello spazio pubblico come figura di spicco della nostra identità contemporanea non è più concepibile, sarebbe un errore eliminarlo dalla memoria collettiva, perché la storia deve continuare a essere raccontata nella sua globalità. Tanto più che questo lato oscuro di Vogt è stato troppo spesso intenzionalmente rimosso.

A titolo personale, come giudica l'eredità di Carl Vogt oggi?

Durante il XIX secolo, le teorie razziali hanno contribuito alle basi ideologiche del colonialismo. Hanno legittimato un sistema di dominio fondandolo, tra l'altro, sull'idea della disuguaglianza tra le razze. Hanno plasmato il razzismo e la riproduzione di disuguaglianze che permangono ancora oggi nelle nostre società. Come altri eruditi, anche Carl Vogt vi ha contribuito.

Per troppo tempo nell'insegnamento svizzero abbiamo ignorato il contributo della Svizzera al passato coloniale dell'Occidente e alle teorie pseudoscientifiche del razzismo.

Che insegnamenti trae da questa esperienza?

Ha confermato la mia idea che è utile confrontarsi anche con gli elementi del nostro passato che preferiremmo dimenticare. Mi ha anche insegnato che le istituzioni come le università, templi del sapere e del dibattito, devono riesaminare e rivedere periodicamente l'immagine che trasmettono e intendono trasmettere alla società. Il caso problematico dell'edificio Carl Vogt non è certo il primo né l'ultimo. Sono convinta che, anche in futuro, l'Università di Ginevra sarà chiamata a decidere in merito a situazioni analoghe, in modo coerente con la mentalità dell'epoca.

Che cosa raccomanda sulla scia del caso Carl Vogt?

Per troppo tempo nell'insegnamento svizzero abbiamo ignorato il contributo della Svizzera al passato coloniale dell'Occidente e alle teorie pseudoscientifiche del razzismo. Ce ne siamo lavati le mani ritenendo, erroneamente, che la questione non ci riguardasse. Sono favorevole a insegnare il passato in modo completo, smettendola di negarne gli aspetti scomodi. A tal fine in Svizzera occorre promuovere maggiormente l'insegnamento e la ricerca in quest'ambito. La sfida dell'eredità del colonialismo e del pensiero gerarchico deve rappresentare un asse prioritario di riflessione e di sviluppo. Lo dobbiamo anche a tutti gli studenti provenienti dai Paesi colonizzati. Le università devono assumere un ruolo esemplare: conformemente alla loro missione, hanno una grande responsabilità nel portare avanti queste discussioni e nel contribuire a far evolvere le mentalità. Il nostro gruppo di riflessione ha inoltre proposto la costituzione di un forum universitario consultivo, partecipativo e inclusivo, incaricato di discutere delle eredità problematiche, esaminare casi storici specifici e formulare raccomandazioni agli organi decisionali.

Die kritische Aufarbeitung von Mission und Kolonialismus

Im 19. und Anfang des 20. Jahrhunderts war die Verflechtung von Missionsgesellschaften mit kolonialen Mächten weit verbreitet. Die glaubensbasierte Entwicklungsorganisation Mission 21 stellte sich die Frage, wie mit dem zwiespältigen Erbe umzugehen ist – und was sich daraus lernen lässt.

Claudia Buess

Die Vorgängerin von Mission 21, die Basler Mission (BM), war im 19. Jahrhundert eine der ersten und grössten evangelischen Missionsgesellschaften Europas (entstanden 1815) und gründete in Ländern Afrikas und Asiens christliche Kirchen. Um Antworten in der Gegenwart zu formulieren, wollten wir die Vergangenheit in ihrer Komplexität differenziert in den Blick nehmen.

Die Geschichte der weltweiten Missionstätigkeit Europas zeigt, dass sich Beispiele respektvoller Begegnung wie auch eurozentrischer Überheblichkeit oder gar rassistischen Verhaltens gleichermaßen finden. Das Verhältnis von Missionen und Kolonialismen war komplex und unterschied sich je nach historischem und geografischem Kontext sowie je nach individueller Haltung der Akteurinnen und Akteure. Beispielsweise beabsichtigte die BM um 1828 an der Goldküste, dem heutigen Ghana, ihre Missionsbemühungen bis ins Reich der Asante im Landesinnern auszudehnen¹¹¹. Sie war zunächst nicht sonderlich erfolgreich¹¹², und die BM hoffte, dass das British Empire nicht nur die Küste Ghanas, sondern auch das Landesinnere kolonisieren und so die neuen christlichen Gemeinden schützen würde. Sie schickte sogar den Missionar Elias Schrenk 1865 als Lobbyisten ins britische Unterhaus, aber die Briten lehnten ab. Erst nach

langen Kriegswirren besiegten die Briten 1874 den Asante-König und etablierten formell die britische Kolonialherrschaft auch im Landesinnern der Goldküste. Die Niederlage war für die Asante traumatisch, und der Reichsverband zerfiel in lokale, teils unabhängige Provinzen, wie zum Beispiel die Provinz Kwawu, die der BM erlaubte, auf ihrem Gebiet im Zentrum des heutigen Ghana missionarisch tätig zu sein.

Dieses Beispiel illustriert die weit verbreitete Verflechtung von Missionsgesellschaften mit kolonialen Mächten im 19. und Anfang des 20. Jahrhunderts. Die Missionarinnen und Missionare profitierten von der Sicherheit und Stabilität der kolonialen Herrschaftsstrukturen. Missionen wie auch Kolonialstaaten konnten ihre Ziele ohne Unterstützung des anderen verfolgen – eine Zusammenarbeit war für beide jedoch vorteilhafter. Wie das Beispiel zeigt, forderte die BM den Schutz des British Empire erst ein, als die Missionierung der Einheimischen auf den Widerstand der Asante stiess. Dabei zeigte sich, wie gut sie international auch politisch vernetzt war, da sie ihre Interessen als Schweizer Missionsgesellschaft sogar im britischen Unterhaus vertreten konnte. Gemäss dem Historiker Peter Haenger waren sich die Missionare der «unheiligen Allianz von Bibel und Kanonen [...] bewusst – ohne

dass sich Schuldgefühle eingestellt hätten». Sie verstanden sich u. a. auch als moralisches Antlitz der Kolonialisierung.

Bekehrungsauftrag und Zivilisierungsmission

Wie viele Missionen formulierte auch die BM an der Goldküste für sich einen Zivilisierungsauftrag. Insbesondere die von Missionarinnen und Missionaren praktizierte «Erziehung zur Arbeit» sollte die Werte der christlichen Zivilisation vermitteln. Eine Konversion zum Christentum, was gleichzeitig als höhere Zivilisationsstufe angesehen wurde, war nur in Verbindung mit einem «arbeitsamen» und abstinenter Leben nach Vorgaben der Missionsgesellschaften möglich, die auch Werte wie Sauberkeit, Moral, Kleiderfragen, eine bestimmte Geschlechterordnung usw. einforderten. Missionarinnen und Missionare agierten als überzeugte Vertreterinnen und Vertreter einer westeuropäisch geprägten, protestantischen Religion und Kultur, die sie als überlegen ansahen. Der missionarische Schulunterricht auf der Grundlage der Bibel war u. a. ein wesentliches Hilfsmittel zur möglichst raschen Bekehrung von Schulkindern zum Christentum. Bekehrungsauftrag und Zivilisierungsmission waren gemäss der Historikerin Karolin Wetjen kaum zu trennen und transportierten spezifisch christlich-europäische Werte.

Im Gegenzug ermöglichte die missionarische Schulbildung, welche europäische Kulturtechniken wie Lesen und Schreiben vermittelte, der einheimischen Bevölkerung den sozialen Aufstieg innerhalb der kolonialen Verwaltungsstrukturen, im internationalen Handel oder in der Industrie in den Kolonien. Die Missionsschulen brachten schlussendlich eine Intellektuellenschicht hervor, deren Vertreterinnen und Vertreter gegen den Kolonialismus aufbegehrten und ihre Heimatländer im 20. Jahrhundert in die nachkoloniale Unabhängigkeit führten (prominente Beispiele sind Nelson Mandela oder Kwame Nkrumah). Die Ambivalenz des Wirkens der Mission wird deutlich.

Dokumentation lokaler Kulturen

Es gibt auch viele Beispiele respektvoller Begegnungen, insbesondere auf dem Gebiet des Kulturtransfers: Missionarinnen und Missionare dokumentierten die lokalen Gesellschaften und Kulturen in Text und Fotografie. Eine respektvolle Fotografin war zum Beispiel Anna Wuhrmann, die für die BM von 1911 bis 1915 in Kamerun war. An der Goldküste sowie in vielen anderen Missionsgebieten verfassten die Missionierenden gemeinsam mit ihren lokalen Mitarbeitenden Bibelübersetzungen in einheimische Sprachen und erstellten Wörterbücher mündlich überlieferter Sprachen. Aus heutiger Optik leisteten sie damit einen wichtigen Beitrag zur Überlieferung von (oralem) Wissen über materielles und immaterielles Kulturgut. Die historischen Dokumente und Fotos der BM im Forschungsarchiv von Mission 21 sind für viele Forschende aus Ländern in Afrika und Asien begehrt, weil seltene schriftliche und visuelle Quellen ihrer eigenen Geschichte.

Doch auch hier zeigt sich die Geschichte in ihrer ganzen ambivalenten Komplexität. Denn die regelmässigen Berichte der Missionarinnen und Missionare nach Basel, die später zu Spendenzwecken redigiert und in Zeitschriften und Traktaten an die deutschsprachige Öffentlich-

keit verbreitet wurden, berichteten zwar von unbekanntem Ländern und Gesellschaften. Oft wurden sie jedoch aus einer eurozentrischen Perspektive geschrieben, die den weissen, christlichen Missionar und dessen Kultur und Religion als überlegen darstellte. Entsprechende Wertungen bzw. Abwertungen des unbekanntem «Anderen» finden wir in den historischen Missionszeitschriften, wie etwa Christen vs. sogenannte «Heiden» oder «zivilisiert» vs. «unzivilisiert». Die Missionspublikationen verbreiteten teilweise diskriminierende und rassistische Darstellungen von Menschen aus ausser-europäischen Kulturen. Es finden sich auch abwertende Beschreibungen lokaler Glaubenssysteme, sozialer Strukturen und kultureller Praktiken, die vom christlichen Glauben abgelöst werden sollten. Hier zeigt sich eine Form von Kulturimperialismus, welcher ab der Mitte des 19. Jahrhunderts eine weitere Ausprägung im sogenannten wissenschaftlichen Rassismus fand. Auch wenn Missionarinnen und Missionare Ansichten vertraten, die damals weit verbreitet waren, haben wir hierzu als ehemalige Missionsgesellschaft eine schmerzhaft historische Verantwortung gegenüber unseren Partnerinnen und Partnern in den ehemaligen Missionsgebieten. Die strukturellen Auswirkungen dieser diskriminierenden Unterscheidung zwischen «the West» und «the Rest» sind bis heute spürbar.

Dialog mit Forschenden aus Afrika und Asien

Mission 21 sieht ihre Verantwortung darin, dieses historische Erbe wissenschaftlich aufzuarbeiten und dessen Bedeutung für die Gegenwart transparent zu reflektieren. Mit der Pflege des Archivs der BM leistet Mission 21 seit Jahrzehnten einen wichtigen Beitrag zur Erforschung der kulturellen, sozialen und politischen Auswirkungen der globalen Missionstätigkeit, wie eine lange Liste von Forschungsarbeiten aus der ganzen Welt belegt.

Seit 2021 hat Mission 21 zudem eine Reihe von öffentlichen Webinaren organisiert, welche die vielschichtige Geschichte und das Erbe der BM im Kontext des Kolonialismus wissenschaftlich-kritisch aufarbeiten (vgl. www.mission-21.org/mission-colonialism-revisited). Dabei ist der Dialog mit Forschenden aus den ehemaligen Missionsgebieten in Afrika und Asien zentral, um zu verstehen, wie ungleiche Machtkonstellationen, Rassismus und Diskriminierung historisch geformt wurden und heute noch in den Beziehungen zu unseren Partnerorganisationen in Afrika, Asien und Lateinamerika fortbestehen. Daraus soll ein Lern- und Handlungsprozess entstehen, welcher die Verfehlungen der Vergangenheit nicht wiederholt und die unbestreitbar positiven Aspekte der historischen Missionsarbeit, wie inter- und transkultureller Austausch und globale Solidarität, verstärkt.

Wir praktizieren dies als internationale Lerngemeinschaft in Austauschforen zu Themen wie das Machtgefälle in der Entwicklungszusammenarbeit oder Rassismus in der Kirche. Dazu gehört auch, unsere privilegierte Position als mehrheitlich europäische, weisse Angestellte einer NGO in einem westlichen Industriestaat zu reflektieren, der auch von der wirtschaftlichen und kulturellen Ausbeutung der Gesellschaften im Globalen Süden profitiert. In einem kontinuierlichen Dialog können wir unserem Ziel von friedlichen und inklusiven Gesellschaften für eine nachhaltige Entwicklung gemäss den Uno-Zielen (SDG 16+) näherkommen. Gleichberechtigte und tragfähige Beziehungen zu Partnerinnen und Partnern in den Ländern in Afrika, Asien und Lateinamerika sind dafür essenziell.

Claudia Buess ist Leiterin Bildungsveranstaltungen bei Mission 21.

Claudia.Buess@mission-21.org

FUSSNOTEN UND BIBLIOGRAFIE AUF S. 56



La relecture critique des missions et du colonialisme

Au XIX^e et au début du XX^e siècle, les liens entre les sociétés missionnaires et les puissances coloniales étaient courants. L'organisation de développement chrétienne Mission 21 s'est interrogée sur la manière de gérer cet héritage ambigu et les enseignements à en tirer.

Claudia Buess

L'ancêtre de Mission 21, la Mission de Bâle (BM), fondée en 1815, a été au XIX^e siècle l'une des premières et des plus grandes sociétés missionnaires évangéliques d'Europe et a édifié des églises chrétiennes dans divers pays d'Afrique et d'Asie. Afin d'apporter des réponses pour le temps présent, nous avons voulu porter un regard nuancé sur ce passé complexe.

L'histoire de l'activité missionnaire européenne dans le monde montre autant d'exemples de rencontre respectueuse que d'arrogance eurocentriste, voire de comportement raciste. La relation complexe entre missions et colonialisme a varié tant en fonction du contexte historique et géographique que de l'attitude individuelle des acteurs. Par exemple, vers 1828, la BM entendait étendre ses efforts missionnaires sur la Côte-de-l'Or, l'actuel Ghana, jusque dans le royaume Ashanti à l'intérieur du pays¹¹³. Elle n'a guère eu de succès au départ¹¹⁴ et espérait que l'empire britannique ne se contenterait pas de coloniser la côte du Ghana, mais aussi l'intérieur du pays, protégeant ainsi les nouvelles communautés chrétiennes. Elle a même envoyé en 1865 le missionnaire Elias Schrenk comme lobbyiste à la Chambre des communes, mais sans succès. Ce n'est qu'après de longs troubles guerriers que les Britanniques, en 1874, ont

vaincu le roi Ashanti et établi formellement leur domination coloniale à l'intérieur des terres de la Côte-de-l'Or. Cette défaite a été traumatisante pour les Ashanti et leur empire fédéré s'est morcelé en provinces locales, certaines indépendantes, comme la province du Kwawu, qui autorisa la BM à exercer son activité missionnaire sur son territoire, au centre de l'actuel Ghana.

Cet exemple illustre la forte imbrication qui existait, au XIX^e et au début du XX^e siècle, entre les sociétés missionnaires et les puissances coloniales, les missionnaires profitant de la sécurité et de la stabilité des structures de pouvoir coloniales. Les missions et les États coloniaux pouvaient poursuivre leurs objectifs sans soutien réciproque, mais la coopération offrait tant aux unes qu'aux autres de plus grands avantages. On voit ici que la BM n'a sollicité la protection de l'empire britannique que lorsque l'évangélisation des autochtones s'est heurtée à la résistance des Ashanti. On voit aussi à quel point elle disposait d'un bon réseau international, y compris sur le plan politique, puisqu'elle a même pu défendre devant la Chambre des communes britannique ses intérêts de société missionnaire suisse. Selon l'historien Peter Haenger, les missionnaires étaient « conscients de l'alliance contre-nature de la Bible et des canons

[...], mais n'en éprouvaient pas la moindre culpabilité ». Ils se voyaient, notamment, comme le visage moral de la colonisation.

Mission de conversion et de civilisation

Comme beaucoup d'autres, la Mission de Bâle s'était aussi donné pour la Côte-de-l'Or une mission civilisatrice. En particulier, l'« éducation au travail » que pratiquaient les missionnaires était censée transmettre les valeurs de la civilisation chrétienne. Une conversion au christianisme, considéré comme un niveau de civilisation supérieur, n'était selon eux possible qu'en lien avec une vie « laborieuse » et abstinente suivant les préceptes des sociétés missionnaires, qui prônaient également des valeurs telles que la propreté, la morale, la décence vestimentaire, une répartition donnée des rôles entre les sexes, etc. Les missionnaires agissaient en représentants convaincus d'une religion et d'une culture protestantes propres à l'Europe de l'Ouest, qu'ils jugeaient supérieures. Leur enseignement scolaire fondé sur la Bible était, entre autres, un outil essentiel pour convertir le plus rapidement possible les écoliers au christianisme. Selon l'historienne Karolin Wetjen, mission de conversion et mission de civilisation étaient pratiquement indissociables et véhiculaient des valeurs spécifiquement chrétiennes et européennes.

En contrepartie, l'éducation scolaire missionnaire, qui transmettait des compétences de base européennes comme la lecture et l'écriture, a permis à la population indigène de s'élever socialement au sein des structures administratives coloniales, dans le commerce international ou dans l'industrie coloniale. Les écoles missionnaires ont en définitive donné naissance à une classe d'intellectuels, dont les représentants se sont révoltés contre le colonialisme et ont conduit au XX^e siècle leur pays à l'indépendance (on peut citer, comme exemples célèbres, Nelson Mandela ou Kwame Nkrumah). L'action missionnaire apparaît donc clairement ambivalente.

Documentation des cultures locales

Il existe aussi de nombreux exemples de rencontre respectueuse, notamment dans le domaine du transfert culturel : les missionnaires ont documenté les sociétés et les cultures locales par les écrits et la photographie. Anna Wuhrmann, active au Cameroun pour la BM de 1911 à 1915, est une de ces photographes ayant fait preuve de respect. Sur la Côte-de-l'Or comme dans de nombreuses autres régions, les missionnaires ont rédigé avec leurs collaborateurs locaux des traductions de la Bible en langues indigènes ainsi que des dictionnaires de langues transmises oralement. D'un point de vue actuel, ils ont ainsi contribué de façon déterminante à la transmission du savoir (oral) sur les biens culturels matériels et immatériels de ces peuples. Les photographies et autres documents historiques de la BM, que Mission 21 conserve dans ses archives de recherche, sont, pour de nombreux chercheurs de pays d'Afrique et d'Asie, des sources écrites et visuelles – très convoitées en raison de leur rareté – de leur propre histoire.

Cependant, là aussi, l'histoire révèle toute son ambivalence et sa complexité. Car les rapports réguliers que les missionnaires rédigent par la suite à Bâle pour solliciter des dons et qui sont diffusés dans des revues et des tracts desti-

nés au public germanophone font certes état de pays et de sociétés inconnus, mais ils sont souvent écrits dans une perspective eurocentriste et présentent le missionnaire blanc chrétien, sa culture et sa religion comme supérieurs. Nous trouvons des jugements de valeur de ce type, ou des dévalorisations de l'autre, cet « inconnu », dans les revues missionnaires historiques, qui opposaient par exemple les chrétiens aux « païens » ou les « civilisés » à ceux qui ne le seraient pas. Ces publications diffusaient parfois des représentations discriminatoires et racistes des personnes issues de cultures extra-européennes. On y trouve aussi des descriptions dévalorisantes de croyances, de structures sociales et de pratiques culturelles locales qu'il importerait de remplacer par la foi chrétienne. C'est là une forme d'impérialisme culturel qui, à partir du milieu du XIX^e siècle, a trouvé une autre expression dans ce qu'il est convenu d'appeler le racisme scientifique. Quand bien même les missionnaires défendaient des opinions largement répandues à l'époque, nous avons à cet égard, en tant qu'ancienne société missionnaire, une douloureuse responsabilité historique envers nos partenaires dans les régions concernées. Car les effets structurels de cette distinction discriminatoire entre l'« Occident » et le « reste du monde » se font sentir aujourd'hui encore.

Dialogue avec les chercheurs africains et asiatiques

Mission 21 estime qu'il est de sa responsabilité d'analyser scientifiquement cet héritage historique et de réfléchir de façon transparente à sa signification présente. Par sa gestion des archives de la Mission de Bâle, Mission 21 apporte depuis des décennies une importante contribution à la recherche sur les effets culturels, sociaux et politiques de l'activité missionnaire dans le monde, comme en témoigne une longue liste de travaux de recherche réalisés sur tous les conti-

À partir de 2021, Mission 21 a organisé en outre une série de webinaires publics proposant une analyse scientifique critique de l'histoire complexe et de l'héritage de la Mission de Bâle dans le contexte du colonialisme (cf. www.mission-21.org/mission-colonialism-revisited). À cet égard, le dialogue avec les chercheurs des anciennes régions missionnaires d'Afrique et d'Asie est essentiel pour comprendre comment les structures de pouvoir inégalitaires, le racisme et la discrimination ont été façonnés historiquement et persistent aujourd'hui encore dans les relations avec nos organisations partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il importe qu'il en résulte un processus d'apprentissage et d'action qui ne répète pas les erreurs du passé, mais renforce les indéniables aspects positifs du travail missionnaire réalisé par le passé, tels que les échanges entre les cultures et la solidarité planétaire.

Telle est notre approche, en tant que communauté d'apprentissage internationale, dans des forums d'échange sur des sujets tels que les déséquilibres de pouvoir dans la coopération au développement ou le racisme dans l'Église. Elle implique aussi de réfléchir à notre position privilégiée d'employés blancs, en majorité européens, d'une ONG issue d'un pays occidental industrialisé, qui profite également de l'exploitation économique et culturelle des sociétés du Sud. C'est par un dialogue continu que nous pourrions nous rapprocher de notre but, celui de sociétés pacifiques et inclusives pour un développement durable, conformément aux objectifs de l'ONU (ODD 16+). À cette fin, il est essentiel d'entretenir des relations équitables et durables avec nos partenaires des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

*Claudia Buess est responsable de la formation auprès de Mission 21.
Claudia.Buess@mission-21.org*

NOTES ET BIBLIOGRAPHIE PAGE 56

Rivisitazione critica delle missioni e del colonialismo

Nel XIX e all'inizio del XX secolo, gli interessi delle società missionarie si intrecciavano spesso e volentieri con quelli delle potenze coloniali. Mission 21, un'organizzazione religiosa di cooperazione allo sviluppo, si è chiesta come gestire questa eredità ambivalente e quali insegnamenti trarne.

Claudia Buess

Nel XIX secolo la Missione di Basilea (fondata nel 1815), da cui discende l'odierna Mission 21, è stata una delle prime e maggiori società missionarie protestanti d'Europa e ha istituito chiese cristiane in Africa e Asia. Per fornire risposte nel presente, abbiamo deciso di affrontare in modo differenziato il passato nella sua complessità.

La storia dell'attività missionaria europea nel mondo riferisce in egual misura di incontri rispettosi e di arroganza eurocentrica o persino di razzismo. Il rapporto tra missioni e colonialismo era complesso e variava in base al contesto storico e geografico, nonché all'atteggiamento dei singoli attori. Ad esempio, attorno al 1828 la Missione di Basilea voleva estendere la sua attività nella Costa d'Oro, l'odierno Ghana, fino al regno degli Ashanti all'interno del Paese¹¹⁵. Visti gli inizi tutt'altro che promettenti¹¹⁶, la speranza era che l'Impero britannico colonizzasse anche l'entroterra, oltre alla costa, e proteggesse così le nuove comunità cristiane. Nel 1865 venne addirittura inviato a Londra il missionario Elias Schrenk perché agisse da lobbista alla Camera dei comuni, ma senza successo. Dopo una lunga guerra, nel 1874 i Britannici sconfissero il re Ashanti e stabilirono formalmente il loro dominio coloniale anche sull'entroterra della Costa d'Oro. La sconfitta segnò una svolta traumatica per gli Ashanti. Il

loro regno si sfaldò in distretti, in parte autonomi, come quello di Kwawu, che diede alla Missione di Basilea il permesso di praticare l'evangelizzazione sul suo territorio all'interno del Paese.

Questo esempio illustra la diffusa interconnessione tra società missionarie e potenze coloniali nel XIX e all'inizio del XX secolo. I missionari beneficiavano della sicurezza e della stabilità fornite dalle strutture governative coloniali. In realtà, sia le missioni sia gli Stati colonialisti erano in grado di perseguire i loro obiettivi senza il rispettivo sostegno, ma cooperare era più vantaggioso per entrambi. Come spiegato nell'esempio, la Missione di Basilea chiese la protezione dell'Impero britannico soltanto quando l'evangelizzazione della popolazione locale si scontrò con la resistenza degli Ashanti. Che una società missionaria svizzera abbia potuto difendere i propri interessi persino di fronte alla Camera dei comuni britannica dimostra quanto fossero buoni i suoi contatti internazionali e politici. Secondo lo storico Peter Haenger, i missionari erano consapevoli dell'empietà dell'alleanza tra Bibbia e cannoni, ma non avvertivano per questo alcun senso di colpa. Si consideravano tra l'altro il volto morale della colonizzazione.

Missione di evangelizzazione e missione civilizzatrice

Come molte missioni, anche quella di Basilea si era data il mandato di civilizzare la Costa d'Oro. In particolare, l'«educazione al lavoro» praticata dai missionari era intesa a trasmettere i valori della civiltà cristiana. La conversione al cristianesimo, considerato un livello più elevato di civiltà, era possibile soltanto se accompagnata da una vita dedicata al lavoro e all'astinenza come prescritto dalle società missionarie, che esigevano altresì valori come la pulizia, la moralità, un determinato abbigliamento, un preciso sistema di genere ecc. I missionari agivano come rappresentanti convinti della religione protestante e della cultura dell'Europa occidentale, che reputavano superiori. L'insegnamento scolastico impartito sulla base della Bibbia era, tra gli altri, uno strumento fondamentale per convertire il più rapidamente possibile gli scolari al cristianesimo. La missione di evangelizzazione e la missione civilizzatrice erano, secondo la storica Karolin Wetjen, praticamente inscindibili e veicolavano valori specificamente cristiano-europei.

In contropartita l'istruzione scolastica missionaria, che insegnava discipline culturali europee come la lettura e la scrittura, consentiva alla popolazione locale di progredire socialmente in seno

alle strutture amministrative coloniali, nel commercio internazionale o nell'industria nelle colonie. Le scuole missionarie hanno in definitiva prodotto una classe di intellettuali i cui rappresentanti si sono poi ribellati al colonialismo e nel XX secolo hanno guidato i loro Paesi d'origine verso l'indipendenza (Nelson Mandela e Kwame Nkrumah ne sono esempi illustri). L'ambivalenza dell'azione missionaria diventa così palese.

Documentazione delle culture locali

Vi sono tuttavia anche numerosi esempi di incontri rispettosi, soprattutto nell'ambito del trasferimento culturale. I missionari documentavano infatti le società e le culture locali con testi e immagini. Una fotografia rispettosa è stata ad esempio Anna Wuhrmann, attiva per conto della Missione di Basilea in Camerun dal 1911 al 1915. Sulla Costa d'Oro e in molti altri territori in cui operavano, i missionari realizzarono insieme ai loro collaboratori indigeni traduzioni della Bibbia nelle lingue locali ed elaborarono vocabolari degli idiomi trasmessi oralmente, contribuendo così in misura importante a tramandare fino ai giorni nostri la conoscenza (orale) di un patrimonio culturale materiale e immateriale. I documenti storici e le fotografie della Missione di Basilea custoditi nell'archivio di Mission 21 sono testimonianze molto ambite da tanti ricercatori africani e asiatici, perché costituiscono rare fonti scritte e visive del loro passato.

Ma anche su questo punto la storia si presenta in tutta la sua ambivalente complessità. I rapporti che i missionari inviavano periodicamente a Basilea, dove venivano rielaborati e pubblicati nell'area germanofona in riviste e trattati ai fini della raccolta fondi, riferivano sì di Paesi e società sconosciuti, ma spesso da una prospettiva eurocentrica che dipingeva come superiori il missionario bianco cristiano e la sua cultura e religione. Nelle riviste missionarie storiche troviamo infatti valutazioni, o meglio svalutazioni dell'«altro» sconosciuto: basti pensare alla dicotomia cristiani/pagani o

Come ex società missionaria abbiamo una dolorosa responsabilità storica nei confronti dei nostri partner nei territori su cui un tempo operava la missione.

civili/incivili. Le pubblicazioni missionarie diffondevano rappresentazioni in parte discriminatorie e razziste delle persone di cultura extraeuropea. Vi si trovavano descrizioni svilenti di sistemi di credenze, strutture sociali e pratiche culturali locali che avrebbero dovuto essere sostituite dalla fede cristiana. Si tratta di una forma di imperialismo culturale che dalla metà del XIX secolo ha trovato un'ulteriore espressione nel razzismo scientifico. Nonostante i missionari fossero autori di opinioni all'epoca molto diffuse, come ex società missionaria abbiamo una dolorosa responsabilità storica nei confronti dei nostri partner nei territori su cui un tempo operava la missione. Le ripercussioni strutturali della distinzione discriminatoria tra «the West» (l'Occidente) e «the Rest» (il resto) sono tutt'oggi percepibili.

Dialogo con ricercatori di Africa e Asia

Mission 21 considera sua responsabilità analizzare scientificamente questa eredità storica e comunicare in modo trasparente la sua portata per il presente. Con la gestione dell'archivio della Missione di Basilea, sta fornendo da decenni un importante contributo alla ricerca sull'impatto culturale, sociale e politico dell'attività missionaria globale, come testimonia il lungo elenco di lavori di ricerca da tutto il mondo.

Dal 2021, Mission 21 organizza inoltre una serie di webinar pubblici che trattano dal punto di vista scientifico e con spirito critico la complessa storia e l'eredità della Missione di Basilea nel contesto del colonialismo (cfr. www.mission-21.org/mission-colonialism-revisited).

Il dialogo con ricercatori dei territori di Africa e Asia su cui un tempo operava la missione è fondamentale per comprendere come squilibri di potere, razzismo e discriminazione abbiano radici storiche che sopravvivono nelle relazioni con le nostre organizzazioni partner in Africa, Asia e America latina. L'obiettivo è dare vita a un processo di apprendimento e azione che porti a non ripetere gli errori del passato e rafforzi gli aspetti indiscutibilmente positivi dell'attività missionaria storica, come lo scambio interculturale e transculturale, e la solidarietà globale.

Come comunità di apprendimento internazionale, ci impegniamo per questo obiettivo in forum di scambio su temi come gli squilibri di potere nella cooperazione allo sviluppo o il razzismo nella Chiesa. S'inserisce in questo contesto anche la riflessione sulla nostra posizione privilegiata di dipendenti perlopiù bianchi europei di un'ONG con sede in un Paese industrializzato occidentale che trae vantaggi dallo sfruttamento economico e culturale delle società del Sud Globale. In un dialogo permanente possiamo avvicinarci all'obiettivo delle società pacifiche e inclusive, orientate allo sviluppo sostenibile secondo gli Obiettivi di sviluppo sostenibile dell'ONU (OSS 16+). Relazioni paritarie e solide con i partner in Africa, Asia e America latina ne sono la condizione sine qua non.

*Claudia Buess è responsabile degli eventi di formazione presso Mission 21.
Claudia.Buess@mission-21.org*

NOTE E BIBLIOGRAFIA PAGINA 56

FUSSNOTEN / NOTES / NOTE

- ¹¹¹ Die Asante waren damals ein 200 Jahre alter westafrikanischer Reichsverband von 60 Städten, an oberster Spitze stand der Asantehene, der Asante-König. Sie leisteten Widerstand gegen die Invasion der britischen Krone.
- ¹¹² Der Asante-König und viele seiner Fürsten stuften die Mission als fremdkulturellen Einfluss ein, weil die missionarische Doktrin die Abschaffung der Polygamie, der Sklavenhaltung und der rituellen Tötungen forderte, welche das Rechts- und Wirtschaftssystem der Gesellschaft Asantes von Grund auf umgestaltet hätten. Dennoch gab es Einheimische, die zum Christentum konvertierten und sich in christlichen Gemeinden zusammenfanden.
- ¹¹³ Les Ashanti formaient alors depuis deux siècles en Afrique de l'Ouest un empire fédérant 60 villes-États, dont le chef suprême était l'Asantehene, ou roi des Ashanti. Ils résistèrent à l'invasion de la couronne britannique.
- ¹¹⁴ Le roi Ashanti et nombre de ses princes ont vu dans la mission une influence culturelle étrangère, car la doctrine missionnaire prônait l'abolition de la polygamie, de l'esclavage et des mises à mort rituelles, ce qui aurait bouleversé de fond en comble le système juridique et économique de la société Ashanti. Néanmoins, certains autochtones se sont convertis au christianisme et se sont regroupés en paroisses chrétiennes.
- ¹¹⁵ All'epoca gli Ashanti, o Asante, che si batterono contro l'invasione della Corona britannica, erano una popolazione che da 200 anni viveva in un regno dell'Africa occidentale costituito da 60 Città e guidato dall'Asantehene, il re.
- ¹¹⁶ Il re Ashanti e molti dei suoi principi giudicavano la missione un'influenza culturale straniera, perché la dottrina missionaria chiedeva l'abolizione della poligamia, della schiavitù e delle uccisioni rituali, ossia un mutamento radicale del sistema giuridico ed economico della società Ashanti. Ci furono comunque indigeni che si convertirono al cristianesimo e si riunirono in comunità cristiane.

BIBLIOGRAFIE / BIBLIOGRAPHIE / BIBLIOGRAFIA

Haenger, Peter. *Die Basler Mission im Spannungsbereich afrikanischer Integrationsversuche und europäischer Kolonialpolitik*. 1989.

Wetjen, Karolin. Mission und Zivilisierung. Koloniale Grenzziehungen des Religiösen um 1900. Intervento al webinar di Mission 21. 19.5.2022 https://www.mission-21.org/fileadmin/Webseite_Mission_21/Bildungsangebot/Veranstaltungen_Archiv/Mission_und_Zivilisierung.pdf

<https://www.mission-21.org/was-wir-tun/forschung/forschungsarchiv/>

Bande dessinée : des missionnaires romands au Mozambique

La bande dessinée, genre littéraire souvent mésestimé, est une formidable machine à raconter des histoires. Elle est également un excellent médium pour revisiter l'Histoire avec un grand H. Preuve en est avec *Capitão*, paru en 2019 aux Éditions Antipodes.

Samuel Jordan

Dans cet ouvrage de belle facture, les auteurs Yann Karlen et Stefano Boroni remettent au jour le rôle méconnu du missionariat réformé romand en Afrique entre les XIX^e et XX^e siècles.

On le sait : le processus de colonisation européenne a eu deux facettes : une conquête matérielle et un assujettissement spirituel. D'une part, des colons s'appropriant des terres indigènes. D'autre part, une Église occidentale convertissant les colonisés aux lumières de la civilisation judéo-chrétienne. *Capitão* est une étonnante fiction qui retrace cette conquête des esprits. Librement inspiré de plusieurs trajectoires d'évangélistes, ce récit explore le passé missionnaire helvétique en Afrique australe. Il rappelle également que la Suisse – même si elle n'a pas possédé de colonies – a participé à l'entreprise de domination d'une partie du monde sur l'autre. L'histoire transporte le lecteur au Mozambique colonial, occupé par la couronne portugaise et l'Église catholique. C'est dans ce contexte plutôt hostile que sont envoyés à partir de 1870 des émissaires de l'Église protestante libre du canton de Vaud.

La Mission romande prospère : à la fin du XIX^e siècle, elle compte 13 couples

missionnaires et 6 femmes aides-missionnaires actifs sur 7 stations situées entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Ce sont principalement des érudits, médecins, scientifiques ou agronomes. Animés d'un double dessein – propager la foi chrétienne, tout en partageant leurs connaissances –, ces messagers célestes réformés doivent affronter la défiance des occupants catholiques. Ils sont aussi les témoins volontaires de l'âpreté du régime colonial et des luttes autochtones intestines.

Certains d'entre eux, profitant de leur rôle d'*outsiders*, tissent des liens de confiance durables avec les populations locales animistes. L'un d'eux, Georges-Louis Liengme, devient par exemple médecin à la cour du roi Gungunhane. Henri Alexandre Junod contribue par ses écrits scientifiques de référence à la connaissance de la civilisation mozambicaine. Un autre, André Clerc, prend sous son aile le jeune Eduardo Mondlane, et lui finance des études. L'intellectuel rejoindra plus tard en 1962 le Front national du Mozambique, dont il deviendra le premier président. Jugée trop proche des colonisés, la Mission romande finira par être expulsée du Mozambique par la monarchie portugaise.

Finement croquée en noir et blanc, cette belle création a pour point de départ une taverne de Maputo : un missionnaire suisse à la dérive raconte sa vie à un serveur très curieux. Le vieil homme n'est plus qu'un fantôme alcoolisé : il a perdu sa foi et toute espérance en l'humanité. La suite est un surprenant patchwork qui raconte – de manière allégorique et lyrique – des rencontres humaines plutôt qu'une évangélisation à tout prix. Selon l'écrivain mozambicain Mia Couto, *Capitão* permet de sauvegarder ce pan de mémoire : « On cherche aujourd'hui à imposer une vision simpliste et manichéenne de l'histoire coloniale. Celle-ci permet en Europe d'alléger la culpabilité collective et, en Afrique, aide les élites locales à perpétuer un discours de victimisation et à transférer les responsabilités ». Pour ceux qui souhaitent approfondir le sujet, l'ouvrage est complété d'un cahier explicatif qui ne fait pas l'impasse sur les zones d'ombres de la Mission romande en Afrique.

> Yann Karlen/Stefano Boroni, *Capitão*, Éditions Antipodes.

Comic: Die Westschweizer Mission in Mosambik

Mit Comics, einem oft unterschätzten literarischen Genre, lassen sich nicht nur wunderbar Geschichten erzählen, sie eignen sich auch hervorragend, um historische Ereignisse neu aufzurollen. Ein gutes Beispiel dafür ist *Capitão*, erschienen 2019 bei Éditions Antipodes.

Samuel Jordan

In diesem sorgfältig ausgeführten Werk beleuchten die Autoren Yann Karlen und Stefano Boroni die unbekanntere Rolle der evangelisch-reformierten Westschweizer Mission in Afrika im 19. und 20. Jahrhundert.

Wir wissen es: Mit der Kolonisation verfolgte Europa zwei Ziele: die materielle Eroberung und die geistige Unterwerfung. Indigene Gebiete wurden in Besitz genommen und die kolonisierte Bevölkerung durch westliche Kirchen im Sinne der jüdisch-christlichen Zivilisation bekehrt. *Capitão* zeichnet diese Eroberung des Geistes nach. Inspiriert von Biografien evangelischer Missionarinnen und Missionare erforscht die literarische Fiktion die missionarische Vergangenheit der Schweiz im Südlichen Afrika. Sie erinnert daran, dass die Schweiz – auch wenn sie nie Kolonien besessen hat – an der Unterdrückung eines Erdteils beteiligt war. Wir lesen eine Geschichte, die im kolonialisierten Mosambik während der Besetzung durch die portugiesische Krone und die katholische Kirche spielt. In dieses feindliche Umfeld schickt die Waadtländer Freikirche ab 1870 ihre Missionarinnen und Missionare.

Die Westschweizer Mission wächst und zählt Ende des 19. Jahrhunderts dreizehn missionierende Paare und sechs Hilfsmissionarinnen an sieben Stand-

orten von Mosambik bis Südafrika. Es sind hauptsächlich Intellektuelle und Gelehrte, insbesondere aus Medizin und Agronomie, angetrieben von der doppelten Absicht, den christlichen Glauben zu verbreiten und ihr Wissen zu teilen. Die reformierten Religionsbringer sehen sich allerdings mit dem Misstrauen der katholischen Besetzer konfrontiert. Und sie beobachten das rigide koloniale Regime und die internen Kämpfe der lokalen Bevölkerung genau.

Einige der Missionarinnen und Missionare nutzen ihre Aussenseiterrolle und schaffen nachhaltig Vertrauen zwischen den verfeindeten Gruppen. Georges-Louis Liengme etwa wird Hofmediziner von König Gungunhana. Henri Alexandre Junod trägt mit seinen Schriften, die zur wissenschaftlichen Referenz werden, zum Wissen über die Zivilisation von Mosambik bei. André Clerc wiederum setzt sich für den jungen Eduardo Mondlane ein und bezahlt dessen Studium. 1962 wird der intellektuelle Mondlane zum ersten Präsidenten der mosambikanischen Befreiungsfront. In den Augen der portugiesischen Krone allerdings steht die Westschweizer Mission der kolonisierten Bevölkerung zu nahe: Sie wird schliesslich aus Mosambik ausgewiesen.

Die in Schwarz-Weiss skizzierte Geschichte beginnt in einer Taverne in Maputo: Ein verwirrter Schweizer Missionar erzählt dem äusserst interessierten Kellner aus seinem Leben. Der betrunkene alte Mann ist ein Schatten seiner selbst: Seinen Glauben und das Vertrauen in die Menschheit hat er verloren. Es folgt ein überraschendes Patchwork, das in einer allegorischen, lyrischen Erzählung vor allem menschliche Begegnungen und weniger eine aufgezwungene Evangelisierung zeigt. Wie der mosambikanische Schriftsteller Mia Couto sagt, gelingt es *Capitão*, diesen Teil der Erinnerung festzuhalten: «Man versucht heute, eine vereinfachte, manichäische Betrachtung der Kolonialgeschichte durchzusetzen. Diese Betrachtungsweise macht in Europa die kollektive Schuld leichter, während sie in Afrika den lokalen Eliten dazu dient, einen Opferdiskurs aufrechtzuerhalten und die Verantwortung von sich zu weisen.»

Zur Vertiefung der Thematik enthält die Ausgabe ein erklärendes Zusatzheft, das auch die Schattenseiten der Westschweizer Mission nicht auslässt.

> Yann Karlen/Stefano Boroni, *Capitão*, Éditions Antipodes.

Fumetti: missionari romandi in Mozambico

I fumetti, genere letterario spesso sottovalutato, costituiscono una straordinaria macchina narrativa e anche un ottimo mezzo di comunicazione per rileggere la storia con la S maiuscola. Ne è una prova «Capitão», pubblicato nel 2019 da Éditions Antipodes.

Samuel Jordan

In quest'opera di eccellente fattura, gli autori Yann Karlen e Stefano Boroni richiamano l'attenzione sul ruolo misconosciuto delle missioni riformate romande in Africa nel XIX e XX secolo.

Come noto, il processo di colonizzazione europea aveva un duplice carattere: la conquista materiale e l'assoggettamento spirituale. Da un lato, i coloni si sono appropriati dei territori indigeni, dall'altro le Chiese occidentali hanno cercato di convertire le popolazioni colonizzate ai lumi della civiltà giudaico-cristiana. «Capitão» è una storia sorprendente che ripercorre questi sforzi di proselitismo. Liberamente ispirato alle vicende di diversi evangelizzatori, il fumetto esplora la storia delle missioni elvetiche in Africa australe, ricordandoci che la Svizzera, pur non avendo avuto possedimenti coloniali, ha partecipato alla dominazione di una parte del mondo sull'altra. Il racconto si svolge nel Mozambico coloniale, sotto il dominio della corona portoghese e della Chiesa cattolica. È in questo contesto piuttosto ostile che, a partire dal 1870, la Chiesa evangelica libera del Cantone di Vaud invia i propri missionari.

La Missione romanda prospera: alla fine del XIX secolo, conta 13 coppie di missionari e sei ausiliarie che operano in sette centri tra il Mozambico e l'Africa del Sud. Si tratta principalmente di studiosi,

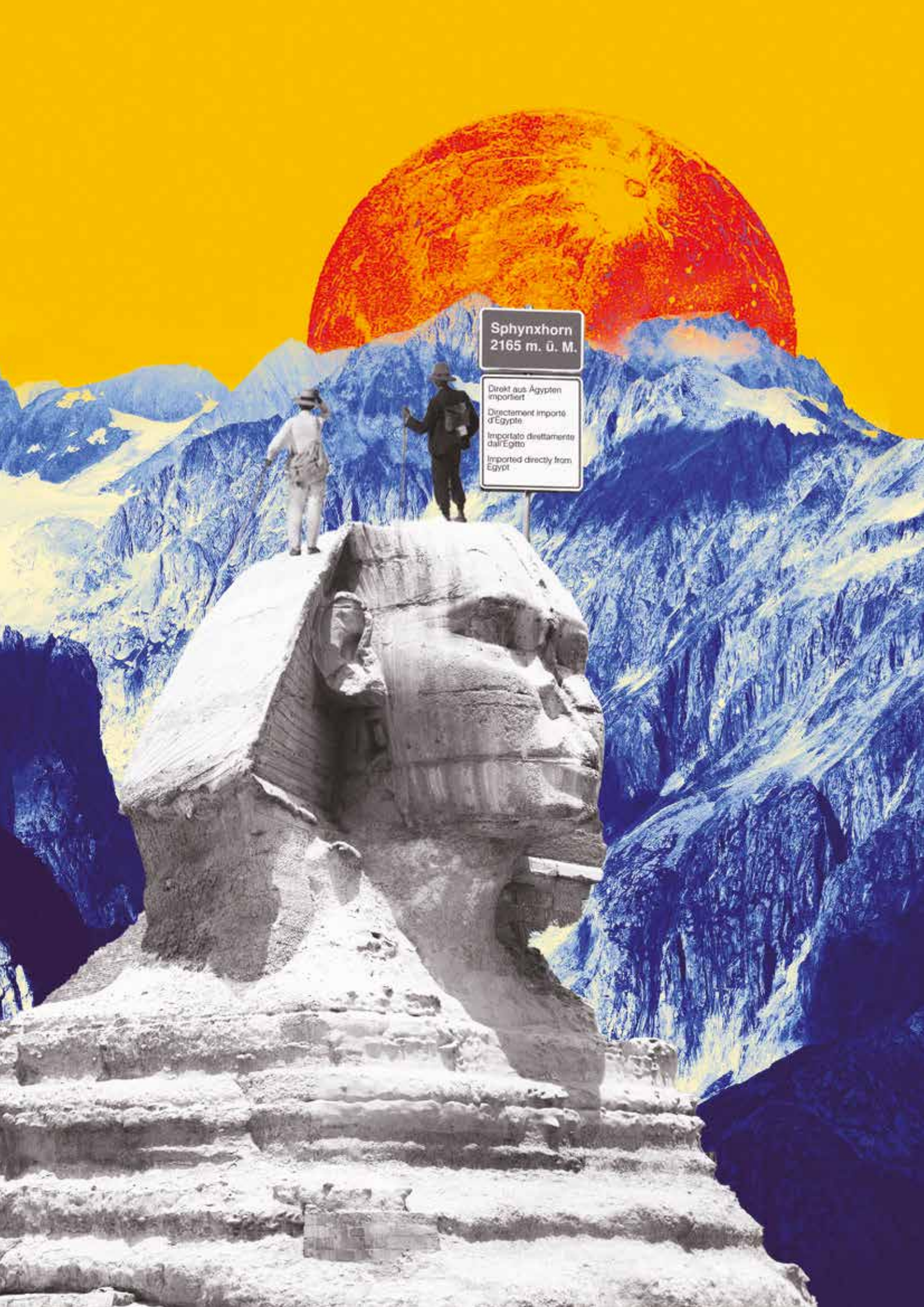
medici, scienziati e agronomi. Mossi da un duplice intento – diffondere la fede cristiana e condividere le proprie conoscenze – questi evangelizzatori riformati devono fare i conti con la diffidenza degli occupanti cattolici e sono inoltre testimoni volontari della crudeltà del regime coloniale e delle lotte intestine locali.

Alcuni di essi, approfittando del loro ruolo di outsider, allacciano rapporti di fiducia durevoli con le popolazioni locali animiste. Georges-Louis Liengme diventa ad esempio medico alla corte del re Gungunhane. Con i suoi studi pionieristici, Henri Alexandre Junod contribuisce alla scoperta della civiltà mozambicana. André Clerc, un altro missionario, prende sotto le sue ali e paga gli studi al giovane Eduardo Mondlane, intellettuale che nel 1962 si unisce al Fronte di liberazione del Mozambico, di cui diventerà il primo presidente. Giudicata troppo vicina alle popolazioni colonizzate, la Missione romanda finirà per essere espulsa dal Mozambico dalla monarchia portoghese.

La trama, illustrata in tavole finemente disegnate in bianco e nero, ha inizio in una taverna di Maputo: un missionario svizzero allo sbando racconta la propria vita a un cameriere molto curioso. Quest'uomo anziano è ormai ridotto a un fantasma alcolizzato che ha perso la fede e ogni briciolo di fiducia nell'uma-

nità. Il seguito costituisce un sorprendente patchwork che narra, in maniera allegorica e poetica, di incontri umani più che di un'evangelizzazione a ogni costo. Secondo lo scrittore mozambicano Mia Couto, «Capitão» permette di tramandare questo frammento di memoria. Couto ritiene che oggi si cerchi di imporre una visione semplicistica e manichea della storia coloniale, che in Europa consente di distogliere l'attenzione dalle responsabilità collettive e in Africa aiuta le élite locali a perpetuare un discorso vittimistico e a scaricare le responsabilità. Per coloro che desiderano approfondire il tema, l'opera è accompagnata da un inserto informativo storico che si sofferma sui lati oscuri della Missione romanda in Africa.

> Yann Karlen/Stefano Boroni, *Capitão*, Éditions Antipodes.



Sphynxhorn
2165 m. ü. M.

Direkt aus Ägypten
importiert

Directament importe
d'Egypte

Importato direttamente
dall'Egitto

Imported directly from
Egypt

«Die Dekolonisierung von Museen und Universitäten ist eine kolossale Aufgabe»

Die Kunsthistorikerin Noémie Etienne hat mit einem Forschungsteam die Spuren der Kolonialgeschichte in Museen und Archiven untersucht. Für eine echte Dekolonisierung braucht es aus ihrer Sicht auch eine strukturelle Veränderung von Arbeitsmethoden in den Institutionen.

Interview: Sylvie Jacquat und Theodora Peter

Viele Museen überprüfen ihre Bestände auf Kolonialismus. Worin wurzelt der Wille zur Dekolonisierung?

Noémie Etienne: Historisch, theoretisch, aber auch ganz konkret ist die Dekolonisierung mit dem Kampf der indigenen Völker um die Rechte an ihrem Land verbunden. Auch wenn der Begriff heute in verschiedenen Zusammenhängen und insbesondere in Museen verwendet wird, darf man nicht vergessen, dass der Kolonialismus immer noch eine treibende Kraft ist. Für viele indigene Völker ist die Realität weder postkolonial noch dekolonial. Die Zerstörung von Wohnstätten, Menschen und Kulturen, um Land und Ressourcen zum Zwecke der Wohlstandsvermehrung zu beschlagnahmen: Das sind aktuelle Realitäten. Der Beitrag von indigenen Aktivistinnen und Aktivisten, Kunstschaffenden und Intellektuellen ist entscheidend, um zu verstehen, dass die Dekolonisierung ein sehr konkretes, brennendes Thema ist und insbesondere die Rücknahme des Landes und der Vorfahren beinhaltet.

Was heisst dies konkret für die Kunst?

Im Bereich der Kunst und Kultur meint Dekolonisierung, die Spuren der Kolonialgeschichte aufzudecken, sie zu

verstehen und aktiv gegen deren Auswirkungen vorzugehen. Seit den 1970er-Jahren gibt es eine intellektuelle, künstlerische und literarische Bewegung, die zum Teil aus denselben Regionen kommt: Palästina, Indien, Nordafrika, Subsahara-Afrika oder den Antillen. Dort reflektiert eine Reihe von Denkerinnen und Denkern darüber, wie die Kolonialgeschichte beziehungsweise die koloniale Realität ihre Art, die Welt zu sehen, ihren Körper wahrzunehmen usw., verändert hat. Später kommt dazu eine Bewegung in Europa, bei der es darum geht, darüber nachzudenken und aufzuspüren, wie wir selbst auch Erben dieser Geschichte sind – und wie sie sich auswirkt auf unsere Art zu leben, zu sehen und uns zu verhalten.

Wie sprechen wir über «andere»? Wer spricht? Welche Geschichten werden erzählt? Welche Bilder vermitteln wir?

Welche Fragen stellen sich dabei?

Wie sprechen wir über «andere»? Wer spricht? Welche Geschichten werden erzählt? Welche Bilder vermitteln wir? Zunächst wurde die kritische Perspektive von Studierenden, Kunstschaffen-

den, Aktivistinnen und Aktivisten eingebracht. Institutionen wie Museen und Universitäten haben den Diskurs erst in den 2000er-Jahren aufgenommen. Dies geschieht manchmal auch unter dem Druck von Kulturschaffenden und Öffentlichkeit.

Die Schweiz verfügte selber über kein Imperium. Weshalb ist die Dekolonisierung der Museen trotzdem relevant?

Die Schweiz hatte kein Imperium, wie man es in Frankreich oder England findet. Aber mindestens seit dem 17. Jahrhundert waren Einzelpersonen an der Besetzung und Ausbeutung internationaler Gebiete beteiligt. Städte, die diese Geschichte noch immer widerspiegeln, finden sich etwa in Amerika: zum Beispiel «New Bern» in North Carolina, das auf ein Siedlungsprojekt zweier Berner zurückgeht, das von den lokalen Eliten unterstützt wurde. Entsprechende Zeichnungsbücher waren in unserer Ausstellung 2020–2021 *Exotic?* im Palais de Rumine in Lausanne zu sehen.

Der Kolonialismus ist nicht nur ein nationales Phänomen, sondern auch eine Geschichte von Personen und Netzwerken (Religion, Handel, Banken). Das

Schweizer Modell ist interessant, um den Begriff des Kolonialismus zu überdenken. Dies, indem man sich dessen verschiedenen Formen ansieht und nach unterschiedlichen Akteurinnen und Akteuren fragt: Söldner für fremde Armeen, Handlanger der grossen Handelsgesellschaften, Missionare usw. Man muss auch an die Folgen und die heutige Dauerhaftigkeit der Kolonialgeschichte denken, insbesondere in der Schweiz. Die Ausbeutungsverhältnisse zwischen dem Norden und dem Süden, die Logik der Rassenklassifizierung; All das ist nicht verschwunden.

Objekte zeigen uns Dinge, die nicht immer in schriftlichen Quellen zu finden sind.

Inwiefern geht die Debatte über den historischen Kolonialismus hinaus?

Heute öffnet sich die Diskussion nicht nur für den historischen Kolonialismus, sondern auch für den zeitgenössischen Begriff der Kolonialität. Kolonialität beschreibt ein Verhältnis von Macht, Herrschaft und Ausbeutung, welches auch ausserhalb des «offiziellen» Kolonialismus stattfinden kann. Wie bereits erwähnt ist die Realität in Amerika, im Pazifik oder im Nahen Osten kolonial. Der Kolonialismus ist nicht nur eine vergangene Realität.

Zudem bezieht sich die Idee der Kolonialität auch auf Machtverhältnisse, die sich beispielsweise gegen Frauen, die Natur oder bestimmte soziale Klassen richten. In der Ausstellung *Exotic?* haben wir auch untersucht, wie die Bauernschaft von den städtischen Eliten in der Schweiz im 18. Jahrhundert vertreten und manchmal ausgebeutet wurde. Es gibt auch Differenzen innerhalb von Ländern, soziale Brüche und Formen der Herrschaft – zum Beispiel zwischen dem Lebensraum der Städte und den Bergregionen.

Diese ungleichen Beziehungen können auch in kulturellen Einrichtungen stattfinden. Museen und Universitäten versuchen heute, diese Formen der Unterdrückung aufzuspüren und rückgängig zu machen. Viele Akteure und Akteurinnen denken beispielsweise über die Machtverhältnisse zwischen Professorinnen/Professoren und Mittelbau nach oder zwischen Kuratierenden, Konservatorinnen und Restaurator/-innen – wobei die beiden Letzteren in Museen manchmal weniger Anerkennung erhalten.

Wie sind koloniale Objekte in den Sammlungen von Schweizer Museen gelandet? Wer hat sie erworben?

Die Sammlungen, die sich heute noch in Schweizer Museen befinden, zeigen die Spuren ihrer jeweiligen Reisen. Im Forschungsprojekt *Exotic Switzerland?*, das wir – zusammen mit Claire Brizon, Chonja Lee, Patricia Simon und Etienne Wismer – von 2016 bis 2022 an der Universität Bern durchführten, gingen wir von den jeweiligen Sammlungen in den Depots aus. Einige waren noch nie zuvor erforscht oder gezeigt worden. Die Hunderten von Objekten, die wir gefunden haben, reichen von in Asien gesammelten Schuhen bis hin zu Naturgegenständen aus Lateinamerika. Sie zeugen von der kolonialen Geschichte der Schweizerinnen und Schweizer in der Welt.

Die Arbeit von Historikerinnen und Historikern hat in den letzten Jahrzehnten viel dazu beigetragen, die Rolle der Schweiz im kolonialen Kontext besser zu verstehen. Auch Disziplinen wie Kunstgeschichte und Anthropologie können eine wichtige Rolle dabei spielen, diese Geschichten zu beleuchten und zu erweitern, da sie mit Objekten arbeiten. Objekte verdeutlichen gewisse Dinge, die nicht immer in schriftlichen Quellen zu finden sind. Die interdisziplinäre Zusammenarbeit ist in diesem Zusammenhang sehr hilfreich. Schon der Gedanke, bestimmte *Taonga* des Pazifiks als «Objekte» zu bezeichnen, kann problematisch sein. Denn diese sind auch

Vorfahren und Geister – also alles andere als leblose Wesen.

Angelegt wurden einige Sammlungen auf Erkundungsreisen bestimmter Gebiete, die oft auf deren Besetzung und der Ausbeutung der Natur abzielten. Auch das Schweizer Militär spielte eine Rolle, und viele Schweizer arbeiteten als Söldner für ausländische Armeen. Andere Gegenstände wurden in Geschäften gekauft, sei es in der Schweiz oder über ein ganzes Netzwerk von Händlern, zum Beispiel in Frankreich, Holland oder England. All diese Gegenstände sind manchmal auch Fragmente der Schweizer Kolonialgeschichte.

Was beinhaltet die Dekolonisierung eines Museums?

Die Dekolonisierung von Museen und Universitäten ist eine kolossale Aufgabe, die nicht nur Willen, sondern auch Zeit und Geld erfordert. Es geht nicht einfach darum, am Ende einer Sonderausstellung ein Video hinzuzufügen, um die Sklaverei zu thematisieren. Oder einen afrikanischen Künstler einzuladen, der die Verantwortung übernimmt, die kritische Arbeit zu erledigen. Es ist wichtig, die Arbeitsmethoden sowie die in den Institutionen – auch in den Dauerausstellungen – behandelten Themen grundlegend zu verändern. Dies mit dem Ziel, die heute nach wie vor funktionierenden Herrschaftsstrukturen aufzuzeigen.

Neben Arbeit und Zeit erfordert dieser Prozess auch Bescheidenheit. Man muss akzeptieren, dass man sich irrt und Fehler macht. Das ist normal, und manchmal ist es schwierig, die im kulturellen und akademischen Umfeld seit langer Zeit eingeübte Logik zu durchbrechen. Die im Eiltempo durchgeführten Dekolonisierungsprojekte werfen Fragen auf. Es kommt mitunter zu einer Instrumentalisierung und Kapitalisierung der Kämpfe von Indigenen, Studierenden, Kunstschaffenden oder Aktivistinnen/Aktivisten durch Institutionen, die bis

dahin wenig Interesse an diesen Themen gezeigt hatten.

Es ist fraglich, ob es möglich ist, ein positives Ergebnis zu erzielen, wenn die Museen ihre Funktionsweise nicht ändern. Deshalb versuchen einige Institutionen heute, sich vom historischen Modell der Anhäufung von Reichtum zu verabschieden und sich ethischeren, kollaborativeren und nachhaltigeren Modellen zuzuwenden. Dieser Prozess betrifft nebst den Museen aber auch alle anderen Institutionen, namentlich die Hochschulen.

Wie müssen sich die Institutionen im Rahmen einer Dekolonisierung verändern?

Es lassen sich mehrere Wege skizzieren. Wichtig ist es, nicht an der Oberfläche und beim blossen Kommunikationseffekt («decolonial washing») stehen zu bleiben. Erstens gilt es, über die Organigramme nachzudenken, um die Teams zu diversifizieren und die Art und Weise der Führung zu hinterfragen: Wer ist beteiligt? Wer leitet? Wie werden Entscheidungen getroffen? Wie soll das geschehen?

Zweitens müssen Überlegungen zu allen Strukturen des Museums angestellt werden, auch zu denen, die nicht sichtbar sind, wie die Depots oder Lagerräume. Wer hat Zugang zu den Lagerräumen? Wie werden die Objekte behandelt? Sind die konservatorischen Bedingungen respektvoll und nachhaltig?

Drittens muss man andere Diskurse und Werte in die Institutionen tragen und sich fragen: Wer spricht dort? Welche Geschichten werden erzählt? Können andere Sichtweisen einbezogen werden? Heute wird die Unterscheidung zwischen «Subjekten» und «Objekten», «Kultur» und «Natur» immer wieder neu überdacht. Schliesslich müssen rassistische Fragen mit feministischen und ökologischen Herausforderungen verknüpft werden. Die Kolonialität zu entkräften,

bedeutet auch, Rassen-, Geschlechter- und Klassenfragen zu verschränken. Wie bereits erwähnt, muss dies auch in akademischen Kreisen geschehen. Denn auch dort bestehen Formen von Sexismus, Rassismus und Klassismus, die z. B. in Bewerbungsverfahren eine Rolle spielen können.

Was in den Depots der Museen aufbewahrt wird, zeugt von der Kolonialgeschichte, aber auch von ihrer Absenz.

Wie steht es um die Provenienzforschung und um die Rückgabe von Objekten?

Bei der Provenienzforschung müssen verschiedene Quellen miteinander verglichen werden: Inventare von Museen, Verkaufskataloge und die Untersuchung von Objekten. So gelingt es, die Wege eines Objekts nachzuvollziehen, zum Beispiel zwischen verschiedenen Auktionshäusern. Manchmal kann man mit etwas Glück den Weg bis zu der Gemeinschaft zurückverfolgen, welche die Gegenstände hergestellt hatte. Oft läuft die Suche aber auch ins Leere, weil die Quellen fehlen. Deshalb ist der Nachweis von Enteignungen oft schwierig und komplex. Stattdessen folgt man der Logik, den korrekten Erwerb der Sammlungen zu beweisen. Darüber hinaus betont die Kunsthistorikerin Claire Brizon in ihrem Buch *Collections coloniales* (2023), wie kollaborativ diese Arbeit sein kann. Wenn man mit den Kunstschaffenden der Herkunftsländer spricht und auch die mündlichen Erzählungen mit einbezieht, kann man zu vielen Informationen gelangen.

Zur Frage der Rückgabe: Die Schweiz hat einige Gegenstände bereits zurückgegeben und ist in diesem Bereich Vorreiterin. Es gibt jedoch nur wenige laufende Anträge auf Restitution von Kulturgütern. Dies wahrscheinlich deshalb, weil

die Schweiz nicht als wichtige Raubnation identifiziert wird.

Wie steht es um den Zugang zu Privatarchiven?

Dieser ist nach wie vor schwierig. Im Rahmen unseres Forschungsprojekts war es nicht einfach, Zugang zu Privatarchiven in der Stadt Neuenburg zu erhalten. Darüber hinaus muss man sich fragen, was in einem Archiv tatsächlich aufbewahrt wird. Die Archive der Schweizer Kolonialgeschichte stammen in der Regel von Personen, welche die kolonialen Unternehmungen getragen und unterstützt haben. Die Arbeit von Forschenden besteht heute auch darin, diese Quellen in Bezug auf ihre Lücken und ihre Einseitigkeit zu hinterfragen.

In der Ausstellung und dem Buch *Exotic?* versuchten wir, das Fehlen bestimmter Figuren zu thematisieren, zum Beispiel die der versklavten schwarzen Frauen. Ihre Geschichte zu erzählen ist schwierig, da die entsprechenden Quellen problematisch sind. In ähnlicher Weise haben auch Sammlungen eine Grenze. Was in den Depots der Museen aufbewahrt wird, zeugt von der Kolonialgeschichte, aber auch von ihrer Absenz. Bilder, Kleidung und Besitztümer der versklavten Menschen wurden kaum aufbewahrt. Die strukturelle Gewalt hat ihre Aufbewahrung verhindert. Manchmal hat sie sogar ihre Herstellung verhindert. Forschende müssen sich mit diesen Lücken auseinandersetzen und Strategien finden, um die Leerstellen zu thematisieren.

Noémie Etienne ist Kunsthistorikerin und seit 2023 Professorin an der Universität Wien. Von 2016 bis 2022 leitete sie an der Universität Bern das Forschungsprojekt Exotic Switzerland? Heute arbeitet sie an der Konservierung der Sammlungen und an den anthropologischen Abgüssen.
noemie.etienne@univie.ac.at

Benin Initiative Schweiz

Acht Schweizer Museen haben im Rahmen der 2021 gemeinsam lancierten Benin Initiative Schweiz (BIS) ihre Bestände unter die Lupe genommen. Dabei wurden gegen 100 Objekte identifiziert, die aus dem ehemaligen Königreich Benin im heutigen Nigeria stammen. Rund die Hälfte davon lassen sich mit dem Raubzug der britischen Kolonialarmee 1897 in Verbindung bringen. Bei der damaligen Plünderung des Königspalastes waren gemäss Schätzungen gegen 10 000 Objekte aus Messing, Elfenbein und Holz erbeutet worden. Über den Kunsthandel gelangten die sogenannten «Benin-Bronzen» in private und öffentliche Sammlungen – darunter auch in Schweizer Museen. Das BIS-Forschungsteam fand in insgesamt 53 Fällen Hinweise, wonach die betreffenden Objekte geplündert oder wahrscheinlich geplündert worden waren. Die Forschungsergebnisse zeigen weiter, dass acht Objekte direkt nach 1897 aufgekauft wurden. Der Grossteil der Bestände gelangte hingegen später über einen langen Zeitraum in die Schweizer Museen. Dabei spielten private Sammler sowie der internationale und Schweizer Kunstmarkt eine wichtige Rolle.

Obwohl es bislang keine Rückgabeforderungen an Schweizer Museen gab, zeigen sich die acht in der BIS zusammengeschlossenen Institutionen offen gegenüber einer Rückführung. Am 2. Februar 2023 unterzeichneten die BIS-Mitglieder und eine nigerianische Delegation in Zürich eine gemeinsame Erklärung (Joint Declaration of the Swiss Benin Forum) über eine Kooperation und den künftigen Umgang mit den

Benin-Sammlungen. Im Rahmen der kollaborativen Provenienzforschung soll auch die nigerianische Perspektive auf die Geschichte und Gegenwart der Benin-Objekte einbezogen werden. Für das Jahr 2024 sind in mehreren beteiligten Museen Satellitenausstellung geplant, um die Erkenntnisse der Forschung und den Prozess der Aushandlung des Umgangs einer breiteren Öffentlichkeit vorzustellen.

Zur BIS gehören folgende Museen: Bernisches Historisches Museum, Historisches und Völkerkundemuseum St. Gallen, Musée d'ethnographie de la Ville de Genève, Musée d'ethnographie de la Ville de Neuchâtel, Museum der Kulturen Basel, Museum Rietberg der Stadt Zürich, Museum Schloss Burgdorf, Völkerkundemuseum der Universität Zürich. Das Forschungsprojekt wurde vom Bundesamt für Kultur finanziell gefördert. (TP)

LINK

www.rietberg.ch/bis

« La décolonisation des musées et des universités, une tâche colossale »

L'historienne de l'art Noémie Etienne a étudié, avec une équipe de recherche, les traces de l'histoire coloniale dans les musées et les archives. Pour elle, une véritable décolonisation nécessite un changement structurel des méthodes de travail au sein des institutions.

Entretien réalisé par Sylvie Jacquat et Theodora Peter

De nombreux musées recherchent activement l’empreinte du colonialisme dans leurs collections. D’où vient cette volonté de décolonisation ?

Noémie Etienne : Sur le plan historique et théorique, mais aussi très concrètement, la décolonisation est liée à la lutte des peuples autochtones pour leurs droits territoriaux. Même si le terme est aujourd'hui utilisé dans différents contextes et notamment dans les musées, il ne faut pas oublier qu'en 2023, le colonialisme est toujours une force à l'œuvre. Pour de nombreux peuples autochtones, la période actuelle n'a rien de postcolonial, pas plus qu'elle ne témoigne d'une quelconque décolonisation. La destruction des habitations, des personnes et des cultures dans le but de confisquer terres et ressources et d'acquérir des richesses reste une réalité. L'engagement des activistes, des artistes et des intellectuels autochtones est essentiel pour montrer que la décolonisation est un sujet très concret et brûlant, qui implique pour ces personnes de retrouver leurs terres et de se reconnecter avec leurs ancêtres.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour l'art ?

Dans le domaine de l'art et de la culture, la décolonisation consiste à révéler les traces de l'histoire coloniale, à les comprendre et à lutter activement contre leurs effets. Depuis les années 1970, il existe un mouvement intellectuel, artistique et littéraire qui est particulièrement vivant en Palestine, en Inde, en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne ou dans les Antilles. Dans ces régions, un ensemble de personnes issues de milieux intellectuels se demandent comment l'histoire coloniale, ou plutôt la réalité coloniale, a modifié leur perception du monde, de leur corps, etc. Un mouvement plus tardif a également émergé en Europe, s'interrogeant sur ce qui fait de nous aussi les héritiers de cette histoire et comment celle-ci influe sur notre mode de vie, notre vision des choses et notre comportement.

Quelles questions faut-il se poser ?

Comment parlons-nous de l'« Autre » ? Qui a la parole ? Quelles sont les histoires racontées ? Quelles images produisons-nous ? Ce sont d'abord les milieux étudiants, les artistes et les activistes qui ont porté un regard critique. Les institu-

Comment parlons-nous de l'« Autre » ? Qui a la parole ? Quelles sont les histoires racontées ? Quelles images produisons-nous ?

tions comme les musées et les universités ne se sont emparées du sujet que dans les années 2000. Elles agissent parfois aussi sous la pression des acteurs culturels et de l'opinion publique.

La Suisse ne possédait pas d'empire. Pourquoi cette idée de décoloniser nos musées ?

La Suisse n'avait pas d'empire comme la France ou l'Angleterre. Mais dès le XVII^e siècle, si ce n'est avant, un certain nombre de Suisses ont participé individuellement à l'occupation et à l'exploitation de territoires internationaux. Certaines villes dans le monde en portent encore la marque : par exemple, la ville de « New Bern », en Caroline du Nord, est née d'un projet de colonisation de deux Bernois, qui étaient soutenus par les élites locales. Nous avons exposé plusieurs carnets de dessin témoignant de cette histoire dans le cadre de notre

exposition *Exotic?*, qui s'est tenue au Palais de Rumine, à Lausanne en 2020-2021.

Le colonialisme n'est pas seulement un phénomène national, c'est aussi une histoire de personnes et de réseaux (religieux, commerciaux, bancaires). Le cas de la Suisse est intéressant pour redéfinir la notion même de colonialisme, l'analyser sous toutes ses formes et considérer ses différents acteurs : les mercenaires d'armées étrangères, la main-d'œuvre des grandes sociétés de commerce, les missionnaires, etc. Nous devons aussi réfléchir aux conséquences de l'histoire coloniale et à la manière dont celle-ci se perpétue aujourd'hui, notamment en Suisse. Les rapports d'exploitation entre le Nord et le Sud, la logique de classification des races : tout cela existe encore bel et bien.

En quoi le débat dépasse-t-il la question du colonialisme historique ?

Aujourd'hui, le débat porte non seulement sur le colonialisme historique, mais aussi sur la notion plus contemporaine de colonialité. La colonialité décrit une relation de pouvoir, de domination et d'exploitation qui ne s'inscrit pas forcément dans le colonialisme « officiel ». Comme nous l'avons déjà mentionné, les sociétés d'Amérique, du Pacifique ou du Proche-Orient évoluent aujourd'hui dans une réalité toute coloniale. Ces phénomènes n'appartiennent pas seulement au passé.

Par ailleurs, l'idée de « colonialité » englobe d'autres rapports de pouvoir, par exemple la domination exercée sur les femmes, la nature ou certaines classes sociales. Dans l'exposition *Exotic?*, nous avons étudié la manière dont le monde paysan était représenté – et parfois exploité – par les élites des villes en Suisse au XVIII^e siècle. Il existe donc aussi des fractures sociales et des formes de domination au sein d'un pays. C'est le cas par exemple entre la population des villes et celle des montagnes.

On retrouve parfois aussi ces rapports de domination au sein des institutions culturelles. Les musées et les universités s'efforcent aujourd'hui de déceler et d'abolir ces formes d'oppression. Ainsi, une réflexion se développe sur les relations entre le corps professoral et le corps intermédiaire, ou entre les commissaires d'exposition et les personnes en charge de la médiation et de la conservation-restauration – ces deux dernières professions étant parfois moins reconnues dans les musées.

Certaines collections ont été constituées lors de voyages d'exploration, qui visaient souvent à occuper une région et à exploiter ses ressources naturelles.

Comment des objets coloniaux se sont-ils retrouvés dans les collections des musées suisses ? Qui en a fait l'acquisition ?

Les objets qui se trouvent encore aujourd'hui dans nos musées portent les traces de leur voyage. Dans le projet de recherche *Exotic?*, que j'ai dirigé en collaboration avec Claire Brizon, Chonja Lee, Patricia Simon et Etienne Wismer de 2016 à 2022 à l'Université de Berne, nous nous sommes basés sur les différentes collections conservées dans les dépôts. Certaines n'avaient jamais été étudiées ni exposées. Nous avons trouvé des centaines d'objets – des chaussures collectées en Asie à des objets naturels d'Amérique latine – témoignant de l'histoire coloniale suisse dans le monde.

Si, au cours des dernières décennies, la recherche historique a largement mis en lumière le rôle de la Suisse dans le phénomène colonial, d'autres disciplines comme l'histoire de l'art et l'anthropologie apportent un éclairage différent et permettent une compréhension plus vaste de ces histoires grâce à leur travail

avec des objets. Les objets soulignent certains aspects que l'on ne trouve pas toujours dans les sources écrites. La collaboration interdisciplinaire est donc très utile. Le fait de considérer certains *taonga* du Pacifique comme des « objets » peut être problématique, car ils incarnent aussi des ancêtres et des esprits, c'est-à-dire des êtres animés.

Certaines collections ont été constituées lors de voyages d'exploration, qui visaient souvent à occuper une région et à exploiter ses ressources naturelles. L'armée suisse a également joué un rôle, et de nombreux Suisses ont travaillé comme mercenaires pour des armées étrangères. D'autres objets ont été achetés dans des commerces en Suisse ou par le biais d'un vaste réseau de commerçants, par exemple en France, aux Pays-Bas ou en Angleterre. Certains de ces biens sont des fragments de l'histoire coloniale suisse.

Qu'implique la décolonisation d'un musée ?

La décolonisation des musées et des universités est une tâche colossale, qui demande non seulement de la volonté, mais aussi du temps et de l'argent. Elle ne consiste pas simplement à ajouter une vidéo à la fin d'une exposition temporaire pour y faire figurer le thème de l'esclavage, ou à inviter un artiste africain pour qu'il se charge lui-même du travail critique. Nous devons revoir en profondeur les méthodes de travail et les thèmes abordés – y compris dans les expositions permanentes – afin de mettre en évidence les structures de domination encore à l'œuvre aujourd'hui.

Outre du travail et du temps, ce processus exige de l'humilité. Il faut accepter de se tromper et de faire des erreurs. C'est normal, et il est parfois difficile de changer la logique qui s'est établie au fil du temps dans les milieux culturels et académiques. Les projets de décolonisation menés à la va-vite soulèvent des questions. On assiste parfois à

une instrumentalisation de la lutte des autochtones, des étudiants, des artistes ou des activistes par des institutions, qui capitalisent sur ces questions, lesquelles jusque-là ne les intéressaient que peu.

On peut se demander ce que les musées pourront bien accomplir s'ils ne changent pas leur mode de fonctionnement. C'est pourquoi certaines institutions tentent aujourd'hui de s'éloigner du modèle historique d'accumulation de richesses pour se tourner vers des modèles plus éthiques, plus collaboratifs et plus durables. Ce processus concerne les musées, mais aussi toutes les autres institutions, notamment les universités.

Comment les institutions doivent-elles évoluer dans le cadre d'une décolonisation ?

Elles peuvent agir à plusieurs niveaux. Il est important qu'elles ne se contentent pas d'un travail de surface et du simple effet de communication (*decolonial washing*). Premièrement, il faut que les institutions se penchent sur leur organisation afin de diversifier leurs équipes et de s'interroger sur la conduite en place : qui est impliqué ? Qui dirige ? Comment les décisions sont-elles prises ? Que faut-il faire ?

Deuxièmement, les musées doivent mener une réflexion sur toutes leurs structures, y compris celles qui ne sont pas visibles, comme les dépôts ou les réserves. Qui a accès à ces espaces ? Comment les objets sont-ils traités ? Les conditions de conservation sont-elles respectueuses et durables ?

Troisièmement, il faut changer de discours et véhiculer d'autres valeurs dans les institutions, en se demandant d'abord qui a la parole et quelles sont les histoires racontées. Est-il possible d'inclure d'autres points de vue ? Aujourd'hui, la distinction entre « sujets » et « objets », « culture » et « nature » est sans cesse reconsidérée. Enfin, nous devons faire des liens entre le racisme et les défis

féministes et écologiques. Déconstruire la « colonialité », c'est aussi chercher les recoupements entre les questions de race, de genre et de classe. Comme je l'ai évoqué, ce travail doit aussi avoir lieu dans le milieu académique. Des formes de sexisme, de racisme et de classisme y sont présents. Ces phénomènes sont à l'œuvre malheureusement dans certains recrutements, par exemple.

Qu'en est-il de la recherche de provenance et de la restitution des objets ?

La recherche de provenance implique de comparer plusieurs sources : les inventaires des musées, les catalogues de vente et l'examen des objets eux-mêmes. On parvient ainsi à retracer le parcours d'un objet, par exemple entre différentes maisons de vente aux enchères. Parfois, avec un peu de chance, on peut remonter jusqu'à la communauté qui l'a fabriqué. Mais dans bien des cas, faute de sources suffisantes, la recherche ne mène à rien. C'est pourquoi il est souvent difficile de prouver une spoliation. À la place, on cherche à montrer que les collections ont été acquises correctement. Dans son livre *Collections coloniales* (2023), l'historienne de l'art Claire Brizon montre que cela peut devenir un travail collaboratif. Il est possible de remonter à de nombreuses informations en échangeant avec les artistes des pays d'origine et en s'appuyant sur les récits oraux.

S'agissant de la restitution, la Suisse a déjà rendu certains objets et s'illustre ainsi dans ce domaine. Toutefois, les demandes à son adresse sont actuellement peu nombreuses, sans doute parce qu'elle n'est pas mise au rang des grands pays spoliateurs.

Est-il possible de s'appuyer sur les archives privées ?

Difficilement, même encore aujourd'hui. Dans le cadre de notre projet de recherche, il n'a pas été facile d'avoir accès aux archives privées de la Ville de

Neuchâtel. Du reste, il faut se demander ce que ces archives contiennent réellement. Les archives de l'histoire coloniale suisse sont en général produites par des personnes qui ont porté et soutenu les projets coloniaux. Aujourd'hui, le travail de la recherche consiste également à pointer les lacunes et les biais de ces sources.

Dans l'exposition *Exotic ?* et son livre, nous avons essayé de thématiser l'absence de certaines figures, par exemple celle des femmes noires réduites en esclavage. Il est difficile de raconter leur histoire, car les sources sont problématiques. De la même manière, les collections ont leurs limites. Ce qui est conservé dans les dépôts des musées témoigne de l'histoire coloniale, mais aussi de ce qu'elle a rendu invisible. Aujourd'hui, il ne reste que de très rares vêtements, images et possessions de personnes réduites en esclavage. La violence structurelle a empêché leur conservation, parfois même leur fabrication. La recherche doit se pencher sur l'absence de tels vestiges et trouver des stratégies pour thématiser l'intangible.

Noémie Etienne est historienne de l'art et professeure à l'Université de Vienne depuis 2023. De 2016 à 2022, elle a dirigé le projet de recherche « *Exotic Switzerland ?* » à l'Université de Berne. Elle travaille aujourd'hui sur la conservation des collections et sur les moulanges anthropologiques.
noemie.etienne@univie.ac.at

BIBLIOGRAPHIE

Exposition : Noémie Etienne, Chonja Lee, Claire Brizon, *Exotic ?*, Palais de Rumine, Lausanne, 2020-2021. Visite virtuelle : <https://www.archeotech.ch/fpcm/nzx8imbn384>

Noémie Etienne, Chonja Lee, Claire Brizon, Etienne Wismer (eds.), *Une Suisse exotique ?*, Zurich, Diaphanes, 2020

Claire Brizon, *Collections coloniales*, Genève, Seismo, 2023

Open Acces : <https://www.seismoverlag.ch/fr/daten/collections-coloniales/>

Initiative Bénin Suisse

Huit musées suisses ont passé leurs collections au crible dans le cadre de l'Initiative Bénin Suisse (IBS) lancée conjointement en 2021. Ils ont identifié une centaine d'objets en provenance de l'ancien royaume du Bénin, qui occupait jadis une partie de l'actuel Nigeria. Près de la moitié d'entre eux proviennent du pillage du palais royal commis par l'armée britannique en 1897, qui aurait dérobé à cette occasion près de 10 000 objets en laiton, en ivoire et en bois. Par le biais des marchands d'art, les « bronzes du Bénin » se sont ensuite retrouvés dans des collections privées et publiques, dont des musées suisses. Selon les indices récoltés par l'équipe de recherche de l'IBS, 53 de ces objets proviennent certainement ou probablement d'un pillage. En outre, les résultats indiquent que les musées suisses ont acquis huit objets directement après le pillage de 1897. Toutefois, c'est seulement ultérieurement, sur une longue période, qu'ils ont obtenu la majorité des pièces. Les collectionneurs privés et les marchands d'art suisses et étrangers ont joué un rôle important dans l'arrivée des objets dans notre pays.

Bien que les musées suisses n'aient reçu aucune demande de restitution jusqu'à présent, les huit institutions réunies au sein de l'IBS se montrent ouvertes à un rapatriement de leurs pièces. Le 2 février 2023, les membres de l'IBS et une délégation nigérienne ont signé à Zurich une déclaration commune de coopération réglant le traitement des collections béninoises (*Joint Declaration of the Swiss Benin Forum*). Dans le cadre de la recherche

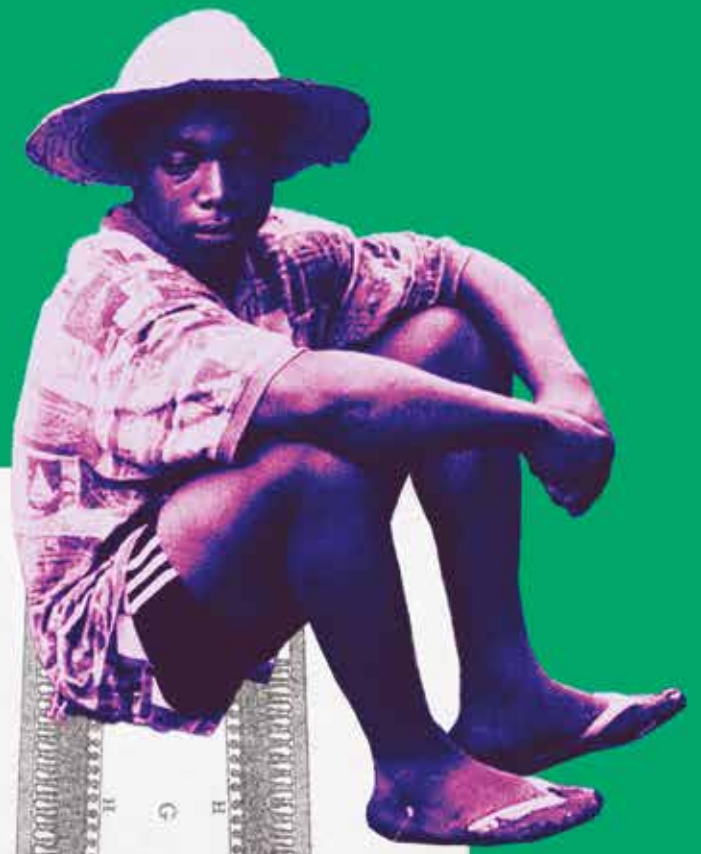
collaborative de provenance, il est en effet essentiel de prendre aussi en compte la perspective nigérienne sur l'histoire des objets béninois et leur importance actuelle. Des expositions satellites sont prévues en 2024 dans plusieurs musées partenaires, afin de présenter à un plus large public les résultats de la recherche et le processus de négociation lié à la gestion de ces œuvres.

Les musées faisant partie de l'IBS sont les suivants: le Musée d'histoire de Berne, le Musée d'histoire et d'ethnographie de Saint-Gall, le Musée d'ethnographie de la Ville de Genève, le Musée d'ethnographie de la Ville de Neuchâtel, le Musée des cultures de Bâle, le Musée Rietberg de la Ville de Zurich, le Musée du château de Berthoud et le Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich. Ce projet de recherche a obtenu le soutien financier de l'Office fédéral de la culture. (TP)

LIEN

www.rietberg.ch/fr/recherche/initiative-benin

FIG. IV. ▸



«La decolonizzazione dei musei e delle università è un'impresa titanica»

Insieme a un gruppo di ricerca, la storica dell'arte Noémie Etienne ha esaminato le tracce della storia coloniale in musei e archivi. Dal suo punto di vista, per una vera decolonizzazione occorre una modifica strutturale delle metodologie di lavoro delle istituzioni culturali.

Intervista a cura di Sylvie Jacquat e Theodora Peter

Numerosi musei stanno analizzando le proprie collezioni sotto il profilo dei retaggi colonialisti. Da dove scaturisce la volontà di decolonizzazione?

Noémie Etienne: Da un punto di vista storico, teorico, ma anche molto concreto, la decolonizzazione è legata alla lotta delle popolazioni indigene per la sovranità sulla propria terra. Anche se oggi questa nozione è utilizzata in diversi contesti, e specialmente nei musei, non va dimenticato che il colonialismo continua a giocare un ruolo determinante. Molte popolazioni indigene vivono una realtà né postcoloniale né decoloniale: la distruzione di insediamenti, persone e culture per confiscare terre e risorse allo scopo di accrescere il benessere – ecco la situazione odierna. Il contributo di attivisti, artisti e intellettuali indigeni è fondamentale per capire che la decolonizzazione costituisce un tema molto concreto e scottante che implica, in particolare, la riappropriazione della propria terra e della propria storia.

Tutto questo che cosa significa concretamente per l'arte?

Nell'ambito dell'arte e della cultura, decolonizzazione significa portare alla luce i lasciti della storia coloniale, comprenderli

e intervenire attivamente per combatterne gli effetti. Dagli anni 1970 è attivo un movimento intellettuale, artistico e letterario, radicato in parte nei territori delle ex colonie (Palestina, India, Africa settentrionale, Africa subsahariana, Antille), in cui intellettuali si interrogano su come la storia e la realtà coloniali abbiano modificato la loro visione del mondo, la percezione del proprio corpo ecc. In un secondo momento è stato affiancato da un movimento europeo che mira a riflettere e indagare su come anche noi siamo eredi di questa storia – e su come quest'ultima si ripercuote sul nostro modo di vivere e pensare e sul nostro comportamento.

Come parliamo degli «altri»? Chi ne parla? Quali storie raccontiamo? Quali immagini produciamo?

Quali interrogativi emergono in questo contesto?

Come parliamo degli «altri»? Chi ne parla? Quali storie raccontiamo? Quali immagini produciamo? In un primo momento, sono stati studenti, artisti e attivisti a veicolare una prospettiva critica del fenomeno, poi ripresa da istituzioni quali musei

e università soltanto negli anni 2000, a volte su pressione degli operatori culturali e dell'opinione pubblica.

La Svizzera non aveva un proprio impero. Perché la decolonizzazione dei musei risulta comunque importante?

La Svizzera non disponeva di un impero, come la Francia o l'Inghilterra. Perlomeno dal XVII secolo, tuttavia, singole persone hanno preso parte all'occupazione e allo sfruttamento dei territori d'oltremare. Città il cui nome testimonia ancora oggi questa storia si trovano tra l'altro negli Stati Uniti: ne è un esempio «New Bern» nella Carolina del Nord, frutto di un progetto di insediamento di due bernesi sostenuto dalle élite locali. Sull'argomento, abbiamo esposto quaderni di disegni nella nostra mostra «Exotic?» tenutasi al Palais de Rumine di Losanna nel 2020-2021.

Il colonialismo non è un fenomeno che interessa soltanto la dimensione nazionale: è anche una storia di persone e di reti di rapporti in ambito religioso, commerciale e bancario. Il modello svizzero è interessante perché aiuta a ripensare la nozione di colonialismo nell'ottica delle sue varie forme e delle diverse categorie di attori: mercenari al soldo di

eserciti stranieri, impiegati delle grandi compagnie commerciali, missionari ecc. Occorre anche pensare alle conseguenze e alle persistenze della storia coloniale, in particolare in Svizzera. Lo sfruttamento del Nord a danno del Sud del mondo, la logica delle classificazioni razziali: tutto questo esiste ancora oggi.

La decolonizzazione di musei e università è un'impresa titanica, che richiede non soltanto volontà, ma anche tempo e denaro.

In che misura questo dibattito travalica il colonialismo storico?

Il dibattito odierno non considera soltanto il colonialismo storico, ma si confronta anche con la nozione più moderna di colonialità, la quale indica rapporti di potere, dominio e sfruttamento che possono manifestarsi anche al di fuori del colonialismo «ufficiale». Come già ricordato, la realtà nel continente americano, nel Pacifico o nel Vicino Oriente ha tratti coloniali. Il colonialismo non rappresenta unicamente un fenomeno del passato.

Il concetto di colonialità si riferisce inoltre a rapporti di potere esercitati ad esempio sulle donne, la natura o determinate classi sociali. Nella mostra «Exotic?» abbiamo anche analizzato come nella Svizzera del XVIII secolo il ceto rurale sia stato rappresentato e, a volte, sfruttato, dalle élite cittadine. Ci sono poi differenze interne ai singoli Paesi, spaccature sociali e diverse forme di potere – si pensi ad esempio al dualismo tra spazi urbani e regioni di montagna.

Relazioni asimmetriche di questo tipo possono instaurarsi anche all'interno di istituzioni culturali. Musei e università cercano oggi di individuare e porre rimedio a queste forme di oppressione. Sono ad esempio in molti a interrogarsi sui rapporti di potere in ambito accademico

tra professori da un lato e corpo intermedio dall'altro, oppure tra curatori, mediatori e conservatori-restauratori – queste ultime due categorie a volte godono di minor considerazione nei musei.

In che modo oggetti coloniali sono entrati a far parte delle collezioni di musei svizzeri? Chi li ha acquistati?

Le collezioni ancora oggi conservate nei musei offrono indicazioni sulle traiettorie seguite. Nel progetto di ricerca «Exotic», che ho diretto dal 2016 al 2022 all'Università di Berna in collaborazione con Claire Brizon, Chonja Lee, Patricia Simon ed Etienne Wismer, siamo partiti dalle collezioni nei depositi, alcune delle quali non erano mai state studiate o esposte. Le centinaia di oggetti rinvenuti, che spaziano dalle calzature raccolte in Asia a oggetti naturali provenienti dall'America latina, testimoniano la storia coloniale degli svizzeri nel mondo.

Negli ultimi decenni, il lavoro degli storici ha contribuito notevolmente a una migliore comprensione del ruolo della Svizzera nel contesto coloniale. Anche discipline quali la storia dell'arte e l'antropologia possono fornire un apporto importante in tal senso, in quanto hanno a che fare con oggetti. Gli oggetti sottolineano aspetti che non sempre si trovano nelle fonti scritte. La collaborazione interdisciplinare in quest'ambito si rivela molto utile. La semplice idea di definire determinati taonga del Pacifico come «oggetti» può già risultare problematica, dato che includono anche antenati e spiriti, cioè entità tutt'altro che inanimate.

Varie collezioni traggono origine da viaggi di esplorazione spesso finalizzati all'occupazione e allo sfruttamento delle risorse naturali di determinati territori. In questo contesto giocarono un ruolo anche i molti mercenari svizzeri al servizio di eserciti stranieri. Altri oggetti furono comprati in negozi, sia in Svizzera che attraverso una rete di commercianti, ad esempio in Francia, nei Paesi Bassi o in Inghilterra. Tutti questi oggetti a volte

sono anche frammenti della storia coloniale svizzera.

Che cosa comporta la decolonizzazione di un museo?

La decolonizzazione di musei e università è un'impresa titanica, che richiede non soltanto volontà, ma anche tempo e denaro. Non basta proiettare un video alla fine di un'esposizione speciale per affrontare il tema della schiavitù, o invitare un artista africano a cui delegare il lavoro di riflessione critica. È importante cambiare radicalmente i metodi di lavoro e i temi trattati dalle istituzioni culturali – anche nel quadro delle mostre permanenti – allo scopo di evidenziare le strutture di potere ancora oggi attuali.

Oltre a molto tempo e lavoro, questo processo richiede anche una buona dose di modestia. Bisogna accettare il fatto di poter sbagliare e commettere errori. Questo è normale, e a volte è difficile rompere logiche consolidate da molto tempo negli ambienti culturali e accademici. Progetti di decolonizzazione realizzati in fretta e furia sollevano perplessità. A volte, istituzioni che in passato hanno mostrato scarso interesse per questi temi strumentalizzano e sfruttano a proprio vantaggio le lotte di indigeni, studenti, artisti e attivisti.

È improbabile che si possano ottenere risultati positivi se i musei non cambiano il proprio modo di funzionare. Per questo motivo, alcune istituzioni museali cercano oggi di affrancarsi dal modello tradizionale dell'accumulo di oggetti a favore di soluzioni più etiche, collaborative e sostenibili. Questo processo non riguarda soltanto i musei, ma anche tutte le altre istituzioni, in particolare le università.

Come devono cambiare le istituzioni culturali nel quadro di un processo di decolonizzazione?

Si possono delineare diverse strade. L'importante è non fermarsi alle operazioni di facciata e ai meri proclami

(decolonial washing). Occorre innanzitutto ragionare sugli organigrammi per diversificare i gruppi di lavoro e interrogarsi sulle modalità di conduzione delle istituzioni culturali: chi è coinvolto nella loro gestione? Chi le dirige? In che modo vengono prese le decisioni? Come si intende attuarle?

Bisogna infondere anche altri discorsi e valori nelle istituzioni e chiedersi: quali voci dominano al loro interno? Quali storie vengono raccontate?

In secondo luogo, è necessario includere nella riflessione tutte le strutture del museo, persino quelle non visibili come i depositi e i magazzini. Chi ha accesso ai magazzini? Come vengono trattati gli oggetti? Le condizioni di conservazione sono rispettose e sostenibili?

In terzo luogo, bisogna infondere anche altri discorsi e valori nelle istituzioni e chiedersi: quali voci dominano al loro interno? Quali storie vengono raccontate? È possibile includere altre prospettive? Oggi la distinzione tra «soggetti» e «oggetti», «cultura» e «natura» è continuamente ripensata. Infine, il tema del razzismo va collegato alle sfide femministe ed ecologiste. Depotenziare la colonialità significa anche correlare le discriminazioni razziali con le discriminazioni di genere e di classe. Come ho accennato, questo lavoro dev'essere svolto anche nel mondo accademico, poiché anche lì sono presenti forme di sessismo, razzismo e classismo. Questi fenomeni si concretizzano purtroppo per esempio in determinate assunzioni.

A che punto siamo con la ricerca sulla provenienza e la restituzione di oggetti?

Nella ricerca sulla provenienza occorre confrontare diverse fonti, tra cui inventari di musei, cataloghi di vendita e analisi di

oggetti. In questo modo è possibile ricostruire i passaggi di mano di un oggetto, ad esempio tra diverse case d'asta. A volte, con un po' di fortuna è possibile ripercorrerne a ritroso la storia fino alla comunità che lo ha realizzato. Spesso però la ricerca risulta vana poiché mancano le fonti. Per questo motivo, dimostrare un esproprio è sovente difficile e complesso. In alternativa si segue quindi la logica di attestare l'acquisto lecito delle collezioni. A tale proposito, la storica dell'arte Claire Brizon nel suo libro «Collections coloniales» (2023) sottolinea quanto sia collaborativo questo lavoro: parlando con gli artisti dei Paesi di provenienza e tenendo conto anche dei racconti orali, è possibile acquisire molte informazioni.

Per quanto concerne le restituzioni, la Svizzera ha già restituito diversi oggetti ed è un precursore in quest'ambito. Le richieste di restituzione in corso sono tuttavia poche, probabilmente perché si ritiene che la Svizzera abbia avuto un peso secondario nell'ambito dell'espropriazione di beni culturali.

Qual è la situazione per quanto riguarda l'accesso agli archivi privati?

Questo accesso continua a essere difficile. Nel quadro del nostro progetto abbiamo avuto difficoltà ad accedere agli archivi privati nella Città di Neuchâtel. È peraltro anche necessario interrogarsi sul tipo di materiali conservati in questi archivi. Gli archivi sulla storia coloniale svizzera sono in generale stati prodotti dalle persone che hanno promosso e sostenuto le imprese coloniali. Oggi il lavoro dei ricercatori consiste anche nell'individuare le lacune e i bias di queste fonti.

Nell'esposizione e nel libro «Exotic?» abbiamo cercato di affrontare la questione dell'assenza di determinate figure come quella delle donne nere schiavizzate. Raccontare le loro storie è difficile in quanto le fonti in materia sono problematiche. E anche le collezioni museali hanno

limiti analoghi. Gli oggetti nei depositi dei musei riflettono la storia coloniale ma anche i suoi tasselli mancanti: immagini, vestiti e beni posseduti dagli schiavi non venivano quasi mai conservati. La violenza strutturale ne ha impedito la preservazione, e a volte addirittura la realizzazione. I ricercatori devono fare i conti con queste lacune ed elaborare strategie per tematizzarle.

Noémie Etienne, storica dell'arte, è professoressa all'Università di Vienna dal 2023. Dal 2016 al 2022 ha diretto il progetto di ricerca «Exotic Switzerland?» all'Università di Berna. Attualmente si occupa della conservazione delle collezioni e dei calchi antropologici. noemie.etienne@univie.ac.at

BIBLIOGRAFIA

Esposizione: Noémie Etienne, Chonja Lee, Claire Brizon, *Exotic? Palais de Rumine*. Losanna, 2020-2021. Visita virtuale: <https://www.archeotech.ch/fpcm/nzx8imbn384>

Noémie Etienne, Chonja Lee, Claire Brizon, Etienne Wismer (a. c. di), *Exotic Switzerland?*, Zurigo 2020.

Claire Brizon, *Collections coloniales*, Ginevra 2023.

Open Access: <https://www.seismoverlag.ch/fr/daten/collections-coloniales/>

Iniziativa Benin Svizzera

Otto musei svizzeri hanno esaminato le loro collezioni nel quadro dell'Iniziativa Benin Svizzera (BIS), lanciata congiuntamente nel 2021. L'esame ha portato all'identificazione di circa 100 oggetti provenienti dall'Impero del Benin, che all'epoca occupava il territorio dell'odierna Nigeria. Circa la metà delle opere può essere ricondotta all'incurSIONe compiuta dall'esercito coloniale britannico nel 1897. Secondo le stime, durante il saccheggio del palazzo reale furono sottratti circa 10 000 oggetti in ottone, avorio e legno. Attraverso il commercio d'arte, i cosiddetti «bronzi del Benin» sono entrati in collezioni private e pubbliche, compresi alcuni musei svizzeri. Per 53 opere, il team di ricerca sulla provenienza della BIS ha ravvisato indizi che suggeriscono un loro trafugamento o possibile trafugamento. I risultati della ricerca mostrano inoltre che otto oggetti sono stati acquistati immediatamente dopo il 1897. La maggior parte delle collezioni, tuttavia, è posteriore a questa data e i manufatti sono arrivati nei musei svizzeri su un arco di tempo molto più lungo. I collezionisti privati e i commercianti internazionali e svizzeri d'arte hanno giocato un ruolo importante in questo processo.

Nonostante finora ai musei svizzeri non siano pervenute richieste di restituzione, le otto istituzioni riunite nell'Iniziativa Benin Svizzera si sono dichiarate aperte al rimpatrio degli oggetti: il 2 febbraio 2023, i membri della BIS e una delegazione nigeriana hanno firmato a Zurigo una dichiarazione congiunta sulla cooperazione e la futura gestione delle collezioni del Benin

(«Joint Declaration of the Swiss Benin Forum»). La ricerca collaborativa sulla provenienza dovrà inoltre includere la prospettiva nigeriana sulla storia degli oggetti del Benin e la loro importanza per il presente. Nel 2024 sono previste esposizioni-satellite in diversi musei aderenti alla BIS per presentare a un pubblico più ampio i risultati della ricerca e il processo di negoziazione della gestione.

Hanno aderito alla BIS i seguenti musei svizzeri: Museo storico di Berna, Museo di storia ed etnologia di San Gallo, Museo di etnografia della Città di Ginevra, Museo di etnografia della Città di Neuchâtel, Museo delle culture di Basilea, Museo Rietberg della Città di Zurigo, Museo Schloss Burgdorf di Burgdorf e Museo di etnologia dell'Università di Zurigo. Il progetto di ricerca ha beneficiato di un sostegno finanziario dell'Ufficio federale della cultura.

LINK

www.rietberg.ch/bis

Die Spuren der kolonialen Vergangenheit

Ab September 2024 wird im Nationalmuseum eine grosse Sonderausstellung zur Schweiz und zum Kolonialismus zu sehen sein. Dafür ist ein Team von vier Kuratorinnen und Kuratoren seit 2022 an der Arbeit. Die Auswahl gestaltet sich schwierig, denn nie war weglassen schmerzhafter.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi

Das Ausmass der Schweizer kolonialen Verstrickungen ist zwar seit längerem bekannt, aber längst nicht überall anerkannt. Historikerinnen und Historiker bemühen sich seit bald 15 Jahren darum – zum Beispiel mit der Aufarbeitung des Anteils der Schweizer Handelsgesellschaften am Handel mit versklavten Menschen. Längst liegen zudem weitere Studien zur kolonialen Verflechtung vor. So etwa zu den Schweizer Söldnern, die in Heeren der Kolonialmächte gekämpft haben, oder zu den Experten, die im Dienst der Kolonialadministrationen gestanden haben. Auch die Geschichte des Rassismus, der Mission, der Wissenschaft und der Naturzerstörung werden in der Ausstellung behandelt – insgesamt sind es zehn historische Kapitel, die in der Ausstellung Platz finden müssen. Es sind Schweizer Geschichten, und sie zeigen, wie global verflochten und mannigfaltig einzelne Unternehmen, Personen und auch Gemeinwesen vom Kolonialismus profitiert haben. Akteurinnen und Akteure werden vorgestellt, die in verschiedenen Handlungsfeldern tätig waren, aber auch die, die sich passiv oder aktiv widersetzt haben oder die, deren Spuren sich verloren haben.

Deutliche Spuren haben rassistisches Denken und Überzeugungen hinterlassen. Sowohl die in Zürich entwickelten wissenschaftlichen Instrumente, mit

denen im 19. Jahrhundert etwa die Schädel von sogenannten «Naturvölkern» vermessen wurden, um eine vermeintliche Unterlegenheit dieser Menschen zu belegen, als auch die Plakate von Völkerschauen, die noch bis 1964 veranstaltet wurden, zeugen von Vorstellungen von Exotik und einer rassistischen Botschaft der Überlegenheit weisser, europäischer Menschen.

Die koloniale Vergangenheit ist nach wie vor wirkmächtig und das Bild der kolonialen Verstrickung der Schweiz noch immer unvollständig.

Beteiligung am Sklavenhandel

Mehrfach profitiert vom kolonialen System haben etwa Handelsunternehmen im 18. Jahrhundert (mit Beteiligungen am Handel mit versklavten Menschen), aber auch im 19. Jahrhundert zusätzlich von wegfallenden Zollschränken und von Kartellen, welche die Europäer in den Kolonien errichtet hatten. Die Basler Missionshandelsgesellschaft, aus der Mission hervorgegangen, beispielsweise reklamierte für sich (und liess es sich notariell beglaubigen), dass ihr als erste der Anbau der Kakaobohnen in Ghana gelungen war. Ungeklärt aber bleibt, ob es nicht der in Ghana verehrte

Tethen Quarshie war, dem dieses Verdienst zukommt.

Im Kongo standen über 200 Schweizerinnen und Schweizer im Dienst des belgischen Königs. Sie unterstützten dank ihrer in der Schweiz erworbenen Berufskennnisse direkt oder indirekt das brutale und menschenverachtende System. Zu ihnen gehört etwa der Gendarmeriekommandant Erwin Federspiel, der den «Kongo-Freistaat» von König Leopold II verteidigte, während aber der Neuenburger Daniel Bersot, ebenfalls Kolonialbeamter im Kongo, in seinem Buch «Sous la chicote» heftige Kritik daran übte.

Auch an der Zerstörung von Flora und Fauna in Kolonialgebieten waren Schweizerinnen und Schweizer beteiligt. So ist hier etwa das Berner Vater-Tochter Duo Bernhard und Vivienne von Wattenwyl zu nennen, die zusammen auf Grosswildjagd gingen und das Berner Naturhistorische Museum mit zahlreichen Tierhäuten und Elefantenzähnen belieferten. Als weiteres Zeugnis von Raubbau an Tier und Landschaft ist der Verlust der Artenvielfalt im Kontext der Plantagenwirtschaft zu nennen, dessen Grundlage auch auf Schweizer Plantagenbesitzer beispielsweise in Niederländisch-Indien (heute Indonesien) zurückzuführen ist, die für ihre Plantage grossflächige Waldzonen roden liessen.



«Manager House in Deli», 1885. Aus dem Fotoalbum von Karl Krüsi, der von 1874 bis 1893 in Sumatra eine Tabakplantage betrieb. Foto: Schweizerisches Nationalmuseum



«Chalet Suisse» im Kongo 1933. Über 200 Schweizerinnen und Schweizer waren zwischen 1870 und 1920 im Kongo als Vertragspartner im Dienst von Leopold II., dem belgischen König. Foto: Schweizerisches Bundesarchiv



Eine «Schwester» der Kapuzinermission lässt sich in einer Sänfte tragen, ca. 1930er-Jahre. Foto: Kapuziner Archiv Luzern, FA II 45.1

Vielfältige Geschichten

Neben strukturellen Gegebenheiten und (wirtschaftlichen) Ausbeutungsschemata berichtet die Ausstellung aber immer auch von Menschen und ihrem Alltag und zeigt anhand von Biografien und Interviews, dass individuelle Handlungsspielräume existierten und Gegenwehr unternommen worden ist. Auch sind Schweizerinnen und Schweizer zu erwähnen, die sich dem Kampf zur Abschaffung der Sklaverei verschrieben haben oder als Missionarinnen nicht nur das Evangelium predigten, sondern sich aktiv für Bildung und medizinische Versorgung eingesetzt haben.

Vielfältig und zahlreich sind die Geschichten, sodass die Auswahl (kuratorische Arbeit bedeutet immer weglassen) zur Qual wird, damit am Ende ein übergeordnetes, wenn auch unvollständiges Bild, entstehen kann, das als Grundlage für den zweiten Teil der Ausstellung dient. In diesem begleitet die Frage nach den kolonialen Kontinuitäten die Besuchenden auf dem weiten Rundgang. Der strukturelle Rassismus in der Schweiz bildet die erste und wichtigste Station. Eine zweite Station beschäftigt sich mit den kolonialen Spuren im öffentlichen Raum. In der dritten Station stehen Debatten, die Schweizerinnen und Schweizer heute beschäftigen, im Zentrum: Sollen beispielsweise

Die drohende Klimakatastrophe betrifft den globalen Süden in ungleich härterem Ausmass, dies u. a. auch als Folge (post-) kolonialer Strukturen.

Strassen- beziehungsweise Häusernamen mit dem M-Wort unbenannt werden. Sind die Denkmäler von «grossen Männern», die kolonial verwickelt waren, zu stürzen? Die Besuchenden sind eingeladen zu diskutieren – unter Anleitung von Expertinnen und Experten oder auch untereinander.

Impulse für weitere Auseinandersetzung

Am Ende der Ausstellung steht die Frage im Raum: Endet der Kolonialismus mit der formellen politischen Unabhängigkeit der Kolonien? Expertinnen und Experten verneinen dies. Die Folgen des Kolonialismus sind bis heute spürbar – so etwa in der global ungleichen Verteilung von Wohlstand oder im Umweltbereich: Die drohende Klimakatastrophe betrifft den globalen Süden in ungleich härterem Ausmass, dies u. a. auch als Folge (post-) kolonialer Strukturen. Den Besuchenden drängt sich die Erkenntnis auf, dass die koloniale Vergangenheit nach wie vor wirkmächtig ist und das Bild der kolonia-

len Verstrickung der Schweiz noch immer unvollständig. Es bleibt also die Aufgabe aller, weitere Arbeit zu leisten. Diese und viele andere Ausstellungen sollen die Grundlagen und wichtige Impulse für diese Auseinandersetzung bieten.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi kuratieren die Ausstellung zur Schweiz und dem Kolonialismus. Kontakt: pascale.meyer@nationalmuseum.ch. www.nationalmuseum.ch

Sur les traces du passé colonial de la Suisse

À partir de septembre 2024, le Musée national accueillera une nouvelle grande exposition sur la Suisse et le colonialisme. Une équipe de quatre curateurs y travaille depuis 2022. Les choix qu'ils doivent faire sont cornéliens : il n'a jamais été plus difficile de laisser un élément de côté.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi

Si l'étendue des imbrications de la Suisse avec le système colonial est connue, elle n'est de loin pas encore reconnue de tous. Les historiens travaillent pourtant depuis 15 ans bientôt à cette reconnaissance, par exemple en se penchant sur la proportion des sociétés de commerce helvétiques ayant participé à la traite des Noirs. Cela fait aussi bien longtemps qu'il existe différentes études sur les imbrications de notre pays avec le colonialisme, par exemple sur les mercenaires suisses qui ont travaillé dans les rangs des armées coloniales, ou encore sur les experts helvétiques qui ont été au service d'administrations coloniales. L'exposition du Musée national abordera ces thématiques, tout comme le racisme, l'implication des missions, différents aspects scientifiques ou la destruction de l'environnement. Au total, dix chapitres raconteront des épisodes de l'histoire de la Suisse montrant les liens étroits et pluriels qui ont existé entre le système colonial et les différentes entreprises, personnes et communautés qui en ont profité. L'exposition présentera par ailleurs plusieurs parties prenantes, de celles qui ont activement participé à ce système dans les domaines les plus divers, à celles qui s'y sont opposées, plus ou moins activement, en passant par celles dont on a perdu la trace.

Les convictions et les modes de pensée racistes ont laissé leur empreinte. Qu'il s'agisse des instruments scientifiques mis au point à Zurich au XIX^e siècle pour mesurer notamment le crâne des peuples dits « primitifs » afin de prouver leur prétendue infériorité ou des affiches des zoos humains qu'on a pu visiter jusqu'en 1964, nombreux sont les témoins des représentations de l'exotisme et du concept raciste de la prétendue supériorité des Européens blancs.

Participation à la traite des esclaves

Les sociétés de commerce ont largement profité du colonialisme, d'abord au XVIII^e siècle (en participant à la traite des Noirs), mais aussi au XIX^e siècle, grâce à la suppression des barrières douanières et aux cartels mis en place par les Européens dans les colonies. La société de commerce *Basler Missionshandelsgesellschaft*, attachée à la Mission de Bâle, s'est notamment targuée d'avoir été la première à cultiver du cacao au Ghana (et l'a même fait attester par un acte notarié), alors qu'il est tout aussi probable que cette réussite doive plutôt être attribuée à une personnalité du Ghana, Tetheh Quarshie.

Au Congo, plus de 200 Suisses se trouvaient au service du roi des Belges, soutenant directement ou indirectement

un système caractérisé par sa brutalité et son mépris de l'être humain en mettant à son service les compétences professionnelles acquises dans leur pays d'origine. On peut notamment citer le commandant de gendarmerie Erwin Federspiel, qui a défendu « l'État libre du Congo » du roi Léopold II. À l'inverse, le Neuchâtelois Daniel Bersot, lui aussi fonctionnaire de la puissance coloniale belge, l'a pour sa part vivement critiquée dans son ouvrage *Sous la chicote*.

La rémanence du passé colonial reste forte et le tableau des imbrications coloniales de la Suisse est encore incomplet.

Des Suisses ont également contribué à la destruction de la faune et de la flore dans les territoires coloniaux, par exemple Bernhard von Wattenwyl et sa fille Vivienne, qui ont organisé des parties de chasse au gros gibier, approvisionnant le Musée d'histoire naturelle de Berne avec force défenses d'éléphants et peaux d'animaux. Dans ce domaine, il convient aussi de mentionner le déclin de la diversité en matière de faune et de paysage lié à l'industrie des plantations, lesquelles ont impliqué le défrichement de larges pans de forêt et dont certains propriétaires étaient suisses, par exemple



« Manager House in Deli », 1885. Tirée de l'album photo de Karl Krüsi, qui géra une plantation de tabac à Sumatra de 1874 à 1893. Photo : Musée national suisse



« Chalet suisse » au Congo, 1933. Plus de 200 Suisses étaient, de par leurs relations contractuelles, au service de Léopold II, le roi des Belges, au Congo, entre 1870 et 1920. Photo : Archives fédérales suisses



Une sœur de la mission des capucins se déplace en chaise portée, années 1930 env. Photo : Archives des capucins, Lucerne, FA II 45.1

dans les Indes orientales néerlandaises (aujourd'hui Indonésie).

Toute une palette d'histoires

Outre les conditions structurelles et les schémas d'exploitation (économique), l'exposition évoquera systématiquement aussi les personnes et leur quotidien, montrant, à l'aide de biographies et d'entretiens, que les individus disposaient d'une marge de manœuvre et que le système a aussi été combattu. Elle parlera des Suisses qui se sont mis au service de la lutte pour l'abolition de l'esclavage ou qui, en tant que missionnaires, n'ont pas seulement prêché l'Évangile, mais se sont aussi activement engagés pour offrir une instruction et des soins médicaux aux populations.

Les histoires sont si nombreuses et tellement plurielles qu'il s'est avéré affreusement difficile de faire des choix (même si être curateur, c'est toujours devoir sélectionner). Il s'agissait de disposer au final d'un tableau certes incomplet, mais cohérent, qui serve de base à la deuxième partie de l'exposition. Celle-ci, la plus importante, sera dédiée aux rémanences du colonialisme. Ainsi, la première étape traitera du racisme structurel. Viendront ensuite les vestiges du colonialisme dans l'espace public, et les sujets de débat qui occupent la Suisse aujourd'hui : faut-il par exemple renommer les rues et les

maisons qui portent le terme « nègre », ou déboulonner les monuments érigés à la gloire de « grands hommes » impliqués dans le colonialisme ? Les visiteurs seront invités à en discuter entre eux, ou sous la houlette d'experts.

La crise climatique menace plus durement les pays du Sud, notamment en raison des structures postcoloniales qui y prévalent.

Des impulsions pour continuer le travail

À la fin de l'exposition, une seule et dernière question : l'indépendance politique formelle des colonies a-t-elle mis fin au colonialisme ? Les spécialistes considèrent que non. Le système colonial a laissé des traces bien visibles, telles que la répartition inégale des richesses ou des conséquences environnementales. La crise climatique menace plus durement les pays du Sud, notamment en raison des structures postcoloniales qui y prévalent. Les visiteurs de l'exposition prendront conscience de la puissante rémanence du passé colonial et du fait que le tableau des imbrications coloniales de la Suisse est loin d'être complet. Il reste du travail à faire et c'est l'affaire de tous. Comme bien d'autres,

cette exposition vise à jeter les bases qui facilitent ce travail et à donner des impulsions dans cette direction.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi sont les curateurs de la future exposition sur la Suisse et le colonialisme. pascale.meyer@nationalmuseum.ch. www.nationalmuseum.ch

Le tracce del passato coloniale

Dal mese di settembre del 2024, il Museo nazionale ospiterà un'importante esposizione speciale sulla Svizzera e il colonialismo. Un team di quattro curatori è al lavoro dal 2022: la selezione dei contenuti è un'impresa ardua... perché mai esclusione fu più dolorosa.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurungi

La portata del coinvolgimento coloniale della Svizzera è nota da tempo, ma ben lontana dall'essere riconosciuta ovunque. È un tema che sta occupando gli storici da quasi 15 anni ormai: pensiamo ad esempio alle ricerche sulla partecipazione delle compagnie mercantili svizzere al commercio degli schiavi oppure agli studi, disponibili da tempo, sul passato coloniale della Svizzera, fatto di mercenari svizzeri al soldo degli eserciti delle potenze coloniali ma anche di esperti svizzeri al servizio delle amministrazioni coloniali. Poi ci sono la storia del razzismo, quella delle missioni, della scienza e della distruzione della natura: anch'esse trovano spazio nell'esposizione speciale del 2024, che tratterà complessivamente dieci capitoli storici. Sono storie svizzere che mostrano come singole imprese, persone e anche collettività abbiano intrecciato una moltitudine di legami a livello mondiale che permisero loro di trarre vantaggio dal colonialismo. Sono storie che raccontano di attori impegnati in diversi settori d'attività, ma anche di attori che opposero una resistenza passiva o attiva oppure di cui si sono perse le tracce.

Il pensiero e le convinzioni razziste hanno lasciato tracce evidenti. Basti pensare agli strumenti scientifici sviluppati a Zurigo, mediante i quali nel XIX secolo si misuravano i crani dei cosid-

detti «popoli primitivi» per dimostrarne la presunta inferiorità, oppure ai manifesti delle esposizioni etnologiche organizzate fino al 1964. Sono tutte testimonianze di una certa rappresentazione dell'esotismo che veicola un messaggio razzista di superiorità dei bianchi europei.

Le conseguenze del passato coloniale arrivano fino ai giorni nostri e il quadro del coinvolgimento coloniale della Svizzera è tuttora incompleto.

Partecipazione al commercio degli schiavi

Le compagnie mercantili trassero molti vantaggi dal sistema coloniale: nel XVIII secolo, partecipando al commercio degli schiavi, ma anche nel XIX, con l'eliminazione delle barriere doganali e i cartelli che gli europei istituirono nelle colonie. La società commerciale nata dalla Missione di Basilea, ad esempio, sostenne (facendolo persino autenticare da un notaio) di essere stata la prima a coltivare il cacao in Ghana. Tuttavia, non è chiaro se questo merito non vada invece ascritto a Tetteh Quarshie, il pioniere della coltivazione del cacao venerato in Ghana.

In Congo, oltre 200 uomini e donne svizzeri erano al servizio del sovrano del Belgio e ne sostennero direttamente o indirettamente il sistema di governo brutale e disumano grazie alle competenze professionali acquisite in patria. Tra queste persone figuravano il comandante della gendarmeria Erwin Federspiel, che difese lo «Stato libero del Congo» di re Leopoldo II, ma anche il neocastellano Daniel Bersot, anch'egli funzionario coloniale in Congo, che invece lo criticò ferocemente nel suo libro «Sous la chicote».

Gli svizzeri ebbero la loro parte di responsabilità anche nella distruzione della flora e della fauna dei territori coloniali: un esempio ne sono i bernesi Bernhard e Vivienne von Wattenwyl, padre e figlia, che erano soliti praticare insieme la caccia grossa e rifornire il Museo di storia naturale di Berna di numerose pelli di animali e zanne di elefante. A testimonianza dello sfruttamento eccessivo della fauna e del territorio, vi è anche la perdita di biodiversità nel contesto dell'economia di piantagione – un'economia che vedeva coinvolti anche proprietari svizzeri, ad esempio nelle Indie olandesi (l'attuale Indonesia), i quali fecero disboscare enormi superfici forestali per le loro piantagioni.



«Manager House in Deli», 1885. Dall'album fotografico di Karl Krüsi, gestore di una piantagione di tabacco a Sumatra nel periodo 1874-1893. Foto: Museo nazionale svizzero



«Chalet Suisse» in Congo, 1933. Oltre 200 uomini e donne svizzeri operarono in Congo tra il 1870 e il 1920 come appaltatori al servizio del re del Belgio Leopoldo II. Foto: Archivio federale svizzero



Una «sorella» della Missione dei Cappuccini si fa trasportare su una portantina, 1930 ca. Foto: Archivio dei Cappuccini Lucerna, FA II 45.1

Varietà delle storie individuali

Oltre a tematizzare le condizioni strutturali e gli schemi di sfruttamento (economico), l'esposizione ci racconta anche delle persone e della loro vita quotidiana e, sulla base di biografie e interviste, ci presenta l'altra faccia della medaglia – ossia che c'erano margini di azione individuali e c'è stato chi ha opposto resistenza. Perciò vanno ricordati anche le donne e gli uomini svizzeri che dedicarono la loro vita alla lotta per l'abolizione della schiavitù o che, come missionari, non si limitarono a predicare il Vangelo, ma si impegnarono attivamente per l'istruzione e l'assistenza medica ai popoli indigeni.

La catastrofe climatica incombente minaccia in misura molto maggiore il Sud del mondo, in parte anche per effetto delle strutture (post)coloniali.

Le storie individuali sono tante e variegata: per questo la selezione è un'impresa ardua – e il lavoro curatoriale, è risaputo, implica necessariamente l'esclusione di qualcosa. L'obiettivo finale, infatti, è comporre un quadro generale che, seppur incompleto, possa servire da base per la seconda parte dell'esposizione, il cui filo conduttore sarà costituito

dalle continuità coloniali. La prima, e più importante, sezione che i visitatori troveranno sul loro percorso tematizza il razzismo strutturale in Svizzera. La seconda è dedicata alle tracce coloniali nello spazio pubblico e la terza ai dibattiti attualmente in corso nella società svizzera – ad esempio: è opportuno o no ribattezzare strade ed edifici il cui nome contiene il termine «moro» o «mori»? E abbattere i monumenti ai «grandi uomini» coinvolti nel colonialismo? I visitatori sono invitati a riflettere e discutere, sia sotto la guida di esperti che tra di loro.

Impulsi per approfondire le riflessioni

Alla fine dell'esposizione, la domanda che si pone è questa: l'indipendenza formale e politica delle colonie ha davvero posto fine al colonialismo? Secondo gli esperti, no. Le ripercussioni del colonialismo, infatti, si fanno sentire ancora oggi, ad esempio nella distribuzione globalmente diseguale della ricchezza o nel settore ambientale. La catastrofe climatica incombente minaccia in misura molto maggiore il Sud del mondo, in parte anche per effetto delle strutture (post)coloniali. I visitatori capiranno che le conseguenze del passato coloniale arrivano fino ai

giorni nostri e che il quadro del coinvolgimento coloniale della Svizzera è tuttora incompleto. È quindi compito di tutta la società approfondire il tema. Questa, e molte altre esposizioni simili dovrebbero fornire le basi e importanti impulsi per ulteriori riflessioni.

Marina Amstad, Pascale Meyer, Raphael Schwere, Marilyn Umurangi sono i quattro curatori dell'esposizione in programma nel 2024 sulla Svizzera e il colonialismo. Contatto: pascale.meyer@nationalmuseum.ch. <http://www.nationalmuseum.ch/it>

RSA
20. AUG. 1950

20/1018 v. 1948

BERN, den 29. August 1950

Frau Hollet-
Löhmannstrasse 24
8010th u

Eidgenössische
Zukunft

Bausteine für eine kommende Schweiz

Maria Viret

Vom
Anderssein
zur
Assimilation

Maassnahmen zur Bearbeitung
der Assimilationsfrage des Ausländers

auf Ihre Schreiben vom 13. August
Kantongericht 5 zur Beantragung
Haben folgenden mit:
Arthur Hollet wurde vom Di
1948 in Abwesenheit wegen unzurei
lichdienst, wegen Dienstverrah
von Dienstvorschriften zu 14
aus der Arnee und zu den Kn
teilt.
Wenn Arthur Hollet
stellt, so kann er d
Das entsprechende Urte
wenn Verfahren
Sich andere
möglich.
Die aus d

Beilagen

- 1 10 Gta. May
- 1 20 Gta. May
- 3 Zeugnisse
- 1 Abschrift
- 1 Geport



II

III

Vers la fin de « l'exceptionnalisme » suisse

Longtemps, la Suisse s'est présentée comme une exception parmi les nations européennes. Sa position géographique, son statut de neutralité et son absence de colonialisme explicite ont forgé l'image d'un pays à part, préservé des conflits et des problèmes inhérents à d'autres nations. Cependant, au fil des vingt dernières années, cette perception d'exceptionnalisme a commencé à se fissurer.

Henri-Michel Yéré

Dans un article de 2017, Patricia Purtschert, Francesca Falk et Barbara Lüthi ont exploré la question de l'exceptionnalisme suisse¹¹⁷, fondé sur deux idées principales : la marginalité de la Suisse par rapport à des pays européens devenus des puissances colonisatrices au cours du XIX^e siècle (France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, etc.) ; et la représentation de la Suisse en tant que nation neutre, attachée à la paix dans le monde, dont les citoyens s'engagent civiquement en ce sens. Je voudrais soutenir l'idée que ces vingt dernières années marquent une sortie progressive de cette perception d'exceptionnalisme. Depuis environ 2003, nous assistons en effet à une « normalisation » du rapport que la société entretient avec son passé, et à une prise de conscience de la dimension centrale du racisme, symbole d'un passé qui persiste. Cette sortie de l'exceptionnalisme s'est illustrée sur deux plans : les idées universitaires et l'activisme antiraciste.

À l'orée de cette période, une conférence organisée à l'Université de Bâle en octobre 2003 visait à explorer les relations historiques entre la Suisse et le continent africain. Ces relations étaient caractéristiques d'une situation d'« impérialisme sans colonies ». Cette conférence a été l'une des premières occasions d'aborder sérieusement,

parmi d'autres sujets, la question de l'existence, au sein de la société suisse contemporaine, de formes de racismes comparables à celles présentes dans d'autres pays européens ayant un passé colonial explicite (France, Royaume-Uni, Belgique)¹¹⁸. Cette prise de conscience au niveau universitaire a contribué à accré-

Réfléchir à la question du racisme en Suisse, c'est réfléchir à l'histoire de la modernisation économique du pays et de sa prospérité.

diter l'idée qu'il est désormais impossible de parler de la Suisse comme étant un cas à part dans l'histoire du colonialisme européen. Surtout, elle oblige à examiner le racisme au sein de la société suisse à travers une perspective historique, car un des problèmes auxquels nous sommes collectivement confrontés est précisément le lien entre l'existence de cette histoire coloniale et la nature des représentations et des structures au sein de la société suisse contemporaine.

C'est également l'occasion de faire le lien entre cette histoire et celle de l'immigration de l'après-Seconde Guerre mondiale, qui a fait venir en Suisse des populations d'Europe du Sud et du Sud-Est, égale-

ment confrontées à des phénomènes de racisation¹¹⁹.

Réfléchir à la question du racisme en Suisse, c'est réfléchir à l'histoire de la modernisation économique du pays et de sa prospérité. Cela implique de reconsidérer les récits informels qui expliquent cette prospérité par le travail de nos parents et de nos grands-parents, en intégrant un récit renouvelé de la relation du pays avec le reste du monde¹²⁰.

Cependant, cette prise de conscience universitaire n'a pas inauguré une période de « paix sociale ». En réalité, elle s'est produite dans une relative indifférence de la part du reste de la société. Ce travail a néanmoins eu le mérite d'élargir le champ de la réflexion et d'alimenter ceux et celles qui sont davantage portés sur l'action politique en leur fournissant des arguments issus de recherches rigoureuses. La nature des arguments a également évolué, passant de la seule discussion sur l'implication économique de la présence suisse dans le monde à la compréhension de l'impact de cette présence sur la perception, à l'intérieur du pays et au sein de la population, de la présence croissante de personnes nées à l'étranger.

Ainsi, en 2014, un groupe d'activistes en Suisse romande a interpellé la Migros

sur sa campagne publicitaire pour sa lessive Total. La Migros avait lancé une campagne publicitaire dans laquelle elle utilisait l'image d'un ours brun, qui, une fois lavé par la lessive, en ressortait tout blanc. Les activistes ont fait remarquer à la Migros que ce schéma publicitaire reprenait les codes de l'époque coloniale, où l'on vantait l'efficacité de savons et autres lessives en montrant comment des personnes à la peau noire étaient littéralement « blanchies » par le produit, assimilant ainsi la couleur de leur peau à la saleté et à l'impureté, et le blanc à la salubrité et à la propreté¹²¹. Les réactions suscitées par cette campagne ont été intéressantes à maints égards. La Migros, après avoir rencontré les activistes, a déclaré comprendre leur indignation, mais a refusé de s'excuser, car selon elle, le fait de ne pas avoir voulu offenser qui que ce soit prouvait qu'elle était « innocente » de tout racisme.

Cette situation a révélé à quel point les inconscients historiques de la société suisse n'avaient pas été suffisamment mis à jour pour provoquer une réflexion approfondie sur ces images, et la réalité de leur signification pleine et entière. Cependant, elle a également montré que les activistes étaient devenus plus vigilants, s'appuyant sur une connaissance pointue de l'histoire de l'iconographie coloniale, références historiques qui ont contribué, aussi en Suisse, à normaliser un imaginaire de la race avec toutes les implications hiérarchiques qui en découlent¹²².

La vague d'indignation provoquée par le meurtre de George Floyd à Minneapolis en mai 2020, marquée dans le pays par de grandes manifestations dans ses villes principales, est venue confirmer la fin de cette perception publique d'un exceptionnalisme suisse. Elle a aussi mis en évidence une série d'événements tragiques où de jeunes hommes noirs ont perdu la vie lors d'interactions avec la police: Hervé Mandundu en 2016, Lamine Fatty en 2017 et la mort plus retentissante de Mike Ben Peter en

mars 2018. Le verdict de cette dernière affaire, rendu en juillet 2023, après que le parquet ait abandonné les charges contre les six policiers initialement inculpés, a ravivé chez certains acteurs et actrices le sentiment qu'il est impossible de dissocier ce procès des effets du racisme structurel, qui agit telle une main invisible dans l'issue finale des procès judiciaires impliquant des individus racisés¹²³.

Une plus grande conscience de ces droits est essentielle pour mettre fin à la mentalité d'exceptionnalisme, qui laisse croire que la Suisse est à l'abri de tels problèmes.

La reconnaissance de l'existence du racisme au sein de la société suisse met en crise la notion de citoyenneté elle-même, en tant qu'espace garantissant aux individus de jouir de leurs droits dans le respect mutuel, avec la possibilité d'obtenir réparation lorsque ces droits viennent à être bafoués. Une plus grande conscience de ces droits est essentielle pour mettre fin à la mentalité d'exceptionnalisme, qui laisse croire que la Suisse est à l'abri de tels problèmes. Intégrer la question du racisme au programme des écoles primaires, au même titre que les cours de religion ou de mathématiques, serait une façon d'aborder la question. À partir du moment où le lien crucial entre l'histoire coloniale de la Suisse et le racisme contemporain ne sera plus sujet à débat, nous pourrions enfin reconstruire une éthique citoyenne renouvelée.

Henri-Michel Yéré est docteur en histoire contemporaine, chercheur en sciences sociales auprès du Centre d'études africaines de l'Université de Bâle. Il est également écrivain et auteur de recueils de poésie. h.yere@unibas.ch

¹¹⁷ Patricia Purtschert, Francesca Falk & Barbara Lüthi (2016) « Switzerland and < Colonialism without Colonies > », *Interventions*, 18:2, 286-302, DOI: 10.1080/1369801X.2015.1042395

¹¹⁸ Voir à ce sujet Patrick Harries, « Dompter les sauvages domestiques : le rôle de l'Afrique dans les Écoles du dimanche en Suisse romande », 1860-1920. In : Suisse - Afrique (18^e-20^e siècle) : de la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid, Münster, pp. 227-246. Patrick Harries avait présenté une première version de ce papier à la conférence d'octobre 2003 à l'Université de Bâle.

¹¹⁹ Voir à ce sujet l'initiative Schwarzenbach-Komplex, mise en place par Rohit Jahin, qui mena au travers de tables rondes et de rencontres une réflexion critique, à l'occasion du cinquantenaire de la votation sur l'initiative Schwarzenbach (entre 2021 et 2023) : www.schwarzenbach-komplex.ch

¹²⁰ Voir à ce sujet les travaux mettant en lumière ces liens : on peut citer le livre de Peter Hänggi, Niklaus Stettler et Robert Labhardt : *Baumwolle. Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789-1815)*, Merian, Bâle, 2004. Dans la même veine, voir Thomas David, Bouda Etemad et Jannick Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs. Antipodes*, Lausanne, 2005

¹²¹ Voir *Le Matin*, 2 décembre 2014, pp. 4-5

¹²² Jovita dos Santos Pinto et al., « Introduction », in Jovita Dos Santos Pinto, Pamela Ohene-Nyako, Melanie-Evely Pétrémont, Anne Lavanchy, Barbara Lüthi, Patricia Purtschert, Damor Skenderovic, *Un/Doing Race : Racialisation en Suisse*, Seismo, Zurich et Genève, 2022, p. 15

¹²³ Voir l'interview de l'avocate Milena Peeva, observatrice lors du procès des six policiers dans l'affaire Mike Ben Peter ici : [> info > regions > vaud > Mort de Mike Ben Peter: les six policiers lausannois sont acquittés \(site consulté le 6.7.2023\)](http://www.rts.ch > info > regions > vaud > Mort de Mike Ben Peter: les six policiers lausannois sont acquittés (site consulté le 6.7.2023))

Hat das Bild vom Sonderfall Schweiz ausgedient?

Die Schweiz stellte sich lange als Ausnahme unter den europäischen Staaten dar. Ihre geografische Lage, die Neutralität und das Fehlen von explizitem Kolonialismus zeichneten das Bild eines einzigartigen Landes, das von Konflikten und Problemen, die andere Länder kennen, verschont geblieben ist. Im Laufe der letzten zwanzig Jahre hat diese Selbstwahrnehmung jedoch Risse bekommen.

Henri-Michel Yéré

In ihrem Artikel aus dem Jahr 2017 gingen Patricia Purtschert, Francesca Falk und Barbara Lüthi der Frage des Schweizer Sonderfalls nach¹²⁴, der auf zwei Hauptideen beruht: einerseits die Auseinanderstellung der Schweiz gegenüber europäischen Ländern, die im Laufe des 19. Jahrhunderts zu Kolonialmächten wurden (darunter Frankreich, Grossbritannien, Belgien, die Niederlande), und andererseits die Darstellung der Schweiz als neutraler Staat, der sich dem Weltfrieden verpflichtet fühlt und dessen Bürgerinnen und Bürger sich in diesem Sinne zivilgesellschaftlich engagieren. Ich vertrete die Auffassung, dass in den letzten zwanzig Jahren eine allmähliche Abkehr von dieser Selbstwahrnehmung stattgefunden hat. Seit 2003 etwa erleben wir, wie sich das Verhältnis der Gesellschaft zur eigenen Vergangenheit «normalisiert» und das Bewusstsein für die zentrale Dimension des Rassismus als Symbol für eine Vergangenheit, die weiter fortbesteht, zunimmt. Die Abkehr vom Sonderfall Schweiz zeigt sich auf zwei Ebenen: in den akademischen Fragestellungen und im antirassistischen Aktivismus.

Den Anfang des Umdenkens markiert eine Konferenz an der Universität Basel im Oktober 2003, bei der es um die historischen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem afrikani-

schen Kontinent ging. Dieses Verhältnis war charakteristisch für eine Situation, die als «Imperialismus ohne Kolonien» bezeichnet wird. Die Konferenz in Basel war eine der ersten Gelegenheiten, um unter anderem vertieft der Frage nachzugehen, ob es in der heutigen Schweizer Gesellschaft Formen von Rassismus

Der Frage des Rassismus in der Schweiz nachzugehen, bedeutet, über den wirtschaftlichen Aufschwung des Landes und seinen Wohlstand nachzudenken.

gibt, die mit denen in anderen europäischen Ländern mit expliziter kolonialer Vergangenheit vergleichbar sind (Frankreich, Grossbritannien, Belgien)¹²⁵. Diese bewusste Auseinandersetzung im akademischen Umfeld stärkte die Meinung, dass es heute nicht mehr möglich sei, von der Schweiz als einem Sonderfall in der Geschichte des europäischen Kolonialismus zu sprechen. Vor allem aber folgt daraus eine Verpflichtung zu verstehen, den Rassismus innerhalb der Schweizer Gesellschaft aus einer historischen Perspektive zu betrachten, denn eines der Probleme, mit denen wir kollektiv konfrontiert sind, ist gerade die Wechselwirkung zwischen dem Bestehen einer

Kolonialgeschichte und der Art der Vorstellungen und Strukturen innerhalb der heutigen Schweizer Gesellschaft.

Die Veranstaltung in Basel bot auch die Gelegenheit, eine Verbindung zwischen dieser Geschichte und der Geschichte der Einwanderung nach dem Zweiten Weltkrieg herzustellen, die Menschen aus Süd- und Südosteuropa in die Schweiz brachte, die ebenfalls mit Rassifizierungsphänomenen konfrontiert waren¹²⁶.

Der Frage des Rassismus in der Schweiz nachzugehen, bedeutet, über den wirtschaftlichen Aufschwung des Landes und seinen Wohlstand nachzudenken. Und es bedeutet auch, dass wir die informellen Narrative, die diesen Wohlstand dank der Arbeit unserer Eltern und Grosseltern erklären, überdenken und eine neue Erzählung über die Beziehung des Landes zum Rest der Welt mitdenken müssen¹²⁷.

Das neue akademische Bewusstsein leitete jedoch keine Zeit des «sozialen Friedens» ein. Tatsächlich stiess die Erkenntnis beim Rest der Gesellschaft auf relative Gleichgültigkeit. Ein Verdienst der Arbeit ist es jedoch, dass sie das Spektrum der Forschungsfragen erweitert und den politischen Handlungsträgern Argumente aus zuverlässigen

siger Forschung liefert. Auch die Art der Argumente verlagerte sich von einer reinen Diskussion über die wirtschaftliche Präsenz der Schweiz in der Welt hin zum Verständnis der Auswirkungen dieser Präsenz auf die Wahrnehmung – im Land und in der Bevölkerung – der wachsenden Präsenz von im Ausland geborenen Menschen.

So hat 2014 eine Gruppe von Westschweizer Aktivistinnen und Aktivisten die Migros für ihre Werbung für das Waschmittel Total kritisiert. Die Migros hatte einen Spot gedreht, in dem aus einem brauen Teddybären nach dem Waschungang mit ihrem Produkt ein weisser wurde. Die Gruppe wies die Migros darauf hin, dass dieses Werbekonzept Codes aus der Kolonialzeit aufgreife, in der viele Seifen und andere Waschmittel ihre Wirksamkeit dadurch bewiesen, dass sie zeigten, wie Menschen mit schwarzer Hautfarbe dank der Seife buchstäblich «gebleicht» wurden, was hiess, dass ihre Hautfarbe mit Schmutz und Unreinheit und Weiss mit Gesundheit und Sauberkeit gleichgesetzt wurden¹²⁸. Die Reaktionen auf die Kampagne waren in vielerlei Hinsicht interessant. Die Migros erklärte nach einem Treffen mit den Aktivistinnen und Aktivisten, dass sie deren Empörung verstehe, lehnte es jedoch ab, sich zu entschuldigen, da ihrer Meinung nach die Tatsache, dass sie niemanden beleidigen wollte, beweise, dass sie «schuldlos» an jeglichem Rassismus sei.

Diese Situation zeigt, wie wenig über das historische Unterbewusstsein der Schweizer Gesellschaft offenbart worden war, um ein gründliches Nachdenken über diese Bilder und die Realität ihrer vollen Bedeutung anzustossen. Sie belegt aber auch, dass die Aktivistinnen und Aktivisten wachsamer geworden sind und sich auf eine genaue Kenntnis der Geschichte der kolonialen Ikonografie berufen, auf historische Referenzen, die auch in der Schweiz dazu beigetragen haben, Vorstellungen von Race mit all ihren hierarchischen Implikationen zu normalisieren¹²⁹.

Die Welle der Empörung, die durch den Mord an George Floyd in Minneapolis im Mai 2020 ausgelöst wurde und im ganzen Land zu Demonstrationen in den grösseren Städten führte, bestätigte das Ende der öffentlichen Wahrnehmung der Schweiz als Sonderfall. Sie brachte auch eine Reihe tragischer Ereignisse in der Schweiz ans Licht, bei denen junge Schwarze Männer bei Zusammenreffen mit der Polizei ihr Leben verloren: Hervé Mandundu im Jahr 2016, Lamine Fatty im Jahr 2017 und der Tod von Mike Ben Peter im März 2018, der am meisten Aufsehen erregte. Das Urteil im letztgenannten Fall, das im Juli 2023 erging, nachdem die Staatsanwaltschaft die Anklage gegen die sechs ursprünglich angeklagten Polizisten fallen gelassen hatte, hat bei einigen Akteuren und Akteurinnen das Gefühl wieder aufkommen lassen, dass dieser Prozess nicht von den Auswirkungen des strukturellen Rassismus zu trennen ist, der wie eine unsichtbare Hand den endgültigen Ausgang von Gerichtsverfahren lenkt, an denen rassifizierte Personen involviert sind¹³⁰.

Wird die Existenz von Rassismus in der Schweizer Gesellschaft anerkannt, wird das Konzept der Staatsbürgerschaft infrage gestellt, Staatsbürgerschaft verstanden als Raum, in dem Menschen ihre Rechte in gegenseitigem Respekt geniessen können, mit der Möglichkeit, Genugtuung zu erhalten, wenn ihre Rechte verletzt werden. Ein stärkeres Bewusstsein für diese Rechte ist entscheidend, um der Mentalität des Sonderfalls Schweiz ein Ende zu setzen, die glauben lässt, dass die Schweiz vor solchen Problemen gefeit sei. Rassismus in den Lehrplan der Grundschulen aufzunehmen, wie Religions- oder Mathematikunterricht, wäre eine Möglichkeit, das Thema anzugehen. Erst wenn die massgebliche Verbindung zwischen Schweizer Kolonialgeschichte und heutigem Rassismus nicht mehr zur Debatte steht, können wir eine neue staatsbürgerliche Ethik aufbauen.

Der Historiker Dr. Henri-Michel Yéré forscht am Zentrum für Afrikastudien der Universität Basel. Er ist auch Schriftsteller und Lyriker. h.yere@unibas.ch

¹²⁴ Patricia Purtschert, Francesca Falk & Barbara Lüthi (2016). Switzerland and «Colonialism without Colonies», *Interventions*, 18:2, 286–302. DOI: 10.1080/1369801X.2015.1042395.

¹²⁵ Vgl. hierzu Patrick Harries, *Dompter les sauvages domestiques : le rôle de l'Afrique dans les Écoles du dimanche en Suisse romande, 1860–1920*. In: *Suisse – Afrique (18^e–20^e siècle): de la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*. Münster, S. 227–246. Patrick Harries hatte eine erste Version dieser Arbeit an der Konferenz an der Universität Basel im Oktober 2003 vorgestellt.

¹²⁶ Siehe dazu die von Rohit Jahin ins Leben gerufene Initiative «Schwarzenbach-Komplex», die anlässlich des 50. Jahrestags der Abstimmung über die Schwarzenbach-Initiative mit Diskussionsrunden und Treffen eine kritische Reflexion als kollektives Langzeitprojekt (2021–23) anregte: www.schwarzenbach-komplex.ch.

¹²⁷ Siehe dazu die Arbeiten, die diese Zusammenhänge beleuchten: Zu nennen wären hier das Buch von Peter Hänggi, Niklaus Stettler und Robert Labhardt: *Baumwolle, Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789–1815)*. Merian, Basel, 2004. Thomas David, Bouda Etamad und Jannick Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*. Antipodes, Lausanne, 2005.

¹²⁸ Vgl. *Le Matin*, 2. Dezember 2014, S. 4–5.

¹²⁹ Jovita dos Dantos Pinto et al., «Einleitung», in Jovita Dos Santos Pinto, Pamela Ohene-Nyako, Melanie-Evely Pétrémont, Anne Lavanchy, Barbara Lüthi, Patricia Purtschert, Damir Skenderovic (Hrsg.), *Un/doing Race: Rassifizierung in der Schweiz*. Seismo, Zürich und Genf, 2022, S. 15.

¹³⁰ Siehe das Interview mit Rechtsanwältin Milena Peeva, Beobachterin am Prozess gegen die sechs Polizisten im Fall Mike Ben Peter hier: www.rts.ch > info > regions > vaud > Mort de Mike Ben Peter: les six policiers lausannois sont acquittés (Website aufgerufen am 6.7.2023).

Verso la fine dell'«eccezionalismo» svizzero

Per molto tempo la Svizzera si è presentata come un'eccezione tra le nazioni europee. La sua posizione geografica, il suo statuto di neutralità e la sua assenza di colonialismo esplicito hanno forgiato l'immagine di un Paese a sé, risparmiato dai conflitti e dai problemi intrinseci di altre nazioni. Nel corso degli ultimi 20 anni, tuttavia, la percezione di questo «eccezionalismo» si sta incrinando.

Henri-Michel Yéré

In un articolo del 2017, Patricia Purtschert, Francesca Falk e Barbara Lüthi hanno esplorato la questione dell'«eccezionalismo» svizzero¹³¹, fondato su due idee principali: la marginalità della Svizzera rispetto a Paesi europei diventati potenze colonizzatrici nel corso del XIX secolo (Francia, Regno Unito, Belgio, Paesi Bassi ecc.) e l'immagine della Svizzera quale nazione neutrale, che si distingue per il suo attaccamento alla pace nel mondo e per l'impegno civico dei suoi cittadini a favore di quest'ultima. La mia tesi è che l'ultimo ventennio coincide con un progressivo allontanamento da questa visione. Dal 2003 circa stiamo infatti assistendo a una «normalizzazione» del rapporto tra la società e il suo passato e a una presa di coscienza della dimensione centrale del razzismo, simbolo di un passato che persiste. Questo progressivo allontanamento si è manifestato sul piano del pensiero accademico e su quello dell'attivismo antirazista.

All'inizio di questo ventennio, nell'ottobre del 2003 si è svolta all'Università di Basilea una conferenza che intendeva esplorare le relazioni storiche tra la Svizzera e il continente africano, relazioni tipiche di una situazione di «imperialismo senza colonie». La conferenza è stata una delle prime occasioni per affrontare seriamente anche il tema della presenza,

nella società svizzera contemporanea, di forme di razzismo paragonabili a quelle presenti in altri Paesi europei con un passato coloniale esplicito (Francia, Regno Unito, Belgio)¹³². Questa presa di coscienza a livello universitario ha contribuito ad accreditare l'idea che è ormai impossibile parlare della Svizzera come di

Riflettere sulla questione del razzismo in Svizzera significa riflettere sulla storia della modernizzazione economica del Paese e della sua prosperità.

un caso a sé nella storia del colonialismo europeo e, soprattutto, costringe a esaminare il razzismo all'interno della società svizzera attraverso una prospettiva storica, dal momento che uno dei problemi con cui siamo confrontati collettivamente è proprio il nesso tra l'eredità di questa storia coloniale e la natura delle rappresentazioni e delle strutture consolidate all'interno della società svizzera contemporanea.

È inoltre l'occasione per analizzare congiuntamente questa storia e quella dell'immigrazione del secondo dopoguerra, che ha visto l'arrivo in Svizzera

di popolazioni dell'Europa del Sud e del Sud-Est, a loro volta confrontate con fenomeni di razzializzazione¹³³.

Riflettere sulla questione del razzismo in Svizzera significa riflettere sulla storia della modernizzazione economica del Paese e della sua prosperità, rivisitando le narrazioni informali che riconducono questa prosperità al lavoro dei nostri genitori e dei nostri nonni, e completandole con una lettura nuova delle relazioni tra la Svizzera e il resto del mondo¹³⁴.

Questa presa di coscienza a livello universitario non ha tuttavia portato a un periodo di «pace sociale»; in realtà è avvenuta in una relativa indifferenza da parte del resto della società. Il lavoro svolto ha comunque avuto il merito di ampliare il campo della riflessione e di fornire a chi ha una maggiore affinità con l'azione politica argomenti ricavati da ricerche rigorose. Anche la natura di questi argomenti è evoluta, passando dalla semplice discussione delle implicazioni economiche della presenza svizzera nel mondo alla comprensione dell'impatto di questa presenza sulla percezione, nel Paese e nella popolazione, della crescente presenza di persone nate all'estero.

Nel 2014, nella Svizzera francese un gruppo di attivisti ha chiesto spiegazioni

a Migros sulla sua campagna pubblicitaria per il detersivo Total, in cui utilizzava l'immagine di un orso bruno che usciva completamente bianco da un lavaggio con questo prodotto. Gli attivisti hanno fatto notare alla Migros che lo schema pubblicitario riprendeva i codici dell'epoca coloniale, quando molti saponi e detersivi provavano la loro efficacia mostrando come riuscissero letteralmente a «sbianchire» le persone di pelle nera, assimilando così il colore della loro pelle alla sporcizia e all'impurità e il bianco all'igiene e alla pulizia¹³⁵. Le reazioni suscitate dalla campagna sono state interessanti sotto vari punti di vista: dopo aver incontrato gli attivisti, Migros ha dichiarato di capire la loro indignazione, ma non ha voluto fornire scuse poiché, a suo dire, il fatto di non aver voluto offendere nessuno bastava a dimostrare che fosse «innocente» da qualsiasi accusa di razzismo.

Questa situazione rivela come la sensibilizzazione di quella parte della società svizzera con una minore consapevolezza storica non sia bastata per far scattare una riflessione approfondita su queste immagini e sul loro significato reale. Ha tuttavia anche mostrato che gli attivisti sono diventati più vigili, grazie a un'attenta conoscenza della storia dell'iconografia coloniale e dei riferimenti storici che, anche in Svizzera, hanno contribuito a consolidare un immaginario della razza con tutte le implicazioni gerarchiche che ne derivano¹³⁶.

L'ondata d'indignazione provocata dall'assassinio di George Floyd a Minneapolis nel maggio del 2020, tradottasi in ampie manifestazioni nelle principali città svizzere, non ha fatto che confermare la fine di questa percezione pubblica dell'«eccezionalismo» elvetico. Ha inoltre evidenziato una serie di tragici eventi, in cui giovani neri hanno perso la vita durante interazioni con la polizia: Hervé Mandundu nel 2016, Lamine Fatty nel 2017 e Mike Ben Peter nel marzo del 2018, la cui morte è quella che ha destato maggior scalpore. Il verdetto in quest'ul-

tima causa, pronunciato nel luglio del 2023 dopo che la procura aveva abbandonato le accuse contro i sei agenti di polizia inizialmente incolpati, ha riaperto in alcuni attivisti la sensazione che sia impossibile dissociare questo processo dagli effetti del razzismo strutturale, che influenza, come una mano invisibile, l'esito finale dei processi giudiziari in cui sono coinvolte persone razzializzate¹³⁷.

Una maggiore consapevolezza dei propri diritti è essenziale per porre un termine alla mentalità dell'«eccezionalismo» svizzero che induce a credere che il Paese sia al riparo da simili problemi.

Il riconoscimento della presenza del razzismo all'interno della società svizzera mette in crisi la nozione stessa di cittadinanza quale spazio che garantisce alle persone il godimento dei propri diritti nel rispetto reciproco, con la possibilità di ottenere una riparazione quando questi siano calpestati. Una maggiore consapevolezza dei propri diritti è essenziale per porre un termine alla mentalità dell'«eccezionalismo» svizzero che induce a credere che il Paese sia al riparo da simili problemi. Un approccio costruttivo potrebbe essere quello di integrare la questione del razzismo nel programma delle scuole elementari, alla stessa stregua dei corsi di religione o di matematica. A partire dal momento in cui il legame cruciale tra la storia coloniale della Svizzera e il razzismo contemporaneo non sarà più oggetto di discussione e, potremo finalmente ricostruire un'etica civica rinnovata.

Henri-Michel Yéré è dottore in storia contemporanea e ricercatore in scienze sociali al Centro di studi africani dell'Università di Basilea. È anche scrittore e autore di raccolte di poesia. h.yere@unibas.ch

¹³¹ Patricia Purtschert, Francesca Falk e Barbara Lüthi (2016) Switzerland and 'Colonialism without Colonies', *Interventions*, 18:2, 286-302, DOI: 10.1080/1369801X.2015.1042395.

¹³² Cfr. Patrick Harries, *Dompter les sauvages domestiques: le rôle de l'Afrique dans les Écoles du dimanche en Suisse romande, 1860-1920*. In: *Suisse - Afrique (18^e-20^e siècle): de la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*. Münster, pag. 227-246. Patrick Harries aveva presentato una prima versione del documento alla conferenza tenutasi nell'ottobre del 2003 all'Università di Basilea.

¹³³ Cfr. l'iniziativa «Schwarzenbach Komplex», promossa da Rohit Jahin, che ha condotto una riflessione critica in occasione dei 50 anni della votazione sull'iniziativa Schwarzenbach organizzando tavole rotonde e incontri (tra il 2021 e il 2023): <https://www.schwarzenbach-komplex.ch/cms/index.php>.

¹³⁴ Cfr. i lavori che evidenziano questi legami: per esempio l'opera di Peter Hänggi, Niklaus Stettler e Robert Labhardt: *Baumwolle, Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789-1815)*. Merian, Basel, 2004. Dello stesso tenore, cfr. Thomas David, Bouda Etemad e Jannick Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*. Antipodes, Lausanne, 2005.

¹³⁵ Cfr. *Le Matin*, 2 dicembre 2014, pagg. 4-5.

¹³⁶ Jovita dos Dantos Pinto et al., 'Introduction', in Jovita Dos Santos Pinto, Pamela Ohene-Nyako, Melanie-Evely Pétrémont, Anne Lavanchy, Barbara Lüthi, Patricia Purtschert, Damor Skenderovic, *Un/Doing Race: Racialisation en Suisse*. Seismo, Zurich et Genève, 2022, pag. 15.

¹³⁷ Cfr. l'intervista all'avvocato Milena Peeva, osservatrice durante il processo contro i sei agenti di polizia nella causa Mike Ben Peter: www.rts.ch > info > regions > vaud > Mort de Mike Ben Peter: les six policiers lausannois sont acquittés (sito consultato il 6.7.2023).

Racisme, sexisme et colonialisme : pour une approche intersectionnelle de la résistance

Faten Khazaei

J'ai appris que le sexisme et l'hétérosexisme proviennent de la même source que le racisme... Je ne peux pas me permettre le luxe de lutter contre une seule forme d'oppression... Et je ne peux pas me permettre de choisir entre les fronts sur lesquels je dois combattre ces forces de discrimination. Partout où elles apparaissent, elles semblent vouloir me détruire. Et quand elles apparaissent pour me détruire, elles ne tarderont pas à apparaître pour vous détruire aussi. (Lorde, 1983, traduction libre)

Audre Lorde, activiste et écrivaine afro-américaine et lesbienne, souligne dans son célèbre texte adressé aux femmes blanches, *There is no hierarchy of oppressions* (1983), qu'aucune entreprise destinée à défaire un système d'oppression ne peut espérer réussir si elle se concentre sur une seule dimension. Parmi les théoriciennes pionnières d'une approche que nous connaissons aujourd'hui sous le terme de l'intersectionnalité (Crenshaw 1989), elle met l'accent sur l'interdépendance des rapports de pouvoir. Elle rend visible l'imbrication du racisme avec d'autres rapports de domination, tels que, notamment, le sexisme, le classisme, le validisme ou l'hétérosexisme. Et elle appelle à considérer toutes ces dimensions dans chaque lutte contre les systèmes d'oppression.

Née d'un mouvement critique au sein du féminisme visant à contester la catégorie de « nous les femmes », en tant que sujet politique du féminisme, la théorie de l'intersectionnalité a été formulée pour affirmer que d'autres rapports de pouvoir traversent le groupe des femmes (Crenshaw 1989). Pour cette théorie, un féminisme blanc et de classe moyenne ne peut pas représenter la voix, le vécu et les enjeux de toutes les femmes. Il existe de nombreuses femmes dont le vécu et les expériences ne peuvent pas être appréhendés, compris, rendus visibles et, en définitive, légitimés si nous ne nous travaillons que pour démasquer le seul sexisme. L'intersectionnalité permet donc de révéler ce qui n'est pas visible lorsque les catégories du genre et de la race, notamment, sont conceptualisées comme étant séparées l'une de l'autre. Si nous omettons de regarder la façon dont le genre et la race se construisent mutuellement, nous échouons finalement à comprendre véritablement comment le genre, mais aussi la race fonctionne.

Dans les propos qui suivent, j'examine quel rôle joue en Suisse la thématique de la violence contre les femmes dans l'argument de l'incompatibilité culturelle supposée des personnes étrangères. J'entends également montrer comment la relation intersectionnelle entre le sexisme et le racisme, qui aboutit à racialisier les violences de genre en Suisse, trouve ses origines dans la pensée coloniale.

L'Überfremdung et l'incompatibilité culturelle des personnes étrangères

Un des arguments rhétoriques à la base de la construction du nationalisme suisse consiste dans le mythe d'un petit pays devant lutter contre l'*Überfremdung*. Cette notion allemande est traduite tantôt par surpopulation étrangère, tantôt, plus justement, par emprise étrangère. Elle fait référence à la fois au nombre des personnes étrangères vivant en Suisse et au supposé danger culturel d'une surreprésentation des personnes étrangères parmi la population. L'*Überfremdung*, initialement apparue dans une brochure d'une institution « d'assistance aux pauvres » du canton de Zurich en 1900, a refait surface dans les débats politiques suisses au cours de différentes périodes historiques. Apparue à la veille de la Première Guerre mondiale en Europe, elle a donc suivi la dynamique de la montée du nationalisme.

Dès l'émergence de la police des étrangers à partir de 1917 dans le contexte de l'après-guerre, et durant la période des années 1960 et 1970 marquées par les débats sur l'immigration grandissante en Suisse, la rhétorique de l'*Überfremdung* s'est appliquée tour à tour aux personnes de confession juive venant de l'Europe orientale, aux communistes, aux personnes venues d'Italie et d'Espagne pour le travail saisonnier, aux personnes venant de l'ex-Yougoslavie et de la

Turquie dès les années 1980, et elle réapparaît encore dans les débats publics contre l'immigration des personnes de confession musulmane (Dahinden et al. 2014).

L'instauration de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne durant les années 1990 a réanimé ces débats de façon à justifier la restriction de l'immigration des personnes venant des pays non européens qualifiés d'États tiers. Pour justifier le traitement différencié des personnes immigrées à la base du modèle dit des trois cercles dans les politiques migratoires, le Conseil fédéral reprenait la rhétorique de l'assimilabilité et de la différence culturelle. Le modèle des trois cercles réserve un traitement favorable aux personnes venant des pays de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange, mais pose des limitations et des restrictions aux personnes provenant des pays non occidentaux. Selon la rhétorique reprise par le Conseil fédéral pour justifier ce modèle, une supposée proximité culturelle avec l'Europe garantirait une meilleure assimilation des populations migrantes.

L'instrumentalisation de la question des violences commises contre les femmes

Ce ne sont pas seulement les particularités culturelles des personnes étrangères, mentionnées en termes généraux, mais aussi les relations de genre, évoquées spécifiquement, qui sont soulevées pour justifier l'existence d'une incompatibilité culturelle entre les Suisses et ces Autres racisés et altérisés. La violence envers les femmes est un des thèmes où la prétendue incompatibilité culturelle des personnes immigrées a été le plus problématisée et a contribué au processus de racialisation de divers groupes sociaux déclarés non désirables dans divers pays occidentaux.

En Suisse, les débats publics sur l'*Überfremdung* font apparaître des considé-

rations sur les violences infligées aux femmes. Le besoin de protéger l'intégrité des femmes et des filles suisses a par exemple servi de justification aux tableaux brossant la menace que représenteraient les immigrés italiens pour les mœurs et les valeurs suisses (Maiolino 2010). Dans le débat sur l'intégration, certaines voix demandent que les autorités examinent si les personnes candidates à un droit de séjour acceptent personnellement l'égalité entre les hommes et les femmes en tant que principe du pays d'accueil.

L'idée de sauver de leur condition les femmes du tiers-monde n'est pas perçue dans sa dimension raciste, mais comme un projet politique des plus nobles.

De plus en plus présente dans les débats publics, la rhétorique de l'*Überfremdung* instrumentalise les revendications féministes autour de l'égalité de genre pour justifier l'exclusion des personnes étrangères et reproduire le racisme. Cette rhétorique a réuni plusieurs groupes, parfois opposés sur l'échiquier politique, mais unis pour «sauver les femmes du tiers-monde» de leur condition «extraordinairement» inégalitaire (Mohanty 1984). Ainsi, elle permet non seulement d'évoquer la question de la différence et de la hiérarchie entre les groupes humains, mais aussi de présenter le racisme comme une entreprise «respectable» (Antonius 2001). En effet, l'idée de sauver de leur condition les femmes du tiers-monde n'est pas perçue dans sa dimension raciste, mais comme un projet politique des plus nobles, se fondant sur une description exacte de la réalité, selon laquelle ces femmes seraient victimisées par leur propre culture. Il est ainsi tenu pour acquis que les violences commises contre les femmes sont l'apanage des Autres.

Ces débats taisent en outre l'origine coloniale de cette rhétorique. Dès les débuts de la période coloniale, les violences commises contre les femmes ont valu comme un motif justifiant la présence coloniale, en présentant celle-ci comme une mission civilisatrice dans des sociétés arriérées (Spivak 1988 ; Abu-Lughod 2013 ; Collier et al. 1995). Spivak (1988) a examiné l'importance de l'argument selon lequel les colons britanniques sauvaient les femmes indiennes de leurs propres hommes. De même, pour Collier et ses collègues (1995), dès le XIX^e siècle, la France a utilisé le statut des femmes en Algérie comme un indicateur du degré d'incivilité des lois algériennes, pour justifier sa présence coloniale.

La mobilisation de ces représentations contre les personnes étrangères, particulièrement celles de confession musulmane, s'est manifestée en Suisse lors de plusieurs campagnes politiques, dont celles pour l'interdiction des minarets en 2009 et pour le renvoi des étrangers criminels en 2010, et dans les cantons, celle pour l'interdiction de la burqa au Tessin en 2013, et celle au sujet de la nouvelle loi sur la laïcité de l'État à Genève en 2019. Tous ces exemples montrent la continuité et l'actualité de l'utilisation du genre dans la racialisation des personnes de confession musulmane en Suisse.

Nombre de ces campagnes politiques ont exploité les images de femmes musulmanes voilées pour illustrer leur incompatibilité culturelle avec la Suisse (Michel 2015). Les images d'une femme portant une burqa et celles de minarets noirs envahissant le drapeau suisse demeurent dans les mémoires ; «la femme musulmane» s'est alors trouvée au centre des débats publics. Ces images exprimaient l'idée selon laquelle la domination masculine et l'oppression des femmes sont des caractéristiques de la confession musulmane et contredisent les valeurs de la démocratie libérale de la Suisse. Ainsi, la mobilisation de l'égalité de genre ou la question des violences de

genre a également circulé dans l'espace du « colonialisme sans colonies » à la Suisse (Purtschert et al. 2016).

Du fait de l'amalgame pratiqué entre la religion (particulièrement l'islam) et la domination masculine, les actes de violence de genre sont désormais considérés comme des actes causés par la religion et/ou comme des pathologies culturelles ou traditionnelles étrangères à l'Occident. Lorsque les violences commises contre les femmes concernent des couples suisses, il est d'usage de les expliquer par des caractéristiques individuelles propres aux auteurs de ces violences – problèmes psychologiques ou consommation d'alcool ou de substances illicites. Les violences sont donc abordées sous l'angle de l'individu et non pas de la culture ou de la société. Autrement dit, les actes violents survenant chez les Suisses ne nous disent rien sur la culture des Suisses ou sur les rapports de genre en Suisse. À l'inverse, les actes de violence survenant chez les personnes migrantes ne sont pas considérés sous l'angle des individus, mais comme étant représentatifs de leur culture ou de leur religion (Khazaei 2023). En conséquence, les politiques et les débats publics en Suisse tendent à se focaliser sur la migration et la différence de culture pour comprendre et expliquer les violences de genre. De ce fait, certaines formes des violences infligées aux femmes touchant a priori davantage les populations migrantes, comme le mariage forcé et les mutilations génitales féminines, prennent souvent une place centrale dans les politiques publiques.

Les conséquences de cet état de fait – la dénonciation croissante des violences commises contre les femmes dans les seuls groupes racisés – ne désavantagent pas seulement les membres de ces groupes racisés. Pointer du doigt certains de ces groupes pour dénoncer les violences de genre a pour effet de racialiser ces violences : or, cette attitude échoue finalement à protéger de manière adéquate toutes les victimes. Les Suis-

esses se trouvent également désavantagées : lorsqu'elles se plaignent de la violence de leur partenaire suisse devant une instance officielle, il arrive que leurs propos soient minimisés et moins pris au sérieux, les faits qu'elles dénoncent ne correspondant pas aux représentations racialisées que l'on se fait habituellement de ce type de violence (Khazaei 2023).

Pour conclure

Il faut revenir, donc, à la prophétie d'Audre Lorde et au besoin de penser la résistance au racisme en lien avec la résistance au sexisme et aux autres rapports de pouvoir. Comme expliqué par Christine Delphy (2001 : 89), « la question du rapport entre sexe et genre est non seulement parallèle à celle du rapport entre division et hiérarchie, mais c'est la même question ». Dans cette optique, le genre à titre de premier signifiant de la hiérarchie entre les humains a pour effet de rendre naturelle l'idée même d'une supériorité/infériorité ou altérité. L'invention de la race, à l'instar de l'invention du genre, a été un moment crucial dans l'établissement des relations de supériorité et d'infériorité qu'implique la domination. Une conception de l'humanité est fondée sur l'idée que les populations du monde peuvent être différenciées en deux groupes, l'un étant supérieur à l'autre. L'intersectionnalité nous donne à voir que toute reproduction de la hiérarchie et de l'altérité est une seule et même question, et que le sexisme se perpétue notamment en reproduisant les relations racistes et coloniales. L'intersectionnalité nous permet donc de voir comment le racisme renforce le sexisme et repose sur lui, et comment, réciproquement, le sexisme nourrit et légitime le racisme. L'intersectionnalité nous montre ainsi que toute entreprise visant à contrer ces systèmes d'oppression ne peut avoir une chance de réussir que si elle les combat ensemble.

Faten Khazaei est professeure assistante au département des sciences sociales de l'université de Northumbria au Royaume-Uni. faten.khazaei@northumbria.ac.uk

BIBLIOGRAPHIE

- Abu-Lughod, L. (2013). *Do Muslim Women Need Saving?* Cambridge, Harvard University Press
- Antonius, R. (2001). « Un racisme « respectable » ». In *Les relations ethniques en question*. J. Renaud, L. Pietrantonio et G. Bourgeault (éd.), p. 253-271. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal
- Collier, J. F. Maurer, B. et Suarez-Navaz, L. (1995). « Sanctioned Identities : Legal Constructions of Modern Personhood », *Identities 2*, no 1-2, p. 1-27
- Crenshaw K. (1989). « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : a Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *The University of Chicago Legal Forum*, 140, p. 139-167
- Dahinden, J., Duemmler, K. et Moret, J. (2014). « Disentangling Religious, Ethnic and Gendered Contents in Boundary Work : How Young Adults Create the Figure of « the Oppressed Muslim Woman » », *Journal of Intercultural Studies*, 35 (4), p. 329-348
- Delphy C. (2001). *Penser le genre. L'ennemi principal*. Tome 2. Paris, Éditions Syllepse
- Khazaei, F. (2023). « La colonialité du genre, ou comment « sauver » les victimes migrantes des violences conjugales », *ethnographiques.org*, 44 (2022), [en ligne]
- Lorde, A. (1983). « There Is No Hierarchy of Oppressions », *Bulletin : Homophobia and Education*, Council on Interracial Books for Children
- Maiolino, A. (2010). « Vierzig Jahre Schwarzenbach-Initiative – Für Hunde und Italiener verboten ». *Die Wochenzeitung*, 3 juin. Voir : <https://www.woz.ch/-207d>
- Michel, N. (2015). Sheepology : « The Postcolonial Politics of Raceless Racism in Switzerland ». In *Postcolonial Studies* 18 (4), p. 410-426
- Mohanty, C. T. (1984). « Under Western Eyes : Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Boundary 2*, 12 (3), p. 333-358
- Purtschert, P., Falk, F. et Lüthi, B. (2016). « Switzerland and « Colonialism without Colonies », Reflections on the Status of Colonial Outsiders ». *Interventions: International Journal of Postcolonial Studies* 18, No. 2, p. 286-302
- Spivak, G. C. (1988). « Can the Subaltern Speak ? », in Grossberg Lawrence et Nelson Cary (eds.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana, University of Illinois Press, p. 271-313



Collection anthropologique du Prince Roland Bonaparte.

Rassismus, Sexismus und Kolonialismus: für einen intersektionalen Ansatz des Widerstands

Faten Khazaei

Ich habe gelernt, dass Sexismus [...] und Heterosexismus [...] aus derselben Quelle stammen wie Rassismus. [...] Ich kann mir den Luxus nicht leisten, nur eine Form der Unterdrückung zu bekämpfen. [...] Und ich kann es mir nicht leisten, zwischen den Fronten zu wählen, an denen ich diese diskriminierenden Kräfte bekämpfen muss, wo immer sie auftauchen, um mich zu vernichten. Und wenn sie auftauchen, um mich zu vernichten, sind sie bald da, um auch euch zu vernichten. (Audre Lorde, 1983. Aus dem englischen Original übersetzt)

Die afroamerikanische homosexuelle Aktivistin und Schriftstellerin Audre Lorde betont in ihrem berühmten, an weisse Frauen gerichteten Text *There is no hierarchy of oppressions* von 1983, dass kein Unterfangen, das ein Unterdrückungssystem zerstören will, Erfolg haben wird, solange es sich auf eine einzige Dimension beschränkt. Als eine der wegweisenden Theoretikerinnen eines Ansatzes, den wir heute unter dem Begriff Intersektionalität kennen (Crenshaw 1989), legt Lorde den Schwerpunkt auf die Interdependenz von Machtverhältnissen. Sie macht die Verflechtung von Rassismus mit anderen Herrschaftsverhältnissen wie Sexismus, Klassismus, Ableismus und Heterosexismus sichtbar.

Und sie ruft dazu auf, bei jedem Kampf gegen Unterdrückungssysteme all diese Dimensionen zu berücksichtigen.

Die Theorie der Intersektionalität entstammt einer kritischen Bewegung innerhalb des Feminismus, die die Kategorie «wir Frauen» als politisches feministisches Subjekt in Frage stellte. Sie besagt, dass andere Machtverhältnisse die Gruppe der Frauen durchdringen (Crenshaw 1989). Ihr zufolge kann ein mittelständischer weisser Feminismus nicht die Stimme, die Erfahrungen und die Herausforderungen aller Frauen vertreten. Es gibt viele Frauen, deren Erlebnisse und Erfahrungen weder erfasst noch verstanden noch sichtbar gemacht noch letztlich legitimiert werden können, wenn es uns nur darum geht, Sexismus zu entlarven. Intersektionalität deckt Unsichtbares auf, wenn namentlich Gender und Race als voneinander getrennte Kategorien verstanden werden. Wenn wir uns nicht ansehen, wie Gender und Race sich gegenseitig konstruieren, verstehen wir letztlich weder wie Gender noch wie Race funktionieren.

Im Folgenden gehe ich der Frage nach, welche Rolle die Thematik der Gewalt gegen Frauen in der Schweiz spielt, wenn das Argument der angeblichen

kulturellen Inkompatibilität ausländischer Menschen angeführt wird. Und ich möchte zeigen, inwiefern die intersektionale Beziehung zwischen Sexismus und Rassismus, die zur Rassifizierung der geschlechtsspezifischen Gewalt in der Schweiz führt, ihre Ursprünge im kolonialen Denken hat.

«Überfremdung» und kulturelle Inkompatibilität ausländischer Menschen

Eines der rhetorischen Argumente, das zur Ausgestaltung eines Nationalismus Schweizer Prägung herangezogen wird, beschwört den Mythos des kleinen Landes, das sich gegen Überfremdung zur Wehr setzen muss. Der Begriff der Überfremdung, der nicht nur im Französischen übernommen wurde, bezieht sich sowohl auf die Anzahl der in der Schweiz lebenden Ausländerinnen und Ausländer als auch auf die vermeintliche kulturelle Gefahr, die eine Übervertretung ausländischer Menschen in der Wohnbevölkerung darstelle. Auf den Begriff, der zuerst in einer Broschüre einer Institution für Armenfürsorge im Kanton Zürich im Jahr 1900 auftauchte, wurde im politischen Diskurs immer wieder während verschiedener historischer Zeiträume zurückgegriffen. Dass er unmittelbar vor dem Ersten Weltkrieg in Europa aufkam, verortet

ihn in die Dynamik des aufkommenden Nationalismus.

Bei der Gründung der Eidgenössischen Fremdenpolizei 1917, im Kontext der Nachkriegszeit, und in den Debatten in den 1960er- und 1970er-Jahren, die von der zunehmenden Einwanderung in die Schweiz geprägt waren, zielte die Überfremdungsrhetorik abwechselnd auf jüdische Menschen aus Osteuropa, auf Kommunistinnen und Kommunisten, auf Arbeiterinnen und Arbeiter, die für eine Saison aus Italien und Spanien kamen, ab den 1980er-Jahren auf Menschen aus dem ehemaligen Jugoslawien und der Türkei. Sie taucht heute noch in den öffentlichen Debatten gegen die Einwanderung von Menschen muslimischen Glaubens auf (Dahinden et al. 2014).

Die Einführung der Personenfreizügigkeit zwischen der Schweiz und der Europäischen Union in den 1990er-Jahren hat die Diskussionen neu entfacht, ging es doch darum, die Beschränkung der Einwanderung von Personen aus aussereuropäischen Ländern – die als Drittstaaten gelten – zu begründen. Um die Ungleichbehandlung von Migrantinnen und Migranten zu rechtfertigen, die dem sogenannten migrationspolitischen Drei-Kreise-Modell zugrunde liegt, griff der Bundesrat auf die Rhetorik der Assimilierbarkeit und der kulturellen Unterschiede zurück. Das Drei-Kreise-Modell sieht eine bevorzugte Aufnahme von Menschen aus EU- und EFTA-Staaten vor und kennt hingegen für Menschen aus nicht-westlichen Ländern Einschränkungen und Begrenzungen. Der vom Bundesrat zur Legitimierung dieses Modells übernommene Rhetorik zufolge gewährleiste eine (vermeintliche) kulturelle Nähe zu Europa eine bessere Assimilierung der Migrantenbevölkerung.

Instrumentalisierung des Themas Gewalt gegen Frauen

Mit Blick auf ausländische Menschen werden nicht nur allgemein kulturelle Aspekte angeführt, sondern auch

Geschlechterverhältnisse, die eine kulturelle Unvereinbarkeit von Schweizerinnen und Schweizern und rassifizierten Fremden begründen sollen. Gewalt gegen Frauen ist eines der Themen, bei denen die angebliche kulturelle Unvereinbarkeit von Migranten und Einheimischen am stärksten problematisiert wurde, was zum Prozess der Rassifizierung verschiedener sozialer Gruppen, die in westlichen Ländern als unerwünscht gelten, beigetragen hat.

Die Idee, Frauen aus der Dritten Welt aus ihrer Lage zu befreien, wird nicht in ihrer rassistischen Dimension gesehen, sondern als ein höchst edles politisches Anliegen.

In der Schweiz tauchen in den öffentlichen Debatten über «Überfremdung» auch Überlegungen zur Gewalt gegen Frauen auf. Das Bedürfnis, die Integrität der Schweizer Frauen und Mädchen zu schützen, diente zum Beispiel als Rechtfertigung für Bilder, die eine Bedrohung der Schweizer Sitten und Werte durch italienische Einwanderer heraufbeschworen (Maiolino 2010). Auch in der Integrationsdebatte wird auf die Gleichstellung von Mann und Frau als Verfassungsgrundsatz abgestellt und als Voraussetzung, um den Grad an Integration von Menschen zu beurteilen, die ein Aufenthaltsrecht beantragen.

Die in öffentlichen Debatten immer präzisere Überfremdungsrhetorik instrumentalisiert feministische Forderungen nach Geschlechtergleichheit, um die Ausgrenzung von Ausländern und Ausländerinnen zu rechtfertigen und Rassismus zu reproduzieren. Diese Rhetorik bringt verschiedene, politisch mitunter entgegengesetzte Gruppen zusammen, im Bestreben, die «Frauen aus der Dritten Welt» aus ihrem «ausserordentlich» ungleichen Zustand zu «befreien»

(Mohanty 1984). Und sie erlaubt es nicht nur, die Frage nach dem Unterschied und der Hierarchie von Gruppen zu stellen, sondern auch, Rassismus als ein «ehrbares» Anliegen darzustellen (Antonius 2001). Denn die Idee, Frauen aus der Dritten Welt aus ihrer Lage zu befreien, wird nicht in ihrer rassistischen Dimension gesehen, sondern als ein höchst edles politisches Anliegen, das sich auf eine detaillierte Beschreibung der Realität stützt, der zufolge diese Frauen zu Opfern ihrer eigenen Kultur werden. So wird für erwiesen erachtet, dass Gewalt gegen Frauen in die Domäne der «Anderen» fällt.

In solchen Debatten wird zudem der koloniale Ursprung dieser Rhetorik unterschlagen. Seit den Anfängen der Kolonialzeit galt Gewalt gegen Frauen als Rechtfertigungsgrund für die koloniale Präsenz, indem sie als zivilisatorische Mission in rückständigen Gesellschaften dargestellt wurde (Spivak 1988; Abu-Lughod 2013; Collier et al. 1995). Spivak (1988) untersuchte die Rolle des Arguments, wonach die britischen Siedler die indischen Frauen vor ihren eigenen Männern retteten. So hält auch Collier und mit ihm der Forscherkreis um ihn fest, dass Frankreich ab dem 19. Jahrhundert den Status der Frauen in Algerien als Indikator für den Grad an Unzivilisiertheit der algerischen Gesetze heranzog, um seine koloniale Präsenz zu rechtfertigen.

Die Mobilisierung derartiger Darstellungen gegen ausländische Menschen, insbesondere gegen solche muslimischen Glaubens, zeigte sich in der Schweiz in verschiedenen politischen Kampagnen, darunter auf Bundesebene in den Kampagnen für das Minarettverbot 2009 und der Ausschaffungsiniziativa 2010, und in den Kantonen in der Kampagne für das Burkaverbot im Tessin 2013 und der Kampagne über das neue Laizitätsgesetz in Genf 2019. All diese Beispiele belegen die Kontinuität und die Aktualität des Abstellens auf die Genderfrage bei der Rassifizierung von Menschen muslimischen Glaubens in der Schweiz.

Viele dieser politischen Kampagnen nutzten Bilder von verschleierte muslimische Frauen, um deren kulturelle Unvereinbarkeit mit der Schweiz zu veranschaulichen (Michel 2015). Die Bilder einer Frau in Burka und schwarzer Minarette, die die Schweizer Fahne besetzen, bleiben in Erinnerung; «die muslimische Frau» rückte daraufhin in den Mittelpunkt der öffentlichen Debatten. Diese Bilder drückten die Vorstellung aus, dass männliche Dominanz und die Unterdrückung von Frauen Merkmale des muslimischen Glaubens seien und den Werten der liberalen Demokratie in der Schweiz entgegenstünden. So zirkulierten die Mobilisierung der Gendergleichheit und die Frage der genderspezifischen Gewalt auch im Raum des «Kolonialismus ohne Kolonien» Schweizer Prägung (Purtschert et al. 2016).

Aufgrund der Vermischung von Religion (insbesondere des Islam) und männlicher Dominanz werden genderspezifische Gewaltakte als religiös bedingt und/oder als kulturelle oder traditionelle Pathologien betrachtet, die dem Westen fremd seien. Wenn Gewalt gegen Frauen Schweizer Paare betrifft, ist es üblich, sie mit individuellen Merkmalen der Täter zu erklären – psychologische Probleme, Konsum von Alkohol oder illegalen Substanzen. Gewalt wird also aus der Perspektive des Individuums und nicht aus der Perspektive einer Kultur oder einer Gesellschaft betrachtet. Mit anderen Worten: Gewalttaten unter Schweizerinnen und Schweizern sagen uns nichts über die Schweizer Kultur oder über die Geschlechterverhältnisse in der Schweiz. Umgekehrt werden Gewalttaten unter Migrantinnen und Migranten nicht aus der Perspektive des einzelnen Individuums betrachtet, sondern als repräsentativ für deren Kultur oder Religion (Khazaei 2023). Infolgedessen neigen die Politik und die öffentlichen Debatten in der Schweiz dazu, sich auf Migration und kulturelle Unterschiede zu fokussieren, um genderspezifische Gewalt zu verstehen und zu erklären. Daher nehmen bestimmte Formen der

Gewalt gegen Frauen, die a priori vermehrt Migrantengruppen betreffen, wie Zwangsheirat oder weibliche Genitalverstümmelung, oft einen zentralen Platz in der politischen Debatte ein.

Die Intersektionalität lässt uns erkennen, dass jede Reproduktion von Hierarchie und Andersartigkeit ein und dasselbe Problem ist und dass Sexismus insbesondere durch die Reproduktion rassistischer und kolonialer Beziehungen fortbesteht.

Die Folgen dieser Tatsache – die zunehmende Anprangerung von Gewalt gegen Frauen allein in rassifizierten Gruppen – benachteiligen nicht nur die Angehörigen der rassifizierten Gruppen. Zeigt man mit dem Finger auf bestimmte Gruppen, um genderspezifische Gewalt anzuprangern, führt dies zu einer Rassifizierung dieser Gewalt, einer Haltung, die letztlich dazu führt, dass kein Opfer angemessen geschützt wird. Schweizerinnen sind genauso benachteiligt: Klagen sie bei einer offiziellen Stelle die Gewalt ihres Schweizer Partners an, kann es passieren, dass ihre Aussagen heruntergespielt und weniger ernst genommen werden, da die von ihnen angezeigten Fakten nicht den rassifizierten Darstellungen entsprechen, die man sich üblicherweise von dieser Art von Gewalt macht (Khazaei 2023).

Fazit

Kommen wir auf Audre Lorde's Prophezeiung zurück und auf die Notwendigkeit, den Widerstand gegen Rassismus in Verbindung mit dem Widerstand gegen Sexismus und andere Machtverhältnisse zu denken. Wie Christine Delphy (2001:89) erläutert, ist die Frage nach dem Verhältnis von Geschlecht und Gender nicht parallel zur Frage nach dem

Verhältnis von Ausgrenzung und Hierarchie zu stellen, sondern es ist ein und dieselbe Frage. In diesem Sinne dient Gender als erstes Zeichen einer Hierarchie unter den Menschen dazu, die Idee von Überlegenheit/Unterlegenheit oder Andersartigkeit als natürlich wirken zu lassen. Die Einführung von «Race» war, ähnlich wie die Einführung von «Gender», ein entscheidender Moment bei der Etablierung von Überlegenheits- und Unterlegenheitsbeziehungen, die Herrschaft mit sich bringt. Ein Konzept der Menschheit beruht auf der Vorstellung, dass die Weltbevölkerung in zwei Gruppen unterschieden werden kann, von denen die eine der anderen überlegen ist. Die Intersektionalität lässt uns erkennen, dass jede Reproduktion von Hierarchie und Andersartigkeit ein und dasselbe Problem ist und dass Sexismus insbesondere durch die Reproduktion rassistischer und kolonialer Beziehungen fortbesteht. Die Intersektionalität erlaubt es uns, zu verstehen, wie Rassismus Sexismus verstärkt, dass Rassismus auf Sexismus beruht und wie umgekehrt Sexismus Rassismus nährt und legitimiert. Die Intersektionalität zeigt uns, dass jedes Unterfangen, das diesen Unterdrückungssystemen entgegenwirken will, nur dann eine Chance auf Erfolg haben kann, wenn es sie gemeinsam bekämpft.

Faten Khazaei ist Assistenzprofessorin in der Abteilung für Sozialwissenschaften an der Northumbria University in Grossbritannien. faten.khazaei@northumbria.ac.uk

BIBLIOGRAFISCHE REFERENZEN AUF S. 89

Razzismo, sessismo e colonialismo: per una resistenza intersezionale

Faten Khazaei

***Ho scoperto che il sessismo e l'eterosessismo derivano dalla stessa fonte del razzismo... Non posso permettermi il lusso di lottare contro un'unica forma di oppressione... E non posso neanche permettermi di scegliere su quale fronte devo combattere queste forze discriminatorie. Sembrano volermi distruggere ovunque si manifestino. E quando si manifesteranno per distruggere me, non tarderanno a manifestarsi per distruggere anche voi.* (Audre Lorde, 1983, traduzione personale)**

Nel suo celebre testo del 1983 destinato alle donne bianche «There is no hierarchy of oppressions», Audre Lorde, attivista e scrittrice afroamericana e lesbica, sottolinea che qualsiasi iniziativa finalizzata ad abbattere un sistema oppressivo focalizzandosi su un'unica dimensione è destinata a fallire. Tra le pioniere della teoria di un approccio che oggi conosciamo con il nome di intersezionalità (Crenshaw 1989), l'autrice mette l'accento sull'interdipendenza dei rapporti di potere, mostrando come il razzismo s'intrecci con altri rapporti di dominio, in particolare il sessismo, il classismo, l'abilismo o l'eterosessismo, ed esorta a considerare l'insieme di queste dimensioni in tutte le battaglie contro i sistemi oppressivi.

La teoria dell'intersezionalità, nata da un movimento critico all'interno del femminismo volto a contestare la categoria «noi donne» quale soggetto politico del femminismo, è stata formulata per affermare che il gruppo delle donne è permeato da altri rapporti di potere (Crenshaw 1989). Per chi sostiene questa teoria, un femminismo bianco e di classe media non può rappresentare la voce, le esperienze e le sfide di tutte le donne. Se ci sforziamo unicamente di smascherare il sessismo, non potremo cogliere, capire, mostrare e, in fondo, legittimare la vita e le esperienze di molte donne. L'intersezionalità permette quindi di rivelare ciò che non è visibile quando le categorie del genere e della razza, in particolare, sono trattate come fossero separate l'una dall'altra. Se ignoriamo il modo in cui il genere e la razza si alimentano a vicenda, non riusciremo a capire realmente come funzionano l'uno e l'altra.

Nelle riflessioni che seguono, mi propongo di esaminare il ruolo in Svizzera della violenza contro le donne nella tesi della presunta incompatibilità culturale degli stranieri. Cercherò in seguito di mostrare come la relazione intersezionale tra sessismo e razzismo, che porta a razzializzare le violenze di genere in Svizzera, affondi le sue radici nel pensiero coloniale.

L'Überfremdung e l'incompatibilità culturale degli stranieri

Uno degli argomenti retorici su cui si fonda la costruzione del nazionalismo svizzero consiste nel mito di un piccolo Paese alle prese con l'Überfremdung. Questa nozione tedesca è tradotta talvolta con sovrappopolazione straniera e talvolta, più correttamente, con inforestierimento. Fa riferimento sia al numero di stranieri che vivono in Svizzera sia al presunto pericolo culturale di una rappresentanza eccessiva degli stranieri all'interno della popolazione. Il termine *Überfremdung*, comparso inizialmente nell'opuscolo di un'istituzione di «assistenza ai poveri» del Cantone di Zurigo nel 1900, è riemerso nel dibattito politico svizzero in diversi periodi storici. Apparso in Europa alla vigilia della Prima guerra mondiale, ha seguito la dinamica dell'ascesa del nazionalismo.

Dall'istituzione della polizia degli stranieri a partire dal 1917 nel contesto del dopoguerra e durante gli anni 1960 e 1970, contrassegnati dal dibattito sulla crescente immigrazione in Svizzera, la retorica dell'*Überfremdung* è stata applicata di volta in volta agli ebrei provenienti dall'Europa orientale, ai comunisti, ai lavoratori stagionali originari dell'Italia e della Spagna, nonché ai cittadini dell'ex

Iugoslavia e della Turchia immigrati a partire dagli anni 1980 – per riaffiorare nuovamente nel dibattito pubblico contro l’immigrazione dei musulmani (Dahinden et al. 2014).

L’istituzione della libera circolazione delle persone tra la Svizzera e l’Unione europea durante gli anni 1990 ha riaperto questi dibattiti per motivare la limitazione dell’immigrazione di persone provenienti da Paesi non europei, ossia i cosiddetti Stati terzi. Per giustificare il trattamento differenziato degli immigrati nelle politiche migratorie, previsto dal «modello dei tre cerchi», il Consiglio federale ha fatto propria la retorica dell’assimilabilità e della differenza culturale. Questo modello riserva un trattamento di favore alle persone provenienti dai Paesi dell’Unione europea e dell’Associazione europea di libero scambio, ponendo invece limitazioni e restrizioni a quelle provenienti da Paesi non occidentali. Secondo la retorica adottata dal Consiglio federale per giustificare il modello, una presunta vicinanza culturale con l’Europa garantirebbe una maggiore assimilabilità delle popolazioni migranti.

La strumentalizzazione della violenza contro le donne

A essere evocati in modo specifico per giustificare una presunta incompatibilità culturale tra gli svizzeri e questi «altri» razzializzati e alterizzati non sono soltanto gli aspetti culturali degli stranieri menzionati in termini generici, ma anche le relazioni di genere. La violenza contro le donne è uno dei temi in cui questa presunta incompatibilità culturale degli immigrati è stata denunciata con maggior veemenza, il che ha contribuito al processo di razzializzazione di diversi gruppi sociali, considerati indesiderati in diversi Paesi occidentali.

In Svizzera, il dibattito pubblico sull’*Überfremdung* fa emergere considerazioni sulle violenze inflitte alle donne. Il bisogno di proteggere l’integrità delle donne e delle ragazze svizzere è servito ad esempio a giustificare i cartelli che

illustravano la minaccia rappresentata dagli immigrati italiani per i costumi e i valori svizzeri (Maiolino 2010). Il dibattito sull’integrazione fa riferimento a questa disparità tra uomo e donna anche a titolo di principio costituzionale svizzero e di condizione per valutare il grado d’integrazione dei candidati al diritto di soggiorno.

L’idea di salvare le donne del Terzo mondo dalla loro condizione non è infatti percepita nella sua dimensione razzista, ma come uno dei progetti politici più nobili.

La retorica dell’*Überfremdung*, sempre più presente nel dibattito pubblico, strumentalizza le rivendicazioni femministe imperniate sulla parità di genere per giustificare l’esclusione degli stranieri e riprodurre il razzismo. Questa retorica ha riunito diversi gruppi, talvolta opposti sullo scacchiere politico, ma uniti per «salvare le donne del Terzo mondo» dalla loro condizione «straordinariamente» non egualitaria (Mohanty 1984). Questa retorica permette quindi non soltanto di evocare la questione della differenza e della gerarchia tra i gruppi umani, ma anche di presentare il razzismo come un’iniziativa «rispettabile» (Antonius 2001). L’idea di salvare le donne del Terzo mondo dalla loro condizione non è infatti percepita nella sua dimensione razzista, ma come uno dei progetti politici più nobili, basato su una descrizione esatta della realtà, in base alla quale queste donne sarebbero vittimizzate proprio dalla loro cultura. Si dà così per scontato che la violenza contro le donne sia appannaggio degli «altri».

Il dibattito passa inoltre sotto silenzio l’origine coloniale di questa retorica. Sin dagli inizi del periodo coloniale, le violenze contro le donne sono state considerate un motivo che giustificava la presenza coloniale, presentandola come una

missione civilizzatrice in società arretrate (Spivak 1988; Abu-Lughod 2013; Collier et al. 1995). Spivak ha esaminato l’importanza dell’argomento in base al quale i coloni britannici salvavano le donne indiane dai loro uomini. Alla stessa stregua, per Collier e i suoi colleghi, a partire dal XIX secolo, la Francia ha utilizzato lo statuto delle donne in Algeria come indicatore del grado d’inciviltà delle leggi algerine per giustificare la sua presenza coloniale.

La mobilitazione di queste rappresentazioni contro gli stranieri, in particolare quelli di religione musulmana, si è manifestata in Svizzera in occasione di diverse campagne politiche, comprese quelle per il divieto di costruire minareti nel 2009 e per l’espulsione dei criminali stranieri nel 2010, come pure, a livello cantonale, per il divieto del burqa in Ticino nel 2013 e la nuova legge sulla laicità dello Stato a Ginevra nel 2019. Tutti questi esempi mostrano la continuità e l’attualità del ricorso al genere nella razzializzazione delle persone di fede musulmana in Svizzera.

Molte di queste campagne politiche hanno sfruttato le immagini di donne musulmane velate per illustrare la loro incompatibilità culturale con la Svizzera (Michel 2015). Sono ancora impresse nella nostra memoria le immagini di una donna che indossa il burqa e di minareti neri che invadono la bandiera svizzera: «la donna musulmana» si è così ritrovata al centro del dibattito pubblico. Queste immagini esprimono l’idea che il dominio maschile o l’oppressione delle donne siano caratteristiche della religione musulmana e contrastino con i valori della democrazia liberale della Svizzera. La mobilitazione della parità di genere o la questione delle violenze nei confronti delle donne sono così circolate nello spazio, tutto svizzero, del «colonialismo senza colonie» (Purtschert et al. 2016).

A causa dell’amalgama tra religione (in particolare l’Islam) e dominio maschile, gli atti di violenza di genere sono ormai

considerati atti motivati dalla religione e/o patologie culturali o tradizionali estranee all'Occidente. Quando la violenza contro le donne riguarda coppie svizzere, si tende a spiegarla con caratteristiche individuali degli autori – problemi psicologici oppure consumo di alcool o di sostanze illegali. La violenza è quindi affrontata dal punto di vista dell'individuo e non della cultura o della società. In altre parole, gli atti violenti commessi tra svizzeri non ci dicono nulla sulla cultura degli svizzeri o sui rapporti di genere in Svizzera. Viceversa, gli atti di violenza commessi tra i migranti non sono considerati dal punto di vista dell'individuo, bensì come atti rappresentativi della loro cultura o della loro religione (Khazaei 2023). Di conseguenza, le politiche e il dibattito pubblico in Svizzera tendono a focalizzarsi sulla migrazione e sulla differenza culturale per capire e spiegare la violenza di genere. Alcune forme di violenza nei confronti delle donne che, a priori, interessano maggiormente le popolazioni migranti, come il matrimonio forzato e le mutilazioni genitali femminili, occupano quindi spesso uno spazio di primo piano nelle politiche pubbliche.

Le conseguenze di questa situazione – la denuncia crescente della violenza contro le donne unicamente nei gruppi razzializzati – non vanno soltanto a scapito dei membri di questi gruppi. Puntare il dito contro di loro per denunciare la violenza di genere comporta una razzializzazione di questo tipo di violenza e questo atteggiamento, inevitabilmente, finisce per rendere impossibile una protezione adeguata di tutte le vittime. A farne le spese sono anche le donne svizzere: se si lamentano della violenza del partner svizzero davanti a un organo ufficiale, capita che le loro parole siano sminuite e prese meno sul serio, dal momento che i fatti denunciati non corrispondono alle abituali rappresentazioni razzializzate di questo genere di violenza (Khazaei 2023).

L'intersezionalità ci mostra che ogni riproduzione della gerarchia e dell'alterità si riduce sempre alla stessa questione e che il sessismo si perpetua riproducendo le relazioni razziste e coloniali.

In conclusione

Occorre quindi tornare alla profezia di Audre Lorde e alla necessità di associare la resistenza al razzismo alla resistenza al sessismo e agli altri rapporti di potere. Come spiegato da Christine Delphy (2001: 89), la questione del rapporto tra sesso e genere non è soltanto parallela a quella del rapporto tra suddivisione e gerarchia, ma è la stessa cosa. Da questo punto di vista, il genere in quanto primo significante della gerarchia tra gli esseri umani rende naturale l'idea stessa di superiorità/inferiorità o alterità. L'invenzione della razza, alla stessa stregua dell'invenzione del genere, è stata un momento cruciale nello sviluppo delle relazioni di superiorità e inferiorità implicanti il dominio. Una certa concezione dell'umanità si fonda sull'idea che le popolazioni del mondo possano essere suddivise in due gruppi, di cui uno è superiore all'altro. L'intersezionalità ci mostra che ogni riproduzione della gerarchia e dell'alterità si riduce sempre alla stessa questione e che il sessismo si perpetua riproducendo le relazioni razziste e coloniali. Ci permette di osservare come il razzismo rafforzi il sessismo e poggi su di esso e come, viceversa, il sessismo alimenti e legittimi il razzismo. Per concludere, l'intersezionalità ci insegna che qualsiasi iniziativa per contrastare questi sistemi oppressivi può avere una chance di successo soltanto se li combatte insieme.

*Faten Khazaei è professoressa assistente al Dipartimento di scienze sociali dell'Università di Northumbria nel Regno Unito.
faten.khazaei@northumbria.ac.uk*

BIBLIOGRAFIA

- Abu-Lughod, L. (2013). *Do Muslim Women Need Saving?* Cambridge, Harvard University Press.
- Antonius, R. (2001). «Un racisme «respectable»». In *Les relations ethniques en question*, eds. J. Renaud, L. Pietrantonio et G. Bourgeault, pag. 253–271. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Collier, J. F., Maurer, B. e Suarez-Navaz, L. (1995). «Sanctioned Identities: Legal Constructions of Modern Personhood». *Identities* 2, n. 1–2, pag. 1–27.
- Crenshaw K. (1989). «Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: a Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics», *The University of Chicago Legal Forum*, 140, pag. 139–167.
- Dahinden, J., Duemmler, K. e Moret, J. (2014). «Disentangling Religious, Ethnic and Gendered Contents in Boundary Work: How Young Adults Create the Figure of «the Oppressed Muslim Woman»». *Journal of Intercultural Studies*, 35 (4), pag. 329–348.
- Delphy C. (2001). *Penser le genre. L'ennemi principal*. Tome 2. Paris, Éditions Syllepse.
- Khazaei, F. (2023). «La colonialité du genre, ou comment «sauver» les victimes migrantes des violences conjugales». *ethnographiques.org*, 44 (2022), [online].
- Lorde, A. (1983). «There is No Hierarchy of Oppressions», *Bulletin: Homophobia and Education*, Council on Interracial Books for Children.
- Maiolino, A. (2010). *Vierzig Jahre Schwarzenbach-Initiative: «Für Hunde und Italiener verboten»*. *Die Wochenzeitung*, 3rd June. [online: <https://www.woz.ch/-207d>].
- Michel, N. (2015). *Sheepology: The Postcolonial Politics of Raceless Racism in Switzerland*. In *Postcolonial Studies* 18 (4), pag. 410–426.
- Mohanty, C. T. (1984). «Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses», *Boundary 2*, 12 (3), p. 333–358.
- Purtschert, P., Falk, F. e Lüthi, B. (2016). «Switzerland and «Colonialism without Colonies» Reflections on the Status of Colonial Outsiders». *Interventions: International Journal of Postcolonial Studies* 18, n. 2, pag. 286–302.
- Spivak, G. C. (1988). «Can the Subaltern Speak?», in Grossberg Lawrence et Nelson Cary (eds.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana, University of Illinois Press, pag. 271–313.

La Ville de Neuchâtel fait la lumière sur son passé colonial

En mai 2020, le meurtre de George Floyd à Minneapolis (USA) secoue le monde et provoque une vague de manifestations menées par le mouvement *Black Lives Matter*. Dans l'espace public, les protestations contre le racisme et les violences policières s'en prennent aussi aux statues de personnages liés à l'esclavage, qui sont déboulonnées ou déplacées dans des musées. Des manifestations ont également lieu dans plusieurs villes suisses. À Neuchâtel, la statue de David de Pury va servir de catalyseur à un vaste débat mémoriel et à une série d'actions conduite par la Ville.

Chantal Lafontant Vallotton

Natif de Neuchâtel, David de Pury (1709-1786) a fait fortune, de ce que l'on sait aujourd'hui, à Lisbonne, dans le commerce du bois précieux et des diamants du Brésil ; il possédait également des actions d'une entreprise portugaise participant à la traite des esclaves noirs. Par testament, la Bourgeoisie de la Ville de Neuchâtel hérite à son décès, en 1786, de la quasi-totalité de sa grande fortune. En 1855, soit 69 ans plus tard, une statue est inaugurée en ville à laquelle sont associées les valeurs du libéralisme, de la pensée protestante, de la réussite dans l'entrepreneuriat et de la philanthropie. En été 2020, à l'aune des bouleversements identitaires, la personne statufiée va donner lieu à des interprétations radicalement différentes¹³⁸. Perçue par une partie de la population comme un monument emblématique de l'implication de Suisses dans la traite des esclaves noirs, la statue est recouverte de peinture rouge dans la nuit du 12 au 13 juillet. Dans la foulée, les autorités de la Ville sont interpellées par le dépôt de deux pétitions concernant ce monument. La première, intitulée *On ne veut plus de statue d'esclavagiste! Pour*

que la statue de David de Pury soit retirée, est soutenue par le Collectif pour la mémoire. Elle est adressée le 17 juillet à la Ville, au Canton de Neuchâtel et à la Confédération. Peu après, le 28 août, une pétition concurrente, intitulée *Pour le respect de notre histoire*, est remise à la Ville : elle s'oppose au retrait de la statue et propose d'installer une plaque explicative sur son socle.

Démarches entreprises par la Ville de Neuchâtel

Un an plus tard, le rapport d'information *Marques mémorielles et réponse aux pétitions concernant le monument de David de Pury*¹³⁹, établi conjointement par le Conseil communal de la Ville de Neuchâtel et la Commission culture, intégration et cohésion sociale du Conseil général, est adopté par le législatif en septembre 2021. Il comprend un plan d'action échelonné, qui a pour but de faire connaître l'histoire coloniale de Neuchâtel, de lutter activement contre les discriminations et de favoriser une plus grande inclusion de l'ensemble des composantes de la population.

La volonté politique est d'agir dans l'espace public sur deux niveaux. Le premier aborde les marques mémorielles, telles que statues et autres œuvres d'art, ou noms de rues, de bâtiments et de salles. Ici, l'une des mesures phares consiste à créer dans la ville un parcours pédagogique multimédia sur le passé colonial de Neuchâtel. Le second niveau d'action entend répondre directement aux deux pétitions : il prévoit de poser aux abords de la statue de David de Pury une plaque explicative et des créations artistiques qui fassent écho au débat politique et de société.

Dans cette optique, un appel à projets artistiques est lancé par la Ville en novembre 2021, sous l'égide d'un jury, présidé par Pap Ndiaye, historien et alors directeur du Palais de la Porte Dorée à Paris, devenu en 2022 ministre de l'Éducation nationale du gouvernement français. Deux projets, sur 33 dossiers reçus, sont choisis pour éclairer d'un jour contemporain tant la statue que, d'une manière générale, le passé colonial de Neuchâtel : la première œuvre, *A scratch on the nose (after Louis Agassiz)*¹⁴⁰, de

Mathias Pfund, rejoue la chute, lors du tremblement de terre de 1906 à Stanford, de la statue d'une autre figure historique contestée, celle du glaciologue et naturaliste Louis Agassiz, un des tenants du racialisme au XIX^e siècle; la seconde, *Ignis Fatuus : projection feu follets, bassin d'âmes d'esclaves*, de Nathan Solioz, prendra la forme d'un mémorial nocturne consacré aux esclaves anonymes morts lors de la traversée de l'Atlantique. Les œuvres sont appelées à être temporaires ou en tout cas amovibles, en attendant un futur réaménagement de la Place Pury annoncé par la Ville à l'échéance d'une dizaine d'années.

En octobre 2022, la Ville de Neuchâtel inaugure, lors d'un même événement, la première œuvre et la plaque explicative. Le texte de celle-ci présente brièvement la trajectoire de David de Pury, sa participation à la traite négrière et l'érection posthume du monument. Il rend « hommage à toutes les personnes privées de liberté, exploitées et déshumanisées dans le cadre du commerce triangulaire et de la colonisation, ainsi qu'aux personnes victimes aujourd'hui encore de racisme », tout en affirmant « l'égalité humaine, la valeur essentielle d'une société sans discrimination, plurielle et inclusive ». Le texte de la plaque exprime également la volonté de la Ville de faire la lumière sur cette période de son histoire, de soutenir la diffusion de la recherche historique et le travail de réflexion mémorielle dans l'espace public. Douze traductions de la plaque sont accessibles sur le site de la Ville par un code QR.

Le parcours pédagogique multimédia est inauguré en mars 2023, sous le titre *Neuchâtel empreintes coloniales*. Il conduit le public à travers sept places et bâtiments de la ville en lien avec l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Matthieu Gillabert – nommé dans l'intervalle professeur d'histoire à l'Université de Fribourg – et Mélanie Huguenin-Virchaux, historienne et enseignante au secondaire dans le

canton de Neuchâtel, ont travaillé pour sa réalisation sur mandat de l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel, en étroite collaboration avec les musées de la Ville de Neuchâtel et des spécialistes¹⁴¹. Le parcours sensibilise le public aux nouvelles formes d'esclavagisme à l'heure de la mondialisation. Un support pédagogique à l'attention du corps enseignant est également disponible¹⁴².

Un quatrième projet, annoncé par la Ville, porte sur l'élaboration et la valorisation de 50 notices biographiques de personnes liées à Neuchâtel, représentatives de groupes exclus de l'espace public ou significatives de la diversité. Sa diffusion est prévue pour 2024. Enfin, une nouvelle politique d'acquisition d'œuvres d'art tenant compte également des critères d'inclusivité est engagée autour de la Collection d'art de la Ville.

Il est frappant de constater la rapidité avec laquelle la Ville a mis en place toutes ces actions et le large consensus politique qui s'est exprimé en 2021. Le rapport des autorités de la Ville de Neuchâtel a en effet été approuvé à l'unanimité par le Conseil général (législatif), le 6 septembre 2021.

Ce résultat peut sembler surprenant si l'on considère que, jusqu'il y a peu, l'histoire de la participation de Neuchâtelois à la traite des Noirs et à l'esclavage était marginalisée et que les rares tentatives pour en rendre compte avaient tourné court ou suscité de vives polémiques.

Premiers débats et avancées récentes

Loin d'être un effet de mode, comme le laissent penser certaines voix contemporaines, la prise de conscience à Neuchâtel s'est d'abord déroulée dans l'espace public et médiatique, suscitant souvent de vives réactions. En 1988, soit deux ans après le bicentenaire de la mort de David de Pury, le parti de la « Liste libre » demandait, dans le cadre de sa campagne électorale, au Conseil général de restituer au tiers-monde, de manière

symbolique, ce que Pury lui avait pris autrefois par ses activités liées à la traite des Noirs. Le projet prévoyait de créer un fonds David de Pury, doté du solde de sa fortune, qui ajouterait, chaque année, 100 000 francs aux crédits alloués par la Ville pour développer notamment le centre et le Sud-ouest africains. La proposition reçut une fin de non-recevoir des autorités communales.

En mars 2003, le pasteur Théo Buss prononçait à la collégiale de Neuchâtel une prédication radiodiffusée, dans laquelle il établissait un lien entre Neuchâtel et la tragédie de l'esclavage. Scandale : lettres de protestations, coups de téléphone rageurs, menaces de départ de la paroisse ont suivi son intervention.

Quinze ans plus tard, c'est une décision des autorités de la Ville de changer l'adresse de la Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel qui fait débat. En août 2018, le Conseil communal (exécutif) décide de débaptiser l'espace Louis-Agassiz – personnage contesté cité plus haut – et de lui donner le nom de Tilo Frey, femme politique suisse et camerounaise, première Neuchâteloise élue au Parlement fédéral en 1971. Par ce changement de nom, le Conseil communal entendait promouvoir une figure féminine à la trajectoire tout sauf ordinaire et « prendre le contre-pied de l'intolérance, de la xénophobie et du racisme qui malheureusement montent en puissance dans de nombreuses régions du monde », pour citer les termes du conseiller communal Thomas Facchinetti, à la tête de la Direction de la culture et de l'intégration. Cette décision a donné lieu à des débats soutenus dans l'espace public, que ce soit dans la presse ou lors de rencontres citoyennes.

Ce panorama ne serait pas complet si on ne mentionnait point les actions concrètes menées à l'échelle du canton, qui depuis plus de 30 ans met en œuvre une politique d'intégration interculturelle dont l'un des fondamentaux est la lutte

et la prévention contre le racisme et les discriminations. Une série de mesures ont ainsi été déployées ou encouragées au cours de ces dernières années pour une meilleure compréhension de l'histoire et notamment du passé colonial.

L'Association du Printemps culturel neuchâtelois, qui réunit une trentaine d'institutions de tout le canton, a consacré son édition 2023 aux Amériques noires. La thématique avait été arrêtée en 2019 déjà. Une soixantaine d'événements – conférences, débats, témoignages, expositions, concerts, projections – ont été proposés au public autour des populations issues de la grande migration forcée de l'esclavage, arrachées à l'Afrique pour les Amériques.

La Semaine neuchâteloise d'actions contre le racisme, organisée par le Forum Tous différents – Tous égaux, présente depuis plusieurs années un riche programme de manifestations dans tout le canton, dont plusieurs touchent ces questions. Ce rendez-vous annuel permet aussi et surtout des interactions et offre un espace de réflexion, de dialogue et de discussion, en réunissant des publics différents.

Enfin, le tout nouveau festival Black Helvetia, porté par l'association Mélanine-Suisse, a été lancé en septembre 2022 à La Chaux-de-Fonds. Il vise à stimuler la réflexion sur ce que signifie être une femme noire en Suisse – une manière aussi de lutter contre la banalisation de la parole raciste. La seconde saison, portant sur l'Art et la Beauté, s'est tenue en ville de Neuchâtel du 26 mai au 3 juin 2023.

Toujours dans le champ culturel, depuis une dizaine d'années, plusieurs institutions muséales et associatives questionnent l'implication de Neuchâtel dans la traite des esclaves noirs et le colonialisme. Dans l'espace public, la fondation Cooperaxion propose depuis 2011 des visites guidées de la ville intitulées *Sur les vestiges de l'esclavage à Neuchâtel*. Le

Musée d'art et d'histoire a traité du sujet dans diverses expositions: *Neuchâtel: une histoire millénaire* (2011), *Sa Majesté en Suisse* (2013), *Made in Neuchâtel: deux siècles d'indiennes* (2018), et dans sa nouvelle exposition permanente *Mouvements* (2022). Le Musée d'ethnographie, qui questionne depuis longtemps l'histoire coloniale, a récemment présenté l'exposition *Derrière les cases de la mission* (2020); le musée participe également à un projet de recherche initié par le Musée Rietberg de Zurich autour de la spoliation d'objets du Bénin.

Recherches universitaires

Le questionnement sur le passé colonial de Neuchâtel traverse aussi le monde académique neuchâtelois. C'est pourquoi la contribution récente du Fonds national suisse de la recherche scientifique octroyée à l'Université de Neuchâtel a de quoi réjouir: l'Institut d'histoire bénéficiera d'un montant de 1 173 985 francs pour le projet de recherche *Neuchâtel face à la colonisation: circulations, intrications et mémoire*, prévu sur quatre ans (d'octobre 2023 à septembre 2027). Celui-ci sera placé sous la direction de Kristina Schulz, professeure à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel, et de Matthieu Gillabert, professeur au département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg.

Nul doute que ces travaux constitueront un bilan d'étape réflexif majeur. Une telle recherche est d'autant plus importante que les études sur le sujet sont encore peu nombreuses. D'entente avec l'Université de Neuchâtel, la Ville de Neuchâtel se chargera de soutenir la valorisation de cette recherche et la transmission des connaissances au public.

L'énumération de ces divers projets et événements montre à quel point le passé colonial s'est invité en ce début du XXI^e siècle dans la vie sociale, politique, culturelle et académique de Neuchâtel. Ces mesures sont possibles dans un contexte sociétal qui admet une certaine ouverture. La réflexion menée

par la Ville de Neuchâtel s'est faite en concertation avec la Commission de politique culturelle du Conseil général, puis avec sa Commission culture, intégration et cohésion sociale. Les textes de la plaque explicative ont été soumis en consultation auprès des pétitionnaires, ainsi qu'auprès de spécialistes ou encore à la Communauté pour l'intégration et la cohésion multiculturelle du canton (CICM). D'autres personnes ressources ont également été consultées, dont des représentants afro-descendants. Enfin, le Conseil communal a dès le départ constitué un comité de pilotage interne à l'administration communale (COFIL), intitulé *Mémoire et espace public*. Toutes ces démarches ont eu pour objectif de mieux faire connaître le passé colonial de Neuchâtel et, sur un plan social et politique, d'encourager le débat, de lutter contre le racisme et les discriminations, et de favoriser une plus grande inclusion de toutes et tous dans l'espace public.

Chantal Lafontant Vallotton est co-directrice du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel et chargée d'enseignement à l'Institut d'histoire de l'art et de muséologie de l'Université de Neuchâtel.

Chantal.LafontantVallotton@ne.ch

¹³⁸ Le débat sur les statues et leur déboulonnement avait déjà été lancé en 2015 en Afrique du Sud. Bertrand Tillier, *La disgrâce des statues. Essai sur les conflits de mémoire, de la Révolution française à Black Lives Matter*, Paris, Payot, « Histoire Payot », 2022, 295 p. Du même auteur, plus spécifiquement sur la statue de David de Pury: « La statue, l'esclavagiste et le contre-monument contestés », in AOC, 8 février 2023.

¹³⁹ Le rapport est disponible sur le web: https://www.neuchatelville.ch/fileadmin/sites/ne_ville/fichiers/Sortir_et_decouvrir/Rapport_CC-ComCICS_CG_DePury_21-204_VF_AvecAnnexe.pdf

¹⁴⁰ L'œuvre s'intitulera finalement *Great in the concrete*.

¹⁴¹ Voir: <https://totemi-passe-colonial.talk-to-me.ch/content/credits/?embedded=1>

¹⁴² https://www.neuchatelville.ch/fileadmin/sites/ne_ville/fichiers/Sortir_et_decouvrir/Neuchatel_fait_la_lumiere_sur_son_passe/NEC_dossier_pedagogique_web.pdf



Landscape, New Basel (India)



Eine Stadt stellt sich ihrer kolonialen Vergangenheit

Im Mai 2020 erschüttert der Mord an George Floyd in Minneapolis (USA) die Welt und löst eine Welle an Protesten der «Black Lives Matter»-Bewegung aus. Im öffentlichen Raum richten sich die Proteste gegen Rassismus und Polizeigewalt auch gegen Denkmäler von Figuren, die mit Sklaverei in Verbindung gebracht werden. Statuen werden abmontiert oder in Museen verbannt. Auch in mehreren Schweizer Städten fanden Anti-Rassismus-Demonstrationen statt. Zum Katalysator in Neuenburg wird die Statue von David de Pury: Sie stösst eine umfassende Erinnerungsdebatte und eine Reihe von Aktionen an, die von der Stadt ausgingen.

Chantal Lafontant Vallotton

Der Neuenburger David de Pury (1709–1786) kam nach heutigen Erkenntnissen in Lissabon mit dem Handel mit Edelhölzern und Diamanten aus Brasilien zu grossem Reichtum; ihm gehörten auch Anteile an einem portugiesischen Unternehmen, das am Sklavenhandel beteiligt war. Testamentarisch verfügt, ging nach seinem Tod 1786 praktisch sein ganzes beträchtliches Vermögen an die Bürgerschaft von Neuenburg. 1855, also 69 Jahre später, wurde in der Stadt eine Statue de Purys enthüllt, die die Werte des Liberalismus, des protestantischen Denkens, des erfolgreichen Unternehmertums und der Philanthropie versinnbildlichen sollte. Im Sommer 2020 wird die Figur vor dem Hintergrund der beginnenden identitätspolitischen Umwälzungen völlig anders interpretiert¹⁴³. Die Statue, die von Teilen der Bevölkerung als Symbol für die Verwicklung von Schweizern in den Sklavenhandel und die Sklaverei wahrgenommen wird, wird in der Nacht auf den 13. Juli mit roter Farbe bespritzt. In der Folge werden bei den Behörden der Stadt zwei Petitionen eingereicht. Die erste mit dem Titel «On ne veut plus de statue d'esclavagiste! Pour que la statue de David de Pury soit retirée», wird vom Collectif pour la mémoire am 17. Juli

eingereicht. Sie richtet sich an die Stadt Neuenburg, den Kanton und den Bund und fordert die Entfernung der Bronze-statue. Kurz darauf, am 28. August, verlangt die Petition «Pour le respect de notre histoire» von der Stadt genau das Gegenteil. Die Statue soll – mit einer Gedenktafel am Sockel versehen – stehen bleiben.

Wie reagiert die Stadt?

Ein Jahr später, im September 2021, wurde der Bericht «Marques mémorielles et réponse aux pétitions concernant le monument de David de Pury»¹⁴⁴, der als Antwort auf die beiden Petitionen gemeinsam von der Exekutive der Stadt Neuenburg und der Kommission für Kultur, Integration und sozialen Zusammenhalt des Generalrats (städtische Legislative) erstellt wurde, von der Legislative verabschiedet. Er beinhaltet einen gestaffelten Aktionsplan, der darauf abzielt, die Kolonialgeschichte Neuenburgs bekannt zu machen, aktiv gegen Diskriminierung vorzugehen und eine stärkere Inklusion aller Bevölkerungsgruppen zu fördern.

Politisch soll im öffentlichen Raum auf zwei Ebenen gehandelt werden: Bei

Erinnerungszeichen – Statuen und andere Kunstwerke, Namen von Strassen, Gebäuden und Orten – besteht eine der wichtigsten Massnahmen darin, sie in einen multimedialen Lehrpfad über die koloniale Vergangenheit Neuenburgs einzubinden. Andererseits soll direkt auf die beiden Petitionen reagiert werden. So wurde entschieden, bei der Statue von David de Pury eine erklärende Tafel anzubringen und Kunstwerke zu schaffen, die die politische und gesellschaftliche Debatte widerspiegeln.

Zu diesem Zweck hat die Stadt im November 2021 einen Kunstwettbewerb ausgeschrieben, dessen Jury unter dem Patronat des Historikers und früheren Direktors des Palais de la Porte Dorée in Paris, Pap Ndiaye steht, der seit 2022 französischer Bildungsminister ist. Zwei der 33 eingegangenen Projekten werden realisiert: «A scratch on the nose (after Louis Agassiz)»¹⁴⁵ von Mathias Pfund spielt den erdbebenbedingten Sturz der Statue einer anderen umstrittenen historischen Figur nach, des Glaziologen und Naturforschers Louis Agassiz, eines Verfechters der Rassenlehre im 19. Jahrhundert. Das andere, «Ignis Fatuus: projection feu follets, bassin d'âmes d'es-

claves», stammt von Nathan Solioz und ist ein nächtliches Mahnmal, das der namenlosen Sklavinnen und Sklaven gedenkt, die bei der Atlantiküberquerung starben. Die Werke sind temporär gedacht oder sollen zumindest beweglich sein, bis die Neugestaltung der Place Pury, die die Stadt für die kommenden zehn Jahre plant, abgeschlossen ist.

Im Oktober 2022 weihte die Stadt das erste Kunstwerk und die Erklärtafel im Rahmen einer Veranstaltung ein. Der Text auf der Tafel skizziert den Werdegang de Purys, seine Beteiligung am Sklavenhandel und die posthume Errichtung des Denkmals. Dort heisst es: «Die Stadt Neuenburg möchte allen Menschen die Ehre erweisen, die im Rahmen des Dreieckshandels und der Kolonialisierung ihrer Freiheit beraubt, ausgebeutet und entmenschlicht wurden. Das gleiche gilt für die Menschen, die heute noch Opfer von Rassismus sind. Denn Menschenwürde gilt für alle Menschen. Für die Stadt Neuenburg ist sie ein zentraler Wert einer diskriminierungsfreien, pluralistischen und inklusiven Gesellschaft.» Ausserdem will die Stadt «Licht in diese Periode ihrer Geschichte bringen. Sie unterstützt die Verbreitung der historischen Forschung und die Erinnerungsarbeit im öffentlichen Raum». Der Text auf der Tafel ist auf der Website der Stadt über einen QR-Code in zwölf Sprachen zugänglich.

Der multimediale Rundgang «Neuchâtel, empreintes coloniales» wurde im März 2023 eingeweiht. Er führt zu sieben Plätzen und Gebäuden der Stadt, die mit der Geschichte der Sklaverei und der Kolonialisierung in Verbindung stehen. Erarbeitet haben ihn Matthieu Gillibert – inzwischen Professor für Zeitgeschichte an der Universität Freiburg – und Mélanie Huguenin-Virchaux, Historikerin und Sekundarlehrerin im Kanton Neuenburg, im Auftrag des Instituts für Geschichte der Universität Neuenburg in enger Zusammenarbeit mit den Museen der Stadt Neuenburg und Fachleuten¹⁴⁶. Der Rundgang sensibilisiert das Publikum

auch für die neuen Formen der Sklaverei in Zeiten der Globalisierung. Lehrmaterial für Schulen (auf Französisch) ist ebenfalls verfügbar¹⁴⁷.

Ein viertes von der Stadt angekündigtes Projekt betrifft die Erarbeitung und Aufwertung von 50 Kurzbiografien zu Personen, die mit Neuenburg verbunden sind und die Gruppen repräsentieren, die aus dem öffentlichen Raum ausgeschlossen sind oder die Vielfalt der Stadt zeigen. Die Veröffentlichung ist für 2024 geplant. Schliesslich leitet die städtische Kunstsammlung eine neue Politik für den Kunstankauf ein, die auch Kriterien der Inklusion berücksichtigt.

Es ist erstaunlich, wie schnell die Stadt all diese Massnahmen umgesetzt hat und welch breiter politischer Konsens im Jahr 2021 zum Ausdruck kam.

Es ist erstaunlich, wie schnell die Stadt all diese Massnahmen umgesetzt hat und welch breiter politischer Konsens im Jahr 2021 zum Ausdruck kam, wurde doch der Bericht der Behörden der Stadt Neuenburg gerade erst am 6. September 2021 vom Generalrat (Legislative) einstimmig angenommen.

Dieses Ergebnis mag überraschen angesichts der Tatsache, dass die Geschichte der Beteiligung von Neuenburgern an Sklavenhandel und Sklaverei bis vor Kurzem marginalisiert wurde und die wenigen Versuche, darüber zu berichten, entweder im Sande verliefen oder zu heftigen Polemiken führten.

Erste Debatten und jüngste Entwicklungen

Im Gegensatz zu dem, was einige zeitgenössische Stimmen als Modeerscheinung abtaten, fand die Bewusstseinsbildung in Neuenburg im öffentlichen Raum und in den Medien statt, mit oft heftigen Reaktionen. 1988, also zwei Jahre

nach dem 200. Todestag von David de Pury, forderte die Partei «Liste libre» in Zuge ihrer Wahlkampagne den Generalrat auf, der Dritten Welt symbolisch das zurückzugeben, was Pury ihr einst durch seine Aktivitäten im Zusammenhang mit dem Sklavenhandel genommen hatte. Das Projekt sah die Einrichtung eines David-de-Pury-Fonds vor, der mit dessen restlichem Vermögen plus jährlichen 100 000 Franken von der Stadt bereitgestellten Krediten ausgestattet werden sollte, um insbesondere Zentral- und Südwestafrika zu unterstützen. Der Vorschlag wurde von den städtischen Behörden abgelehnt.

Im März 2003 hielt Pfarrer Théo Buss in der Neuenburger Stiftskirche eine Radiopredigt, in der er die Stadt mit der Sklaverei in Verbindung setzte, was einen Skandal entfachte: Es hagelte Protestbriefe, wütende Telefonanrufe und Austrittsandrohungen.

Fünfehn Jahre später sorgt der städtische Beschluss, die Adresse der Philosophischen Fakultät der Universität Neuenburg abzuändern, für Diskussionen. Im August 2018 entschied der Stadtrat (Exekutive), den Platz «Espace Louis-Agassiz» (nach der oben erwähnten umstrittenen Persönlichkeit) umzubenennen und ihm den Namen «Espace Tilo Frey» zu geben, nach der schweizerisch-kamerunischen Politikerin, die 1971 als erste Neuenburgerin in den Nationalrat gewählt wurde. Mit dieser Namensänderung wollte der Stadtrat eine Frau mit einem aussergewöhnlichen Werdegang ehren und damit eine Gegenposition zu Intoleranz, Fremdenfeindlichkeit und Rassismus einnehmen, die leider in vielen Teilen der Welt zunehmen, so Stadtpräsident Thomas Facchinetti, Direktor für Kultur und Integration. Der Beschluss führte zu anhaltenden öffentlichen Debatten, sei es in der Presse oder bei Bürgerversammlungen.

Dieser Überblick wäre nicht vollständig, ohne die konkreten Aktionen auf kantonaler Ebene zu erwähnen, die seit über 30

Jahren eine interkulturelle Integrationspolitik umsetzen, zu deren Grundpfeilern die Rassismus- und Diskriminierungsprävention und -bekämpfung gehört. So wurde in den letzten Jahren eine Reihe von Massnahmen für ein besseres Verständnis der Geschichte und insbesondere der kolonialen Vergangenheit getroffen oder unterstützt.

Die «Association du Printemps culturel neuchâtelois», die rund 30 Institutionen aus dem ganzen Kanton vereint, hat ihr Programm 2023 dem schwarzen Amerika gewidmet. Festgelegt wurde das Thema der diesjährigen Ausgabe bereits 2019. Rund 60 Veranstaltungen – Vorträge, Debatten, Zeitzeugenberichte, Ausstellungen, Konzerte und Filmvorführungen – rund um Bevölkerungsgruppen, die aus der grossen Zwangsmigration der Sklaverei stammen, die aus Afrika verschleppt und nach Amerika gebracht worden sind.

Die Neuenburger Aktionswoche gegen Rassismus, die das «Forum tous différents tous égaux» seit mehreren Jahren organisiert, präsentiert ein breites Programm mit Veranstaltungen im ganzen Kanton, von denen mehrere auch diese Themen berühren. Der jährliche Anlass ermöglicht auch und vor allem Interaktionen und öffnet einen Raum zum Nachdenken, Austausch und Diskutieren, indem er unterschiedliche Zielgruppen zusammenbringt.

Schliesslich sei das neue «Festival Black Helvetia» der Vereinigung Mélanine-Suisse erwähnt, das im September 2022 in La Chaux-de-Fonds zum ersten Mal stattfand. Es will zum Nachdenken anregen, was es bedeutet, eine schwarze Frau in der Schweiz zu sein – eine weitere Möglichkeit, gegen die Banalisierung rassistischer Äusserungen vorzugehen. Die zweite Ausgabe, die sich mit Kunst und Schönheit befasste, fand vom 26. Mai bis zum 3. Juni 2023 in Neuenburg statt.

Seit rund zehn Jahren hinterfragen zudem mehrere Museen und kulturelle Einrichtungen in der Stadt die Verwick-

lung Neuenburgs in den Sklavenhandel und den Kolonialismus. Im öffentlichen Raum bietet die Stiftung Cooperaxion seit 2011 unter dem Titel *Auf den Spuren einer verdrängten Geschichte* auch in Neuenburg Stadtrundgänge an. Das Museum für Kunst und Geschichte hat das Thema in verschiedenen Ausstellungen behandelt: *Neuchâtel: une histoire millénaire* (2011), *Sa Majesté en Suisse* (2013), *Made in Neuchâtel: deux siècles d'indiennes* (2018) sowie die neue Dauerausstellung *Mouvements* (2022). Das ethnografische Museum (MEN), das sich seit langem mit der Kolonialgeschichte auseinandersetzt, hat 2020 die Ausstellung *Derrière les cases de la mission* gezeigt. Das MEN ist ausserdem an einem vom Zürcher Museum Rietberg initiierten Forschungsprojekt beteiligt, das sich mit der Enteignung von Objekten aus Benin befasst.

Akademische Forschung

Auch die akademische Welt setzt sich mit der kolonialen Vergangenheit Neuenburgs auseinander. Daher ist die kürzlich gesprochene Unterstützung des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung an der Universität Neuenburg sehr willkommen: Das Institut für Geschichte erhält einen Betrag von 1 173 985 Franken für das Forschungsprojekt «Neuchâtel face à la colonisation: circulations, intrications et mémoire», das die Kreisläufe, die Verwicklungen und die Erinnerungsarbeit untersuchen wird. Das auf vier Jahre angelegte Projekt läuft von Oktober 2023 bis September 2027 und steht unter der Leitung von Kristina Schulz, Professorin am Institut für Geschichte der Universität Neuenburg, und Matthieu Gillibert, Professor am Departement für Zeitgeschichte der Universität Freiburg.

Zweifellos werden diese Inhalte zu einer wichtigen Standortbestimmung beitragen. Diese Forschung ist umso wichtiger, als bis heute nur wenige Studien zum Thema vorliegen. In enger Zusammenarbeit mit der Universität Neuenburg

übernimmt die Stadt Neuenburg die Aufgabe, die Forschung bekannt zu machen und das Wissen an die Öffentlichkeit zu vermitteln.

Die Aufzählung dieser Projekte und Vorhaben zeigt, wie stark die koloniale Vergangenheit zu Beginn des 21. Jahrhunderts im sozialen, politischen, kulturellen und akademischen Leben Neuenburgs präsent ist. Möglich macht derartige Massnahmen ein gesellschaftlicher Kontext, der eine gewisse Offenheit zeigt. Die Überlegungen der Stadt Neuenburg erfolgten in Absprache mit der Kommission für Kulturpolitik des Generalrats und dessen Kommission für Kultur, Integration und soziale Zusammenhalt. Die Texte für die Tafel wurden den Petitionären, den Fachleuten und dem kantonalen Gremium für Integration und multikulturelle Zusammenhalt (Communauté pour l'intégration et la cohésion multiculturelle du canton CICM) vorgelegt. Es wurden auch andere Ansprechpersonen konsultiert, darunter Vertreterinnen und Vertreter der Bevölkerungsgruppen mit afrikanischer Herkunft (Afrodeszendenz). Zudem hat der Stadtrat gleich zu Beginn den gemeindeverwaltungsinternen Lenkungsausschuss «Mémoire et espace public» (Gedächtnis und öffentlicher Raum) gebildet. All diese Schritte dienen dazu, die koloniale Vergangenheit der Stadt Neuenburg bekannter zu machen und auf sozialer und politischer Ebene die Debatten anzuregen. Rassismus und Diskriminierung zu bekämpfen und eine stärkere Inklusion aller Menschen im öffentlichen Raum zu begünstigen.

*Chantal Lafontant Vallotton ist Co-Direktorin des Museums für Kunst und Geschichte in Neuenburg und Lehrbeauftragte am Institut für Kunstgeschichte und Museologie der Universität Neuenburg.
Chantal.LafontantVallotton@ne.ch*

BIBLIOGRAFISCHE REFERENZEN SEITE 99

La Città di Neuchâtel fa luce sul suo passato coloniale

Nel maggio del 2020, l'omicidio di George Floyd a Minneapolis (USA) scuote il mondo e provoca un'ondata di manifestazioni capitanate dal movimento Black Lives Matter. Nello spazio pubblico, le proteste contro il razzismo e la violenza della polizia prendono di mira anche le statue di personaggi legati alla schiavitù, che vengono rimosse o trasferite nei musei. Manifestazioni di questo tipo si svolgono anche in diverse città svizzere. A Neuchâtel, la statua di David de Pury funge da catalizzatore per un ampio dibattito sulla memoria e una serie di azioni condotte dalla Città.

Chantal Lafontant Vallotton

Originario di Neuchâtel, David de Pury (1709–1786) – per quanto ne sappiamo oggi – fece fortuna a Lisbona commerciando legname pregiato e diamanti del Brasile. Possedeva anche azioni di una compagnia portoghese attiva nella tratta di persone schiavizzate. Come disposto nel suo testamento, alla sua morte, avvenuta nel 1786, la borghesia della Città di Neuchâtel ereditò la quasi totalità del suo immenso patrimonio. Sessantanove anni dopo, nel 1855, in città venne inaugurata una statua che incarnava i valori del liberalismo, del pensiero protestante, del successo imprenditoriale e della filantropia. Nell'estate del 2020, alla luce degli sconvolgimenti identitari, la persona effigiata è all'origine di interpretazioni diametralmente opposte¹⁴⁹. Percepita da una parte della popolazione come un monumento emblematico del coinvolgimento della Svizzera nella tratta di persone schiavizzate e nella schiavitù, nella notte tra il 12 e il 13 luglio la statua è ricoperta di vernice rossa. Le autorità cittadine vengono immediatamente sollecitate da due petizioni riguardanti il monumento. La prima, intitolata «On ne veut plus de statue d'esclavagiste! Pour que la statue de David de Pury soit retirée» e sostenuta dal collettivo per

la memoria, ne chiede la rimozione ed è inviata il 17 luglio alla Città, al Cantone di Neuchâtel e alla Confederazione. Pochi giorni dopo, il 28 agosto, la Città riceve una seconda petizione, intitolata «Pour le respect de notre histoire», che si oppone alla rimozione della statua e propone di installare una targa esplicativa sul suo basamento.

I passi intrapresi dalla Città di Neuchâtel

Un anno dopo, nel settembre del 2021, il legislativo cittadino approva un rapporto informativo intitolato «Marques mémorielles et réponse aux pétitions concernant le monument de David de Pury»¹⁴⁹, redatto congiuntamente dal Municipio (Conseil communal) e dalla commissione della cultura, dell'integrazione e della coesione sociale del Consiglio comunale (Conseil général). Il rapporto comprende un piano d'azione scaglionato il cui scopo è divulgare la storia coloniale di Neuchâtel, lottare attivamente contro la discriminazione e favorire una maggiore inclusione di tutte le componenti della popolazione.

La volontà politica è di agire nello spazio pubblico a due livelli. Nel primo, i riflet-

tori sono puntati sugli elementi commemorativi quali statue e altre opere d'arte o nomi di vie, edifici e sale. Una delle misure faro in quest'ambito consiste nell'allestimento, in città, di un percorso didattico multimediale sul passato coloniale di Neuchâtel. Nel secondo, s'intende rispondere direttamente alle due petizioni e posare in prossimità della statua di David de Pury una targa esplicativa e alcune creazioni artistiche che riflettano il dibattito politico e sociale.

In quest'ottica, nel novembre del 2021, la Città bandisce un concorso per progetti artistici sotto l'egida di una giuria presieduta da Pap Ndiaye, storico e direttore del Palais de la Porte Dorée di Parigi, nominato l'anno successivo ministro dell'istruzione nazionale del Governo francese. Due dei 33 dossier pervenuti sono scelti per rivisitare in chiave contemporanea sia la statua, sia, più in generale, il passato coloniale di Neuchâtel. La prima opera, «A scratch on the nose (after Louis Agassiz)»¹⁵⁰ di Mathias Pfund, rievoca la caduta, a seguito del terremoto che colpì la California nel 1906, della statua di un'altra figura storica contestata, quella del glaciologo e naturalista Louis Agassiz, uno dei fautori del razzialismo

nel XIX secolo. La seconda opera, «Ignis Fatuus: projection feu follets, bassin d'âmes d'esclaves» di Nathan Solioz è un'installazione commemorativa notturna dedicata agli schiavi senza nome morti durante la traversata dell'Atlantico. Le opere devono essere temporanee, o comunque amovibili, in attesa dell'annunciata riqualifica della Place Pury prevista dalla Città nei prossimi dieci anni.

Nell'ottobre del 2022, la Città di Neuchâtel inaugura in concomitanza con la prima opera anche la targa esplicativa che descrive brevemente la vita di David de Pury, la sua partecipazione alla tratta degli schiavi e l'erezione postuma del monumento. Il testo rende omaggio a tutte le persone private della libertà, sfruttate e disumanizzate nell'ambito del commercio triangolare e della colonizzazione, nonché alle persone ancora oggi vittime di razzismo. Sottolinea inoltre la pari dignità umana come valore essenziale di una società senza discriminazioni, multirazziale e inclusiva, ed esprime la volontà della Città di far luce su questo periodo della sua storia e di sostenere la diffusione della ricerca storica e il lavoro di riflessione sulla memoria nello spazio pubblico. Sul proprio sito la Città mette a disposizione dodici versioni linguistiche accessibili tramite un codice QR.

Realizzato su mandato dell'Istituto di storia dell'Università di Neuchâtel da Matthieu Gillibert, nel frattempo nominato professore di storia all'Università di Friburgo, e Mélanie Huguenin-Virchaux, storica e docente di scuola secondaria nel Cantone di Neuchâtel – in stretta collaborazione con i musei della Città e alcuni specialisti – il percorso didattico multimediale è stato inaugurato lo scorso mese di marzo con il titolo «Neuchâtel empreintes coloniales»¹⁵¹. L'itinerario conduce il pubblico attraverso sette piazze ed edifici cittadini legati alla storia della schiavitù e della colonizzazione, sensibilizzandolo sulle nuove forme di schiavismo nell'era della globalizzazione. Un supporto didattico è messo a disposizione del corpo insegnante¹⁵².

Un quarto progetto annunciato dalla Città prevede l'elaborazione e la valorizzazione di 50 schede biografiche di persone legate a Neuchâtel, rappresentative di gruppi esclusi dallo spazio pubblico o significative della diversità. La loro pubblicazione è prevista nel 2024. Infine, è stata avviata per la collezione di opere d'arte della Città una nuova politica di acquisizione che tiene conto anche dei criteri di inclusività.

È sorprendente constatare la rapidità con cui la Città ha realizzato tutte queste iniziative e l'ampio consenso espresso dalla politica nel 2021: in effetti, il 6 settembre, il rapporto delle autorità è stato approvato all'unanimità dal legislativo neocastellano.

Questo risultato può apparire straordinario se si considera che, fino a poco tempo fa, la storia della partecipazione di cittadini di Neuchâtel alla tratta dei neri e alla schiavitù veniva marginalizzata e i rari tentativi di tematizzarla erano naufragati o avevano suscitato accese polemiche.

I primi dibattiti e i recenti progressi

Lungi dall'essere una moda passeggera come lasciano intendere alcune voci contemporanee, a Neuchâtel la presa di coscienza è avvenuta innanzitutto nello spazio pubblico e mediatico suscitando spesso forti reazioni. Nel 1988, due anni dopo il bicentenario della morte di David de Pury, nel corso della sua campagna elettorale il partito «Lista libera» chiede al legislativo cittadino di restituire simbolicamente al Terzo Mondo ciò che de Pury aveva sottratto con le sue attività legate alla tratta dei neri. Il progetto prevedeva l'istituzione di un fondo a questi intestato, dotato del saldo del suo patrimonio, che ogni anno avrebbe aggiunto 100 000 franchi ai crediti stanziati dalla Città per lo sviluppo in particolare dell'Africa centrale e sud-occidentale. La richiesta viene dichiarata irricevibile dalle autorità comunali.

Nel marzo del 2003, in un sermone radio-diffuso pronunciato nella collegiata di Neuchâtel, il parroco Théo Buss stabilisce un legame tra la Città e la tragedia della schiavitù. L'episodio desta scandalo: in seguito al suo intervento riceve lettere di protesta, telefonate cariche di rabbia e minacce di abbandono della parrocchia.

È sorprendente constatare la rapidità con cui la Città ha realizzato tutte queste iniziative e l'ampio consenso espresso dalla politica nel 2021.

Quindici anni dopo, a far discutere è la decisione delle autorità cittadine di cambiare l'indirizzo della Facoltà di lettere dell'Università. Nell'agosto del 2018, il Municipio decide di ribattezzare l'Espace Louis-Agassiz – personaggio contestato citato sopra – e di dargli il nome della politica svizzero-camerunese Tilo Frey, la prima donna di Neuchâtel a essere eletta nel Parlamento federale nel 1971. Con questa ridenominazione, l'esecutivo – per dirla con le parole del municipale Thomas Facchinetti, capo del Dicastero cultura e integrazione – intende promuovere una figura femminile dalla vita tutt'altro che ordinaria e contrastare l'intolleranza, la xenofobia e il razzismo, che, purtroppo, stanno dilagando in molte regioni del mondo. Ebbene, questa decisione dà il via a intensi dibattiti pubblici sia sulla stampa sia durante gli incontri con la cittadinanza.

Questa panoramica non sarebbe completa senza menzionare le azioni concrete intraprese dal Cantone che, da oltre 30 anni, attua una politica di integrazione interculturale i cui capisaldi sono costituiti fra l'altro dalla prevenzione e dalla lotta contro il razzismo e la discriminazione. In questo senso, negli ultimi anni è stata implementata o incoraggiata una serie di misure volte a migliorare la

comprensione della storia e in particolare del passato coloniale.

L'associazione «Printemps culturel neuchâtois», che riunisce una trentina di istituzioni di tutto il Cantone, ha dedicato la sua biennale del 2023 alle Americhe nere. Il tema era già stato stabilito nel 2019. Al pubblico è stata proposta una sessantina di eventi tra conferenze, dibattiti, testimonianze, esposizioni, concerti e proiezioni sulle popolazioni discendenti dalla grande migrazione forzata della schiavitù, strappate all'Africa e portate nelle Americhe.

La settimana neocastellana d'azione contro il razzismo, organizzata dal «Forum tous différents tous égaux», presenta da diversi anni un ricco programma di manifestazioni sparse in tutto il territorio cantonale, molte delle quali toccano i temi descritti sopra. Questo appuntamento annuale consente anche e soprattutto l'interazione e offre uno spazio di riflessione, dialogo e discussione tra pubblici diversi.

Infine, nel settembre del 2022 è andata in scena a La Chaux-de-Fonds la prima edizione del festival «Black Helvetia» indetto dall'associazione «Mélanine Suisse» per stimolare la riflessione su cosa significhi essere una donna nera in Svizzera e lottare contro la banalizzazione della parola «razzista». La seconda edizione, incentrata sull'arte e la bellezza, si è tenuta nella Città di Neuchâtel dal 26 maggio al 3 giugno 2023.

Sempre in ambito culturale, da una decina d'anni diversi musei e associazioni si interrogano sul coinvolgimento della Città di Neuchâtel nella tratta di persone schiavizzate e nel colonialismo. Nello spazio pubblico, la fondazione Coopéraxion propone dal 2011 visite guidate della città intitolate «Sur les vestiges de l'esclavage à Neuchâtel». Il Museo d'arte e di storia ha tematizzato questo argomento in varie esposizioni: «Neuchâtel: une histoire millénaire» (2011), «Sa Majesté en Suisse» (2013), «Made in

Neuchâtel: deux siècles d'indiennes» (2018) e «Mouvements» (esposizione permanente inaugurata nel 2022). Il Museo etnografico, che da tempo indaga sulla storia coloniale, ha recentemente presentato l'esposizione «Derrière les cases de la mission» (2020); l'istituzione partecipa inoltre a un progetto di ricerca avviato dal Museo Rietberg di Zurigo sulla spoliazione di oggetti del Benin.

Anche il mondo accademico neocastellano si interroga sul passato coloniale della Città.

Ricerche universitarie

Anche il mondo accademico neocastellano si interroga sul passato coloniale della Città. Per questo motivo, il contributo assegnato recentemente dal Fondo nazionale svizzero all'Università di Neuchâtel è particolarmente gradito: l'Istituto di storia riceverà 1 173 985 franchi per il progetto di ricerca quadriennale «Neuchâtel face à la colonisation: circulations, intrications et mémoire» (ottobre 2023 – settembre 2027) diretto da Kristina Schulz, professoressa presso tale istituto, e da Matthieu Gillibert, professore al Dipartimento di storia contemporanea dell'Università di Friburgo.

Senza dubbio, questi lavori costituiranno un bilancio intermedio fondamentale sulle riflessioni in corso. Una ricerca di questo tipo è tanto più importante se si considera che gli studi sull'argomento sono ancora scarsi. D'intesa con l'Università, la Città di Neuchâtel sosterrà la sua valorizzazione e la trasmissione delle conoscenze al pubblico.

I diversi progetti ed eventi elencati mostrano quanto il passato coloniale sia ancora presente nella vita sociale, politica, culturale e accademica neocastellana di questo inizio di XXI secolo. Le misure descritte sono possibili in un contesto sociale che ammette una certa apertura. La riflessione condotta dalla Città

di Neuchâtel si è svolta di concerto con la commissione di politica culturale del Consiglio comunale e la commissione della cultura, dell'integrazione e della coesione sociale del Municipio. Il testo della targa esplicativa è stato posto in consultazione presso gli autori delle petizioni, alcuni specialisti e la Comunità per l'integrazione e la coesione multiculturale del Cantone; sono state interpellate anche altre persone tra cui alcuni rappresentanti afrodiscendenti. Infine, l'esecutivo cittadino ha da subito istituito un comitato direttivo interno all'amministrazione comunale chiamato «Mémoire et espace public». L'obiettivo di tutti questi passi è di far conoscere meglio il passato coloniale di Neuchâtel e, sul piano sociale e politico, di incoraggiare il dibattito, di lottare contro il razzismo e la discriminazione, e di promuovere una maggiore inclusione di tutti i cittadini nello spazio pubblico.

Chantal Lafontant Vallotton è condirettrice del Museo d'arte e di storia di Neuchâtel e incaricata di corsi all'Istituto di storia dell'arte e museologia dell'Università di Neuchâtel. Chantal.LafontantVallotton@ne.ch.

¹⁴⁸ Il dibattito sulle statue e la loro rimozione era già stato avviato nel 2015 in Sudafrica. Bertrand Tillier, *La disgrâce des statues. Essai sur les conflits de mémoire, de la Révolution française à Black Lives Matter*. «Histoire Payot», Payot, Parigi, 2022, 295 pag. Dello stesso autore, più specificamente sulla statua di David de Pury: «La statue, l'esclavagiste et le contre-monument contestés», in: AOC, mercoledì 8 febbraio 2023.

¹⁴⁹ Il rapporto è consultabile all'indirizzo: https://www.neuchatelville.ch/fileadmin/sites/ne_ville/fichiers/Sortir_et_decouvrir/Rapport_CC-ComCICS_CG_DePury_21-204_VF_AvecAnnexe.pdf

¹⁵⁰ Il titolo finale dell'opera è «Great in the concrete».

¹⁵¹ Vedi <https://totemi-passe-colonial.talk-to-me.ch/content/credits/?embedded=1>

¹⁵² https://www.neuchatelville.ch/fileadmin/sites/ne_ville/fichiers/Sortir_et_decouvrir/Neuchatel_fait_la_lumiere_sur_son_passe/NEC_dossier_pedagogique_web.pdf

Héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois

Le problème des monuments controversés dans l'espace public se pose aujourd'hui à la suite d'une accumulation historique d'irrésolution et d'une accélération contemporaine de visibilité. Le passé n'est pas synonyme de patrimoine. Il existe différentes manières d'aborder le passé et de le lier au présent comme il existe différents modes de questionnement de l'héritage.

Mohamed Mahmoud Mohamedou et Davide Rodogno

Notre étude, *Temps, espaces et histoires: monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois*, parue en 2022¹⁵³, présente un état des lieux sélectif, comparatif et historique des monuments et de l'héritage raciste, colonial et esclavagiste dans l'espace public de la ville de Genève, en Suisse. Le travail offre un socle d'analyse, une source d'information et une base de réflexion à propos des monuments et symboles présents dans l'espace public qui auraient une connotation raciste ou seraient liés, d'une façon ou d'une autre, au colonialisme et à l'esclavage. Le travail est factuel et analytique, cherchant à contextualiser sans jugement de valeur.

L'étude a pour objectif de synthétiser conceptuellement la connaissance sur la question du mémoriel public, de la discrimination raciale et du legs colonial, et d'enrichir de manière factuelle le champ d'information, de réflexion, d'éducation et d'action en vue de contribuer à un processus de réflexion entamé par la Ville de Genève. Il s'agit d'une contextualisation historique se basant sur des sources primaires et secondaires publiquement accessibles.

Le résultat ne se substitue pas à de potentielles étapes et actions ultérieures

de la Ville de Genève, de différentes associations issues de la société civile, d'actions citoyennes concernant les solutions pouvant être mises en place pour répondre aux enjeux mémoriels liés au colonialisme et à l'esclavage ou à la lutte contre le racisme. Le travail formule des suggestions et offre des outils pour lire et comprendre une histoire méconnue ou mal connue.

L'étude a pour objectif de synthétiser conceptuellement la connaissance sur la question du mémoriel public, de la discrimination raciale et du legs colonial.

La première partie présente la nature de la question des monuments et de l'espace public, de la discrimination et de la colonisation, de la relation au passé, de l'histoire occultée, du déficit de connaissances sur le passé et ses implications pour le présent et l'avenir, abordant les contextes suisse et genevois. La seconde partie identifie un nombre de lieux et de monuments dans l'espace

public de la ville de Genève qui soulèvent des questions relatives au racisme ou au colonialisme. Enfin, la troisième partie examine différentes options pour traiter concrètement les monuments et symboles controversés se situant dans l'espace public.

Le racisme examiné est principalement celui à l'égard des personnes noires ou d'ascendance africaine, mais il comprend également toutes les autres formes de racisme ou de discrimination raciale, tels l'antisémitisme, le racisme à l'égard des musulmans, le racisme anti-Asiatiques, l'antitsiganisme et la xénophobie. La question de la justice de genre et celle de classe font partie intégrante de l'analyse présentée. Le colonialisme discuté fait référence aux activités extraterritoriales menées par les États européens du XVI^e au XX^e siècle. Ce colonialisme s'entend au sens large, incluant notamment la période de l'esclavage et l'asservissement organisé de type colonial et la traite des personnes ayant débuté plus tôt au XV^e siècle.

Dans le contexte national et international de remise en cause des disparités et des injustices liées à la discrimination, la présence dans les espaces publics d'éléments liés à des personnes, des épisodes

ou des lieux historiquement liés au racisme, à la colonisation ou à l'esclavage a fait l'objet depuis 2020 de réexamens axés sur une action publique. Des monuments à la mémoire d'hommes d'affaires, de militaires, d'écrivains ou d'hommes politiques, jusqu'alors considérés comme des figures significatives de l'histoire, ont été déboulonnés, entachés ou souillés en raison de l'implication de ces individus dans l'entreprise coloniale ou à la lumière de leurs vues racistes, discriminatoires ou esclavagistes. En Suisse, des pétitions ont été déposées à Genève et à Neuchâtel, et des rapports publiés à Zurich. À Genève, une proposition de motion « pour un inventaire des lieux géographiques portant des noms en lien avec le colonialisme, la traite négrière ou le racisme, et pour une meilleure information du public à ce propos » a été déposée le 12 juin 2020 au Secrétariat du Grand Conseil genevois.

Un devoir de clarté et d'intelligibilité incombe aux autorités publiques responsables de l'allocation et de l'aménagement des espaces publics. Il est fondamental de rappeler une notion souvent inexplicitée: la gloire d'hier peut être la honte de demain. Les coordonnées spatiotemporelles du perçu historique changent, de même que les sensibilités, ainsi que la connaissance (à savoir la masse et les sources d'information) et l'interprétation du passé.

Vouloir figer l'histoire est aussi chimérique que vouloir l'effacer. Le passé n'est pas synonyme de patrimoine. Il existe différentes manières d'aborder le passé et de le lier au présent, comme il existe différents modes de questionnement de l'héritage. La question de l'historicité des monuments se pose à plusieurs niveaux intersectionnels, et déploie des effets multiples. La « piédestalisation » pose problème: elle établit une vérité cimentée et une asymétrie de vues concernant des représentations particulières de l'histoire, et non l'histoire elle-même.

Le problème des monuments controversés dans l'espace public se pose aujourd'hui doublement à la suite d'une accumulation historique d'irrésolution et d'une accélération contemporaine de visibilité. Le considérer comme un « phénomène de mode » ou le circonscrire politiquement à des « demandes communautaires », c'est faire fausse route intellectuellement et retarder une réflexion publique nécessaire sur l'interaction complexe monument-histoire-justice et les critères de valorisation au sein de l'histoire publique. Ce qui est dénoncé ou allégué, ce sont des corrélations, actives ou passives, des personnes ou événements célébrés avec le racisme, le colonialisme ou l'esclavage. Sans oublier le mutisme sur le passé, qui caractérise de fait l'absence de réaction ou le maintien d'un statu quo humiliant lorsque ces questions ont été soulevées.

Un devoir de clarté et d'intelligibilité incombe aux autorités publiques responsables de l'allocation et de l'aménagement des espaces publics.

Ceux qui s'opposent au retrait des statues ou au changement de noms de rues ou autres altérations connexes mettent en avant un double argument de symboles issus d'une « époque différente » et de refus d'« annulation » de l'histoire. La complexité du problème ne saurait être épuisée par la poursuite de régimes de vérité (*truth commissions*, réparations, etc.) qui pourraient être facilement instrumentalisés et délégitimeraient l'explication.

La Suisse fait partie des pays d'Europe occidentale les moins associés au colonialisme. L'idée et le mythe de l'exceptionnalité suisse demeurent profondément ancrés dans l'imaginaire suisse. La non-mention ou l'oubli coutumier de la Suisse dans l'étude de la colonisation a

pu laisser croire des générations et l'opinion publique à cette pseudo-exceptionnalité de la Suisse. L'absence d'un colonialisme étatique loge la Suisse à une enseigne objectivement différente de celle de nombreux pays ouest-européens. Cependant, le colonialisme est un système qui transcende l'appareil étatique ou l'acquisition de territoire et inclut des dimensions économiques et sociales. Avec la Suisse, le paradigme de la discussion coloniale change. En l'absence d'un colonialisme d'État, la microquestion des personnes et de leurs choix et trajectoires émerge avec plus d'acuité. S'il n'y eut ni projet étatique colonial suisse ni campagne impérialiste à proprement parler ou zones d'influences établies en tant que telles, les actions à titre individuel ou associatif furent multiples durant tout le XIX^e siècle. Le mythe de l'exceptionnalité est contredit par les histoires de soldats et de mercenaires, d'entreprises, de missionnaires et d'autres Suisses qui ont participé aux entreprises coloniales et en ont tiré profit. La Suisse et Genève ne firent pas exception à l'histoire coloniale et ne peuvent être considérés comme un ou des espaces proto-anticoncoliaux. La population suisse montra elle-même un goût pour les « zoos humains » et les expositions permanentes racistes, comme celle de 1896.

À la fin du XIX^e siècle, lorsque l'anthropologie et l'eugénisme devinrent influents dans les universités et institutions publiques suisses, les discours sur la protection d'une prétendue pureté suisse se référèrent de plus en plus souvent à la race. Au début du XX^e siècle, le racisme hygiéniste et les discours et politiques eugénistes servirent à délimiter le périmètre du corps et de la nation suisses. C'est dans ce contexte intérieur – fait de réseaux, de soutiens, d'amitiés et de réflexions stratégiques impliquant des Suisses – que la question de la participation de certains membres de l'élite sociale, économique, financière et politique suisse et genevoise, célébrés publiquement, doit être examinée.

Au début du XX^e siècle, le racisme hygiéniste et les discours et politiques eugénistes servirent à délimiter le périmètre du corps et de la nation suisses.

¹⁵³ Mohamed Mahmoud Mohamedou et Davide Rodogno, Temps, espaces et histoires : monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois. Ville de Genève, 2022. www.geneve.ch > thèmes > développement durable > municipalité > engagements société > égalité diversité > diversité culturelle > actions de sensibilisation > Monuments et héritage raciste dans l'espace public

On rappellera également qu'en Suisse un sentiment antiraciste vit le jour dès la moitié du XIX^e siècle. La discussion sur les espaces publics à Genève est qualitativement différente de celle d'autres villes. Au-delà des considérations éthiques universelles et du cadre démocratique ou démocratisant que l'on peut retrouver ailleurs, Genève est une ville éminemment hétérogène, une ville de diversité, une ville d'intégration et une ville de valeurs cosmopolites et inclusives. En l'espèce, la ville se trouve interpellée par rapport à ses prétentions à l'exemplarité.

Quelle que soit l'option retenue, il est fondamental de développer une vision et de l'expliquer. Il est nécessaire de mettre en place une politique publique de nature générale avec des solutions ad hoc et à long terme, qui intègre la résolution du problème des statues et des monuments controversés et racistes et l'élaboration de critères partagés et documentés indiquant qui, comment et où honorer, reconnaître, commémorer ou célébrer. Effacer l'histoire n'est pas une option viable ni celle d'invisibiliser continuellement et impunément des actions passées racistes, esclavagistes ou coloniales. Ce qui importe, en définitive, c'est le sens à donner à « ce qui s'est passé » et pas simplement sa consignation fataliste et potentiellement complice.

Mohamed Mahmoud Mohamedou et Davide Rodogno, professeurs d'histoire et de politique internationales à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement à Genève (Geneva Graduate Institute), mahmoud.mohamedou@graduateinstitute.ch; davide.rodogno@graduateinstitute.ch.

Whom Received

WHERE AND HOW RECEIVED

Certificate. Withdrawal. By order of Ch. Conf. Expulsion. Death.

NO 338
Boulevard
Carl-VOGT
(1817-1895, Naturaliste
omme politique genevois)



Switzerland
Museum of Art & History
Basel

7/30/39 letter to Dr
Wacht

Switzerland
Museum of Art & History
Basel



Inlando - Feb. 1860

2:30 PM. Dec. 9. 1945

Printed in Boston
March 29. 1945
U.S. S.S. Franklin

ACKNOWLEDGED

Vertical text on the right edge of the page, possibly a library or archival stamp, including words like 'Museum', 'Basel', and 'Switzerland'.

Rassistisches und koloniales Erbe im öffentlichen Raum in der Stadt Genf

Das Problem umstrittener Denkmäler im öffentlichen Raum stellt sich heute, weil sich im Lauf der Zeit ungelöste Fragen angehäuften haben und die Aufmerksamkeit für das Thema derart rasch gewachsen ist. Vergangenheit und kulturelles Erbe sind nicht gleichbedeutend. Es gibt verschiedene Arten, sich mit der Vergangenheit auseinanderzusetzen und sie mit der Gegenwart zu verknüpfen, so wie es verschiedene Arten gibt, Erbe und Ererbtes zu hinterfragen.

Mohamed Mahmoud Mohamedou und Davide Rodogno

Unsere Studie «Temps, espaces et historiques: monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois», die 2022¹⁵⁴ erschienen ist, bietet eine selektive, vergleichende historische Bestandsaufnahme der Denkmäler und des rassistischen, kolonialen und die Sklaverei unkritisch darstellenden Kulturerbes im öffentlichen Raum in der Stadt Genf. Die Arbeit versteht sich als Analysegrundlage und Informationsquelle und sie gibt Denkanstöße rund um Denkmäler und Symbole im öffentlichen Raum, die eine rassistische Konnotation haben oder mit Kolonialismus und Sklaverei in Verbindung gebracht werden können. Die faktenbasierte, analytische Arbeit versucht, frei von Werturteilen zu kontextualisieren.

Ziel der Studie ist es, das Wissen zum Thema öffentliches Gedenken, Rassendiskriminierung und koloniales Erbe konzeptionell zu bündeln und das weite Feld aus Information, Reflexion, Bildung und Handeln mit Fakten anzureichern und den von der Stadt Genf eingeleiteten Reflexionsprozess zu unterstützen. Es handelt sich um eine historische Ein-

ordnung, die sich auf öffentlich zugängliche Primär- und Sekundärquellen stützt.

Die Ergebnisse unserer Studie verstehen sich ergänzend zu möglichen Schritten und Aktionen der Stadt Genf, verschiedener Verbände der Zivilgesellschaft und Bürgeraktionen, auf der Suche nach unabhängig umsetzbaren Lösungen, mit denen die mit Kolonialismus und Sklaverei oder dem Kampf gegen Rassismus verbundenen erinnerungspolitischen Herausforderungen angegangen werden können. Die Studie liefert Anregungen und Werkzeuge, um ein unbekanntes oder verkanntes Kapitel der Geschichte zu lesen und zu verstehen.

Im ersten Teil gehen wir der Fragestellung rund um Denkmäler und öffentlichen Raum, Diskriminierung und Kolonialisierung, Beziehung zur Vergangenheit, verschleierte Geschichte, Wissensdefizite in Bezug auf die Vergangenheit und ihre Auswirkungen auf Gegenwart und Zukunft im Schweizer und im Genfer Kontext nach. Im zweiten Teil wird eine Anzahl Orte und/oder Denkmäler im öffentlichen Raum der Stadt Genf iden-

tifiziert, die Fragen zu Rassismus und Kolonialismus aufwerfen. Im dritten Teil schliesslich werden verschiedene Optionen im Umgang mit umstrittenen Denkmälern und Symbolen im öffentlichen Raum geprüft.

Die Studie liefert Anregungen und Werkzeuge, um ein unbekanntes oder verkanntes Kapitel der Geschichte zu lesen und zu verstehen.

Beim untersuchten Rassismus geht es hauptsächlich um Rassismus gegen Schwarze und Menschen afrikanischer Abstammung, eingeschlossen sind aber auch alle anderen Formen von Rassismus oder rassistischer Diskriminierung wie Antisemitismus, Rassismus gegen Muslime, antisiasiatischer Rassismus, Antiziganismus und Fremdenfeindlichkeit. Fragen zur Geschlechter- und zur Klassegleichheit sind integraler Bestandteil der vorgestellten Analyse. Der hier

diskutierte Kolonialismus bezieht sich auf die extraterritorialen Aktivitäten europäischer Staaten vom 16. bis ins 20. Jahrhundert. Kolonialismus wird im historisch weiten Sinne verstanden und schliesst insbesondere die Periode der organisierten kolonialen Sklaverei und Ausbeutung sowie des Menschenhandels ein, die bereits im 15. Jahrhundert einsetzte.

Geschichte ein für alle Male festzuschreiben zu wollen, ist genauso utopisch wie sie auslöschen zu wollen. Vergangenheit und kulturelles Erbe sind nicht gleichbedeutend.

In einer Zeit, in der Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten aufgrund von Diskriminierung im nationalen und internationalen Kontext angeprangert werden, sind seit 2020 auch Elemente im öffentlichen Raum, die auf Personen, Episoden oder Orte verweisen, die historisch mit Rassismus, Kolonialismus oder Sklaverei verbunden werden, Gegenstand von Überprüfungen, die zu öffentlichen Massnahmen führen können. So werden Denkmäler von Geschäftsleuten, Militärs, Schriftstellern und Politikgrössen, die bislang als bedeutende Figuren der Geschichte galten, aufgrund ihrer Beteiligung am kolonialen Geschehen oder wegen ihrer rassistischen, diskriminierenden oder die Sklaverei befürwortenden Ansichten gestürzt, beschmiert oder verunreinigt. In Genf und Neuenburg wurden Petitionen eingereicht, in Zürich Berichte veröffentlicht. In Genf wurde am 12. Juni 2020 im Grossen Rat eine Motion eingereicht, die ein Inventar solcher Orte in der Stadt und eine bessere Information der Öffentlichkeit fordert (Motion «pour un inventaire des lieux géographiques portant des noms en lien avec le colonialisme, la traite négrière ou le racisme, et pour une meilleure information du public à ce propos»).

Die für die Zuweisung und Ausgestaltung öffentlicher Räume zuständigen Behörden sind in der Pflicht, ihr Handeln klar und nachvollziehbar zu kommunizieren. Grundlegend dabei ist es, ein oft nicht weiter erklärtes Konzept zu verdeutlichen: Der Ruhm von gestern kann morgen Schande sein. Räumliche und zeitliche Koordinaten für historische Einordnungen ändern sich ebenso wie das Empfinden, das Wissen (d. h. Informationsdichte und Quellen) und die Auslegung der Vergangenheit.

Geschichte ein für alle Male festzuschreiben zu wollen, ist genauso utopisch wie sie auslöschen zu wollen. Vergangenheit und kulturelles Erbe sind nicht gleichbedeutend. Es gibt verschiedene Arten, sich mit der Vergangenheit auseinanderzusetzen und sie mit der Gegenwart zu verknüpfen, so wie es verschiedene Arten gibt, das Erbe und Ererbtes zu hinterfragen. Die Frage der Historizität von Denkmälern stellt sich auf mehreren intersektionalen Ebenen und sie wirkt sich breit aus. Jemanden auf den Sockel zu stellen, ist problematisch; Überhöhungen zementieren Wahrheiten und führen zu einer Asymmetrie der Ansichten, die sich auf bestimmte Darstellungen der Geschichte beziehen, nicht auf die Geschichte selbst.

Das Problem umstrittener Denkmäler im öffentlichen Raum stellt sich heute, weil sich ungelöste Fragen im Laufe der Zeit angehäuft haben und die Aufmerksamkeit derart rasch gewachsen ist. Wer es als «Modeerscheinung» abtut oder es politisch auf ein «Betroffenenanliegen» reduziert, befindet sich intellektuell auf dem Holzweg und verzögert die notwendige öffentliche Debatte über das komplexe Zusammenspiel von Denkmal, Geschichte und Gerechtigkeit und über die Beurteilungskriterien der Public History. Was angeprangert oder behauptet wird, sind die – aktiven wie passiven – Wechselbeziehungen der gefeierten Personen oder Ereignisse zu Rassismus, Kolonialismus oder Sklaverei. Gleiches gilt für das Schweigen über die Vergan-

genheit, das sich de facto im Ausbleiben einer Reaktion oder im Aufrechterhalten des demütigenden Status quo zeigt, wenn solche Fragen aufgeworfen wurden.

Diejenigen, die sich gegen das Entfernen von Statuen, das Umbenennen von Strassen oder ähnliche Veränderungen aussprechen, argumentieren mit den beiden Begründungen, dass sie ein «Auslöschen» der Geschichte ablehnen und dass es sich um Symbole aus einer «anderen Zeit» handelt. Man kann der Komplexität des Problems nicht mit Wahrheitsmustern (truth commissions, Reparationen usw.) beikommen, die leicht zu instrumentalisieren sind und der Sühne ihre Legitimität absprechen.

Die Schweiz gehört zu jenen westeuropäischen Ländern, die am wenigsten mit Kolonialismus in Verbindung gebracht werden. Idee und Mythos des Sonderfalls Schweiz sind nach wie vor tief in der Selbstwahrnehmung verwurzelt. Das Nicht-Erwähnen bzw. regelmässige Übersehen der Schweiz in Untersuchungen zum Thema Kolonialismus konnte Generationen von Schweizerinnen und Schweizern sowie die öffentliche Meinung dazu verleiten, an die Pseudo-Einzigartigkeit der Schweiz zu glauben. Das Fehlen von staatlichem Kolonialismus rückt die Schweiz in ein objektiv anderes Licht im Vergleich zu vielen anderen westeuropäischen Ländern. Doch Kolonialismus ist ein System, das über den Staatsapparat und territorialen Zugewinn hinausreicht und auch wirtschaftliche und soziale Dimensionen einschliesst. Mit der Schweiz ändert sich das Paradigma des kolonialen Diskurses. Da es keinen staatlichen Kolonialismus gibt, wird die Mikrofrage nach den Menschen, ihren Entscheidungen und ihren Werdegängen drängender. Die Schweiz kannte weder staatliche Kolonialprojekte noch imperialistische Kampagnen im eigentlichen Sinne noch Einflusszonen, die als solche eingerichtet wurden. Doch gab es während des gesamten 19. Jahrhunderts zahlreiche Aktionen von Einzelpersonen und Körperschaften. Der Mythos des

Sonderfalls wird durch die Geschichten von Soldaten und Söldnern, Unternehmen, Missionarinnen und Missionaren sowie anderen Schweizerinnen und Schweizern widerlegt, die an kolonialen Unternehmungen teilgenommen und davon profitiert haben. Die Schweiz und Genf bilden in der Kolonialgeschichte keine Ausnahme und können nicht als proto-antikoloniale Räume betrachtet werden. Auch die Schweizer Bevölkerung zeigte Interesse für «Menschenzoos» und rassistische Dauerausstellungen wie diejenige von 1896.

Anfang des 20. Jahrhunderts dienten der hygienische Rassismus und eugenische Diskurse und Politiken dazu, den Perimeter des Schweizer Körpers und der Schweizer Nation abzustecken.

Ende des 19. Jahrhunderts, als Anthropologie und Eugenik an den Schweizer Universitäten und öffentlichen Institutionen an Einfluss gewannen, bezogen sich die Reden über den Schutz einer angeblich reinen Schweiz immer häufiger auf die Rasse. Anfang der 20. Jahrhunderts dienten der hygienische Rassismus und eugenische Diskurse und Politiken dazu, den Perimeter des Schweizer Körpers und der Schweizer Nation abzustecken. In diesem Kontext – bestehend aus Netzwerken, gegenseitiger Unterstützung, Freundschaften und strategischen Überlegungen, an denen Schweizerinnen und Schweizer beteiligt waren – muss die Frage der Teilnahme von öffentlich gefeierten Mitgliedern der sozialen, wirtschaftlichen, finanziellen und politischen Elite der Schweiz und Genfs untersucht werden. Es sei auch daran erinnert, dass in der Schweiz bereits Mitte des 19. Jahrhunderts eine antirassistische Stimmung entstand. Die Diskussion über den

öffentlichen Raum in Genf unterscheidet sich qualitativ von jener in anderen Städten. Abgesehen von universellen ethischen Überlegungen und dem demokratischen oder demokratisierenden Rahmen, den man auch anderswo finden kann, ist Genf eine eminent heterogene Stadt, eine Stadt der Vielfalt, eine Stadt der Integration und eine Stadt der kosmopolitischen und inklusiven Werte. Hier geht es um die Rolle und das Bestreben einer Stadt, vorbildlich zu sein.

Unabhängig davon, welche Option gewählt wird, ist es von grundlegender Bedeutung, eine Vision zu entwickeln und sie zu erklären. Es bedarf einer allgemeinen öffentlichen Politik mit gezielten, mit langfristigen Lösungen, die die Frage des Umgangs mit umstrittenen und rassistischen Statuen und Denkmälern sowie die Entwicklung gemeinsamer, dokumentierter Kriterien einschliesst, wer wie wo geehrt, anerkannt oder gefeiert werden soll. Die Geschichte auszulöschen, ist keine Option, ebenso wenig wie stattgefundene rassistische, koloniale und die Sklaverei unterstützende Handlungen fortwährend und ungestraft unsichtbar zu machen. Was letztlich zählt, ist, wie «das, was geschehen ist», gedeutet wird, und es nicht einfach nur zu protokollieren, was fatalistisch wäre und uns potenziell mitschuldig machen würde.

*Mohamed Mahmoud Mohamedou und Davide Rodogno sind Professoren für internationale Geschichte und Politik am Geneva Graduate Institute in Genf.
mahmoud.mohamedou@graduateinstitute.ch;
dave.rodogno@graduateinstitute.ch.*

¹⁵⁴ Mohamed Mahmoud Mohamedou und Davide Rodogno, Temps, espaces et histoires: monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois, Stadt Genf, 2022, www.geneve.ch > thèmes > développement durable > municipalité > engagements société > égalité diversité > diversité culturelle > actions de sensibilisation > Monuments et héritage raciste dans l'espace public

Eredità razzista e coloniale nello spazio pubblico ginevrino

Il problema dei monumenti controversi nello spazio pubblico è diventato d'attualità in seguito a un accumulo storico di irrisolutezza e a una contemporanea accelerazione della visibilità. Il passato non è sinonimo di patrimonio. Ci sono diversi modi per affrontarlo e collegarlo al presente, così come ci sono diversi modi per interrogarsi sulla sua eredità.

Mohamed Mahmoud Mohamedou e Davide Rodogno

Il nostro studio «Temps, espaces et histoires: monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois», pubblicato nel 2022¹⁶⁵, propone un inventario selettivo, comparativo e storico dei monumenti e dell'eredità razzista, coloniale e schiavista nello spazio pubblico della Città di Ginevra. L'opera costituisce una fonte di informazioni e una base di analisi e riflessione su monumenti e simboli presenti nello spazio pubblico che hanno una connotazione razzista o sono collegati in qualche modo al colonialismo e alla schiavitù. Il lavoro svolto è fattuale e analitico e cerca di contestualizzare senza esprimere giudizi di valore.

L'obiettivo dello studio è fornire una sintesi concettuale delle conoscenze sul tema della memoria pubblica, della discriminazione razziale e del retaggio coloniale e arricchire concretamente il campo d'informazione, di riflessione e di azione per contribuire al processo di rivisitazione avviato dalla Città di Ginevra. Si tratta di una contestualizzazione storica basata su fonti primarie e secondarie pubblicamente disponibili.

Il risultato non sostituisce potenzialmente o passi successivi da parte della Città, di associazioni della società civile o di iniziative di cittadini per la ricerca di soluzioni attuabili autonomamente al fine di rispondere alle sfide poste dalla

memoria in tema di colonialismo, schiavitù o lotta contro il razzismo. Lo studio formula suggerimenti e offre strumenti per leggere e capire una storia poco o mal conosciuta.

La prima parte espone la natura della questione dei monumenti e dello spazio pubblico, della discriminazione e della colonizzazione, del rapporto con il passato, della storia occultata, della mancanza di conoscenze sul passato e delle implicazioni per il presente e il futuro nei contesti svizzero e ginevrino. La seconda individua una serie di luoghi e/o monumenti nello spazio pubblico della Città di Calvino che sollevano interrogativi sul razzismo o il colonialismo. La terza e ultima parte esamina diverse opzioni per gestire la situazione di monumenti e simboli controversi presenti nello spazio pubblico.

Il razzismo da noi preso in esame è soprattutto quello diretto contro le persone nere o di origine africana, ma comprende anche tutte le altre forme di razzismo o di discriminazione razziale come l'antisemitismo, il razzismo antimusulmano e anti-asiatico, l'antiziganismo e la xenofobia. La questione della giustizia di genere e di classe è parte integrante dell'analisi. Il colonialismo qui considerato fa riferimento alle attività extraterritoriali condotte dagli Stati europei dal XVI al

XX secolo, è inteso in senso storico lato e include in particolare il periodo della schiavitù, dell'assoggettamento di tipo coloniale e della tratta di esseri umani iniziata nel XV secolo.

Lo studio formula suggerimenti e offre strumenti per leggere e capire una storia poco o mal conosciuta.

Nel contesto nazionale e internazionale di rimessa in discussione delle disparità e delle ingiustizie dovute alla discriminazione, la presenza negli spazi pubblici di elementi legati a persone, episodi o luoghi storicamente associati al razzismo, alla colonizzazione o alla schiavitù è oggetto dal 2020 di rivisitazioni fondate su un'azione pubblica. Monumenti eretti in memoria di uomini d'affari, militari, scrittori o politici fino ad allora considerati figure significative della storia, sono stati rimossi, deturpati o imbrattati a causa del coinvolgimento di questi personaggi in attività coloniali o delle loro idee razziste, discriminatorie o schiaviste. In questo contesto, in Svizzera, e più precisamente a Ginevra e Neuchâtel, sono state presentate petizioni o, come a Zurigo, sono stati pubblicati rapporti. Sempre a Ginevra, il 12 giugno 2020 è stata depositata al segretariato del Gran Consiglio

una proposta di mozione per un inventario dei luoghi geografici che portano nomi associati al colonialismo, alla tratta degli schiavi o al razzismo, e per una migliore informazione pubblica su questo tema.

Voler fermare la storia è chimerico tanto quanto volerla cancellare. Il passato non è sinonimo di patrimonio.

Le autorità pubbliche responsabili della concessione e della riqualifica degli spazi pubblici hanno un dovere di chiarezza: a tale proposito è fondamentale rammentare un concetto spesso dimenticato, e cioè che la gloria di ieri può essere la vergogna di domani. Le coordinate spazio-temporali della percezione storica mutano e lo stesso fanno le sensibilità, come pure la conoscenza (ossia la quantità e le fonti di informazione) e l'interpretazione del passato.

Voler fermare la storia è chimerico tanto quanto volerla cancellare. Il passato non è sinonimo di patrimonio. Ci sono diversi modi per affrontarlo e collegarlo al presente, così come ci sono diversi modi per interrogarsi sulla sua eredità. La questione della storicità dei monumenti si pone a più livelli che si intersecano fra loro e genera effetti multipli. La «messa sul piedistallo» è problematica, in quanto stabilisce una verità cementata e un'asimmetria di vedute riguardo a particolari rappresentazioni della storia e non la storia stessa.

Oggi, il problema dei monumenti controversi nello spazio pubblico si pone doppiamente in seguito a un accumulo storico di irrisolutezza e a una contemporanea accelerazione della visibilità. Considerarlo una «moda passeggera» o circoscriverlo politicamente a «richieste comunitarie» significa andare fuori strada e ritardare una riflessione pubblica necessaria sulla complessa interazione tra monumento, storia e giustizia e sui criteri di valorizzazione nella storia

pubblica. A essere denunciate o addotte sono le correlazioni attive o passive tra persone o eventi celebrati e il razzismo, il colonialismo o la schiavitù. Senza dimenticare il silenzio calato sul passato, che, di fatto, caratterizza l'assenza di reazione o il mantenimento di uno status quo umiliante dopo che questi aspetti sono stati sollevati.

Chi si oppone alla rimozione di statue, al cambiamento di nome di vie o ad altri aggiustamenti adduce due argomenti: il fatto che si tratta di simboli provenienti da un'altra epoca e il rifiuto di «cancellare» la storia. Nonostante le opposizioni e le esitazioni a entrare in materia, la complessità del problema non può esaurirsi nel perseguire regimi di verità suscettibili di delegittimare l'espiazione, presentandola come una liquidazione della storia.

La Svizzera è uno dei Paesi dell'Europa occidentale meno associati al colonialismo. L'idea e il mito dell'eccezionalità svizzera continuano a essere profondamente radicati nell'immaginario collettivo. Il fatto che, nello studio della colonizzazione, la Svizzera non sia menzionata o venga solitamente dimenticata ha indotto intere generazioni e l'opinione pubblica a credere a questa sua pseudo-eccezionalità. L'assenza di un colonialismo di Stato pone la Svizzera in una posizione oggettivamente diversa da quella di molti Paesi dell'Europa occidentale. Il colonialismo è tuttavia un sistema che trascende l'apparato statale o l'acquisizione di territori perché include dimensioni economiche e sociali. Con la Svizzera, il paradigma del dibattito coloniale cambia. In assenza di un colonialismo di Stato, la microquestione delle persone, delle loro scelte e dei loro percorsi di vita emerge con maggiore forza. Se non ci sono stati né un progetto coloniale dello Stato svizzero né una campagna imperialista propriamente detta né tantomeno zone d'influenza stabilite come tali, durante tutto il XIX secolo singoli individui o associazioni hanno comunque intrapreso molteplici azioni. Il mito dell'eccezionali-

tà è contraddetto dai racconti di soldati, mercenari, compagnie, missionari e altri svizzeri che hanno partecipato a imprese coloniali e ne hanno tratto profitto. La Svizzera e Ginevra non sono state un'eccezione alla storia coloniale e non possono essere considerate come uno o più spazi proto-anticoloniali. La stessa popolazione svizzera ha mostrato di apprezzare gli «zoo umani» e le esposizioni razziste come quella del 1896.

Alla fine del XIX secolo, quando l'antropologia e l'eugenetica hanno fatto presa nelle università e nelle istituzioni pubbliche svizzere, i discorsi sulla protezione di una cosiddetta purezza svizzera fanno vieppiù riferimento alla razza.

Alla fine del XIX secolo, quando l'antropologia e l'eugenetica hanno fatto presa nelle università e nelle istituzioni pubbliche svizzere, i discorsi sulla protezione di una cosiddetta purezza svizzera fanno vieppiù riferimento alla razza. All'inizio del XX secolo, ci si è serviti del razzismo igienista e delle politiche e dei discorsi eugenetici per delimitare il perimetro del corpo e della nazione svizzera. È in questo contesto interno – fatto di reti, sostegni, amicizie e riflessioni strategiche che coinvolgevano esclusivamente cittadini svizzeri – che va esaminata la questione della partecipazione di alcuni membri dell'élite sociale, economica, finanziaria e politica svizzera e ginevrina, celebrati pubblicamente. Va altresì ricordato che, dalla metà del XIX secolo, in Svizzera ha visto la luce un sentimento antirazzista. Il dibattito sugli spazi pubblici a Ginevra è qualitativamente diverso da quello di altre città. Al di là delle considerazioni etiche universali e del quadro democratico o democratizzante presente anche altrove, Ginevra è

una città estremamente eterogenea, una città della diversità, dell'integrazione, dei valori cosmopoliti e inclusivi, con un ruolo e un'ambizione di esemplarità.

A prescindere dall'opzione scelta, è fondamentale sviluppare una visione e spiegarla. Occorre istituire una politica pubblica generale con soluzioni ad hoc e a lungo termine, che includa la soluzione del problema delle statue e dei monumenti controversi e razzisti, ma anche l'elaborazione di criteri condivisi e documentati che indichino chi, come e dove onorare, riconoscere, commemorare o celebrare. Cancellare la storia non è un'opzione praticabile, come non lo è neppure quella di rendere continuamente e impunemente invisibili gli atti razzisti, schiavisti o coloniali del passato. Ciò che conta, in ultima analisi, è il senso che vogliamo dare a «quello che è successo» e non semplicemente il suo tramandamento fatalista e potenzialmente complice.

Mohamed Mahmoud Mohamedou e Davide Rodogno sono professori di storia e politica internazionale all'Istituto di alti studi internazionali e sullo sviluppo IHEID a Ginevra (Geneva Graduate Institute), mahmoud.mohamedou@graduateinstitute.ch; davide.rodogno@graduateinstitute.ch.

¹⁵⁵ Mohamed Mahmoud Mohamedou e Davide Rodogno, Temps, espaces et histoires: monuments et héritage raciste et colonial dans l'espace public genevois, Città di Ginevra, 2022, www.geneve.ch > thèmes > développement durable > municipalité > engagements société > égalité diversité > diversité culturelle > actions de sensibilisation > Monuments et héritage raciste dans l'espace public

Wie verhält sich Zürich zu seiner kolonialen Geschichte?

In Zürich hat die Ausstellung «Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus» viele Besucherinnen und Besucher angezogen. Was waren die Voraussetzungen, dass in einem Land ohne Kolonien eine solche Ausstellung zustande kommt? Und wie reagierte das Publikum? Kuratorin Manda Beck und Kurator Andreas Zangger gehen diesen Fragen nach.

Manda Beck und Andreas Zangger

Die Frage, weshalb Kolonialgeschichte für die Schweiz von Bedeutung ist, lässt sich kurz beantworten: Die Industrialisierung entstand aus dem Austausch mit Kolonien. Rohstoffe von Plantagen wurden importiert, Fertigprodukte exportiert. Die Schweiz als ein Land, das sich früh industrialisierte, hatte diesen Zugang zu den Kolonien nötig. Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft beteiligten sich am Kolonialismus in allen Ländern und in allen Aspekten: von der Unterwerfung über die Missionierung, die Ausbeutung von Rohstoffen und Naturprodukten bis zur Rechtfertigung der Idee der europäischen Vorherrschaft. Dieser Kolonialismus hat auch das Land selber verändert. Die Vermögensschere öffnete sich, die Bevölkerung wurde diverser. Gleichzeitig hat das Land aus der Kolonialzeit einen Rassismus geerbt, dessen sich viele hierzulande nicht bewusst sind.

Die Geschichte zeigt also enge Verflechtungen der Schweiz mit dem Kolonialismus. So finden wir bereits Ende des 16. Jahrhunderts zwei Söldner aus Zürich auf einem Sklavenschiff. Viele Zürcher betrieben Plantagen in Amerika, Asien und Afrika und gelangten damit zu Reichtum. Aber auch viele weniger wohlhabende Zürcherinnen und Zürcher beteiligten sich am Kolonialismus: als

Söldner in Kolonialarmeen, als Missionarinnen und Ärztinnen oder als Wissenschaftler bei der Erkundung der unterworfenen Gebiete. Auch in der Stadt selbst profitierten Industrie, Finanzplatz und Hochschulen von den Beziehungen zu den Kolonien und erhielten Rohstoffe, Anlagemöglichkeiten und Forschungsmaterial.

Trotzdem kamen diese Verflechtungen im öffentlichen Diskurs lange nahezu nicht vor. Der Glarner Kantonsarchivar Eduard Vischer schrieb zwar schon vor 60 Jahren: «Man pflegt heute oft zu sagen, weil die Schweiz keine Kolonien hatte, sei sie zur sogenannten Entwicklungshilfe in besonderer Weise prädestiniert; es werde ihr deshalb ein ganz besonderes Vertrauen entgegengebracht. Daran ist gewiss etwas. Aber wenn wir auch nie Kolonien hatten, so lebten wir doch nicht auf einem besonderen Stern und waren gewiss nicht besser als andere Menschen. In den europäischen und ausser-europäischen Kriegen und Streitigkeiten blieben wir als Staat neutral, individuell nahmen wir – als Reisläufer – daran teil, und ebenso schalteten wir uns als Kaufleute mit grosser Energie ein, wo es irgend möglich war, und beteiligten uns an der Verteilung der Reichtümer dieser Erde.»

Diese Aussage passte damals nicht in den Zeitgeist. Die Schweiz gefiel sich in der Rolle der neutralen Nation, die gute Dienste anbietet, und war wenig interessiert, an diesem Bild zu rütteln. Der Fokus der Geschichtsdebatten lag eher auf der Rolle der Schweiz im Zweiten Weltkrieg und auf der Beziehung zu Europa. Die aussereuropäischen Verstrickungen gingen dabei weitgehend vergessen. Die Frage müsste daher lauten, was waren die Voraussetzungen, dass dieses Thema auch in einer breiteren Öffentlichkeit ankam. Dazu beigetragen haben drei Entwicklungen, die nachfolgend ausgeführt werden.

Moralische Dimension der Wirtschaft

Erstens schuf die wachsende Globalisierung ein Bedürfnis, mehr über ihre Vorgeschichte zu wissen. Historische Studien dazu gibt es zwar schon lange, und sie hatten auch stets einen Platz in der historischen Forschung. So verfassten Herbert Lüthy und Conrad Peyer, beides namhafte Historiker ihrer Zeit, Studien über Fernhandel und Finanz im 17. und 18. Jahrhundert, die noch heute sehr wichtige Informationsquellen sind, was die Beteiligung von Privaten und öffentlichen Institutionen in der Schweiz an der Sklaverei betrifft. Doch viele der frühen

Studien beziehen sich eher implizit als explizit auf Kolonialismus und dienen eher der Glorifizierung der schweizerischen Exportwirtschaft wie etwa Lorenz Stuckis «Das heimliche Imperium».

Ab den 1990er-Jahren entstanden erste Studien, welche die Aussenseite der Exportwirtschaft unter die Lupe nahmen und damit im weitesten Sinne die moralische Dimension des wirtschaftlichen Handelns ansprachen. Dazu zählen die verschiedenen Studien zur Beteiligung an der Sklaverei. Was die Beteiligung am Kolonialismus betrifft, so stellt sich das Problem, dass die Schweiz in den Kolonien eher «überall ein bisschen» als «irgendwo spezifisch» präsent war. Der schweizerische Kolonialismus entzieht sich deshalb tendenziell einer Gesamtanalyse oder erschwert diese zumindest, vor allem wenn es darum geht, die Verantwortlichkeit für die Effekte des Kolonialismus zu untersuchen.

Migration und Rassismus

Die zweite Entwicklung war die wachsende Migration in die Schweiz. In den vergangenen Jahrzehnten ist der Anteil von Menschen aus ehemaligen Kolonien in der Schweiz stetig gestiegen, ebenso der Anteil an People of Color (PoC), also Menschen, die von Rassismus betroffen sind. Genaue Zahlen sind schwierig zu eruieren, aber als Annäherung kann die Entwicklung der Bevölkerung mit einer Herkunft aus Asien, Afrika, Lateinamerika und der Karibik dienen. Sie stieg in den vergangenen 30 Jahren von rund 40 000 auf 350 000. Das sind knapp 5 Prozent der Wohnbevölkerung, die im Alltag möglicherweise mit Rassismus oder Fremdenfeindlichkeit konfrontiert sind. Der zunehmende Präsenz von PoC in Schulen, Universitäten, Unternehmen und Institutionen schuf ein Bedürfnis, Fragen zum Umgang mit Diversität zu diskutieren, und brachte damit auch das Thema Rassismus auf die Agenda.

Mit der Suche nach den Ursachen des Rassismus geriet auch der postkoloniale Zustand der schweizerischen Gesell-

schaft in den Fokus. Denn der Rassismus in der Schweiz geht auf die Kolonialzeit zurück und wurde damals von der Gesellschaft erlernt. Nun trägt eine postkoloniale Forschung dazu bei, die Ursachen des Rassismus zu erkennen und diesen gewissermassen zu «entlernen», was im Gegensatz zu «verlernen» ein aktiver und bewusster Vorgang ist. Insbesondere trugen auch Schwarze und andere PoC an Universitäten dazu bei, die Forschung über die Geschichte von Migration, von Rassismus und Fremdenfeindlichkeit voranzutreiben und das Wissen darüber zu verbreiten.

Druck auf öffentliche Debatte

Drittens sorgten Aktivistinnen und Aktivistinnen dafür, dass Themen wie Rassismus und Kolonialismus öffentlich debattiert wurden. Die Romandie war der Deutschschweiz dabei um einiges voraus. 1985 wurde in verschiedenen Westschweizer Kantonen die Gruppe «SOS Racisme» aktiv. In der Deutschschweiz lag der Fokus eher auf den Verstrickungen des Finanzplatzes, etwa in der Anti-Apartheid-Bewegung. Diese Bewegungen hatten einen stärkeren Fokus auf die Gegenwart als auf die koloniale Vergangenheit. Dies hat auch mit der spezifischen Situation der Schweiz zu tun. Denn das koloniale Engagement der Schweiz ging nicht vom Staat aus und hatte keinen regionalen Fokus. Deshalb ist auch die Migration aus ehemaligen Kolonien in die Schweiz sehr heterogen. Ebenso können Migrantinnen und Migranten aus ehemaligen Kolonien den Staat nicht auf seine historische Verantwortlichkeit ansprechen, wie das in Grossbritannien, Frankreich oder den Niederlanden der Fall ist.

Doch auch in der Schweiz kamen die historischen Verstrickungen mit den Kolonien in die öffentliche Debatte. Als einer der ersten brachte der Historiker und politische Aktivist Hans Fässler die Beteiligung der Schweiz an der Sklaverei an eine breitere Öffentlichkeit. Mit publikumswirksamen Aktionen wie etwa der Petition zur Umbenennung des Agassizhorns gelang es ihm, die Aufmerksamkeit

der Medien für das Thema zu gewinnen. Seine Interventionen drangen bis in verschiedene kantonale und städtische Parlamente vor und führten dort zu Aufträgen an die Forschung.

Den entscheidenden Durchbruch für das Thema brachte jedoch die «Black Lives Matter»-Bewegung. Der Mord an George Floyd in Minneapolis, die weltweite Bewegung in Reaktion darauf und die Demonstrationen in verschiedenen Schweizer Städten setzten hierzulande einiges in Gang. Das Thema war im Mainstream angelangt und zur Primetime wurde am Fernsehen plötzlich über Rassismus diskutiert. Wenn auch diese Medienaufmerksamkeit ebenso schnell verschwinden kann, wie sie auftaucht, so hat sich auch unter der Oberfläche etwas nachhaltig verändert. Da das Thema so lange an der Öffentlichkeit vorbeiging, ist nun das Bedürfnis, mehr zu erfahren, umso grösser. Das zeigt sich auch in der Ausstellung «Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus», die vom 20. Januar bis 3. September 2023 im Zürcher Stadthaus zu sehen war.

Ausstellung bewegt das Publikum

Als Erkennungsmerkmal der Ausstellung dienten gelbe Bänder, sichtbar sowohl auf dem Plakat als auch als wichtigstes gestalterisches Element in der Ausstellung. Im Stadthaus waren sie zwischen den Säulen des Atriums und quer darüber gespannt – und liessen an Absperrbänder denken. Kolonialismus war von Gewalt geprägt; durch Rassismus schuf er Grenzen und Barrieren, die bis heute nachwirken. Doch die Bänder symbolisieren auch die Verstrickungen von Zürcherinnen und Zürichern sowie städtischer Institutionen in der Kolonialzeit. Ebenso verbinden die Bänder Orte und Zeiten, Geschichte und Gegenwart.

Gegliedert war die Ausstellung rund um die koloniale Vergangenheit und ihre Nachwirkungen in der Gegenwart. Zentrale Aussage war, dass der Rassismus von heute seine Ursprünge in der Ver-

gangenheit Zürichs hat. Vieles dazu war schon lange bekannt, aber in einer breiteren Öffentlichkeit kaum angekommen. Deshalb sprachen wir von blinden Flecken. In der Ausstellung standen sich zwei Karten gegenüber, die beide blinde Flecken sichtbar machen sollten: Zum einen eine Weltkarte, die auf ausgewählte Orte verweist, an denen sich Zürcherinnen und Zürcher am Kolonialismus beteiligten, zum anderen eine Stadtkarte mit Orten, an denen die Spuren des Kolonialismus sichtbar sind. Vielen Passantinnen und Passanten sind diese Bezüge zum Kolonialismus wahrscheinlich kaum bewusst. So etwa zieren sowohl beim Kaufhaus Sihlporte als auch bei der Sihlpost «exotisierende» Darstellungen von Frauen aus Afrika und Asien jeweils den Eingang. Der Bauherr der Sihlporte besass selber Kaffeepflanzungen in Tansania. Die dargestellten Frauen, die Kolonialwaren tragen, sind damit nicht bloss Werbeobjekte, sondern auch wirtschaftlich ausgebeutete Subjekte.

Eröffnet wurde die Zürcher Ausstellung von Mandy Abou Shoak, Co-Geschäftsführerin Gewaltprävention, Sozialarbeiterin und Aktivistin. Erst an zweiter Stelle sprach Stadtpräsidentin Corine Mauch, die solche Anlässe üblicherweise eröffnet. Uns schien es wichtig, als symbolischen Akt der Dekolonisation die traditionelle Reihenfolge aufzubrechen. Denn der Abschluss von Schwarzen und andere PoC wirkt seit der Kolonialzeit nach. Bereits an der Vernissage zeichnete sich ein grosses Publikumsinteresse ab. Eine Statistik wurde nicht geführt, aber grobe Zählungen gehen von rund 10 000 Besucherinnen und Besuchern aus. Das ist ein grosser Erfolg und zeigt, dass ein echtes Bedürfnis nach Informationen besteht. Ob bei einem Behördengang im Stadthaus, einem gezielten Besuch, einem Gruppenanlass oder einem Schulausflug, viele nahmen sich Zeit für die Ausstellung, lasen, hörten Audios oder schauten sich die Filme an. Die Führungen waren stets ausgebucht. Geleitet wurden sie von Historikerinnen und Historikern, die auf diesem Gebiet forschen. Dadurch konnten

wir mit Hintergrundwissen auf die Dynamik in der Gruppe reagieren. Im Dialog mit den Teilnehmenden wurde klar, dass das Thema stark emotionalisiert ist und viele eine Meinung dazu haben.

Weshalb ist das Thema so emotional? Zum einen formte die Kolonialzeit die zentralen Traditionen und Weltbilder der schweizerischen Gesellschaft mit. Sie sind tief verankert und tragen zur Identitätsbildung bei. Vielen Menschen ist der Zusammenhang von Traditionen und Kolonialismus kaum bewusst. Wenn nun solche Traditionen problematisiert werden, reagieren viele Menschen abwehrend. Nicht selten hörten wir Bemerkungen, die eine persönliche moralische Dimension ansprechen: «Muss ich mich jetzt schlecht fühlen, weil ich mich vor zehn Jahren an der Fasnacht als Indianerin verkleidet habe?», fragte eine Besucherin. Einige erlebten es als schmerzhaft, dass Ereignisse, an die sie schöne Erinnerungen knüpfen, nun in Frage gestellt werden.

Zum anderen hat das Thema Kolonialismus und Rassismus in den Medien Konjunktur, weshalb viele Besuchende mit einem partiellen und zum Teil politisch aufgeladenen Wissen in die Ausstellung kamen. In den Führungen fingen wir solche emotionalen Situationen auf, indem wir möglichst nüchtern den aktuellen Forschungsstand aufzeigten.

Die Auseinandersetzung mit der persönlichen Moral ist durchaus beabsichtigt. Besucherinnen und Besucher trafen in der Ausstellung auf eine geballte Menge von Informationen über die Verstrickungen Zürichs in der Kolonialzeit. Die Themen sind beladen und regen an sich schon zum Nachdenken und Hinterfragen an. Darüber hinaus versuchten wir, diesen Prozess durch weiterleitende Fragen in der Ausstellung bewusst anzuregen. Das Publikum wurde dabei persönlich angesprochen: «Welches sind meine Privilegien?», «Unter welchen Bedingungen werden die Nahrungsmittel hergestellt, die ich konsumiere?», usw. Es kam

vor, dass am Ende einer Führung einige Personen ratlos fragten: «Was soll ich nun mit all diesen Informationen tun?». Dabei schwang eine gewisse Überforderung mit. Doch wir gaben in der Ausstellung weder Antwort auf die Fragen noch eine Anleitung für zukünftiges Denken und Handeln. Wichtig war der Anstoss zur Selbstreflexion.


Denkprozess auch in Institutionen

Nicht nur Einzelpersonen, sondern auch Institutionen hinterfragen seither ihre Position. So geht beispielsweise das Völkerkundemuseum in Zürich kritisch mit seinem Sammlungs- und Dokumentationskonzept um und hinterfragt den eigenen Namen. Das breite Begleitprogramm zeigte, dass das Thema in der Stadt angekommen ist. Viele Institutionen reagierten auf unseren Aufruf – sei es, dass sie durch die Ausstellung einen Anstoss erhielten, dem Thema Raum zu geben oder sei es, dass sie schon selber Schritte in diese Richtung unternommen hatten. Die Sukkulenten-Sammlung der Stadt Zürich erarbeitete im Rahmen des Begleitprogramms eine Führung zum Thema Sukkulenten und Kolonialismus. Was mit der Konzipierung einer Führung begann, endete in der Hinterfragung des Konzepts der eigenen Institution. Mit dem Begleitprogramm erreichten die Museen und anderen Veranstalter nicht nur ihre übliche Zielgruppe, sondern auch Personen, die gezielt an Veranstaltungen kamen. Das Thema stösst also erfreulicherweise auf grosses Interesse, und wir hoffen, dass nachhaltig ein grösseres Bewusstsein für die koloniale Vergangenheit der Stadt Zürich entsteht.

*Die Historikerin Manda Beck und der Historiker Andreas Zangger haben die Ausstellung «Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus» kuratiert.
Manda.beck@gmx.ch, zangger@ogre.ch*

LINK

www.stadt-zuerich.ch > Politik & Recht > Stadtrat > Weitere Politikfelder > Koloniales Erbe Zürich

A collage with a red background. At the top, a large hand is shown with its fingers spread, wearing a pair of silver handcuffs. Below the hand, a newspaper clipping is pasted. To the right of the clipping, a person in a dark uniform is walking. At the bottom, a large orange circle is partially visible. The newspaper clipping contains the following text:

Soupçons de violences policières dans le canton de Vaud: les autorités doivent réagir

En l'espace d'une année, plusieurs personnes sont décédées dans le canton de Vaud dans le cadre d'une arrestation policière ou à la suite de celle-ci. Une situation préoccupante qui a suscité plusieurs mouvements de la société civile, qui dénonce l'absence de réaction des autorités et une forme d'impunité et de racisme quasi institutionnel.

Alors que les politiques ne semblent pas prêtes à s'attaquer au problème et que le volet juridique est en retard, il convient de rappeler que la Convention internationale des droits de l'homme impose aux autorités de garantir le droit de vie et de sécurité de toute personne. Le point commun entre ces personnes était...

En l'espace d'une année, plusieurs personnes sont décédées dans le canton de Vaud dans le cadre d'une arrestation policière ou à la suite de celle-ci. Une situation préoccupante qui a suscité plusieurs mouvements de la société civile, qui dénonce l'absence de réaction des autorités et une forme d'impunité et de racisme quasi institutionnel.

Alors que les politiques ne semblent pas prêtes à s'attaquer au problème et que le volet juridique est en retard, il convient de rappeler que la Convention internationale des droits de l'homme impose aux autorités de garantir le droit de vie et de sécurité de toute personne. Le point commun entre ces personnes était...

Mu...
En no...
ment s...
agent à Be...
son joggin...
police...
ne...

Le point commun entre ces personnes était...

Zurich et son histoire coloniale

L'exposition « Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus » (Angle mort : Zurich et le colonialisme) a attiré beaucoup de monde. Comment une telle exposition a-t-elle pu voir le jour dans un pays qui n'a jamais possédé de propres colonies ? Et comment le public y a-t-il réagi ? Réponses des commissaires de l'exposition, Manda Beck et Andreas Zangger.

Manda Beck et Andreas Zangger

L'importance du colonialisme pour la Suisse s'explique facilement : l'industrialisation de notre pays est issue des échanges avec les colonies. Des matières premières provenant des plantations étaient importées, des produits finis exportés. Pour la Suisse, en tant que pionnière de l'industrialisation, l'accès aux colonies était une nécessité. L'économie et la société suisses ont participé au colonialisme mondial sous toutes ses formes, de l'esclavage à la certitude de la suprématie européenne, en passant par les activités missionnaires et l'exploitation des ressources naturelles et des matières premières. Le colonialisme n'est pas resté sans impact sur la Suisse. L'écart s'est creusé entre la fortune des uns et celle des autres, la population s'est diversifiée. En même temps, la Suisse a hérité d'un racisme issu de l'époque coloniale, dont beaucoup n'ont pas conscience.

L'histoire met en lumière l'enchevêtrement de la Suisse et du colonialisme. Ainsi, dès la fin du XVI^e siècle, les archives font mention de deux mercenaires zurichois embarqués sur un navire négrier. De nombreux Zurichois ont fait fortune en exploitant des plantations en Amérique, en Asie et en Afrique, et de nombreux autres, moins fortunés, étaient aussi impliqués dans le colonialisme, en tant que mercenaires dans les armées coloniales, en qualité de missionnaires ou de médecins ou encore comme scien-

tifiques participant à l'exploration des territoires assujettis. Au cœur même de la ville, l'industrie, le secteur financier et les hautes écoles ont profité des relations avec les colonies grâce aux matières premières, aux possibilités de placement et au matériel de recherche que celles-ci produisaient.

Pendant longtemps, ces faits n'ont guère affleuré dans le débat public. Pourtant, il y a 60 ans déjà, l'archiviste cantonal glaronnais Eduard Vischer écrivait : « De nos jours, on entend souvent dire que la Suisse, n'ayant jamais possédé de colonies, est spécialement prédisposée à fournir de l'aide au développement et qu'à ce titre notre pays bénéficie d'une confiance toute particulière. Si ce n'est pas entièrement faux – en effet, nous n'avons jamais eu nos propres colonies –, il ne faut pas oublier que nous ne vivions pas sur une autre planète et que, clairement, nous n'étions pas meilleurs que les autres. Si la Suisse, en tant qu'État, est restée neutre pendant les guerres et les conflits européens et mondiaux, nombre de ses ressortissants y ont participé à titre individuel, en tant que mercenaires. Par ailleurs, nous nous sommes engagés avec beaucoup d'énergie à travers le commerce, nous avons exploité ce qui pouvait l'être et nous avons participé à la répartition des richesses du monde. »

À l'époque, cette déclaration n'était pas dans l'air du temps. La Suisse se plaisait

dans son rôle de pays neutre proposant ses bons offices et elle ne souhaitait pas égratigner cette image. Les débats historiques étaient plutôt axés sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale et sur ses relations avec l'Europe. L'action de notre pays au-delà de l'Europe en était largement absente. Dès lors, on peut se demander quels ressorts ont joué pour que ce thème émerge et retienne l'attention d'un plus large public. Trois évolutions y ont contribué.

La dimension morale de l'économie

Premièrement, avec l'essor de la mondialisation, l'histoire économique a gagné en importance. Des études historiques à ce sujet sont menées depuis longtemps et l'économie a toujours eu sa place dans la recherche. Herbert Lüthy et Conrad Peyer, par exemple, deux historiens de renom actifs dans la seconde moitié du XX^e siècle, ont mené des études sur le commerce et la finance mondiale aux XVII^e et XVIII^e siècles. Leurs travaux restent des sources d'information précieuses concernant l'implication d'individus et d'institutions publiques suisses dans l'esclavage. Or, parmi ces explorations initiales, nombreuses sont celles qui esquivent le colonialisme et mettent l'accent sur le succès de l'industrie exportatrice suisse, à l'instar du livre *Das heimliche Imperium* de Lorenz Stucki.

Ce n'est qu'à partir des années 1990 que sont apparus les premiers travaux consacrés aux effets externes de cette économie d'exportation, qui abordaient la dimension morale de l'activité économique au sens large. Parmi ceux-ci, certains portaient sur l'implication suisse dans l'esclavage. Il est difficile de cerner la participation de la Suisse au colonialisme parce que notre pays était présent dans de nombreuses colonies dans le monde entier, plutôt qu'en un lieu précis. De ce fait, le colonialisme suisse a tendance à échapper à une analyse globale ou du moins à la rendre plus difficile, surtout en ce qui concerne la responsabilité de notre pays par rapport aux retombées du colonialisme.

L'immigration et le racisme

Deuxièmement, l'immigration croissante a eu un impact. Ces dernières décennies, la part de ressortissants d'anciennes colonies vivant en Suisse n'a cessé d'augmenter, à l'instar du nombre de personnes noires, toutes exposées au racisme. S'il est difficile d'articuler un chiffre précis, on peut néanmoins se référer aux statistiques sur les habitants suisses originaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. De 40 000 au début des années 1990, ils sont passés à 350 000. Ainsi, près de 5 % de la population résidente pourrait être confrontée au racisme ou à la xénophobie ambiante. Avec l'augmentation des personnes racisées dans les écoles, les universités, les entreprises et les institutions, il est devenu urgent d'aborder le thème de la diversité et d'inscrire le problème du racisme à l'ordre du jour.

L'étude des causes du racisme a aussi dirigé le regard sur l'état postcolonial de la société suisse. En effet, le racisme en Suisse remonte à l'époque coloniale, durant laquelle il s'est ancré dans la société. Aujourd'hui, les recherches postcoloniales contribuent à identifier les origines du racisme et non seulement à désapprendre la discrimination raciale, mais à lutter aussi contre de vieux réflexes par un processus actif et conscient. En particulier, les Noirs et

d'autres personnes racisées au sein des universités ont contribué à faire progresser la recherche sur l'histoire de la migration, du racisme et de la xénophobie, et à diffuser des connaissances à ce sujet.

La pression sur le débat public

Enfin, des militants ont veillé à ce que des thèmes comme le racisme et le colonialisme soient débattus publiquement. À cet égard, la Suisse romande a une bonne longueur d'avance sur la Suisse alémanique. L'organisation SOS Racisme a commencé à travailler dans plusieurs cantons romands en 1985 déjà, alors qu'en Suisse alémanique, le mouvement antiapartheid par exemple mettait plutôt l'accent sur la place financière suisse et ses imbrications à l'échelle mondiale. Ces groupes se concentraient davantage sur le présent que sur le passé colonial, ce qui s'explique aussi par les particularités helvétiques. En effet, la Suisse institutionnelle n'était pas engagée dans les colonies, et le commerce colonial ne se focalisait pas sur une région spécifique. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'immigration en Suisse de personnes provenant d'anciennes colonies est particulièrement hétérogène. Qui plus est, ces personnes ne peuvent pas interpeller l'État sur sa responsabilité historique comme elles peuvent le faire en Grande-Bretagne, en France ou aux Pays-Bas.

Pourtant, en Suisse aussi, les questions d'histoire coloniale sont apparues dans le débat public. L'historien et activiste politique Hans Fässler a été l'un des premiers à pointer du doigt la participation de la Suisse à l'esclavage. Grâce à des actions très médiatisées, telles que la pétition pour renommer le pic Agassiz dans les Alpes bernoises, il a réussi à attirer l'attention des médias et du grand public sur le sujet. Ses interventions ont été traitées par différents parlements cantonaux et communaux, où elles ont débouché sur des mandats de recherche.

Mais c'est grâce au mouvement *Black Lives Matter* que la question du racisme et partant de l'histoire coloniale a fait une

percée décisive. La mort de George Floyd à Minneapolis, le mouvement mondial que son meurtre a déclenché et les manifestations dans différentes villes suisses ne sont pas restés sans effet chez nous. La question des discriminations raciales est entrée dans la conscience publique et soudain, à une heure de grande écoute, on a discuté de racisme à la télévision. Même si cette attention médiatique peut disparaître aussi vite qu'elle est apparue, un changement durable s'est opéré sous la surface. Étant donné que le sujet a échappé si longtemps à l'attention du public, il est devenu d'autant plus urgent de s'y consacrer. L'exposition *Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus* installée à l'Hôtel de Ville de Zurich du 20 janvier au 3 septembre 2023 en témoigne.

Une exposition qui interpelle

Des bandes de scotch jaunes ont servi de signe distinctif ; elles figurent sur l'affiche de l'exposition et ont aussi constitué l'élément visuel central de l'exposition. À l'intérieur de l'Hôtel de Ville, ces bandes jaunes rattachaient les colonnes du hall d'entrée évoquant l'image d'une scène de crime infranchissable. Le colonialisme a été marqué par la violence : en fondant le racisme, il a dressé des barrières et des frontières dont les effets se font encore sentir à ce jour. Mais le scotch jaune symbolisait aussi l'implication des Zurichois et des institutions de la Ville dans la colonisation. Il illustrait leurs interactions en reliant les lieux et les époques, le passé et le présent.

L'exposition était consacrée au passé colonial et à ses répercussions aujourd'hui. Son message central : le racisme actuel trouve ses origines dans l'histoire. Si l'exposition abordait plusieurs sujets connus de longue date, elle a eu le mérite de les présenter à un plus large public qui les ignorait. D'où la notion de *blinde Flecken*, d'angles morts. Dans l'exposition, deux cartes servaient à ouvrir le champ de vision. D'un côté, une mappemonde renvoyait à certains lieux où des Zurichois ont participé au colonialisme ; de l'autre, un plan de la

ville indiquait des endroits qui portent encore les traces du colonialisme. Il est fort probable que de nombreux passants n'ont pas conscience de ces liens avec le colonialisme. Par exemple, des illustrations « exotiques » de femmes originaires d'Afrique et d'Asie ornent l'entrée du grand magasin Sihlporte et de la Sihlpost. Le maître d'ouvrage du grand magasin possédait lui-même des plantations de café en Tanzanie. Les femmes représentées portent des marchandises provenant des colonies ; elles sont donc en même temps objets publicitaires et sujets exploités.

L'exposition zurichoise a été inaugurée par Mandy Abou Shoak, co-directrice du service de prévention des violences, travailleuse sociale et activiste. La présidente de la Ville, Corine Mauch, dont la fonction implique habituellement qu'elle prenne la parole en premier à de telles occasions, s'est exprimée dans un second temps. Il nous semblait important d'inverser l'ordre traditionnel, comme un acte symbolique de décolonisation. Car l'exclusion des Noirs et des personnes racisées perdure depuis l'époque coloniale. Dès l'inauguration, l'exposition a fasciné le public. Aucune statistique n'a été tenue, mais des estimations indiquent quelque 10 000 visiteurs. C'est un succès de taille qui témoigne d'un réel besoin d'information. Que ce soit pour une démarche administrative à l'Hôtel de Ville, lors d'une visite délibérée, d'une activité en groupe ou d'une sortie scolaire, de nombreuses personnes ont pris le temps de visiter l'exposition, de lire les explications, d'écouter les bandes-son ou de regarder les films. Toutes les visites guidées ont affiché complet. Elles étaient dirigées par des chercheuses et des chercheurs actifs dans le domaine du colonialisme et du racisme, et donc à même de saisir la dynamique du groupe et d'y réagir en connaissance de cause. En dialoguant avec les participants, il est apparu que le sujet provoque de vives émotions et que bon nombre de personnes ont des opinions tranchées à son propos.

Pourquoi ce thème suscite-t-il autant d'émotions ? D'une part, l'époque coloniale a contribué à l'émergence de traditions importantes et influencé la perception du monde par la société suisse. Ces éléments forgent une part de notre identité. Or beaucoup de gens n'ont pas conscience des liens entre traditions et colonialisme. Ainsi, lorsque l'on aborde les facettes problématiques de ces traditions, d'aucuns s'en offusquent. Il n'était pas rare d'entendre l'écho d'une dimension morale personnelle : « Je dois donc me sentir coupable parce que je me suis déguisée en Indienne au carnaval il y a une dizaine d'années ? », demandait une visiteuse. Naturellement, la remise en question d'événements associés à des souvenirs heureux peut être douloureuse.

D'autre part, le thème du colonialisme et du racisme a le vent en poupe dans les médias, d'où la belle fréquentation de l'exposition et un grand nombre de visiteurs dotés de connaissances lacunaires ou connotées politiquement. Lors des visites guidées, nous sommes parvenus à canaliser les émotions en présentant le plus sobrement possible l'état actuel de la recherche.

La confrontation avec la morale personnelle était tout à fait intentionnelle. L'exposition a livré un concentré d'informations sur Zurich et son implication dans les activités coloniales. Ces faits ont une connotation politique, morale et sociale et incitent en soi à la réflexion et à la remise en question. Nous avons tenté d'alimenter ce processus en invitant les visiteurs à répondre à des questions personnelles du genre : « Quels sont mes privilèges ? », « Dans quelles conditions les aliments que je consomme sont-ils produits ? » pour aiguïser leur esprit critique. Parfois, à la fin d'une visite guidée, la perplexité était palpable et certains visiteurs déboussolés s'interrogeaient : « Mais que faire de toutes ces informations ? ». Un sentiment d'impuissance était tangible. Or l'exposition ne visait pas à fournir des réponses toutes

prêtes ni à guider la pensée et les actions futures. Son but consistait à susciter la réflexion personnelle.

Un besoin de réflexion institutionnelle

Depuis quelque temps, des institutions repensent leurs attitudes et positions face au colonialisme, à l'instar des particuliers. Le musée ethnographique de l'Université de Zurich, par exemple, aborde de manière critique ses concepts de collection et de documentation et remet en question sa propre appellation. Le vaste programme d'activités liées à l'exposition a montré que Zurich était prête à affronter son passé colonial. De nombreuses institutions ont répondu à notre appel, soit parce que l'exposition les a orientées vers la thématique, soit parce qu'elles s'en occupaient déjà au préalable. Ainsi, le jardin des plantes succulentes de la ville de Zurich a élaboré, dans le cadre du programme d'activités, une visite guidée consacrée aux traces du colonialisme dans sa collection botanique. Ce qui a commencé par l'élaboration d'une visite a débouché sur une remise en question du concept même de l'institution. Le programme d'encadrement a par ailleurs permis aux musées et à d'autres organisateurs de rayonner au-delà de leur groupe cible habituel, en attirant des personnes qui s'intéressaient expressément au colonialisme. Nous sommes heureux que le thème éveille autant d'intérêt et nous espérons qu'une conscience plus vive du passé colonial de la ville de Zurich s'installe durablement.

Manda Beck et Andreas Zangger, tous deux historiens, ont conçu l'exposition « Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus ». manda.beck@gmx.ch, zangger@ogre.ch

LIEN (SITE EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS)

www.stadt-zuerich.ch > Politik & Recht > Stadtrat > Weitere Politikfelder > Koloniales Erbe Zürich

Che rapporto ha Zurigo con la sua storia coloniale?

La mostra «Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus», organizzata nella Città sulla Limmat, ha attirato molti visitatori. Ma che cosa ha portato a una mostra del genere in un Paese che non ha avuto colonie? E quali sono state le reazioni del pubblico? Le risposte dei curatori Manda Beck e Andreas Zangger.

Manda Beck e Andreas Zangger

La risposta al perché la storia coloniale sia importante per la Svizzera può essere sintetizzata in poche righe. L'industrializzazione è figlia degli scambi commerciali con le colonie: si importavano le materie prime dalle piantagioni e si esportavano i prodotti finiti. La Svizzera si è industrializzata presto, quindi aveva bisogno di un accesso alle colonie. L'economia e la società svizzere partecipavano al colonialismo in tutti i Paesi e in tutti gli aspetti – dalla sottomissione tramite l'evangelizzazione allo sfruttamento di materie prime e prodotti naturali fino alla giustificazione dell'idea della supremazia europea. Questo colonialismo ha cambiato anche il Paese: il divario tra ricchi e poveri si è fatto più profondo, la popolazione si è diversificata e la Svizzera ha ereditato qualche cosa di cui molti suoi abitanti non sono consapevoli – il razzismo.

La storia rivela dunque che intercorrevano stretti legami tra la Svizzera e il colonialismo. Già alla fine del XVI secolo troviamo due mercenari zurighesi su una nave negriera. Sono inoltre numerosi gli zurighesi arricchitisi con la gestione di piantagioni in America, Asia e Africa. Ma anche parecchi loro concittadini meno abbienti hanno partecipato al colonialismo: come mercenari negli eserciti coloniali, oppu-

re come missionari, medici o scienziati partiti per esplorare i territori sottomessi. Nella Città di Zurigo, l'industria, la piazza finanziaria e le università hanno tratto beneficio dai rapporti con le colonie, da cui ricavano materie prime, opportunità d'investimento e materiale di ricerca.

Ciò nonostante, per lungo tempo, di questi legami non si fa praticamente menzione nel dibattito pubblico. Già 60 anni fa, l'archivista cantonale glarone Eduard Vischer scriveva come ai suoi giorni si usasse spesso dire che la Svizzera, non avendo avuto colonie, fosse specialmente predestinata all'aiuto allo sviluppo, e per questo fosse considerata degna di particolare fiducia. Di sicuro qualcosa di vero c'era, continuava, aggiungendo però che, sebbene non avessimo mai avuto colonie, non vivevamo su un altro pianeta e di certo non eravamo migliori di altri popoli. Durante le guerre e le controversie europee ed extraeuropee eravamo rimasti neutrali come Stato, ma vi prendevamo parte individualmente come mercenari, e come mercanti eravamo molto attivi ovunque possibile, partecipando così alla spartizione delle ricchezze di questa terra.

Tali affermazioni non erano in linea con lo spirito del tempo. Alla Svizzera piaceva

il ruolo della nazione neutrale che offre buoni uffici, ed era quindi poco propensa a modificare questa sua immagine. I dibattiti storici si focalizzavano piuttosto sul ruolo della Svizzera nella Seconda guerra mondiale e sul suo rapporto con l'Europa. I coinvolgimenti extraeuropei caddero viepiù nell'oblio. Viene quindi da chiedersi per quale motivo questo tema sia ora diventato di attualità. All'inversione di rotta hanno contribuito tre aspetti che illustriamo qui di seguito.

Numerosi zurighesi si sono arricchiti con la gestione di piantagioni in America, Asia e Africa.

La dimensione morale dell'economia

Innanzitutto, con la globalizzazione crescente è nato il bisogno di conoscere meglio la storia. Di studi in materia ve ne sono da tempo, e sono sempre stati inclusi nella ricerca storica. Herbert Lüthy e Conrad Peyer, due noti storici, hanno condotto studi sul commercio internazionale e la finanza del XVII e XVIII secolo, e i loro lavori costituiscono ancora oggi fonti molto importanti di informazioni sulla partecipazione di istituzioni pubbliche e privati cittadini svizzeri alla schia-

vitù. Numerosi studi precedenti, invece, si riferivano soltanto implicitamente al colonialismo ed erano piuttosto tesi a glorificare l'economia svizzera d'exportazione, come ad esempio «L'impero segreto» di Lorenz Stucki.

I primi studi sull'altra faccia dell'economia d'exportazione, ovvero sulla dimensione morale dell'attività economica, risalgono agli anni 1990. Tra questi ve ne sono diversi sulla partecipazione alla schiavitù. Per quanto riguarda la partecipazione al colonialismo, il problema è che la Svizzera era presente «un po' ovunque» piuttosto che «da qualche parte in particolare». Il colonialismo svizzero sfugge così tendenzialmente a un'analisi globale, o perlomeno la complica, soprattutto quando si tratta di studiare la responsabilità delle conseguenze del colonialismo.

Migrazione e razzismo

In secondo luogo, c'è la crescente migrazione in Svizzera. Negli ultimi decenni si è registrato un costante aumento della quota di persone provenienti da ex colonie e di persone di colore, ossia di persone vittime di razzismo. È difficile quantificare il fenomeno, ma per una stima possiamo considerare l'evoluzione della popolazione con origini asiatiche, africane, latino-americane e caraibiche, salita negli ultimi 30 anni da circa 40 000 a 350 000 persone. Si tratta di quasi il 5 per cento della popolazione residente che, nella quotidianità, è probabilmente vittima di episodi di razzismo o xenofobia. La sempre maggiore presenza di persone di colore nelle scuole, nelle università, nelle imprese e nelle istituzioni ha portato a discutere di gestione della diversità e, quindi, anche del razzismo.

Nell'intento di studiare le cause del razzismo, ci si è interessati anche alle condizioni postcoloniali della società svizzera. Il razzismo in Svizzera risale infatti all'epoca coloniale: è a quel tempo che la società lo ha «imparato». La ricerca postcoloniale contribuisce ora a individuare le cause, portando la società a «disimparare» il razzismo – un processo che, a differenza dello «scordare», è

attivo e consapevole. Anche i neri e altre persone di colore nelle università hanno contribuito all'avanzamento della ricerca sulla storia della migrazione, del razzismo e della xenofobia, e a diffonderne la conoscenza.

Pressione sul dibattito pubblico

In terzo luogo, temi come il razzismo e il colonialismo sono entrati nel dibattito pubblico grazie agli attivisti, nella Svizzera francese molto prima che nella Svizzera tedesca. Nel 1985 il gruppo SOS Racisme si è attivato in diversi Cantoni romandi. Nella Svizzera tedesca, l'accento era posto sui coinvolgimenti della piazza finanziaria, per esempio in movimenti come quello contro l'apartheid, più focalizzati sul presente che sul passato coloniale. Questo fatto è dovuto anche alla situazione specifica della Svizzera, il cui impegno coloniale non nasceva da un'iniziativa dello Stato né era imperniato su specifiche regioni. Questo è d'altra parte uno dei motivi per cui l'immigrazione da ex colonie è molto eterogenea; ne consegue che le persone migranti provenienti da questi Paesi non possono chiedere allo Stato di rendere conto della sua responsabilità storica, come invece avviene in Gran Bretagna, in Francia o nei Paesi Bassi.

Anche in Svizzera, tuttavia, l'eredità storica del colonialismo è stata affrontata nel dibattito pubblico. Hans Fässler, storico e attivista politico, è stato uno dei primi a portare all'attenzione generale la partecipazione della Svizzera alla schiavitù. Con iniziative a effetto, come la petizione per cambiare nome all'Agassizhorn, è riuscito a far sì che gli organi d'informazione accendessero i riflettori su questo tema. I suoi interventi hanno raggiunto autorità cantonali e comunali, che hanno assegnato mandati di ricerca.

La svolta decisiva è stata tuttavia impressa dal movimento Black Lives Matter. L'uccisione di George Floyd a Minneapolis, il movimento che ne è conseguito a livello mondiale e le manifestazioni in diverse città svizzere si sono fatti sentire

anche da noi. Il tema è diventato onnipresente e improvvisamente si discuteva di razzismo in televisione in prima serata. Sebbene quest'attenzione mediatica possa scomparire tanto rapidamente quanto è apparsa, sotto la superficie qualcosa è davvero cambiato: poiché il tema è stato passato sotto silenzio per così tanto tempo, il bisogno di saperne di più è grande, come testimonia anche la mostra dedicata a Zurigo e al colonialismo («Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus»), tenutasi dal 20 gennaio al 3 settembre 2023 nel municipio di Zurigo.

Alcuni interrogativi toccavano la sfera personale del pubblico: «Quali sono i miei privilegi?».

Una mostra con una forte carica emotiva

Il tratto distintivo era il nastro giallo, presente sia sul manifesto sia come elemento scenico principale all'interno degli spazi della mostra. Teso tra le colonne e attraverso il soffitto dell'atrio del municipio, richiamava alla mente un nastro di sbarramento. Il colonialismo fu caratterizzato dalla violenza e per mezzo del razzismo ha creato confini e barriere tutt'oggi persistenti. Il nastro simboleggia però anche il legame dei cittadini e delle istituzioni di Zurigo con il colonialismo, e collega tempi e luoghi, passato e presente.

La mostra era imperniata sul passato coloniale e sulle sue ripercussioni nel presente. Il messaggio principale era che il razzismo di oggi affonda le proprie radici nel passato di Zurigo. Molto era noto da tempo, ma non era quasi mai giunto all'attenzione dell'opinione pubblica – ecco perché abbiamo parlato di punti ciechi («blinde Flecken»). Nella mostra c'erano due cartine posizionate una di fronte all'altra e su entrambe erano segnati i punti ciechi: la cartina del mondo riportava i luoghi in cui gli zurighesi avevano

partecipato al colonialismo e quella della Città di Zurigo i punti in cui si vedono ancora oggi le tracce del colonialismo, riferimenti di cui tanti passanti probabilmente non sono consapevoli. Ad esempio, gli ingressi dell'edificio commerciale Sihlporte e dell'ufficio postale Sihlpost sono decorati con raffigurazioni «esotizzanti» di donne africane e asiatiche. Lo stesso committente del Sihlporte possedeva piantagioni di caffè in Tanzania. Le donne rappresentate nell'atto di trasportare beni coloniali non sono dunque soltanto vettori pubblicitari, bensì anche soggetti sfruttati economicamente.

La mostra è stata inaugurata da Mandy Abou Shoak, esperta in prevenzione della violenza, lavoratrice sociale e attivista. Dopo di lei è intervenuta la sindaca Corine Mauch, che a simili eventi solitamente prende la parola per prima. Per noi è stato importante invertire l'ordine tradizionale degli interventi come atto simbolico della decolonizzazione, perché la persistente esclusione di neri e persone di colore è un retaggio coloniale. Sin dal vernissage si è evidenziato un grande interesse da parte del pubblico. Non abbiamo tenuto statistiche, ma da conteggi approssimativi i visitatori sono stati circa 10 000, un successo notevole che testimonia un reale bisogno di informazione. Tra chi ha visitato la mostra mentre si recava a uno sportello delle autorità, chi vi è andato appositamente, i gruppi e le scolaresche, sono stati in molti a dedicarle tempo, leggendo, ascoltando i contributi audio o guardando i filmati. Le visite guidate hanno sempre registrato il tutto esaurito. Erano condotte da storici ricercatori in quest'ambito, il che ha consentito di rispondere con informazioni solide alla dinamica che si innescava in seno al gruppo. Dai dialoghi con i partecipanti è emerso chiaramente che l'argomento ha una forte carica emotiva e che parecchie persone hanno una loro opinione in merito.

Ma perché questo tema suscita tante emozioni? Da un lato, l'epoca coloniale ha

contribuito a plasmare le principali tradizioni e visioni del mondo della società svizzera, che sono profondamente radicate e contribuiscono alla formazione dell'identità. Molte persone non sono consapevoli del legame tra le loro tradizioni e il colonialismo; se queste tradizioni diventano improvvisamente problematiche, le persone reagiscono mettendosi sulla difensiva. Non di rado sono state espresse osservazioni riferite ai principi morali individuali. «Adesso devo sentirmi in colpa perché dieci anni fa, a carnevale, mi sono vestita da indiana?», ha chiesto una visitatrice. Per alcuni è stato doloroso considerare sotto una luce diversa eventi di cui serbano ricordi piacevoli.

D'altro canto, il tema del colonialismo e del razzismo è assai presente negli organi d'informazione, ed è per questo che numerosi visitatori sono arrivati con conoscenze parziali e talvolta connotate politicamente. Con le visite guidate abbiamo affrontato queste situazioni fortemente emotive presentando lo stato attuale della ricerca nel modo più oggettivo possibile.

Molti visitatori sono arrivati con conoscenze parziali e talvolta connotate politicamente.

Il confronto con i principi morali individuali era voluto: i visitatori si sono trovati di fronte a una grande quantità di informazioni sul retaggio coloniale di Zurigo. Si tratta di temi forti che già di per sé inducono a riflettere e a porsi domande. Noi abbiamo voluto stimolare ulteriormente questo processo con interrogativi che toccavano la sfera personale del pubblico: «Quali sono i miei privilegi?», «In quali condizioni sono prodotti gli alimenti che consumo?» ecc. È capitato che alla fine della visita guidata alcune persone si sentissero confuse e in certo qual modo confrontate con i propri limiti: «E adesso, che cosa ci faccio con tutte queste informazioni?». Con la mostra non abbiamo però voluto fornire risposte

a queste domande né istruzioni su come orientare le proprie riflessioni e azioni future. Per noi era importante avviare la riflessione individuale.

Riflessioni anche in seno alle istituzioni

Da allora, non soltanto singole persone, ma anche le istituzioni riflettono criticamente sulla loro posizione. Il Museo etnografico di Zurigo, ad esempio, si sta interrogando su quanto sta alla base delle sue collezioni e della documentazione, e sul proprio nome. L'ampio programma di accompagnamento ha mostrato che il tema ha toccato la Città. Molte istituzioni hanno reagito al nostro appello, sia perché stimolate dalla mostra a dare spazio all'argomento, sia perché avevano già compiuto di loro iniziativa dei passi in questa direzione. Nel quadro del programma di accompagnamento alla mostra, la Collezione di piante succulente della Città di Zurigo ha elaborato una visita guidata dedicata alle piante succulente e al colonialismo. Quello che era iniziato con la progettazione di una visita guidata si è concluso con la messa in discussione delle fondamenta della propria istituzione. Il programma di accompagnamento ha consentito ai musei e ad altri organizzatori di eventi di raggiungere, oltre al loro pubblico abituale, anche persone che si sono recate in modo mirato agli eventi. Siamo lieti che l'argomento susciti tanto interesse: il nostro auspicio è che, a lungo termine, porti a una maggiore consapevolezza del passato coloniale della Città di Zurigo.

Gli storici Manda Beck e Andreas Zangger sono stati i curatori della mostra «Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus». Manda.beck@gmx.ch, zangger@ogre.ch

LINK

www.stadt-zuerich.ch > Politik & Recht > Stadtrat > Weitere Politikfelder > Koloniales Erbe Zürich

Auf kolonialen Spuren in Schweizer Städten

Die Kolonialzeit hat auch in der Schweiz sichtbare und unsichtbare Spuren hinterlassen. In mehreren Städten können Interessierte die verschiedenen Perspektiven einer lang verdrängten Geschichte entdecken – sei es auf geführten Rundgängen oder auf eigene Faust mit Online-Stadtplan und Audioguide.

Theodora Peter

Leuchtend rote Geranien zieren in der Berner Altstadt zahlreiche Brunnen und Fensterbänke. Der jährliche «Graniummärit» gehört zu den Traditionen der Bundesstadt. Doch die typische Schweizer Balkonpflanze stammt eigentlich aus Südafrika. Die Pelargonien kamen über Berner Söldner und ihre Beziehungen mit der holländischen Kolonialmacht vom Kap in die Schweiz. Ein Symbol dieser kolonialen Verflechtungen ist auch der sogenannte Holländerturm am Waisenhausplatz. Wo heute Touristinnen und Touristen im Restaurant Pizza essen, trafen sich damals bernische und holländische Offiziere, um Tabak zu rauchen. Diese neue Sitte hatte man sich in den Kolonien angeeignet. Überhaupt pflegte das Berner Patriziat gute Handelsbeziehungen mit den niederländischen Kolonialgesellschaften.

Diese und weitere Geschichten erzählt Karl Johannes Rechsteiner, Präsident von Cooperaxion, auf einem Rundgang durch Bern. Die Stiftung beschäftigt sich bereits seit 15 Jahren mit den kolonialen Verstrickungen der Schweiz entlang der Sklavenhandelsrouten. Die Stadtrundgänge sind Teil der Bildungsarbeit der Nichtregierungsorganisation. Inzwischen bieten Rechsteiner und sein Team die Stadtrundgänge nicht nur in Bern, sondern auch in Thun, Neuenburg und Frei-

burg an. In weiteren Städten beteiligt sich Cooperaxion an Kampagnen und Veranstaltungen. Das Interesse an den Führungen habe seit der «Black Lives Matter»-Bewegung im Jahr 2020 stark zugenommen, konstatiert Rechsteiner. Er ist inzwischen fast im Wochentakt mit Gruppen unterwegs. Gebucht werden die Rundgänge von Schulen, Gewerkschaften, öffentlichen Ämtern, Firmen oder Privatpersonen. 2022 nahmen insgesamt 1000 Personen an diesen Führungen teil – ein Rekord.

Zu den Pionieren der Bildungsarbeit gegen Rassismus gehört auch der Historiker, Kabarettist und politische Aktivist Hans Fässler. Er bietet in St. Gallen und Umgebung verschiedene Rundgänge an – zum Beispiel «Im Westen viel Neues» zu (post)kolonialen Spuren. Die Stadtführung «Auf den Spuren von Rassismus» war 2019 im Rahmen der St. Galler Aktionstage gegen Rassismus ins Leben gerufen worden.

Geschichte direkt im Ohr

In Zürich wiederum engagiert sich der Verein Zürich Kolonial, der aus dem akademischen Umfeld der Geschichtswissenschaften entstanden ist, für die Aufklärung des breiten Publikums zu lokalen Spuren des Kolonialismus. «Zürcherin-

nen und Zürcher wurden mit Überseeplantagen reich, investierten in die Sklaverei, organisierten Völkerschauen oder stellten sich als Söldner in den Dienst von Kolonialarmeen», hält der Verein auf seiner Webseite fest. Konzipiert wurde dazu ein Stadtrundgang mit rund einem Dutzend Stationen, die Interessierte mit einem Audioguide auf eigene Faust erkunden können. Unterwegs – oder auch zu Hause – können die mündlichen Erzählungen mit dem eigenen Smartphone abgehört werden. Geplant ist zudem, dass bei den einzelnen Stationen ein QR-Code gescannt werden kann, um vor Ort direkt mit der jeweiligen kolonialen Geschichte verbunden zu werden. Erfahren lässt sich dabei zum Beispiel, was der prächtige Belvoirpark mit den kolonialen Verstrickungen der Zürcher Oberschicht im 19. Jahrhundert zu tun hat oder was die Wandgemälde im Bahnhof Wiedikon über Rassismus und Kolonialismus erzählen.

Auch in Winterthur bieten Historikerinnen und Historiker öffentliche Stadtrundgänge und Führungen für Gruppen an. Unter dem Titel «Dunkle Geschäfte» kann das Publikum die Schauplätze der vergessenen Kolonialgeschichte entdecken. In Basel plant der Verein Frauenstadtrundgang Basel, der bereits heute

Lokale Kolonialgeschichte(n) online

Führungen auch zum Thema Migration anbietet, einen Rundgang mit Schwerpunkt Kolonialismus. In Genf bietet das Kollektiv Afro-Swiss seit 2019 eine öffentliche Führung an – unter dem Titel «Du village noir au mouton noir: visite guidée du Genève colonial». Auch in anderen Schweizer Städten gibt es ähnliche Initiativen der Zivilgesellschaft, oder sie sind im Aufbau begriffen.

NÜTZLICHE LINKS

www.bern-kolonial.ch
www.louverture.ch
www.zh-kolonial.ch
www.kehrseite-winterthur.ch
www.frauenstadtrundgang-basel.ch
www.enroute.ch

Die Webseite colonial-local.ch zeigt am Beispiel von Freiburg auf, wie Schweizerinnen und Schweizer in der kolonialen Welt gewirkt und wie koloniale Verflechtungen umgekehrt Lokalgeschichten verändert haben. Illustriert wird dies an historischen Beispielen, die das Publikum mit der eigenen Lebensrealität heute in Verbindung bringen kann. So wird etwa die koloniale Auswanderung von Freiburgerinnen und Freiburgern mit Überlegungen zum aktuellen Wechselspiel von Klimawandel und Migration verknüpft.

Der Blick auf die regionale Dimension des Schweizer Kolonialismus zeigt auf, wie auch die ländliche Bevölkerung in diesen eingebunden war – etwa durch die Schokoladenproduktion und -werbung oder die katholische Mission. Dabei thematisiert [colonial-local](http://colonial-local.ch) beispielsweise das komplexe Verhältnis von Mission und Kolonialismus und geht der Frage nach, wie Kirchenvertreterinnen und -vertreter Selbst- und Fremdbild im kolonialen Kontext mitprägten.

Hinter dem Projekt stehen die drei Historikerinnen Barbara Miller, Linda Ratschiller und Simone Rees von der Universität Freiburg. Die Webseite

ist eine Weiterentwicklung einer mit Studierenden erarbeiteten Ausstellung. Zu finden sind nebst historischen Hintergründen auch ein Glossar und ein Blog, auf dem Nutzerinnen und Nutzer ihre eigenen Erfahrungen, Beiträge und Geschichten teilen können.

Die zweisprachige Webseite richtet sich insbesondere an ein junges Publikum und wurde auch für die Anwendung im Schulunterricht konzipiert. Aufgrund des grossen Interesses von Lehrpersonen planen die Initiantinnen die Entwicklung von didaktischem Lehrmaterial. Weiter angedacht ist, die kolonialen Verstrickungen Freiburgs noch stärker im öffentlichen Raum sichtbar und erfahrbar zu machen. Dies nebst den kolonialen Stadtführungen, wie sie etwa von der Stiftung Coopération durchgeführt werden (siehe Beitrag «Auf kolonialen Spuren in Schweizer Städten»). Für einen Ausbau der Angebote wären aber zusätzliche Ressourcen nötig. (TP)

LINK

www.colonial-local.ch
Kontakt: colonial.local@gmail.com

Sur les traces coloniales dans les villes suisses

La période coloniale a laissé des traces visibles et invisibles en Suisse. Dans plusieurs villes, il est possible de découvrir les diverses facettes d'une histoire longtemps refoulée, grâce à des visites guidées ou tout simplement avec un plan de ville numérique et un audioguide.

Theodora Peter

Sur de nombreuses fontaines et rebords de fenêtres, la vieille ville de Berne est ornée de géraniums rouge vif. L'annuel *Graniummärit* (marché aux géraniums) fait partie des traditions de la capitale. De fait, l'emblématique fleur des balcons suisses est pourtant originaire de l'Afrique du Sud. Les pélagoniums sont arrivés en Suisse depuis Le Cap par l'intermédiaire de mercenaires bernois qui entretenaient des relations étroites avec le pouvoir colonial hollandais. La tour hollandaise située à la *Waisenhausplatz* est un autre symbole des relations que la Suisse entretenait avec le colonialisme. Alors que les touristes peuvent aujourd'hui y manger des pizzas, la tour était un lieu où se réunissaient autrefois des officiers bernois et hollandais pour fumer du tabac, une habitude prise dans les colonies. De manière générale, le patriciat bernois entretenait de bonnes relations commerciales avec les sociétés coloniales néerlandaises.

Le président de la fondation *Cooperaxion* Karl Johannes Rechsteiner conte cette histoire et tant d'autres lors d'une visite guidée proposée dans la ville de Berne. Depuis quinze ans déjà, la fondation s'intéresse aux implications coloniales de la Suisse le long des routes du commerce d'esclaves. Les visites de la ville font

partie du travail éducatif de l'organisation non gouvernementale. Dans l'interval, l'équipe de M. Rechsteiner a élargi son offre de visites de Berne à Thoun, Neuchâtel et Fribourg. *Cooperaxion* participe également à des campagnes et à des manifestations dans d'autres villes. L'intérêt pour les visites guidées s'est fortement accru depuis le mouvement *Black Lives Matter* en 2020, constate M. Rechsteiner. Désormais, il anime des visites à un rythme presque hebdomadaire. Les visites sont prisées par les écoles, les syndicats, les services publics, les entreprises et les particuliers. Réunissant un total de mille participants, les visites guidées ont connu une affluence record en 2022.

L'historien, cabarettiste et militant politique Hans Fässler fait également partie des pionniers du travail éducatif contre le racisme. Il propose différents circuits à Saint-Gall et dans les environs, comme *Im Westen viel Neues* (À l'Ouest, du nouveau) qui s'intéresse aux traces du (post)colonialisme. La visite guidée de la ville *Auf den Spuren von Rassismus* (Sur les traces du racisme) a, elle, été lancée en 2019 dans le cadre des Journées d'action contre le racisme de Saint-Gall.

L'histoire directement depuis son smartphone

Issue du milieu académique des sciences

historiques, l'association *Zürich Kolonial* s'engage à présenter au grand public les traces du colonialisme à Zurich. « Des Zurichois ont investi dans l'esclavage, se sont enrichis grâce aux plantations d'outre-mer, ont organisé des zoos humains ou se sont mis au service d'armées coloniales en tant que mercenaires », note l'association sur son site Internet. Un circuit urbain a été conçu sur cette thématique, avec une douzaine de stations dans la ville de Zurich qui peuvent être explorées en toute autonomie avec un audioguide. Il est aussi possible d'écouter ces récits sur son propre smartphone à la maison ou à l'extérieur et l'on devrait bientôt pouvoir scanner un code QR à chaque station pour avoir directement accès à l'histoire coloniale rattachée à cet endroit de la ville. On y apprend par exemple ce qui relie le magnifique parc de Belvoir et la haute société zurichoise avec le colonialisme au XIX^e siècle, ou ce que les peintures murales de la gare de Wiedikon racontent du racisme et du colonialisme.

À Winterthour aussi, des historiens proposent des visites publiques de la ville et des visites guidées pour les groupes. Sous le titre *Dunkle Geschäfte* (Sombres affaires), il est possible de découvrir les lieux de l'histoire coloniale jusque-là passée sous silence. À Bâle, l'association

Un site Internet pour découvrir la grande histoire du colonialisme à travers les petites histoires locales

Frauenstadtrundgang Basel, qui propose déjà des visites guidées, y compris sur le thème de la migration, prévoit un circuit axé sur le colonialisme. À Genève, le collectif *Afro-Swiss* propose depuis 2019 une visite guidée intitulée « Du village noir au mouton noir : visite guidée de la Genève coloniale ». Des initiatives similaires de la société civile existent également dans d'autres villes suisses, ou sont en cours de développement.

LIENS UTILES

www.bern-kolonial.ch
www.louverture.ch
www.zh-kolonial.ch
www.kehrseite-winterthur.ch
www.frauenstadtrundgang-basel.ch
www.enroute.ch/fr

Avec l'exemple de Fribourg, le site Internet colonial-local.ch/fr présente le rôle des Suisses dans le système colonial et inversement, l'influence du colonialisme sur l'histoire au niveau local. Ces exemples tirés du passé permettent au grand public de relier l'histoire et la réalité d'aujourd'hui. Et l'émigration coloniale des Fribourgeois est mise en relation avec des réflexions sur le lien actuel entre le changement climatique et les migrations.

Le regard porté sur la dimension régionale met en lumière l'implication de la population rurale dans le colonialisme, par exemple avec la production et la promotion du chocolat ou encore avec la mission catholique. Le projet aborde également le rapport complexe entre la mission et le colonialisme, et traite de l'image des représentants de l'Église dans le contexte colonial, notamment dans le façonnement de la conception du soi et de l'autre.

Le site Internet a été lancé par trois historiennes de l'Université de Fribourg, Barbara Miller, Linda Ratschiller et Simone Rees, sur la base d'une exposition élaborée avec des étudiants. Outre des informations d'ordre historique, on y trouve un glossaire et un blog où il est

possible de partager ses contributions, récits et propres expériences.

Le site Internet bilingue s'adresse en particulier à un public jeune et a notamment été conçu pour que les écoles puissent l'utiliser. En raison du grand intérêt manifesté par les enseignants, les initiatrices du projet prévoient d'élaborer du matériel didactique ad hoc. Il est également prévu de rendre les implications coloniales de Fribourg encore plus visibles et perceptibles dans l'espace public, en plus des visites guidées déjà organisées sur le thème du colonialisme, notamment par la fondation *Cooperaxion* (voir l'article Sur les traces coloniales des villes suisses). Pour étoffer l'offre, il faudrait toutefois des ressources supplémentaires. (TP)

LIEN

www.colonial-local.ch/fr
Contact: colonial.local@gmail.com

Sulle tracce del passato coloniale nelle città svizzere

Il periodo coloniale ha lasciato tracce visibili e invisibili anche in Svizzera. In diverse città, le persone interessate possono scoprire – attraverso visite guidate, ma anche autonomamente, con l'ausilio di una mappa digitale e di un'audioguida – le diverse prospettive di un capitolo storico a lungo rimosso.

Vasi di gerani di un rosso brillante ornano numerose fontane e davanzali del centro storico di Berna. L'annuale mercato dei gerani è una delle tradizioni della capitale federale. In realtà, la tipica pianta da balcone svizzera proviene dal Sudafrica. Il Pelargonium è arrivato in Svizzera da Città del Capo grazie ai mercenari bernesi e ai loro rapporti con la potenza coloniale olandese. Un simbolo di questi rapporti è il cosiddetto «Holländer-turm», ossia la torre olandese che si trova sulla Waisenhausplatz: dove oggi i turisti mangiano la pizza, allora gli ufficiali bernesi e olandesi si incontravano per fumare tabacco, un'usanza anch'essa importata dalle colonie. Più in generale, si può affermare che i patrizi bernesi intrattenevano buone relazioni commerciali con le compagnie coloniali olandesi.

Queste e altre storie vengono raccontate da Karl Johannes Rechsteiner, presidente dell'organizzazione non governativa Cooperaxion, durante le visite guidate di Berna. Da 15 anni la fondazione studia le testimonianze del colonialismo in Svizzera lungo le rotte della tratta degli schiavi. I tour della città fanno parte del lavoro educativo proposto: Rechsteiner e il suo team offrono le loro visite guidate non soltanto a Berna, ma anche a Thun, Neuchâtel e Friburgo. Cooperaxion è inoltre impegnata in campagne ed eventi in altre città. L'interesse per i tour è cresciuto notevolmente a seguito del movimento Black Lives Matter nel 2020, rileva Rechsteiner, che ora guida

gruppi quasi tutte le settimane. Le visite sono prenotate da scuole, sindacati, uffici della pubblica amministrazione, aziende o privati. Nel 2022 vi hanno preso parte quasi 1000 persone, una cifra record.

Un altro pioniere del lavoro educativo contro il razzismo è lo storico, cabaretista e attivista politico Hans Fässler, che offre diversi tour alla scoperta delle tracce (post)coloniali a San Gallo e dintorni, come quello intitolato «Im Westen viel Neues» (Molto di nuovo sul fronte occidentale). Il tour cittadino «Auf den Spuren von Rassismus» (Sulle orme del razzismo) è stato istituito nel 2019 nel quadro delle giornate d'azione sangallesi contro il razzismo.

La storia narrata in un'audioguida

Nella Città sulla Limmat, invece, a condurre il grande pubblico sulle tracce locali del passato coloniale è l'associazione Zürich Kolonial, fondata nell'ambiente accademico delle scienze storiche. Come si può leggere sul suo sito Internet, gli zurighesi si arricchirono con le piantagioni d'oltremare, investirono nella schiavitù, organizzarono esposizioni etnologiche o servirono come mercenari negli eserciti coloniali. L'associazione propone un itinerario guidato della città con una dozzina di tappe che i visitatori interessati possono percorrere anche da soli grazie a un'audioguida. Per strada, oppure a casa, possono infatti ascoltare sul loro smartphone gli episodi

narrati. L'associazione prevede inoltre di dotare ciascuna tappa di un codice QR da scansionare per collegarsi direttamente al capitolo della storia coloniale legato a quel particolare luogo. Si può così scoprire, ad esempio, il nesso tra lo splendido Belvoirpark e il passato coloniale dell'alta borghesia zurighese del XIX secolo, oppure capire il legame tra i murales della stazione di Wiedikon e fenomeni come il razzismo e il colonialismo.

Anche a Winterthur, studiosi di storia offrono tour pubblici della città e visite guidate per gruppi. Con il tour intitolato «Dunkle Geschäfte» (Affari oscuri) il pubblico può ad esempio scoprire luoghi teatro di episodi della storia coloniale dimenticata. A Basilea, l'associazione Frauenstadtrundgang Basel, che già oggi offre visite guidate sul tema della migrazione, sta progettando un tour incentrato sul colonialismo. A Ginevra, invece, il collettivo Afro-Swiss offre dal 2019 una visita guidata pubblica intitolata «Du village noir au mouton noir: visite guidée du Genève coloniale» (Dal villaggio nero alla pecora nera: alla scoperta della Ginevra coloniale). Anche in altre città svizzere si annoverano o stanno nascendo iniziative simili della società civile.

LINK UTILI:

www.bern-kolonial.ch
www.louverture.ch
www.zh-kolonial.ch
www.kehrseite-winterthur.ch
www.frauenstadtrundgang-basel.ch
www.enroute.ch

Storia e storie (online) del colonialismo a livello locale

Il sito Internet «colonial-local.ch» utilizza l'esempio di Friburgo per mostrare come gli svizzeri abbiano giocato un ruolo durante il colonialismo e come il retaggio coloniale abbia influito sulla storia locale. Quest'influenza è illustrata da esempi storici che il pubblico può mettere in relazione con la realtà odierna: ad esempio, l'emigrazione coloniale degli abitanti di Friburgo è collegata a riflessioni sull'attuale interazione tra cambiamenti climatici e migrazioni.

Uno sguardo alla dimensione regionale del colonialismo svizzero mostra come anche la popolazione rurale ne sia stata toccata: basti pensare alla produzione e alla pubblicità del cioccolato oppure alle opere dei missionari cattolici. Il progetto «colonial-local» tematizza ad esempio il complesso rapporto tra missione e colonizzazione e si chiede come i rappresentanti della Chiesa abbiano contribuito a forgiare l'immagine di sé e dell'altro nel contesto del colonialismo.

Il progetto è stato ideato dalle tre storiache Barbara Miller, Linda Ratschiller e Simone Rees dell'Università di Friburgo e comprende un sito Internet che trae origine da una mostra realizzata insie-

me agli studenti. Oltre a informazioni storiche di base, sul sito trovano spazio un glossario e un blog in cui gli utenti sono invitati a condividere esperienze e a postare contributi e storie.

Bilingue, il sito Internet si rivolge in particolare a un pubblico giovane ed è stato progettato per essere utilizzato anche nelle scuole. Dato il grande interesse manifestato dagli insegnanti, le iniziative prevedono di elaborare anche del materiale didattico. Intendono inoltre rendere ancora più visibili e tangibili nello spazio pubblico le testimonianze del colonialismo che si trovano a Friburgo, ma in maniera diversa dalle visite guidate cittadine di impronta coloniale come quelle proposte dalla fondazione Cooperaxion (v. l'articolo «Sulle tracce del passato coloniale nelle città svizzere»). Tuttavia, per ampliare queste offerte occorrerebbero risorse supplementari.

LINK

www.colonial-local.ch

Contatto: colonial.local@gmail.com

Jahresbericht 2022 über Rassismuvorfälle in der Beratungspraxis

Das von humanrights.ch und der EKR koordinierte Beratungsnetz für Rassismopfer veröffentlichte seinen fünfzehnten überregionalen Auswertungsbericht über Rassismuvorfälle aus der Beratungsarbeit in der Schweiz für das Jahr 2022.

Für das Jahr 2022 hat das Beratungsnetz für Rassismopfer 708 Fälle rassistischer Diskriminierung dokumentiert und ausgewertet. Im Vergleich zum Vorjahr ist ein Anstieg von 78 Fällen festzustellen. Diese Zunahme von Meldungen zeigt eine erhöhte Bereitschaft der Schweizer Bevölkerung, sich aktiv gegen Rassismus zu engagieren. Die meisten Vorfälle ereigneten sich am Arbeitsplatz und im Bildungsbereich und betrafen am häufigsten Anti-Schwarzen Rassismus und Ausländer- bzw. Fremdenfeindlichkeit.

LINK

www.ekr.admin.ch > Publikationen > Nationales Monitoring

Veröffentlichung der Studie Rassismus und Repräsentation gesellschaftlicher Diversität in Lehrmitteln

Die EKR hat beim Zentrum Politische Bildung und Geschichtsdidaktik (Institut Forschung und Entwicklung der PH FHNW) eine Lehrmittelanalyse in Auftrag gegeben. Ziel war es, einen Überblick zur Auseinandersetzung mit Rassismus, zu rassistischen Narrativen und zur Repräsentation gesellschaftlicher Diversität in aktuellen Schweizer Lehrmitteln zu gewinnen. Für die Analyse haben sich vier Fokusfelder ergeben: Rassismus als Thema, Migration als Thema, Darstellungen und Vorstellungen von Raum («hier» und «anderswo») sowie Repräsentationen von Gesellschaft. Die Analyse erfolgt zu einem Zeitpunkt, in dem die gesellschaftliche Auseinandersetzung mit strukturellem Rassismus mehr Aufmerksamkeit erhält. Dies zeigt sich auch in den Lehrmitteln: Es lässt sich eine zunehmende Sensibilität zu rassistischen Begriffen und zum Thema «koloniale Schweiz» ausmachen. Die Repräsentation einer (post-)migrantischen, diversen Gesellschaft ist punktuell umgesetzt. Grundsätzlich kann gesagt werden, dass Lehrmittel heute allerdings noch kaum Ansätze für eine rassismuskritische Bildung anbieten. Das liegt unter anderem auch daran, dass das Thema «Rassismus» in den Lehrplänen nicht erscheint.

LINK

www.ekr.admin.ch > Publikationen > Studien

Themen Dossier und Factsheet Antimuslimischer Rassismus

Das neue Themendossier «Antimuslimischer Rassismus» ist jetzt online und auf Bestellung verfügbar. Die von der EKR herausgegebene Publikation befasst sich eingehend mit den Besonderheiten und Merkmalen des antimuslimischen Rassismus und zeigt seine aktuellen Erscheinungsformen wie Vorurteile und Hassreden in den sozialen Netzwerken sowie deren Folgen auf.

In der Schweiz, wo rund 450 000 Musliminnen und Muslime leben, bleiben Rassismus und Diskriminierung gegenüber dieser Gemeinschaft ein grosses Problem. Laut einer Umfrage des Bundesamtes für Statistik im Jahr 2020 hegten 12 Prozent der Schweizer Bevölkerung negative Gefühle gegenüber Musliminnen und Muslimen und 20 Prozent brachten mit Musliminnen und Muslimen negative Stereotype in Verbindung. Diskriminierung tritt in verschiedenen Bereichen des täglichen Lebens in Erscheinung und manifestiert sich in demütigenden Äusserungen, Aufrufen zu Gewalt, einseitiger Berichterstattung in den Medien, diskriminierenden Initiativen und Hassreden im Internet. Besonders verletzlich sind Frauen, die ein Kopftuch tragen, da sie damit als Musliminnen erkannt werden.

Das Themendossier schliesst mit den Kernaussagen der EKR zu dieser Problematik und bietet damit ein wertvolles Instrument zum besseren Verständnis von Rassismus und Diskriminierung von Musliminnen und Muslimen.

LINK

www.ekr.admin.ch > Publikationen > Themendossiers

Rapport 2022 sur les incidents racistes traités dans le cadre de consultations

Le Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, coordonné par *humanrights.ch* et la CFR, a publié son quinzième rapport d'analyse suprarégionale des cas de discrimination raciale recensés en Suisse pour l'année 2022.

En 2022, les membres du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme ont recensé et analysé 708 cas de discrimination raciale, soit 78 de plus que l'année précédente. Cette augmentation témoigne d'une disposition accrue de la population suisse à s'engager contre le racisme. La majeure partie des incidents sont survenus sur le lieu de travail et dans le secteur de la formation, le plus souvent sous forme de racisme anti-Noirs et de xénophobie.

LIEN

www.ekr.admin.ch > Publications > Monitoring national.

Étude Racisme et représentation de la diversité sociale dans les manuels scolaires

La CFR a commandé une analyse des manuels scolaires au Centre d'éducation politique et de didactique historique (*Politische Bildung und Geschichtsdidaktik*) de la HES du nord-ouest de la Suisse. L'objectif était d'obtenir un panorama des supports didactiques quant à leur manière d'aborder le racisme, les discours racistes et la représentation de la diversité sociale dans les manuels contemporains. Notre analyse s'est concentrée sur quatre domaines : le racisme comme thématique, la migration comme thématique, les représentations territoriales (l'ici et l'ailleurs) et les représentations de la société. Cette analyse intervient dans une période où les discussions sociétales sur le racisme (structurel) se renforcent, ce qui se reflète aussi dans les manuels scolaires : on y constate une sensibilité croissante vis-à-vis des termes racistes et de la Suisse coloniale. La représentation d'une société plurielle issue de la migration y est ponctuelle. Globalement, force est toutefois de constater que les manuels scolaires ne proposent que peu de pistes pour une réflexion critique sur le racisme, une situation qui s'explique notamment par le fait que la thématique du racisme ne figure pas dans les plans d'études.

LIEN

www.ekr.admin.ch > Publications > Études

Dossier thématique Racisme à l'égard des musulmans

Un nouveau dossier thématique, consacré au racisme envers les musulmans est désormais disponible en ligne et sur commande. Cette ressource aborde en profondeur les spécificités et les caractéristiques propres au racisme envers les musulmans et met en évidence ses manifestations actuelles telles que les préjugés et les discours de haine sur les réseaux sociaux, ainsi que les conséquences qui en découlent.

En Suisse, où environ 450 000 musulmans résident, le racisme et la discrimination envers cette communauté restent une préoccupation majeure. Selon une enquête de l'Office fédéral de la statistique, en 2020, 12 % de la population suisse nourrit des sentiments négatifs envers les musulmans, tandis que 20 % adhèrent à des stéréotypes négatifs à leur égard. La discrimination se manifeste dans divers domaines de la vie quotidienne et se traduit par des propos humiliants, des appels à la violence, une couverture médiatique partielle, des initiatives discriminatoires et des discours de haine en ligne. Les femmes musulmanes portant le voile sont particulièrement exposées à la violence.

Le dossier thématique propose également les principales conclusions de la CFR sur cette problématique, offrant ainsi un outil précieux pour mieux comprendre le racisme et la discrimination envers les musulmans.

LIEN

www.ekr.admin.ch > Publications > Dossiers thématiques

Rapporto 2022 sugli episodi di razzismo trattati nell'attività di consulenza

La Rete di consulenza per le vittime del razzismo, coordinata da humanrights.ch e dalla CFR, ha pubblicato nell'anno in esame il suo quindicesimo rapporto di analisi sovregionale dei casi di discriminazione razziale censiti in Svizzera.

Nel 2022, la Rete di consulenza per le vittime del razzismo ha documentato e analizzato 708 casi di discriminazione razziale, ossia 78 in più rispetto all'anno precedente. Questo aumento delle segnalazioni dimostra la maggiore disponibilità della popolazione svizzera a impegnarsi attivamente contro il razzismo. Gli episodi si sono verificati soprattutto sul posto di lavoro e nella formazione e le cause di discriminazione indicate più spesso sono state il razzismo contro i neri e la xenofobia.

LINK

www.ekr.admin.ch > Pubblicazioni > Monitoraggio nazionale

Studio Razzismo e rappresentazione della diversità della società nel materiale didattico

La CFR ha conferito al Centro di educazione politica e didattica della storia (Istituto per la ricerca e lo sviluppo dell'Alta scuola pedagogica della Scuola universitaria professionale della Svizzera nordoccidentale) l'incarico di analizzare il materiale didattico in uso nelle scuole in Svizzera. Lo studio doveva fornire un quadro della tematizzazione del razzismo, delle narrazioni razziste e della rappresentazione della diversità della società negli strumenti didattici. L'analisi si è concentrata su quattro aspetti: il razzismo come tema specifico, la migrazione come tema specifico, le rappresentazioni e le idee dello spazio («qui» e «altrove») e le rappresentazioni della società. L'analisi è svolta in un momento in cui la trattazione del razzismo strutturale nella società riscuote maggiore attenzione. E questo si riflette anche sul materiale didattico, nel quale è riscontrabile una crescente sensibilità alle espressioni razziste e al tema della «Svizzera coloniale». La rappresentazione di una società (post-)migratoria ed eterogenea è data per singoli aspetti. Sostanzialmente si può però dire che il materiale didattico attuale non offre ancora alcuno spunto per un'educazione che affronti criticamente il razzismo, anche perché il tema «Razzismo» non è previsto in alcun piano di studio.

LINK

www.ekr.admin.ch > Pubblicazioni > Studi

Dossier tematico sul razzismo antimusulmano

Publicato dalla CFR, il nuovo strumento approfondisce le specificità e peculiarità di questa forma di razzismo e ne mette in evidenza le manifestazioni attuali, come i pregiudizi e i discorsi d'odio sui social media, e il loro impatto.

In un Paese come la Svizzera, in cui vivono circa 450 000 musulmani, il razzismo e la discriminazione nei confronti di questa comunità continuano a rappresentare un problema di entità non indifferente. Secondo un'indagine dell'Ufficio federale di statistica del 2020, il 12 per cento della popolazione svizzera nutre sentimenti negativi nei confronti dei musulmani e il 20 per cento condivide stereotipi negativi su di loro. La discriminazione si manifesta in diversi ambiti della vita quotidiana e si concretizza in affermazioni umilianti, in istigazioni alla violenza, in una copertura mediatica di parte, in iniziative discriminatorie e in discorsi d'odio online. Le donne musulmane che portano il velo sono particolarmente esposte alla violenza.

Il dossier tematico si chiude con le conclusioni principali della CFR e costituisce così uno strumento prezioso per comprendere meglio il razzismo e la discriminazione nei confronti dei musulmani.

LINK

www.ekr.admin.ch > Pubblicazioni > Dossier tematici

deutsch

Negationistische Äusserungen eines Komikers

**BGer 6B_777/2022; vom 16.März 2023
Erw. 162023.**

Der Komiker A. war im Januar 2019 in Nyon und im Juni 2019 in Genf aufzutreten. In einem Sketch am Ende seines Auftritts verkörperte er einen Passagier in einem vermeintlich abstürzenden Flugzeug und sagte: «Ich hätte Terrorist werden sollen, dann stirbst du wenigstens für etwas, die gehen für etwas in den Tod. Ich scheisse auf alle, die Gaskammern haben nie existiert.»

Gemäss Artikel 261^{bis} Absatz 4 in fine StGB macht sich strafbar, wer Völkermord oder andere Verbrechen gegen die Menschlichkeit leugnet, gröblich verharmlost oder zu rechtfertigen sucht. Das strafbare Verhalten muss zudem eine diskriminierende Absicht beinhalten. Das Leugnen der Existenz oder des Ausmasses von Völkermord oder von anderen Verbrechen gegen die Menschlichkeit zu bestreiten allein gilt nicht als strafbare rassistische Diskriminierung. Das Verhalten des Täters muss zusätzlich von besonderen Motiven bestimmt sein, d. h. Hass oder Verachtung gegenüber Personen, die einer bestimmten Rasse, Ethnie oder Religion angehören. Artikel 261^{bis} StGB muss jedoch auch in Bezug auf den Grundsatz der Meinungsäusserungsfreiheit ausgelegt werden. So sind für den EGMR humoristische Reden oder Ausdrücke durch Artikel 10 EMRK geschützt, auch wenn es sich um

Überschreitungen oder Provokationen handelt und unabhängig davon, wer sie äussert. Die Rechtsprechung des EGMR hat zudem die Grenzen der sich auf Artikel 10 EMRK stützenden Freiheiten definiert unter dem Gesichtspunkt des in Artikel 17 EMRK verankerten Verbots des Missbrauchs der Rechte (zitierte Verweise).

Im vorliegenden Fall stellt das BGer fest, dass sich der Satz «... die Gaskammern haben nie existiert» auf den Holocaust bezog und es unter dem Gesichtspunkt des Tatbestands von Artikel 261^{bis} Absatz 4 in fine StGB keinen Zweifel gibt, dass eine solche Behauptung sachlich darauf hinausläuft, den Holocaust und damit einen Völkermord zu leugnen oder gröblich zu verharmlosen.

Der Beschwerdeführer bestreitet, aus einem diskriminierenden Motiv heraus gehandelt zu haben, und beruft sich auf den Kontext, in dem die beanstandete Aussage gemacht wurde, und auf seine Meinungsäusserungsfreiheit. Für das BGer enthielt der gesamte Auftritt verschiedene Anspielungen, die mehr oder weniger klar auf die Gesinnung des Komikers und insbesondere auf seine Neigung, sich über die Opfer des Holocaust lustig zu machen, hindeuteten. Die Verhöhnung der Nürnberger Prozesse als «GPS des Gewissens» und «Gerichtsspektakel» gleich zu Beginn des Auftritts, der ebenfalls beim Auftritt verwendete Ausdruck «Shoananas» und der auf jüdische Organisationen gemünzte Satz «Sie sollten sich 'in den Arsch ficken lassen'» waren alles Aussagen, die eine klare Verachtung der Opfer der Shoah, der Organisationen, die sie vertreten, und der jüdischen Gemeinschaft im Allgemei-

nen erkennen lassen. Das Genfer Kantonsgericht war zudem der Ansicht, dass mehrere Elemente im Zusammenhang mit dem Auftritt, die öffentlichen Stellungnahmen des Komikers sowie seine früheren Verurteilungen in Frankreich wegen ähnlicher Vorfälle die Neigung des Beschwerdeführers zu menschenverachtenden und diskriminierenden Verhaltensweisen bestätigten und es ihm daher nicht erlaubten, sich auf Humor und im weiteren Sinne auf die Meinungsäusserungsfreiheit als Verteidigungslinie zu berufen.

Der Beschwerdeführer wirft dem Kantonsgericht vor, nicht berücksichtigt zu haben, dass er mit dem fraglichen Sketch ausschliesslich die Instrumentalisierung des Leidens der Juden durch die jüdischen Vereine ironisieren wollte, die seiner Meinung nach ein «mit verschiedenen Ellen gemessenes Leiden» darstellten, während insbesondere die jahrhundertelange Massendeportation der afrikanischen Bevölkerung während des Sklavenhandels oder die Ausrottung der indigenen Völker Amerikas bei weitem nicht die gleiche Aufmerksamkeit in der Gesellschaft geniessen würden.

Das BGer bestreitet, dass das militante Engagement des Beschwerdeführers für die im kollektiven Gedächtnis bleibende Anerkennung des Leidens unterdrückter Völker in der Geschichte und sein Kampf gegen Rassismus im Allgemeinen, so edel diese auch sein mögen, öffentliche negationistische oder revisionistische Äusserungen rechtfertigen, die unmissverständlich die Mitglieder der jüdischen Gemeinschaft in diskriminierender Weise verletzen.

Das BGer ist der Ansicht, dass sich der Beschwerdeführer im Hinblick auf Artikel 17 EMRK nicht auf seine in Artikel 10 EMRK garantierte Meinungsäusserungsfreiheit berufen kann, da die strafbare Äusserung an sich bereits die Äusserung einer Ideologie darstellt, die gegen die in der EMRK anerkannten Rechte und Freiheiten verstösst. Im Hinblick auf Artikel 10 Absatz 2 EMRK erscheint es ausgeschlossen, systematisch jedem Künstler und jeder Künstlerin, der oder die negationistische oder revisionistische Äusserungen macht, einen Blankoscheck zu erteilen, mit der Begründung, dass er oder sie im Rahmen seines oder ihres künstlerischen Ausdrucks oder als Kunstfigur handle.

Das BGer bestätigt das Urteil des Kantonsgerichts.

deutsch

Rassistisches Mobbing in einer Fabrik

Urteil 4A_215/2022 des Bundesgerichts vom 23. August 2022

B. war seit 2008 in der Firma A. AG tätig. Es wird festgestellt, dass sich F., ein Angestellter der Firma A. AG, 2010 an seinem Arbeitsplatz gegenüber B. in diskriminierender, rassistischer und drohender Art und Weise äusserte. B. beschwerte sich darüber bei der Firma A. AG. Sie riet ihm, das Gespräch mit F. zu suchen. Die Firma ergriff keine weiteren Massnahmen. B. beschwerte sich weiterhin über Diskriminierung und wurde im September 2013 versetzt. Er hatte keinen Kontakt mehr zu F. Aufgrund einer Neuverteilung der Räumlichkeiten arbeitete B. jedoch ab Oktober 2013 erneut am gleichen Ort wie F. und war wiederum mit Diskriminierungen konfrontiert. Er beschwerte sich darüber bei der Firma, die jedoch nicht reagierte. Ab 2014 fehlte B. aufgrund verschiedener Krankheiten immer wieder bei der Arbeit. Mehrere ärztliche Fachpersonen attestierten ihm psychische Probleme aufgrund des toxi-

schen Arbeitsklimas. Als B. vollumfänglich arbeitsunfähig wurde, löste die Firma das Arbeitsverhältnis im Juni 2015 auf. B. betrachtete diese Kündigung als missbräuchlich. Das erst- und das zweitinstanzliche mit dem Fall befasste Gericht verurteilten die Firma wegen missbräuchlicher Kündigung zu einer Zahlung von fünf Monatsgehältern an B. Die Firma reichte beim BGer Beschwerde ein.

Im Schweizer Zivilrecht gibt es keine spezifische Antidiskriminierungsnorm, die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer schützen würde. Das Gericht weist darauf hin, dass Artikel 328 Absatz 1 OR die Arbeitgeberin verpflichtet, im Arbeitsverhältnis die Persönlichkeit des Arbeitnehmers zu achten und zu schützen. Das BGer stellt klar, dass psychische Belästigung oder Mobbing einen Verstoß gegen Artikel 328 OR darstellen.

Wie die Vorinstanzen stellt das BGer fest, dass die Arbeitgeberin den Arbeitnehmer entliess, obwohl sie wusste, dass B. aufgrund einer Depression in Verbindung mit Mobbing am Arbeitsplatz arbeitsunfähig war, und dass sie keine Massnahmen ergriffen hatte, um wieder ein gesundes, diskriminierungsfreies Arbeitsklima zu schaffen. Dass die Arbeitgeberin B. nur zehn Tage nach Ablauf der Sperrfrist gemäss Artikel 336c OR kündigte, obwohl sie wusste, dass er arbeitsunfähig war, verstärkte ihr Fehlverhalten, dass sie es versäumt hatte, nachhaltige und wirksame Massnahmen zu ergreifen, um das Mobbing gegen B. zu beenden. Sie verletzte damit ihre Pflicht zum Schutz der Persönlichkeit ihres Arbeitnehmers gemäss Artikel 328 OR. Die Arbeitgeberin hätte aus diesem Verhalten keinen Vorteil zum Nachteil von B. ziehen dürfen. Das BGer bestätigte somit, dass die Kündigung missbräuchlich war.

Es handelt sich um einen seltenen Fall aus der Rechtsprechung, in dem ein Arbeitnehmer, der sich offen über Rassismus, Diskriminierung und Bedrohung beschwert hatte, eine Entschädigung wegen missbräuchlicher Kündigung

nach rassistischer Belästigung erwirken konnte – Handlungen, die am Arbeitsplatz begangen wurden und aufgrund der Untätigkeit der Arbeitgeberin fort-dauerten.

Darius Boozarjomehri ist Jurist. 2022 und 2023 war er bei der EKR als juristischer Praktikant tätig.

Propos négationnistes d'un humoriste

Arrêt 6B_777/2022 du Tribunal fédéral du 16 mars 2023

A., humoriste, s'est produit en public en janvier 2019, à Nyon, et en juin 2019, à Genève. Vers la fin de son spectacle, il interprétait un passager assis à bord d'un avion sur le point de s'écraser qui en vient à dire : « J'aurais dû être terroriste, au moins tu crèves pour quelque chose, ils vont au bout de quelque chose. J'emmerde tout le monde, les chambres à gaz n'ont jamais existé. »

Se rapportant à la négation, à la minimisation grossière et à la recherche de justification d'un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité, l'art. 261^{bis}, al. 4 in fine, CP consacre un délit de mise en danger abstraite de la paix publique. Le comportement punissable doit en outre consister en une manifestation caractéristique de la discrimination. Aussi, il ne suffit pas de contester l'existence ou l'importance d'un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité pour être en présence d'une discrimination raciale. Il faut encore que ce comportement soit dicté par des mobiles particuliers de l'auteur, soit la haine ou le mépris des personnes appartenant à une race, une ethnie ou une religion déterminée.

L'art. 261^{bis} CP doit toutefois être interprété à la lumière des principes régissant la liberté d'expression. Ainsi, pour la CourEDH, le discours humoristique ou les formes d'expression qui cultivent l'humour sont protégés par l'art. 10 CEDH, y compris s'ils se traduisent par la transgression ou la provocation et ce, peu importe qui en est l'auteur. La jurisprudence de la CourEDH a par ailleurs défini les limites de la possibilité de se prévaloir des garanties de l'art. 10 CEDH, sous l'angle de l'interdiction de l'abus de droit, consacrée par l'art. 17 CEDH (références citées).

En l'espèce, le TF retient que la phrase « les chambres à gaz n'ont jamais existé » faisait référence à l'Holocauste et qu'il ne fait pas de doute que, sous l'angle des éléments constitutifs de l'infraction réprimée à l'art. 261^{bis}, al. 4 in fine, CP, une telle assertion revient objectivement à nier l'Holocauste, et donc un génocide, voire à le minimiser grossièrement.

Le recourant conteste avoir agi en étant mû par un mobile discriminatoire, se prévalant tant du contexte dans lequel la déclaration incriminée est intervenue que de sa liberté d'expression. Pour le TF, le spectacle pris dans son ensemble contenait diverses allusions plus ou moins évocatrices de l'état d'esprit de l'humoriste et, en particulier, de son inclination à se moquer des victimes de l'Holocauste. Ainsi, le fait de tourner en dérision, dès le début du spectacle, le procès de Nuremberg en le qualifiant de « GPS de la conscience » et de « divertissement judiciaire », la formule « Shoananas » également prononcée lors du spectacle, et les propos tenus à l'égard des « associations juives », auxquelles il avait indiqué d'aller « se faire enculer », constituent autant d'éléments qui dénotent un mépris certain des victimes de la Shoah, des associations qui les défendent et, d'une manière plus générale, de la communauté juive. En outre, le tribunal cantonal a estimé que plusieurs éléments liés au spectacle, les positions publiques prises par l'humoriste ainsi que ses précédentes condamnations en France pour des faits similaires viennent confirmer la propension du recourant à adopter des comportements méprisants et discriminatoires et de ce fait ne permettent pas à ce dernier d'invoquer l'humour, et par extension, la liberté d'expression, comme ligne de défense.

Le recourant reproche à la cour cantonale de ne pas avoir tenu compte du fait que, par le sketch en question, il entendait exclusivement ironiser sur l'instrumentalisation de la souffrance des juifs par les associations communautaires, qui traduirait selon lui une « souffrance

à géométrie variable », alors que notamment la déportation massive, durant des siècles, des populations africaines au titre de la traite des Noirs, ou l'extermination des peuples autochtones d'Amérique, ne font de loin pas l'objet de la même attention dans la société.

Le TF conteste l'idée selon laquelle le militantisme du recourant pour la reconnaissance mémorielle des souffrances des peuples opprimés au travers de l'Histoire et, d'une manière générale, son combat mené contre le racisme, causes aussi nobles soient-elles, puissent rendre licite la tenue en public de propos négationnistes ou révisionnistes, dont il est indéniable qu'ils sont propres à heurter à leur tour les membres de la communauté juive, dans une perspective discriminatoire.

Le TF estime qu'au regard de l'art. 17 CEDH, le recourant ne peut invoquer sa liberté d'expression, garantie par l'art. 10 CEDH, jugeant que le propos incriminé paraît déjà consacrer en soi l'expression d'une idéologie qui va à l'encontre des droits et libertés reconnus dans la CEDH. Au regard de l'art. 10, par. 2, CEDH, il apparaît exclu d'accorder systématiquement un blanc-seing à tout artiste tenant des propos négationnistes ou révisionnistes, sous prétexte qu'il agirait dans le cadre de l'expression de son art ou par le biais d'un personnage de fiction.

Le TF confirme le jugement de la cour cantonale.

Mobbing raciste dans une usine

Arrêt 4A_215/2022 du Tribunal fédéral du 23 août 2022

L'entreprise A. SA a engagé B. en 2008. Il est établi que F., employé de A. SA, a tenu des propos à caractère discriminatoire, raciste et menaçant envers B. sur son lieu de travail en 2010. B. s'en est plaint auprès de A. SA, qui lui a conseillé de discuter avec F. L'employeur n'a pris aucune autre mesure. B., qui a continué à se plaindre de discriminations, a été transféré en septembre 2013 et n'a plus eu de contact avec F. Mais suite à une réorganisation des locaux, B. s'est de nouveau retrouvé confronté à F. dès octobre 2013, et a encore subi des discriminations. Il s'en est plaint auprès de A. SA, mais sans réaction de la part de l'entreprise. À partir de 2014, B. a enchaîné des périodes d'absence due à diverses maladies. Il a été examiné par plusieurs médecins qui lui ont reconnu des problèmes psychiques du fait de son environnement de travail toxique. Alors que B. était en incapacité de travail totale, l'entreprise a résilié son contrat en juin 2015. B. a considéré cette résiliation comme abusive. Saisis du cas, les tribunaux de première et de seconde instance ont condamné l'entreprise à payer 5 mois de salaire à B. pour licenciement abusif. L'entreprise a fait recours au TF.

Le droit civil suisse ne dispose pas de norme spécifique contre la discrimination qui protégerait les employés. Le tribunal rappelle que l'art. 328, al. 1, CO impose à l'employeur de protéger et respecter, dans les rapports de travail, la personnalité du travailleur. Le TF précise que le harcèlement psychologique, ou mobbing, constitue une violation de l'art. 328 CO.

Comme les instances précédentes, le TF retient que, quand bien même l'employeur savait que B. se trouvait en incapacité de travail en raison d'une

dépression liée à un harcèlement sur son lieu de travail, il l'a licencié sans avoir pris aucune mesure pour ramener une atmosphère saine et dénuée de toute forme de discrimination. En licenciant B. une dizaine de jours seulement après l'échéance du délai de protection découlant de l'art. 336c CO, alors qu'il savait que B. se trouvait en incapacité de travail, l'employeur se prévalait de son propre comportement fautif, à savoir l'absence de prise de mesures durables et efficaces pour faire cesser la situation de mobbing dont B. était victime, en violation de son devoir de protéger la personnalité de son employé découlant de l'art. 328 CO. L'employeur ne pouvait tirer avantage de ce comportement au détriment de B. Le TF confirme ainsi le caractère abusif de la résiliation.

Il s'agit d'un rare cas de jurisprudence dans lequel un employé s'étant plaint ouvertement de racisme, de discrimination et de menace a pu obtenir des réparations pour licenciement abusif à la suite d'actes de harcèlement raciste – actes commis dans le cadre du travail et persistants en raison de l'inaction de son employeur.

Darius Boozarjomehri est juriste. Il a travaillé à la CFR en 2022 et 2023 en tant que stagiaire juridique.

Affermazioni negazioniste di un comico

Sentenza 6B_777/2022 del 16 marzo 2023 del Tribunale federale

Il comico A. si è esibito a Nyon e a Ginevra rispettivamente nel gennaio e nel giugno del 2019. Verso la fine dello spettacolo, interpretando un passeggero a bordo di un aereo che sta per precipitare, ha affermato: «J'aurais dû être terroriste, au moins tu crèves pour quelque chose, ils vont au bout de quelque chose. J'emmerde tout le monde, les chambres à gaz n'ont jamais existé» («Avrei dovuto essere un terrorista, almeno si crepa per qualcosa, si porta a termine qualcosa. Fanculo a tutti, le camere a gas non sono mai esistite»).

Giusta l'articolo 261^{bis} capoverso 4 in fine del Codice penale svizzero (CP), il riconoscimento, la minimizzazione grossolana e la ricerca di una giustificazione al genocidio o ad altri crimini contro l'umanità costituiscono un reato di messa in pericolo astratta della tranquillità pubblica. Il comportamento punibile deve consistere in una manifestazione caratteristica della discriminazione. Perché vi sia discriminazione razziale, tuttavia, non è sufficiente contestare l'esistenza o le dimensioni di un genocidio o di altri crimini contro l'umanità: occorre anche che tale comportamento sia dettato da particolari moventi dell'autore, ad esempio l'odio o il disprezzo nei confronti di persone appartenenti a una determinata razza, etnia o religione.

L'articolo 261^{bis} CP deve tuttavia essere interpretato alla luce dei principi alla base della libertà di espressione. Per la Corte europea dei diritti dell'uomo (Corte EDU), infatti, il discorso umoristico o le forme di espressione che coltivano l'umorismo sono protetti dall'articolo 10 della Convenzione europea dei diritti dell'uomo (CEDU), anche se si traducono in

trasgressione o provocazione, a prescindere da chi ne sia l'autore. La giurisprudenza della Corte EDU ha però definito i limiti della possibilità di invocare le garanzie di cui all'articolo 10 CEDU nell'ottica del divieto dell'abuso di diritto sancito dall'articolo 17 CEDU (riferimenti citati).

Nella fattispecie, il Tribunale federale (TF) ritiene che l'affermazione «les chambres à gaz n'ont jamais existé» («le camere a gas non sono mai esistite») si riferisca all'Olocausto e che non sussista dubbio alcuno sul fatto che, in termini di elementi costitutivi del reato punibile giusta l'articolo 261^{bis} capoverso 4 in fine CP, equivalga oggettivamente a negare o a minimizzare grossolanamente l'Olocausto e quindi un genocidio.

Il ricorrente ha contestato il movente discriminatorio facendo leva sia sul contesto in cui l'affermazione incriminata è stata pronunciata sia sulla sua libertà di espressione. Per il TF, l'intero spettacolo contiene diverse allusioni più o meno evocative dell'atteggiamento del comico, in particolare della sua inclinazione a farsi beffe delle vittime dell'Olocausto. L'aver deriso, sin dall'inizio dello spettacolo, il processo di Norimberga definendolo «GPS de la conscience» («GPS della coscienza») e «divertissement judiciaire» («intrattenimento giudiziario»), l'uso del termine «Shoananas» e i commenti rivolti alle associazioni ebraiche, invitate ad andare a «se faire enculer» («fanculo»), sono tutti elementi che denotano un chiaro disprezzo nei confronti delle vittime della Shoah, delle associazioni che le tutelano e, più in generale, della comunità ebraica. Secondo il Tribunale cantonale, contro la cui sentenza A. ha presentato ricorso al TF, svariati elementi dello spettacolo, le posizioni assunte pubblicamente dal comico, nonché le sue precedenti condanne in Francia per fatti analoghi confermano inoltre la sua propensione ad adottare comportamenti sprezzanti e discriminatori, il che rende poco credibile invocare l'umorismo e, più in generale, la libertà di espressione come linea di difesa.

Il ricorrente ha rimproverato alla corte cantonale di non aver tenuto conto che, con la scenetta in questione, volesse unicamente ironizzare sulla strumentalizzazione delle sofferenze degli ebrei da parte delle associazioni comunitarie, ree a suo avviso di esprimere una «sofferenza a geometria variabile», visto che la deportazione in massa nel corso dei secoli delle popolazioni africane per la tratta dei neri o lo sterminio delle civiltà indigene americane non sono state nemmeno lontanamente oggetto della stessa attenzione da parte della società. Il TF contesta l'idea secondo cui l'attivismo del ricorrente a favore del riconoscimento delle sofferenze dei popoli oppressi nel corso della storia e, più in generale, la sua lotta contro il razzismo possano – per quanto nobili siano – rendere lecite affermazioni negazioniste o revisioniste in pubblico, che innegabilmente urtano, in quanto discriminatorie, i membri della comunità ebraica.

Il TF ritiene che, giusta l'articolo 17 CEDU, il ricorrente non possa invocare la libertà di espressione garantita dall'articolo 10 CEDU, perché l'affermazione incriminata è già di per sé la manifestazione di un'ideologia contraria ai diritti e alle libertà riconosciuti dalla CEDU. In considerazione dell'articolo 10 capoverso 2 CEDU, è fuori discussione che si dia sistematicamente carta bianca a qualsiasi artista che faccia affermazioni negazioniste o revisioniste con il pretesto di agire nel contesto della sua arte o tramite un personaggio di finzione.

Il TF ha quindi confermato la sentenza della corte cantonale.

Mobbing di stampo razzista in una fabbrica

Sentenza 4A_215/2022 del 23 agosto 2022 del Tribunale federale

Nel 2008, l'impresa A. SA ha assunto B. È accertato che nel 2010 F., un dipendente della stessa impresa, ha espresso sul lavoro opinioni discriminatorie, razziste e minacciose nei confronti di B. Quest'ultimo si è rivolto al datore di lavoro, il quale si è limitato a consigliargli di parlarne con F., senza adottare alcun provvedimento. Nel settembre del 2013 B., che ha continuato a lamentare discriminazioni, è stato trasferito e non ha più avuto contatti con F. fino all'ottobre del 2013 quando, a seguito di una riorganizzazione dei locali, ha di nuovo avuto a che fare con F. e con i suoi comportamenti discriminatori. B. si è nuovamente rivolto all'impresa per protestare, ma senza esito. A partire dal 2014, B. ha inanellato una serie di assenze dovute a diverse malattie. I medici che lo hanno visitato hanno riconosciuto la presenza di problemi psichici imputabili alla tossicità dell'ambiente di lavoro. Nel giugno del 2015, mentre B. era totalmente inabile al lavoro, l'impresa ha disdetto il contratto di lavoro. Secondo B. la disdetta è abusiva. I tribunali di primo e secondo grado chiamati a esprimersi sul caso hanno condannato l'impresa a versare a B. cinque mesi di stipendio per licenziamento abusivo. L'impresa ha presentato ricorso al Tribunale federale (TF).

Il diritto civile svizzero non prevede norme specifiche contro la discriminazione che tutelino i dipendenti. Il TF ricorda che l'articolo 328 capoverso 1 del Codice delle obbligazioni (CO) impone al datore di lavoro di rispettare e proteggere la personalità del lavoratore nei rapporti di lavoro e precisa che le molestie psicologiche, o mobbing, costituiscono una violazione dell'articolo 328 CO.

Come i tribunali precedenti, anche il TF ritiene che il datore di lavoro abbia licen-

ziato B. pur sapendo che la sua inabilità al lavoro era dovuta a una depressione connessa alle molestie subite in azienda e senza che fossero stati adottati provvedimenti per ripristinare un'atmosfera di lavoro sana e priva di qualsiasi forma di discriminazione. Licenziando B. soltanto una decina di giorni dopo la scadenza del termine di protezione sancito dall'articolo 336c CO nonostante fosse a conoscenza della sua condizione, il datore di lavoro ha tratto vantaggio dal proprio comportamento scorretto, ossia la mancata adozione di provvedimenti duraturi ed efficaci volti a far cessare la situazione di mobbing di cui B. era vittima. Ha così violato il suo dovere di proteggere la personalità del dipendente come stabilito dall'articolo 328 CO. Siccome il datore di lavoro non avrebbe dovuto trarre vantaggio da questo suo comportamento a danno di B., il TF ha confermato il carattere abusivo della disdetta.

Si tratta di un caso di giurisprudenza raro, in cui un dipendente che ha apertamente denunciato situazioni di razzismo, discriminazione e minacce è riuscito a ottenere un risarcimento per licenziamento abusivo a seguito di atti di molestie razziali commessi sul lavoro e perduranti a causa dell'inattività del datore di lavoro.

Darius Boozarjomehri, giurista, ha lavorato come stagista giuridico alla Commissione federale contro il razzismo tra il 2022 e il 2023.

Fälle aus der Beratung

Cas tirés de la pratique

Casistica del servizio di consulenza

deutsch

Struktureller Rassismus im Biologie-Lehrmittel

Frau A. ist Mutter einer Schülerin der ersten Klasse der Sekundarschule. Im Biologie-Lehrmittel ihrer Tochter entdeckte Frau A. eine Abbildung, die zwei weisse Jugendliche zeigt und einen Schwarzen Jugendlichen, die Bus fahren. Unter dem Bild steht «Menschen sind mehr als 'nur' lebendig: Sie erfinden technische Geräte, sie unterhalten sich, sie unterscheiden sich in ihren Lebensgewohnheiten und ihrer Hautfarbe». Frau A. ist schockiert darüber, dass ausgerechnet in einem Biologie-Lehrmittel Menschen aufgrund der Hautfarbe unterschieden werden. Die Biologielehrperson teilt Frau A. mit, dass dies das offizielle Lehrmittel der Schule sei und dass sie sich an den Verlag wenden müsse. Dies tut Frau A. und erhält die Antwort, dass diese Auflage schon längst veraltet sei. Die Abbildung und der dazugehörige Text sei durchaus problematisch und sei in der neusten Auflage angepasst worden.

Frau A. wendet sich an die EKR, um sich beraten zu lassen. Die EKR bestätigt, dass die Abbildung problematisch ist und empfiehlt Frau A., dies der Schulleitung zu melden. Die Schulleitung antwortet, dass sie jeglichen Rassismusvorwurf zurückweise und dass das fragliche Lehrmittel nicht genutzt worden sei, um Rassismus zu verbreiten. Die EKR wendet sich daraufhin direkt an die Schulleitung und erklärt, dass es vorliegend nicht um einen (direkten) Rassismusvorwurf gehe, sondern vielmehr darum, auf subtile, strukturelle Formen von Rassismus aufmerksam zu machen. Die frag-

liche Abbildung und der dazugehörige Text verstärke rassistische Stereotype und führe zu einer konstruierten Trennung von «wir» und «die anderen» (sog. «Othering»). Es frage sich also, wie man an Schulen mit solchen Abbildungen und Texten umgehe, und ob sie rassistisch hinterfragt und diskutiert würden. Die EKR informiert die Schulleitung über ihre Studie «Rassismus und Repräsentation gesellschaftlicher Diversität in Lehrmitteln» und ihre Fachtagung zu «Jugend und Rassismus», an der unter anderem struktureller Rassismus im Bildungsbereich thematisiert wird. Eine Antwort der Schulleitung stand bis Redaktionsschluss aus.

Rassismus im Einbürgerungsverfahren

Ein Mitarbeiter einer Gemeinde wendet sich an die EKR, weil ein Bürger regelmässig rassistische schriftliche Einsprachen gegen Einbürgerungsgesuche erhebt. Einige der schriftlichen Äusserungen erfüllen eindeutig den Tatbestand der Strafnorm gegen Diskriminierung und Aufruf zu Hass (Art. 261^{bis} StGB). Der Gemeindemitarbeiter ist der Meinung, dass dieser Bürger gestoppt werden müsse, und fragt die EKR um Rat.

Nach Einblick in die kantonale Gesetzgebung teilt die EKR dem Gemeindemitarbeiter mit, dass Behörden und Mitarbeitende des fraglichen Kantons und der Gemeinden berechtigt seien, Anzeige zu erstatten, wenn sie Kenntnis von einer von Amtes wegen zu verfolgenden strafbaren Handlung erhalten. Art. 261^{bis} StGB ist ein solches von Amtes wegen zu verfolgendes Officialdelikt. Es bestehe also ein Anzeigerecht, nicht aber eine Pflicht. Es fänden sich zudem in der kantonalen

Gesetzgebung keine Hinweise darauf, dass Einsprachen vertraulich und anonym zu behandeln seien.

Der Gemeindemitarbeitende teilt der EKR in der Folge mit, dass die problematischen Einsprachen gestützt auf kantonales Recht als ungültig erklärt worden seien. Dies wegen fehlender Begründung der Einsprachen, aber auch aufgrund der diskriminierenden Äusserungen. Der Erlass einer Strafanzeige werde nach Rechtskraft der Ungültigkeitsverfügungen noch geprüft. Die EKR begrüsst dieses Engagement der Gemeinde sehr.

Rassistisches Werbebild in Nachlass

Herr B. findet im Nachlass eines Bekannten ein Werbebild für ein Abbeizmittel aus den 1930er-Jahren. Auf dem Bild wird eine kolonial-stereotypisch dargestellte Schwarze Person mit weisser Farbe «angestrichen». Herr B. findet, dass einem bei Ansicht dieses Bildes der Atem stocke und die Haare zu Berge stünden. Dennoch fragt er sich, ob dieses Bild ein wichtiges Zeitdokument sein könnte für die Einordnung und Aufarbeitung von Rassismus und Kolonialismus in der Schweiz.

Die EKR informiert Herrn B., dass das Schweizerische Nationalmuseum eine Ausstellung zum Thema «Die Schweiz und der Kolonialismus» plane. Allenfalls bestünde für diese Ausstellung Interesse an dem fraglichen Werbebild.

Giulia Reimann, wissenschaftliche Mitarbeiterin bei der EKR. giulia.reimann@ggs-edi.admin.ch

Racisme structurel dans un manuel de biologie

Madame A. est mère d'une élève en première année de secondaire. Dans le manuel scolaire de biologie, la fille de Madame A. découvre une illustration montrant deux adolescents blancs et un adolescent noir dans un bus. Sous l'image, on peut lire la légende suivante : « les humains sont plus que de simples êtres vivants : ils conçoivent des appareils technologiques, discutent entre eux et se distinguent par leur mode de vie et leur couleur de peau ». Madame A. est choquée que la couleur de peau puisse être un motif de distinction entre les êtres humains, et ce dans un manuel d'introduction à la biologie. Interpellée, la personne chargée du cours dit à Madame A. qu'il s'agit du matériel pédagogique officiel de l'école et qu'elle devrait s'adresser à la maison d'édition qui l'a publié. Ce que fait Madame A. L'éditeur lui répond que cette version du manuel est obsolète depuis bien longtemps, que l'illustration et sa légende sont en effet problématiques et qu'elles ont été modifiées dans la nouvelle édition.

Madame A. demande conseil à la Commission fédérale contre le racisme (CFR). La commission confirme que l'image est problématique et recommande à Madame A. de contacter la direction de l'école. Celle-ci conteste tout reproche de racisme et assure ne pas utiliser le matériel pédagogique pour propager des idées racistes. Sur ces entrefaites, la commission s'adresse directement à la direction de l'école. Elle précise qu'il ne s'agit pas de lui reprocher un comportement (directement) raciste, mais qu'il y a lieu d'être attentif aux formes subtiles que prend le racisme structurel. L'illustration et la légende mises en cause renforcent des stéréotypes racistes induisant une séparation entre « nous »

et « les autres » (aussi appelé « ostracisme »). Aussi, la question est de savoir comment les écoles réagissent face à de telles illustrations et légendes, et si elles s'interrogent et discutent de façon critique de la problématique du racisme. La commission a transmis à la direction de l'école l'étude « Racisme et représentation de la diversité sociale dans les manuels scolaires » et évoqué le colloque « Les jeunes face au racisme », tous deux traitant notamment du racisme structurel dans le domaine de l'enseignement. À ce jour, la direction de l'école n'a pas donné de réponse.

Racisme lors de la procédure de naturalisation

Régulièrement confronté aux oppositions écrites de nature raciste qu'un citoyen de la commune adresse à l'encontre de demandes de naturalisation, un employé communal sollicite l'avis de la CFR, estimant qu'il faudrait mettre un terme à ces agissements. De fait, plusieurs des propos tenus dans ces oppositions constituent une violation de la norme pénale contre le racisme (art. 261^{bis} CP).

Après avoir consulté la législation cantonale, la commission informe l'employé communal que les autorités et les collaborateurs des communes et du canton en question sont autorisés à déposer plainte s'ils ont connaissance d'une infraction pénale poursuivie d'office. Or l'art. 261^{bis} CP constitue précisément un délit poursuivi d'office. Toutefois, sa dénonciation est un droit et non pas une obligation. Par ailleurs, la législation cantonale ne prévoit aucune obligation de traiter les oppositions de manière confidentielle et anonyme.

Par la suite, le collaborateur communal a informé la commission que les oppositions problématiques avaient été déclarées nulles sur la base du droit canto-

nal, et ce non seulement du fait qu'elles n'étaient pas justifiées, mais aussi à cause de leur caractère discriminatoire. Le dépôt d'une plainte pénale sera également évalué une fois les décisions de nullités entrées en force. La CFR salue l'engagement de la commune.

Image publicitaire raciste en héritage

Dans la succession de l'une de ses connaissances, Monsieur B. trouve une image publicitaire datant des années 1930 pour un produit décapant. Sur l'image, on peut apercevoir une personne noire « repeinte » en blanc dans un style colonial et stéréotypé. Monsieur B. affirme que cette image l'a laissé sans voix et lui a fait dresser les cheveux sur la tête d'énervement et de colère. Il se demande néanmoins si cette image pourrait être un document d'époque illustrant la classification et le traitement du racisme et du colonialisme en Suisse.

La CFR informe Monsieur B. que le Musée national suisse prévoit une exposition sur les liens entre la Suisse et le colonialisme pour laquelle l'image publicitaire en question pourrait présenter un intérêt.

Giulia Reimann, collaboratrice scientifique de la CFR. giulia.reimann@ggs-edi.admin.ch

Razzismo strutturale nel libro di testo di biologia

La signora A. è la mamma di un'allieva che frequenta la prima classe della scuola secondaria. Nel libro di testo di biologia della figlia ha notato l'immagine di tre giovani, due bianchi e un nero, su un autobus. La didascalia spiega che gli esseri umani non si «limitano» a vivere, bensì inventano dispositivi tecnici, dialogano, hanno abitudini di vita e colori della pelle diversi. La signora A. è scioccata dal fatto che in un testo di biologia si distinguano le persone in funzione del colore della pelle. L'insegnante di biologia le spiega che si tratta del sussidio didattico ufficiale della scuola e che deve rivolgersi all'editore, cosa che la signora A. fa. La casa editrice la informa che quell'edizione è superata da tempo, e che l'immagine e il relativo testo sono stati modificati nell'ultima edizione perché effettivamente problematici.

La signora A. si rivolge alla CFR per un parere. Quest'ultima conferma che l'immagine è problematica e consiglia alla signora di segnalarlo alla direzione della scuola, la quale risponde respingendo qualsiasi critica di razzismo e affermando che il materiale didattico in questione non è stato utilizzato per diffondere concetti razzisti. La CFR contatta quindi a sua volta la direzione scolastica per spiegare che non si tratta di una critica (diretta) di razzismo, ma piuttosto di un invito a prestare attenzione alle espressioni sottili di razzismo strutturale. L'immagine in questione e il relativo testo rafforzano gli stereotipi razzisti e introducono una distinzione artificiale tra «noi» e «gli altri» (il cosiddetto «othering»). Da qui è sorto l'interrogativo su come le scuole gestiscano immagini e testi del genere, se siano messi in discussione e analizzati criticamente dal punto di vista del razzismo. La CFR informa la direzione della scuola del suo studio sul razzismo

e la rappresentazione della diversità della società nel materiale didattico e le segnala il suo convegno «I giovani e il razzismo», dedicato, tra l'altro, anche al razzismo strutturale nel settore dell'educazione. A oggi la scuola non ha ancora reagito.

Opposizioni razziste alle procedure di naturalizzazione

Il dipendente di un Comune si rivolge alla CFR perché un cittadino presenta regolarmente opposizioni scritte di stampo razzista alle domande di naturalizzazione. Alcune esternazioni adempiono inequivocabilmente la fattispecie della discriminazione e dell'incitamento all'odio di cui all'articolo 261^{bis} del Codice penale svizzero (CP). L'impiegato comunale è dell'opinione che il cittadino debba essere fermato e chiede consiglio alla CFR.

Dopo aver consultato la legislazione cantonale, la CFR gli comunica che le autorità e i collaboratori del Cantone in questione e dei relativi Comuni possono sporgere denuncia se vengono a conoscenza di un reato perseguibile d'ufficio, quali sono le fattispecie di cui all'articolo 261^{bis} CP. Sussiste pertanto un diritto, ma non un obbligo, di denuncia. Nella legislazione cantonale non si trovano oltretutto indicazioni in merito a un trattamento confidenziale e anonimo delle opposizioni.

In seguito, il dipendente comunale informa la CFR che le opposizioni problematiche sono state dichiarate nulle sulla base del diritto cantonale, perché non motivate e a causa delle esternazioni discriminatorie. Una volta passate in giudicato le decisioni di nullità, si valuterà se sporgere denuncia penale. La CFR apprezza molto l'impegno di questo Comune.

Immagine pubblicitaria razzista nell'eredità

Tra i beni lasciati in eredità da un conoscente, il signor B. trova una pubblicità degli anni 1930 per un decapante, sulla quale si vede una persona dalla pelle nera, in versione stereotipo coloniale, dipinta di bianco. Il signor B. trova che l'immagine sia talmente scioccante da mozzare il fiato e far rizzare i capelli. Ciò nonostante si chiede se possa costituire un importante documento storico per la collocazione e la rivisitazione del razzismo e del colonialismo in Svizzera.

La CFR informa il signor B. che il Museo nazionale svizzero prevede di organizzare una mostra dedicata alla Svizzera e al colonialismo, per la quale l'immagine pubblicitaria in questione potrebbe risultare interessante.

Giulia Reimann è collaboratrice scientifica della Commissione federale contro il razzismo. giulia.reimann@gs-edi.admin.ch

Bildnachweis

Crédit photo

Diritti d'autore della foto



Title The School of Basel Mission in Gold Coast (Ghana), 1880s
Source CC Náprstkovo muzeum



Title South Africa Hottentot. Bush woman. Old photograph from the *Collection anthropologique du Prince Roland Bonaparte*
License © Mary Evans / Natural History Museum



Title Extrait d'un article de journal
Source Humanrigths.ch

Title Spaanse politie tijdens demonstratie in San Sebastiaan. Bestanddeelnr
License CC Nationaal Archief



Title Studente in de zon, in het park Jardin du Luxembourg
License CC Nationaal Archief



Title Exposition nationale suisse 1896. Le continent noir au parc de plaisance de Genève

License @ Bibliothèque de Genève

Title Maestrani Choco- 60 Cts Boy

License @ Bibliothèque de Genève

Title Tobler cacao en paquet plombés

License Bibliothèque de Genève

Title Colonial-Maryland, La nouvelle cigarette

License @ Noël Fontanet / Bibliothèque de Genève



Title Africa - Tanganyika - Dar Es Salaam-Women convicts working on road
License US Public Domain



Title Boulevard Carl Vogt Geneva
License CC Roman Deckert

Title Denkmal für Alfred Escher von Richard Kissling am Züricher Hauptbahnhof
License CC Flominator

Not mentioned images are from the public domain, royalty-free photo banks and personal productions. Thanks to the Geneva Library for making its poster archives available for free.

Thanks to Nationaal Archief, The Museum of history New South Wales, The Cleveland museum of art, The New York Public Library, The British Library and the Museum of New Zealand te papa tongarewa for the publication of royalty-free archive images.

TANGRAM bestellen

Commander TANGRAM

Ordinare TANGRAM

www.ekr.admin.ch

47 (Nummer / nombre / numero)

Koloniales Erbe der Schweiz
La Suisse et ses héritages coloniaux
La Svizzera e i suoi retaggi coloniali

46

Struktureller Rassismus
Le racisme structurel
Razzismo strutturale

45

Verschwörungstheorien, Fake News und Rassismus
Théories du complot, *fake news* et racisme
Teorie del complotto, fake news e razzismo

44

Rassismus im Jahr 2020
Le racisme en 2020
Il razzismo nel 2020

43

Meinungsäusserungsfreiheit und Kampf gegen Rassismus
Liberté d'expression et lutte contre le racisme
Libertà di espressione e lotta al razzismo

42

Integrationsarbeit und Kampf gegen Rassismus
Travail d'intégration et lutte contre le racisme
Lavoro d'integrazione e lotta al razzismo

41

Sport und Rassismus
Sport et racisme
Sport e razzismo

40

Muslimfeindlichkeit
Hostilité envers les musulmans
Ostilità verso i musulmani

39

Antisemitismus
L'antisémitisme
L'antisemitismo

38

Rassendiskriminierung und Zugang zur Justiz
Discrimination raciale et accès à la justice
Discriminazione razziale e accesso alla giustizia

37

Schule
L'école
La scuola

36

Welche bunte Schweiz?
Quelles couleurs pour la Suisse?
Quale Svizzera variopinta?

35

20 Jahre
20 ans
20 anni

34

Humor, Satire und Ironie
Humour, satire et ironie
Umorismo, satira e ironia

33

Anti-Schwarzer Rassismus
Racisme anti-Noirs
Il razzismo contro i Neri

32

Extremismus
Extrémisme
Estremismo

31

Die Anderen
L'Autre
L'Altro

30

Jenische, Sinti, Manouches und Roma in der Schweiz
Yéniches, Manouches, Sintés et Roms en Suisse
Jenisch, Sinti, Manouches e Rom in Svizzera

29

Berufswelt
Le domaine de l'emploi
Il settore dell'impiego

28

Stadt – Land
Ville – Campagne
Città – Campagna

27*

Politischer Diskurs
Le discours politique
Il dibattito politico

26

Sicherheit – Sicherheiten
Sécurité – Sûreté
Sicurezza – Sicurezze

25

Muslimfeindlichkeit
Hostilité envers les musulmans
Ostilità verso i musulmani

24

Strukturelle Diskriminierung
 Discrimination structurelle
 Discriminazione strutturale

23

Mehrfachdiskriminierung
 Discrimination multiple
 Discriminazione multipla

22

Multikulturelle Gesellschaft
 Société multiculturelle
 Società multiculturale

21

Internet

20

Monitoring
 Monitorage
 Monitoraggio

19

Jugend
 Jeunesse
 Gioventù

18

Öffentlicher Raum
 Espace public
 Spazio pubblico

17

10 Jahre gegen Rassismus
 10 ans de lutte contre le racisme
 10 anni di lotta contro il razzismo

16

Gesundheit
 Santé
 Sanità

15

Sport

14

Religion in der Schule
 La religion à l'école
 La religione a scuola

13

Medien
 Les médias
 I media

12

Rassismusbekämpfung international
 La lutte contre le racisme sur le plan
 international
 Lotta al razzismo sul piano internazio-
 nale

11 *

Arbeitswelt
 Le monde du travail
 Il mondo del lavoro

10*

Rassismus und Geschlecht
 Femmes et hommes face au racisme
 Donne e uomini di fronte al razzismo

9

Gemeinsam gegen Rassismus
 Ensemble contre le racisme
 Insieme contro il razzismo

8*

Farbige Schweiz
 La Suisse de couleur
 La Svizzera a colori

7*

Muslime in der Schweiz
 Les musulmans en Suisse
 I musulmani in Svizzera

6

Religion und Esoterik
 Religion et ésotérisme
 Religione ed esoterismo

5

Kinder- und Jugendbücher
 Livres pour les enfants et les jeunes
 Libri per bambini e per giovani

4*

Lässt sich Rassismus beobachten?
 (Forschung)
 Est-ce qu'on peut observer le racisme?
 (recherche)
 È possibile osservare il razzismo? (ricer-
 ca)

3*

Zigeuner
 Tsiganes
 Zingari

2*

Medien und Rassismus
 Médias et racisme
 Mass media e razzismo

1*

Antirassismus-Strafnorm
 L'article sur la discrimination raciale
 La norma penale contro il razzismo

* vergriffen / épuisé / esaurito

Für weitere kostenlose Exemplare von
 TANGRAM wenden Sie sich an:

Pour obtenir gratuitement d'autres
 exemplaires de TANGRAM s'adresser à:

Per ottenere gratuitamente copie
 supplementari di TANGRAM rivolgersi a:

ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

Impressum

TANGRAM – Zeitschrift der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus

TANGRAM – Revue de la Commission fédérale contre le racisme

TANGRAM – Rivista della Commissione federale contro il razzismo

Nummer / Numéro / Numero 47

Oktober / Octobre / Ottobre 2023

Herausgeber / Éditeur / Editore

Eidg. Kommission gegen Rassismus
Commission fédérale contre le racisme
Commissione federale contro il razzismo

Inselgasse 1. CH - 3003 Bern

058 464 12 93

ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

www.ekr.admin.ch

www.facebook.com/ekrcfr

www.twitter.com/ekrcfr

www.instagram.com/ekr_cfr/

Chefredakteurin / Responsable de rédaction / Responsabile della redazione

Sylvie Jacquat.

sylvie.jacquat@gs-edi.admin.ch

Redaktion dieser Nummer / Rédaction de ce numéro / Redazione per questo numero

Sylvie Jacquat, Samuel Jordan, Theodora
Peter (www.sprachkraft.ch)

Übersetzungen und Korrektorat

Traduction et révision des textes

Traduzione e revisione testi

Deutscher Sprachdienst GS-EDI

Service linguistique francophone SG-DFI

Servizio linguistico italiano SG-DFI

Illustrationen / Illustrations / Illustrazioni

Dominik Kaboré, Patrick Khoury

dominikabore.site; padou.org

Grafische Gestaltung / Graphisme /

Concezione grafica

Monica Kummer, www.monickummer.ch

Druck / Impression / Stampa

Brunner AG, Druck und Medien, Kriens,
www.bag.ch

Auflage / Tirage / Tiratura

3 850

Vertrieb / Distribution / Distribuzione

BBL, Verkauf Bundespublikationen,

CH-3003 Bern

www.bundespublikationen.admin.ch

Art.-Nr.: 301.300.47/23

Abonnement / Abbonamento

ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

Preis / Prix / Prezzo

Gratis / Gratuit / Gratuito

Internet-Bestellungen von TANGRAM und
anderen Publikationen der EKR:

Pour commander TANGRAM et d'autres
publications de la CFR par Internet :

Per ordinare TANGRAM e altre pubblicazioni
della CFR online:

www.ekr.admin.ch

© EKR/CFR

Nachdruck von Beiträgen mit Quellenan-
gabe erwünscht; Belegexemplar an die EKR.

Reproduction autorisée avec mention de la
source ; copie à la CFR.

Riproduzione autorizzata con menzione
della fonte; copia alla CFR.

Art. Nr. 301.300.47/23dfi / 10.2023 / 3 850

Die Meinung, die in den Beiträgen vertreten wird, muss nicht jener der EKR entsprechen.

L'opinion émise dans les textes ne reflète pas forcément celle de la CFR.

L'opinione espressa negli articoli non riflette necessariamente quella della CFR.

Illustrationen in dieser Ausgabe

Illustrations de ce numéro

Illustrazioni di questo numero

Missstände in einer Gesellschaft zu begreifen, setzt voraus, dass sie zunächst sichtbar gemacht und wahrgenommen werden. Das Kombinieren von Text und Bild ist ein ideales Mittel, um Fakten zu vermitteln und gleichzeitig die Menschen, die diese Zeitschrift lesen, zu sensibilisieren.

Es freut uns sehr, bei diesem Vorhaben mitwirken zu können. Unser Anliegen war es, die mit dem kolonialen Erbe verbundenen Probleme auf differenzierte Weise zu zeigen. Dieser Ansatz führte zu einer Methodik, die Analyse, Recherche und Austausch einschließt. Wir haben historisches Wissen angezapft, Archive durchforstet und persönliche Erinnerungen und Erfahrungen abgerufen. Unsere Zusammenarbeit offenbarte, welches Gewicht Bilder haben, wie wirkungsmächtig sie sind und dass sie sich je nach Kontext und individuellem Blick ändern.

Es blieb die Frage, wie sich eine solch komplexe Thematik darstellen lässt. Unsere Antwort haben wir im Mittel der Collage gefunden. Ob humorvoll, schockierend oder faszinierend, die ausgewählten Bilder ermöglichen einen einzigartigen Zugang, ohne ins Klischeehafte zu kippen. Die historischen Fotografien verstärken die zeitliche Dimension unserer Arbeiten, verleihen ihnen dokumentarische Authentizität und schaffen einen emotionalen Draht zur Vergangenheit.

Wir wollten starke, kontrastreiche Darstellungen vorlegen, die Emotion und Reflexion kombinieren. Wir laden Sie ein, einen unvoreingenommenen, freien Blick auf das Ergebnis zu werfen, um den Ursprung unserer heutigen durchmischten Gesellschaften zu hinterfragen.

Dominik Kaboré, Patrick Khoury und
Olga Madjinodji
dominikabore.site
padou.org

Pour appréhender les maux inhérents à une société, il faut commencer par les mettre en lumière et les exposer. Combiner textes et images est un moyen idéal pour allier transmission factuelle et éveil de la sensibilité des personnes qui nous lisent.

Honorés de pouvoir contribuer à cette entreprise, nous avons voulu dépeindre subtilement les problématiques liées à l'héritage colonial. Notre approche s'est traduite par une méthodologie englobant analyse, recherche et échanges. Nous avons puisé dans les connaissances historiques, exploré les archives et mobilisé nos souvenirs et expériences personnelles. Cette collaboration a fait ressortir l'importance de l'image et son impact, changeant selon le contexte et les perspectives individuelles.

Restait à savoir comment rendre une thématique si complexe. Nous avons trouvé la réponse dans le médium du collage. Les images choisies, qu'elles soient humoristiques, choquantes ou intrigantes, ont permis une approche unique tout en évitant les écueils du cliché. Les photographies historiques ont renforcé la dimension temporelle de nos œuvres, insufflant une authenticité documentaire et tissant un lien émotionnel avec le passé.

Nous voulions livrer un rendu aux vifs contrastes combinant émotions et réflexions. Nous vous invitons à poser un regard libéré sur le résultat afin de questionner les origines de nos mixités actuelles.

Dominik Kaboré, Patrick Khoury
et Olga Madjinodji
dominikabore.site
padou.org

Per capire i mali che affliggono una società, dobbiamo iniziare a metterli in luce, a renderli visibili. Combinare testi e immagini è un mezzo ideale per esporre fatti e risvegliare la sensibilità delle persone che ci leggono.

Onorati di poter contribuire a questo obiettivo, abbiamo voluto rappresentare in modo sottile i problemi correlati all'eredità coloniale optando per un approccio basato su una metodologia che comprende analisi, ricerca e discussione. Abbiamo attinto alle conoscenze storiche, esplorato gli archivi e mobilitato i nostri ricordi e le nostre esperienze personali. Questa collaborazione ha sottolineato l'importanza dell'immagine e il suo impatto, che muta a seconda del contesto e delle prospettive individuali.

La domanda che rimaneva in sospeso era come riuscire a illustrare un tema così complesso. Abbiamo trovato la risposta nell'arte del collage. La scelta delle immagini – umoristiche, scioccanti o intriganti – ci ha permesso di adottare un approccio unico e di evitare le trappole del cliché. Le fotografie storiche hanno rafforzato la dimensione temporale di questo nostro lavoro, conferendogli un'autenticità documentaria e tessendo un legame emotivo con il passato.

Volevamo creare qualcosa che fosse caratterizzato da vividi contrasti e riuscisse a combinare emozione e riflessione. Vi presentiamo qui il frutto del nostro lavoro, invitandovi a scoprirlo con uno sguardo candido e a riflettere sulle origini della nostra eterogeneità.

Dominik Kaboré, Patrick Khoury e
Olga Madjinodji
dominikabore.site
padou.org